

«L'Économie» : le luxe perd ses paillettes

BOURSE

MARDI 26 MAI 1992

Du crime mafieux au terrorisme

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14719 - 6 F

l'ASSASSINAT du juge Fal-acona deveit logiquement accélérer l'élection du président de la République italienne. Meis il faudra bien plus que ce «sur-saut» des politiciens pour règler les graves problèmes illustrés par

cre de Palerme » va bien au-delà des règiements de comptet auxquels se livre d'ardinaire la Mefia, avec en moyenne trois assassinata per jour dana la seula Sicila. Tout indique qua l'on est passé, selon l'expression d'un social-démocrate Italian, mofieux s. Mêma les brigades rouges, terrassées après de lonques et dures cannésa de plomb », étaient rarement allées techniques directament milltaires, lesqualles rappellant devantage les attentats au Liban, nu encore coux de l'IRA an Grande-Bretagne et de l'ETA en Espagne, que les méthodes e normales a du crime organisé.

イヤリダー・ フィ

(. 1988 · 1918 · 1918 · 1918

Service Services

A STATE OF THE STA

Total Control of the Control of the

.

- A--

Ann aller

Acres 4

The same of the sa

SANS doute d'autres pays Sque l'Italie connaissent des blèmes de ce genre, La Mafia mationa, la vingtième puissance financière de la planète, elle n'en est pas moins a bettues per les cartels de le drogue, et celui de Medellin pratique en Colombie le même jarrorisme déstabilisateur. Mais il s'aut là de pays du Tiers-monde. Le cas italien détonne d'autant plus parmi les grandes démocraties industrialles que la de est solidement ancrée dens le Communauté eurotroisième des Douze en importance et l'une des plus dynami-ques. A l'houre de Meastreht et du futur grand marché européen, il serait temps ed'oublier Pelerme », dont les pratiques

En fait, le problème est avant tout politique. Malgré l'émer-gence épisodique de serviteurs intrépides, tels le juga Falcone et avent lui le général Della Chiesa, assassiné il y a blentôt dix ans, l'Etni tellen en la victime chrol'Etat italien est la victime chronique d'un système perlementaire instable, your sux combinezioni » politiciennes, mals aussi secoué de complots divers, comme on l'e vu evec l'affaire Gladio et la scandele da la

ES élections législatives de Les printemps aut mis en évidence non seulement l'essou-fflement de la « partitocratie », mais encore, avec l'émergence des ligues régionales, la division du pays entre un Sud gangrené par la Maña et un Nord jugé plus a propre s. Moyennent quai, le scandale de la corruption à Milan e montré que le mai est plus répandu que ne le croient les

Le juge Felcone periait fuimême d'une « longue guerre » contre la Maffa, dont, ajouzait-il, la « tête ast à Rome ». Ne devait-il pas constater que, sur les troie cents quarante daux mafieux dont il avait obtenu la condemnation fors du «maxi-pro-cès s de 1987, seuls quelques dizaines sont à ca jour encore en prison? Il faudra encore bien d'autres héros comme lui pour purger l'abcès. Et aussi un vrai gouvernement à Rome, par-delà un président qui risque de rester encore fort longtemps una

> Lire page 3 les articles do MARIE-CLAUDE DECAMPS



Parallèlement à des raids au Liban

lultiplication des violences

La tension e'est brusquement aggravée au Proche-Orient. aviation israélienne a effectué, lundi 25 mai, de nouveaux raids au Sud-Liban. La veille, en Israël et dans les territoires occupés, un déchaînement de violences et de haine evait été causé par l'assassinat d'une adolescente israélienne par un jeune Palestinien, près de Tel-Aviv, et une opération de police à Gaza, au cours de laquelle trois activistes palestiniens et un garde-frontières israélien ont trouvé la mort. Une quarantaine de personnes ont été blessées au cours de la journée de dimanche.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Par ses violences, ses dérives et ses bavures, par le sang versé et les haines exprimées sans rete-nue, le dimanche 24 mai, en Israel et dans les territoires occupés, restera peut-être dans les mémoires comme la jonrnée des apprentis sorciers.

Un assassinat, deux émeutes, des ratonnades, une opération de police qui a fait quatre murts à Gaza, des bombes incendiaires, des dizaines d'arrestations, au mnins quarante blesses palestiniens par balles, le tout sur fond d'inquiétants bruits de bottes aux frontières nord du pays : un dimanche de tensions, à un mois des élections générales parmi les plus disputées dans l'Etat juif.

Depuis lundi matin à quatre heures, et pour au mains trois jours, le couvercle a été mis sur e chaudron de Gaza : pour les

MOSCOU

de notre correspondant

Crimée, Caucase, Muldevie :

les trois crises majeures qui agi-

tent actuellement l'ex-URSS se

trouvent tontes à l'extérieur des frontières de la Russie, mais,

dans chacune, la Russic est pro-

fondément impliquée.

punir des désordres de la veille et en prévenir de nouveaux, les sept cent cinquante mille Palestiniens de ce territoire ont été consignés

Après les trois raids meurtriers de l'evietion israélienne sur le sud du Liban à le veille du weekend, de nunveeux bombardements aériens unt été opérés sur la même région hundi matin. Et, de Lisbonne, le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, n'a pas écarté la possibilité d'aller plus inin.

La juurnée dérapage de dimanche s'est ouverte à peine l'anbe levée, dans la ville de Gaza, sur une opératina canjainte de le police des frontières et de l'armée.

PATRICE CLAUDE

Russie: la tentation des méthodes impériales

Ukrainiens, Azéris et Moldaves dénoncent la politique d'intimidation de Moscou

Lire la suite et l'article de LUCIEN GEORGE

Moscou, nù, à travers le brouil-

lard de déclerations contradic-

toires ou ambigués, certeins voient réapparaître, plus tôt

qu'nn ne l'imaginait, le spectre

d'une vieille politique : celle de

l'intimidation, pour ne pas dire

Le cas le plus flagrant est celui

de la Crimée. Au moment même

du chantage.

Ukrainiens, Azéris et Moldaves nú l'Ukraine, prodiguant les mil-pointent un doigt accusateur vers liards et multipliant les pro-

En obtenant la démission de M. Bernard Tapie

M. Pierre Bérégovoy a voulu renforcer son image de rigueur

M. Bernard Topie s'est démis de ses fonctions de ministre de la ville, samedi 23 mai dans la soirée, eprès avoir été raçu par M. Bérégovoy, puis per M. Mitterrand. Ses attributions ont été transférées au premier ministre. Menacé d'être inculpé, le 27 mai, d'abus de biens sociaux et présentation de faux bilens, sur plainte de M. Georges Trenchent, député (RPR) des Heuts-de-Seine, M. Tapie a été invité à quitter le gouvernement après evoir riposté en attequent la magistrature. M. Bérégovoy veut ainsi conforter son image



FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Un accroc annoncé

par Jean-Marie Colombani

François Materrand protège ceux qui le servent : cette constante dans la vie du chef de l'Etat explique sans doute, en partie, la protection élyséenne dont M. Bernard Tapie avait bénéficié depuis son cotrée en politique, jusqu'à sa promotion spectaculaire au sein du gouvernement, et aux heures mêmes qui out page 5 | précédé son départ. Naturellement

immédiatement d'être corrigée par une donnée tout aussi constante, expérimentalement vérifiée : M. Mitterrand passe nn temps non négligeable à gérer, et si possible à corriger, ses propre erreurs. Car il va de soi que l'entrée de M. Tapie au gouvernement était une erreur, comme l'opposition a désormais

sie n'avait eucune « revendication

territoriale » à l'égard de

Lire la suite page 4 et l'article

de PHILIPPE LEMAITRE

sur l'aide à la CEI page 27

JAN KRAUZE

u Une mise à l'écart habillée en sacrifice cette qualité présidentielle vaut

beau jeu de le souligner.

Lire in snite page 17

Privatisations et nationalisations

Lire ausși

Les quatre contrevérités

De l'amitié à la guerre

« Il peut encore rebondir »

de l'a artiste »

par ALAIN ROLLAT

par EDWY PLENEL

par FRÉDÉRIC BOBIN

par GUY PORTE

pages 16 et 17

La dernière mort du «ni-ni»

Le comité directeur du PS adopté durant le week-end le contrat de législeture 1993-1998 qui entérine l'ebandon du dogme du « ni-ni » - «ni nationelisation - ni privatisation » - que M. Frençois Mitterrand aveit imposé en 1988. La nouvelle ligne, conforme aux idées de M. Pierre Bérégovoy, admet à la fois de vraies privatisatinns et l'ecquisitinn per l'Etat de nouvelles entre-

Lire page 25 l'article d'ERIK IZRAELEWICZ

L'ÉCONOMIE

Le luxe perd ses paillettes

L'industrie française du tuxe e mangé son pain blenc. Un subtil changement se fait sentir depuie l'en dernier. L'ostentation fait place à une consommation plus discrète, plus ettentive à le qualité. Les « griffes » en sant réduites à resserrer la gestion et à brider les prix...

Lire aussi les pages Actualité, Perspectives, Mode d'emploi, Opinions avec la chronique de Paul Fabra, Dossier (els Plan à le francaisar). Conjuncture.

pages 35 à 46

ESPACE EUROPÉEN

■ La Communauté face aux querelles byzantines - Malte regarde vera le Nard . Un dent » d'iriande

«Sur le vif» et le sommaire complet

Révélation d'un chef

messes d'autunumie, semblait et rattachée à l'Ukraine. Les élus

avnir réussi à convainere les ont certes assorti leur résolution

«séparatistes» de la presqu'ile de d'une proclamatinn de bonnes

rennncer à leurs intentions, le intentions et affirmé que la Rus-

Inconnu en France, un Japonais de trente-deux ans, Kazushi Ono, s'affirme comme un grand mahlérien

de notre envoyée spéciale On ne nous dit rien! Ainsi un

Parlement de Moscou e relancé

l'effaire de la menière le plus

spectaculaire qui soit : è une

écrasante majurité, il a déclaré

« sans valeur juridique » l'acte par

lequel la Crimée fut détachée en

1954 de la Fédération de Russie

chef était né. Et sans le hasard d'un remplecement, à Lyon, les 22 et 23 mai, on aurait continué à l'igno-rer. Il n'est pas un épigone de Brunn Walter – le fantastique, la précision rapide et aérée – ni un imitateur d'Otto Klemperer – le imitateur d'Otto Klemperer – le messianisme, le souffie, – pas non plus le petit dernier de deux générations de musiciens qui om fait de Mahler leur pain quntidien – Bernstein, Solti, Haitink, Mazzel pour les caciques, Inbal, Ozawa, Teanstedt, dans des styles très différente en cours des quieze der férents, en cours des quinze der-

Non, Kazushi Onn ne s'inscrit apparemment dans oucune école, dans aucune tradition (sauf peut-être celle de Takashi Asahina, vétéran d'Osaka, dont les symphonies de Bruckner ont cette lenteur gran-diose et légère, cette intemporalité).

son propre paysage mental. Mahler n'evait pas trente-cinq ans, il est vrai, lorsqu'il entreprit de s'interroger, oprès la mort de Hans de Bülow, sur le sens de l'existence et sur la vie éternelle, interrogations

Des grandes questinns métaphysi-ques qui agitent la Seconde sym-phonie Résurrection, ce Japonais de trente-deux ans semble evoir fait,

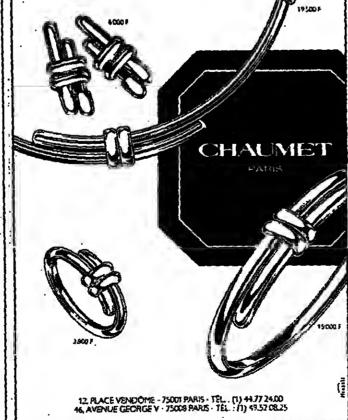
dans une totale indépendance de

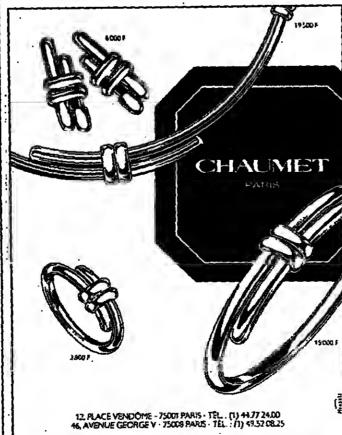
tempos, d'eccentuation et de ton,

dont aliaient émerger les tableaux prométhéens de la Seconde sym-phonie. Un premier prix eu Cancours Tascanini en 1987, des débuts européens à Munich, des incursions répétées à l'Est, en Finlande, des projets au Portugal, à Milan, rien en France évidemment. Kazushi Ono est, depuis deux ans, directeur musical de l'Orchestre de Zagreb, il e pris en evril la succession de Tadaaki Otaka à la tête de la Philharmonie de Tokyo.

ANNE REY

A L'ÉTRANGER: Alpária, 4.60 DA; Merco, 6 OH; Turisia, 750 m.; Alformagne, 2.50 DM; Autriche, 25 SCH; Balaigue, 40 FB; Caracte, 2.25 S CAN; Antibas-Réunion, 9 F; Côte-d'hoine, 455 F CFA; Denomark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA G.B., 85 p.; Grice, 220 DR; Mande, 1,20 L; Luckenbourg, 42 FL; Morrège, 14 KRN; Pays-Sas, 2.75 FL; Portugel, 170 ESC; Sándgel, 450 F CFA; Suites, 1,90 FS; USA (NYI, 2 S; USA (NYI), 2 S; USA (NY





Un entretien avec Samir Amin

« Le tiers-monde reste la zone des tempêtes et de l'échange inégal »

« A cinq siècles de distance, quels ont été les bouleverse-ments durables apportés par la découverte de l'Amérique?

- Le 14 octobre 1492 marque la naissance du monde moderne, l'ap-parition de la formule «pour le meilleur et pour le pire». Avant ce tournant, c'est le pouroir qui confé-rait la richesse. Avec la découverte du nouveau monde, l'accumulation de richesses est devenue source de pouvoir. Deux phénomènes majeurs sont apparus simultanément :

» Le capitalisme, dans sa forme «préhistorique», e'est-à-dire le mer cantilisme, avec un souci très elair de rationalité. Il y a en une coupure idéologique et culturelle que les Européens ont appelée Renaissance, C'était une façon de nier la période féodale et de saluer une sorte d'Antiquité retrouvée.

» Le début de la canquète du monde. Les Européens ont pris conscience pour la première fais qu'ils pouvaient asseoir leur dominatinn. Précisinn importante : leur supériorité technologique a été le produit de cette conquête, et non sa cause. Il a fallu attendre la révo-lution industrielle pour que l'Occi-dent dispose d'une supériorité maté-

» Depuis cinq siècles, le seul phé-nomène observé de manière linéaire est la polarisation. Il s'agit de l'écart grandissant entre les sociélés qui composent le monde moderne. Ce sont des écarts sans commune mesure avec ceux qui existaient par le passé. Au XIX siècle, il a fallu une trentaine d'années à l'Allemanne pour rattraper et dépasser l'Angle-terre et la France. Combien de temps mettra le Brésil pour rattraper les États-Unis, campte tenu de ses contraintes extérieures qui sont bien plus lourdes qu'il y a un siècle?

« Marx a découvert l'essentiel du monde moderne: l'aliénation marchande et la destruction de la nature.»

Comment expliquez-vous cette propension du capitalisme à aggraver les inégalités?

- La cause de la polarisation est simple: le capitalisme comme sys-tème mondial ne fonctionne pas sur la base d'un marché du travail récl-lement mondial. Malgré l'immigratinn, it n'existe pas de commune mesure entre les déplacements de main-d'œuvre (le marché du travail reste très elnisonné] et l'extraordi-naire mobilité des capitaux et des marchandises. Cette cause suffit à créer la polarisation. En ce sens, le discours libéral est tronqué. Marx croyait que les libéraux iraient jus-qu'au bout de leurs intentions, qu'ils ouvriraient les frontières dans leurs

Né au Caire en 1931, Samir Amin e apporté depuis 1956 une forte contribution à la pensée économique marxiste. Ses travaux ont mis en lumière ce qu'il appelle la dimension « polarisante » du capitalisme. A ses yeux, le système économique mondial se décompose en deux pôles, avec un «centre» développé s'eppropriant les ressources de nombreuses «périphéries » ; le sous-développement ne tient è ses yeux ni au retard des pays pauvres ni au poids de leur tradition, mais eux transferts permanents entre le « centre » et les « périphéries». Cette théorie e été présentée et approfondie dans plusieurs de ses ouvrages, notamment le Développement inégal (Minuit, 1973), Classe et nation dans l'histoire et la crise contem-poraine (Minuit, 1979). Pour le tiers-monde, le salut viendra selon lui de la

ture aux travailleurs aurait permis

une lutte sociale égale entre les êtres bumains, Songez à l'accord de libre-

échange entre les Etats-Unis et le

Mexique, Capitaux et marchandises

circuleront librement, ainrs qu'aux

Etats-Unis certains envisagent de

bâtir un mur à la frontière américa-

no-mexicaine pour stopper les Ilux

- Comme marxiste, vous condamnez le capitalisme sans

- Nnn. Le capitalisme a eu deux

aspects positifs majeurs: Il a permis le développement des finces produc-tives à une échelle énorme. (Mais c'est aussi sa maladie, et les écolo-gistes redécouvrent le caractère des-

tructeur de la croissance exponen-

tielle); il a contribué à la laïcisation

des sociétés et à l'apparition d'une démocratie bourgeoise. Ce dernier

» Le capitalisme s'est fondé sur

l'alienatinn marchande. Il suppose une idéologie donnant, aux, progrès des forces productives le rôle que Dieu avait joué auparavant. Les sociétés antérieures étaient gérées

dans un cadre divin ou métaphysi-que, comme l'hellénisme nu le

cnnfucianisme. Le capitalisme a rompu avec cela. Il ne suffisait plus d'appliquer les lois éternelles de

Dieu pour progresser. Il fallait inventer d'autres modes d'organisa-

tion. La démneratie haurgeoise en

- Ce n'est pas si mal, comparé à l'effondrement récent des « démocraties populaires » d'Eu-rope de l'Est ou è l'implosion de l'ex-URSS...

A faut revenir en arrière. La révolution russe de 1917 fut confrontée à une tâche contradic-

» Rattraper (en terme d'industrie, de développement des forces mili-

» Faire «autre chose», une société

» A partir de 1930, l'objectif du

rattrapage a occupé le devant de la scène. L'amhition de faire « autre

ehose» est devenue une phrase

d'embellissement, creuse et menson-gère. Le système soviétique n'avait rien à vair avec le socialisme. Ce

toire dans un pays arriéré:

aspect mérite une explication.

de population...

loppement autocentré où les périphéries s'effranchiront des liens qui les attachent au Nord capitaliste. « Des hommes clairvoyants, frappés par les maux de la société, nous en avons vu souvent dans l'Histoire, mais rarement d'aussi troublants que celui-ci», écrivait Alfred Sauvy en 1982 à propos de ce professeur marxiste (et qui dit le rester), encien conseiller de Nasser au Plan (1957) puis de plusieurs chefs d'Etat africains eu moment des indépendances. Son demier ouvrage, l'Empire du chaos, paru en 1991 (L'Harmattan), offre la vision de la fin d'un monde marqué par l'écroulement des trois piliers de l'après-guerre : « Le fordisme occidental, le soviétisme et le tiers-mon-

pas, in bourgeoisie ne veut pas le socialisme, elle veut le capitalisme.» Anjuurd'hui, nn abserve une fort

désarroi en Europe de l'Est, et une incroyable vulnérabilité des démo-

tures et d'autres autocraties.

monde contemporain?

reste-t-il une réflexion éclaira

pour comprendre l'évolution du

zons qu'on ne peut plus refermer. Ainsi sa vision du capitalisme qui,

écologistes ont retrouvé Marx sans le

savoir. Marx a découvert l'essentiel du monde moderne, l'aliénation

marchande et la destruction de la

« La fin

de la guerre froide,

c'est la guerre!»

Vaua dites que des trois piliers qui fondaient le monde de

- Le «furdisme» était un compro-mis social entre le capital et le travail qui a fonctinnné depuis la seconde guerre mondiale. Il s'inscri-

vait dans un contexte doublement favorable: l'existence d'un système productif nationat (un pouvait encore parler d'une industrie fran-

caise, anglaise ou allemande.) L'exis-tence de forces de gauehe impor-tantes. Le fordisme s'est écroulé

avec la fin des systèmes productifs nationaux au profit d'une mondiali-sation de l'économie et des chaînes de production disséminées à l'échelle planétaire. Les forces de gauche ont décliné. Il n'existe pas dans un ave-pir visible l'embranc d'une un ave-

nir visible l'embryon d'un Etat mul-tinational pour gérer ce système pro-ductif mondialisé.

- L'Europe de Maastricht ne constitue-t-elle pas les prémices

- Non, car l'Europe souffre de sa vision étriquée initiale : un marché commun. J'espérais il y a dix ans

que les gauches européennes pren-

draient l'initiative d'une politique

sociale commune pour ajuster vers le haut les législations. C'est le contraire qui s'est produit. L'Europe continuera d'être gérée par une technocratie. En ce sens, je suis con-tre cette notion de monnaie unique

car il s'agit d'une contrainte absolue et non démocratique. C'est la Bun-desbank qui fera tout! L'expansion-nisme allemand est en marche, et l'Allemagne se moque bien de l'Eu-

de ce super-Etat?

« déconnexion », c'est-à-dire d'un déve-

rope. Elle dispose d'un espace de croissance vers l'Est qu'elle consi-dère comme son Amérique latine. Il aurait fallu des forces politiques organisées à l'échelle européenne, et une démocratie réelle qui aille au-delà du seul Parlement de Strasqui s'est effondré l'an passé était une forme de capitalisme. L'URSS avait produit sa bourgeoisie qui, comme toutes les bourgeoisies, aspi-rait à l'enrichissement par la détentinn des moyens de production. Le

L'Europe tire malgré tout des avantages de la fin de la guerre froide?

socialisme était mort depuis 1930... Il faut rappeler ce que disait Mao en 1963 aux cadres du parti chinois : « Comme en URSS, vous avez construit une bourgeolsie. N'oubliez Moins que les Etats-Unis, qui ont rétabli leur hégémonie militaire. On nous a longtemps proclamé que la guerre froide portait en elle les plus grands dangers de conflit. C'était à mon sens un danger irréel, un chantone permanent aguir par les craties. Les modèles d'Eltsine, c'est le Chili de Pinochet nu la Corée du Sud. Les régimes actuels risquent d'être une transition entre des dictaun chantage permanent agité par les deux superpuissances. La réalité, c'était la bipolarité militaire, car l'ar-mement était le seul domaine où FURSS avait effectivement accompli Malgré ces chengements brutaux, vous continuez de vous référer eu marxisme. En quoi un effort de rattrapage. On revient aujourd'hun à la situation de 1944, Inrsque les Etats-Unis avaient le monopole de l'arme atomique. cette époque, ils l'ant utilisée... Je considère que le danger de recourr à cette arme pour réglementer toutes les questions, des petites aux plus importantes, grandit de façan fonçme. Des reconstructeurs du Il existe un marxisme que je dénonce, une vulgate dogmatique à laquelle nn ne peut réduire cette pensée. La propagande occidentale le fait car cela lui convient. Mais la pensée de Marx a ouvert des libriénorme. Des rapports internes du Pentagone confirment cette inten-tion américaine d'utiliser plus volon-tiers la force avec l'éclatement de la Ainsi sa vision du capitalisme qui, selon lui, n'est pas éternel, mais contient des spécificités. Marx écrit que l'accumulation du capital érode les deux hases de la richesse humaine: le travail, qu'il réduit au statut de marchandise; la nature, qu'il détruit car il la considère comme inépuisable. Mai 68 et les écolosistes ont retrouvé Marx sans le bipolarité militaire. La fin de la guerre froide, e'est la guerre. Ce n'est pas un hasard si elle a éclaté dans le Golfe. Les Etats-Unis veudans le Golfe. Les Etats-Unus veulent clairement se réserver un accès
à toutes les ressources de la planète.
C'est le oœur du discours qu'ils tiendront le mois prochain au Sommet
de la Terre à Rio. Et n'oublions pas
la fantastique intensification des
communications. Pour faire passer
son message, Staline avait les placards indigestes et illisibles de la
Pravda. En Irak, Bush avait CNN.
Dans ce mande village les movens

Dans ce mnnde-village, les moyens de communication sont devenus des instruments antidémocratiques terrifiants qui faconnent l'opinion publique mondiale.

 L'Europe peut-elle véritable-ment exister face à cette « hégé-monie » américaine? - Je ne crois pas. Il y a un homme que j'admirais en Europe, malgré son préjugé de droite : le général de Gaulle. Il est le seul diripuiers qui fondaient le monde de l'eprès-guerre, c'est le « sovié-tisme» qui a fait le plus de bruit en s'écroulant. Mais le capita-lisme aussi e connu des soubre-sauts, avec la fin de ce que vous appelez le « fondisme occidental». geant de l'après-guerre à avoir com-pris que, depuis 1945, la Grande-Bretagne avait fait un choix histori-que probablement irréversible, cetui de s'aligner inconditionnellement sur les Elats-Unis. Il est aussi le seul à les Etats-Unis. Il est aussi le seul à avoir perçu la nature du cauchemar américain. Il parlait d'une Europe « de l'Atlantique n l'Oural », englobant l'Union soviétique pour rééquibrer les rapports France-Allemagne. Si l'Eurasie avait vu le jour, le projet hégémonique des Etats-Unis n'aurait pas eu de seus. De Gaulle se disait que les consequiettes étécient este que les communistes n'étaient pas forcément inhumains, et que la Russie tsariste, loin d'être démocratique, avait été l'alliée de la France. Le « rideau de fer » a servi royalement Washington. En lancant son pays dans une course au rattrapage mili-taire, Staline a écarté pour quarante ans le «danger» d'une Eurasie.

 Les rapports Est-Quest ont dominé l'après-guerre. Dans vos travaux sur le « centre» et la « périphérie», vous avez toujours souligné la dimension Nord-Sud pour constater l'appauvrissement des nations les plus défavorisées. On dirait une fatalité...

- Un expert de la Banque mon-diale aurait crié au miracle s'il avait vu, à l'époque précapitaliste, le Nor-deste brésilien, le sud des Etats-Unis, Saint-Domingue ou Haiti. Les taux de croissance étaient fabuleux, fondés sur le mercantilisme et l'escondes sur le mercantiisme et l'es-clavage. Le commerce extérieur du Brésil était trois fais supérieur à celui de l'Angleterre. Voltaire félici-tait le roi d'avoir préféré « la nugni-fique Martinique nux arpents de neige» du Canada. Ces pays nu régions ont perdu leur function dans

- Pas exactement. Pour les pays pauvres, le développement susceptible de répondre aux besoins maté-

riels de toutes les couches sociales s'avère impossible dans le cadre du capitalisme. La déconnexion n'est pas une recette mais un choix de principe, celui de déconnecter les critères de rationalité des choix économiques internes de ceux qui gonvernent le système mandial. Les le capitalisme moderne. Le tiersmonde non industrialisé est un lieu
de régressions. C'était l'objet de ma
thèse de 1956, qui est restée valable : il n'y a pas de phénomène de
rattrapage. Le capitalisme comme
système polarisant crée un rebut.
Certains pays de la vpériphérie» se
sont industrialisés. Mais leurs décisions sont contrôlées à distance par pays non alignés unt proposé en 1975 ce nouvel ordre économique international (NOEI). Il s'agissait de réviser les règles du jeu de l'interdépendance, de créer un espace d'autonomie qui aurait permis à l'esprit de Bandoung de se prolonger. Le Nord a dit non. L'heure avait sonné des politiques d'ajustement structurel de la Banque mondiale, Certains pays ont pu amorcer leur industrialisation, en Amérique latine, en Asie du Snd-Est, au Moven-Orient, Beaucoup d'autres sont en voie de mar-

que dans la déconnexion. »

- Mais tout cela peut concount au développement?

le capitalisme moderne. Le tiers-

sions sont contrôlées à distance par

le ou les centres à travers les techno-logies, les marchés de capitaux, les

« Le Sud

ne peut s'en sortir

moyens d'information...

- Il faut s'entendre sur ce qu'on appelle développément qui est une notion chargée de valeur, la réfé-rence à un projet de société dans l'avenir. Le développement ne peut se réduire à l'effet spontané de l'es-sor du capitalisme! Or la réalité hissor du capitalisme! Or la réalité his-torique qu'on observe aujourd'hai, c'est l'expansion du capitalisme. Le tiers-monde reste la zone des tempêtes, du développement et de l'échange inégal. A la conférence de Bandnung (Indonésie) de 1955, les pays du Sud ont eux aussi eu l'am-bitinn de « rattraper », sans pour putant rechercher une nouvelle autant reebercher une nouvelle société. Il s'agissait d'un rattrapage dans l'interdépendance, dans le cadre de la mondialisation économi-que. Ils ne souhaitaient pas nécessai-rement entrer en conflit avec les pays du Nord en position domi-nante. Une fois les indépendances politiques obtenues, ils croyaient que les conditions internes à leurs pays leurs permettraient d'accélérer le ratleurs permettraient d'accélérer le rattrapage. L'ère de Bandoung a pris
deux furmes. Celle d'extrême
gauche, avec un nationalisme radical, peu démocratique, brutal, fondé
sur la propriété étatique, comme en
Algérie, en Irak ou en Egypte. Celle
d'extrême droite, néo-coloniale, le
décollage économique passant par
une plus grande ouverture au capitalisme mondial, comme en Côted'Ivoire ou au Kenya. Dans tous les
cas, il y a eu faillite par rapport aux
objectifs proclamés. Mais l'histoire
continue. Le monvement s'est continue. Le monvement s'est essouffié. Malgré un début d'indus-

trialisation du tiers-monde (et une différenciation en son sein), on a vu apparaître plusieurs maux : le ralentissement de la croissance, l'aggravation des inégalités sociales, l'urbanisation sans contrôle, la régression des zones rurales et finalement la montée de la dette extérieure. Le projet de Bandoung - rattraper dans l'interdépendance - était irréaliste, c'était vouloir l'impossible. Le Sud ne peut s'en sortir que dans la Un retour à l'autarcie?

ginalisation : certaines régions de l'Inde, les Antilles, l'Amérique centrale et toute l'Afrique noire. Par exemple, la convention de Lomé entre l'Europe des Douze et les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) a prolongé la non-industrialisation du specialisation agro-minière. De cette façon, l'Europe a combattu l'industrialisation de l'Afrique

- Beaucoup des pays que vous citez connaissent une démographie galopagte, Alfortelle pas un péril pour le développement?

- Je n'aime pas ce mot de «péril» que les Européens ont inventé pour qualifier l'expansion démographique en Asie. L'Occident redoute aujourd'hui la population du tiers-monde, Mais les Européens aussi ont accompli leur « révolution démographi-que ». Entre 1700 et 1900, kur poids dans la population mondiale est passé de 20 % à 40 %. Ils out cu la possibilité de «coloniser» des continents entiers comme l'Amérique ou l'Australie. Le tiers-monde n'a pas cet horizon devant tui. Et malgré l'explosinn démographique observée depuis les années 50 dans les pays pauvres, ils n'nnt pas retrouvé leur part du XVIIIe siècle.

- Vous récusez l'étiquette de tiers-mondiste. Est-ce parce que cette école de pensée a donné des signes d'essoufflement au cours des demières années?

- Le discours tiers-mondiste a disparu des débats médiatiques. Ce n'est pas pour autant qu'il est mort. Ce sont les Occidentaux qui ont épuisé leur discours sur le développement. Quant à moi, je ne suis pas tiers-mondiste, disons que je suis

> Propos recueillis par ERIC FOTTORINO



SPÉCIAL RÉVISIONS DES EXAMENS

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE ET DE LA FRANCE

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et les étudiants qui souhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

8 pages sur l'économie de la France et des différentes régions du monde.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Mai 1992

Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescume, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guiu, directeur de le gestion Manuel Lucbert, secréteire général

> Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenczi Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs: ibert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15. RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-26-99 ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tol.: (1| 40-66-25-25
Telécopieur: 49-80-30-10

THE THE PERSON OF SHARE STORE STO 188 ACCUSE A SU DESCRIPTION

" M. gried Callette 🐞 THE THE PARTY OF THE PART OF STREET and to have the research of The Branch of the Children

gam 1 fühlter 144 Sies

is adequate a. : yearing

COUNTY ST A TOTAL OF

THE PARTY OF THE PARTY.

・ 自然性の 1 とおったという。

mer les en and the second ti part in med en like Company of the contract of the रक्षामार्थ को जो अभिनेत्र जीवाना A fortown at the Land . Mar . . . sagara prime of the large a

The Market All Sind was the to alway 医多种性性 化二十二氯化二 See to a street, 1.2444 (http://doi.org/)

.

The second second

Miles and the same of the same

The Thirty was a second

Established

7.

A .

A 100 MARKS

Sayar Commence

Trusting.

1015 - 1 Con.

A description of the second

and the second s

型1. ★ - 2 · 特· · · · ·

Fire The Control

Market of the

15 Sec. 17 1

17.

A STATE OF THE STA

مع سي

August 1997 Francisco

Santa Paris

J. . . 520

de la maria

Programme and the second Age of the second



F 45 757

. .

٠. -

. . .

(early)

100

La Communauté européenne pourrait rapidement arrêter des sanctions économiques contre la Serbie, dénoncée à nouveau comme le principal responsable des troubles et exactions en Bosnie-Herzégovine. Tel est le résultat d'une réunion de travail des ministres des affaires étrangères de la CEE qui s'est tenue, samedi 23 mai à Lisbonne, en marge de la conférence internationale consacrée à l'aide à l'ex-URSS (lire page 27), M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, pousse dans ce sens. Le ministre russe des affaires étrangères, a'exprime en termes prudents. A Montréal, le premier ministre canadien, M. Brian Muironey, a annoncé, dimanche, qu'Ottawa avait décidé d'expulser des diplomates yougoslaves et d'annuler les autorisations de la compagnie

aérienne yougoslave JAT d'atterrir

sur le territoire canadien.

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Les représentants des ministres des affaires étrangères des Douze se peceberoot, mardi 26 mai, sur la liste des sanctions possibles qui o été établie par la Commission européenne, « Aucun doute ne doit subsister, nous sommes décides à les moure en œuvre si les choses ne changent nas en Bornie-Herrico. vine. Nous ne pouvons continuer à assister sans réagir à lo situation », a déclaré M. De Deus Pinheiro, le mioistre des affaires étrangères portugais, qui préside actuellement les travaux de la Communauté.

L'objectif le plus immédiat de la CEE, comme des Etats-Unis, est de poovoir venir en aide aux dizaines de milliers de réfugiés actuellement bloqués en Bosnie-Herzégovine, et, pour ce faire, d'obtenir la réouver-ture de l'aéroport de Sarajevo qu'ioterdisent les milices serbes, appuyées par des éléments de l'ex-armée fédérale.

De source allemande, on indiquait que dix Etats membres

s'étaient déclarés partisans de sanctions immédiates, alors que la France et la Grèce, tout en se rap-prochant du point de vue majoritaire, avaient mis en garde contre des dispositions qui aboutiraient à conner les poots avec Belgrade. medi, lors d'un point de presse, Mª Elisabeth Guigou, mioistre chargé des affaires européennes. oprès avoir dénoncé les obstacles multiples qui freincot les actions bomanitaires, a estimé en effet qu'a il ne fallait pas agir avec préci-pitation (...), que cette conférence de Lisbonne n'était pas le lieu de prendre des décisions », lesquelles devraient être arrêtées le cas échéant « dans leur cadre approprièn, à savoir le conseil des mioistres des Douze, ou bien encore, le Conseil de sécurité de l'ONU.

Cependant, ajouta-t-elle, « notre objectif n'est certainement pas de retarder l'examen du rapport de la Commission. La communauté peut à tout moment décider des sanctions. » Pour être efficace, lit-elle appliquées par un maximum de

Ce qui ne rassure bien entendu pas les dirigeants de Kiev; si les

mots ont un sens, la résolution votée

par le Parlement signifie que la Cri-mée o'a jamais cessé, en droit, d'être

partie de la Fédération, et, dans ces

cooditions, ls Russie o'a en effet aucune raison de revendiquer ce qui

Le ministère ukraipien des affaires

étrangères a bien entendu réagi avec

indignation et rappelé que la Russie et l'Ukraine avaient signé des l'automne 1990 un traité sur la non-remise en cause des frontières. Ce à

quoi le vice-président du Parlement

russe, Serguei Filatov, avait répondu

par avance : le traité e ne s'applique que dans le cadre de la CEI». Le

message peut difficilement êtresplus clair et la menace plus directe. Au

cas où l'Ulmine continuerait à jouer

les trouble-fête au sein d'une Com-

munanté qu'elle considère explicite-

ment comme une institution provi-soire, ce n'est pas seulement à une

partie de la flotte de la mer Noire, mais à cette presqu'ile de deux mil-lions et deral d'habitants qu'elle

L'affaire du Caucase - ou plus

précisément du conflit entre Armé-

niens et Azerbaldjanais, qui o'est que l'un des multiples conflits de la

région, - est plus complexe. Pour de

nombreuses et anciennes raisons, les sympathies des Russes voot tradi-

tionnellement plutôt à l'Arménie. Mais les Azeris n'en restent pas

moins persuadés que le soutien

lui appartient déjà...

Russie: la tentation

des méthodes impériales

pays, d'où la nécessité d'obtenit l'aval des Nations unies, loterrogée sur l'idée développée par M. Baker du déploiement évectuel d'uce force de protection en Bosnie-Herzégovice, M= Guigou estima que « les « casques bleus » qui sont sur place pourraient jouer un rôle pour protèger les convois humanitaires destinės aux rėfugiės ».

On relevait, dans les propos du ministre français, uo certain agacement devaot les critiques envers l'Europe qui occompagneor de combreux commentaires sur le nouvel empressement à agir manifesté par Washingtoo. « Nous sommes les seuls à avoir mené une action hymonitaire. Il est toujours facile de critiquer ceux qui font déjà quelque chose. »

Parmi les saoctions possibles eovisagées par la Commissioo curopéence figure potamment uo embargo sur les exportatioos, y compris celles de petrole vers la Serbie et le Monténéero. Des mesures pas évidentes à faire resvaloir, celles-ci devraieot être pecter, La Serbie achète une large part de soo pétrole eo Irao et

l'achemine par le territoire roumain.

M. James Baker, quaot à lui, avait réaffirmé avec force devant la Conférence la volocté des Etats-Uois de stopper l'agression serbe en Bosnie-Herzégovine. « La communauté internationale ne peut pas tolèrer plus longtemps cette barbarie, cet affront à notre conscience collective (...) J'invite chacun d'entre nous à faire savoir qu'il y o un prix à payer pour ceux qui bloquent la paix et terrorisent des populotions innocentes. Nous ne pouvons accepter ce cauchemar humanitaire au sud de l'Europe. »

M. Kozyrev dans les Républiques yougosiaves

Cependant, lors de la conférence de presse finale, M. Baker a estimé que l'usage de la force pour rétablir la paix co Bosoic-Herzégovine

en coûte de refuser de se ranger

derrière sa bannière? Et doit-on rap-

procher cette attitude de l'étonnante lenteur qu'elle manifeste à retirer ses

La réponse est d'autant plus dif-

ficile que, dans aucun des cas cités.

le message venu de Moscou o'est vraiment tout à fait clair. Sur la

Crimée, c'est apparemment le Parle-meot, haut lieu du « cooserva-

tisme», qui mène le jeu, et le minis-

tre des affaires étrangères, M. Kozyrev, a teoté d'introduire un

peu de modération dans les débats,

de mettre en garde contre les dan-gers de dérapage. Mais, en même temps, c'est bien un membre émi-

tronpes des pays baltes?

« était encore une question très hypothetique aujourd'hui. Il n'y ouro pas, a-t-il ojouté, de recours unilateral à la force de la part des Etats-Unis. Avant qu'une éventuelle action collective soit envisagée, nous devons épuiser les moyens diplomatiques. »

La Russie s'associerait-elle à d'éventuelles sanctions économiques décidées par les Nations unies cootre la Serbie? M. Kosyrev répond de manière ambigué que son pays a adhéré sans équivoque aux positions adoptées par la CSCE coocernant les événements daos l'ex-Yougoslavie, mois que a des mosures simplistes ou sévères » pe seraient pas les plus appropriées. Il a indiqué soo iotention de se rendre « dès ce soir » dans les républiques de l'ancienne Yougoslavie, et - « si j'y arrive », a-t-il dit - à Sarajevo, afio d'essayer d'obteoir la réouverture de l'aéroport et un cessez-le-feu.

PHILIPPE LEMAITRE

Les autorités serbes ont feint d'ignorer les élections au Kosovo

Près d'un million d'Albaneis de ouche du Kosovo se sont rendus ux umes, dimanche 24 mai, pour la majorité albanaise et tous les autres peuples qui vivent au Kasovo.» souche du Kosovo se sont rendus aux umes, dimanche 24 mai, pour élire le Parlement et le président de leur « Etat indépendent ». Les autorités serbes, qui avaient 18 1 18 déclaré ces élections « illégales », et leurs forces de police ne sont pas intervenues et ont feint d'ignorer ce scrutin. Elles se sont contentées d'interdire au public les lieux utilisés habituellement comme bureaux de vote. Les premiers résultats devaient être connus dans la scirée de lundi.

PRISTINA.

de notre envoyée spéciale

Hormis quelques arrestations — courantes dans cette région où en dix ans plus de 700 000 personnes ont été interpellées par la police — et plusieurs interventions des forces de l'ordre pour fermer les bureaux de vote installés dans des écoles publi-Hormis quelques arrestations ques, le serutin, bien que qualifié d'«illègal» et d'«anticonstitutionnel» par les autorités serbes. s'est dérenté sans encombre. En cas d'interdiction. les Albanais de souche avaient prévu de les organiser dans des lieux secress. Tout était prêt : fistes électorales, bulletins de vote et umes de rechange. Au bout de deux années de résistance pacifique à l'oppression permanente du pouvoir serbe, les Albanais du Kosovo étaient détermi-nés à voter au profit de « l'indépendance et la démocratie ». Pour eux, ces élections impliquent tôt ou tard la fin de l'« occupation serbe ».

Comme la plupart des autres, le burean où votait M. Ibrahim Rugova, leader de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) et désormais «président de la République» — il était le seul candidat, — était situé au fond d'une allée en terre en retrait de la voie publique. A l'intérieur, le symbole du peuple albanais - l'aigle noir sur fond rouge - recouvrait tout un mur. Acclamé par la foule et accueilli per quelques personnes en tenue folklorique, le «Gandhi albanois» était profondément ému.
«Nous votons aujourd'hui, déclarait-il,
pour l'indépendance et pour des
institutions démocrotiques au
Kosovo». Et d'ajouter : «Il faut pour-

D POLOGNE: visite du président israélien. - Le président israélien, M. Haim Herzog, a cotamé, dimanche 24 mai, une visite officielle de cinq jours en Pologne, la première d'un chef d'Etat israélien dans ce pays où vivaient 3,5 millions de juifs

Non loin de là, dans un quartier résidentiel du centre de Pristina, une petite affiche de la Ligue démocrati-que à l'entrée d'une maison indique qu'il s'agit d'un bureau de vote. Seloo la coutume, les gens se déchaussent à l'entrée. L'atmosphère est détendue. Les femmes préparent le café, les bommes de la commission électorale supervisent le scrutin. La aussi ils soot déterminés et convaiocus que el on ne peut pas étouffer la volonté d'indépendance d'un peuples. Sur les collines qui surplombent Pristina, dans le quartier pauvre de Vranjevac, le vote se téroule en plein air, dans une peai rie. Un immense drapeau albanais y est flanqué de déux portraits : celui de Rugova et celui de Skanderbeg, le héros populaire qui s'est battu au quinzième siècle pour défendre l'intégrité des terres albanaises face à l'invasion ottomane.

Dimanche soir, le fait que la

consultation se soit déroulée sans incident grave était déià considéré comme une victoire par les Albanais. Mais qu'adviendra-t-il maintenant? Beaucoup s'attendent à de violentes efactions des autorités serbes lorsque les instances du pouvoir de la «République du Kosovo» commenceroot & fonctionner. Ces craintes sembleot fondées puisque l'homme que les Albanais appellent le «gou-nemeur» du Kosovo estime que «le-fait de réclamer la République du Kosovo est une déclarotion de guerre». M. Moocilo Trajkovic, député serbe au Parlement de Bei-rende et chamé du Kosovo est clair. grade et chargé du Kosovo, est clair:
«La République du Kosovo, est clair:
«La République du Kosovo, ou l'autonomie du Kosovo, signifient que la
Serbie renonce à une partie de son
territoire. Or aucun dirigeant serbe ne
se maintiendrait au pouvoir s'il acceptait de telles revendications.» Belgrade refuse par conséquent de resti-tuer à cette province le statut d'autonomie territoriale doot elle jouissait domis 1974 et qui lui a été supprimé à l'automne 1990 par la couvelle Constitution serbe. Le contentieux risque de déboucher sur

FLORENCE HARTMANN

«sans fondement», samedi 23 mai, les accusations du ministre de la défense. M. Jan Parys, à l'encontre de l'entourage du président Walesa. M. Parys, contraint de démissionner la semaine dernière (le Monde du 20 mai), avait accusé des collabora-

apporté, seion eux, par Moscou à Erevan est la encore un moyen de tutelle russe, et plus précisément de rester à l'écart de la CEI ou du « pacte de sécurité » qui semble devoir s'y substituer.

devrait renoncer.

L'échec de la tentative de retour de M. Moutalibov, à peu près uni-versellement considéré à Bakou eomme uo homme de Moscou, laisse le problème entier, et les nouveaux dirigeants azéris tentent de manœuvrer, mais dans des condi-tions très difficiles. Ainsi M. Tamerlan Karaiev, vice-président du Conseil national azeri, est-il venu ces derniers jours à Moscou pour tenter d'obtenir certaines assurances. Il est même allé jusqu'à suggérer que l'Azerbakidjan pourrait accepter le

> rations publiques, il ressort que, d'une part, aux termes du «pacte de sécurité collective» signé à Tachkent, la Russie aidera l'Armènie su cas – improbable – où la Turquie vicodrait en aide à l'Azerbaïdjan. D'aure part, la Russie «n'est paz en mesure» d'accèder aux demandes de l'Armènie concernant le maintien aux sen terripier de la VIII arménie. sur son territoire de la VII armée russe, qui sera « progressivement reti-

maintien sur soo territoire de

troupes russes, à condition que cesse le soutien de Moscou à l'Arménie...

Toutefois, a précisé le général Gratchev, seuls sont retirés les sol-dats, et noo l'équipement de la VIII armée, «sur la base de laquelle seroni constituées les forces armées de l'Arménie»: ce qui est tout sauf rassuraot pour les Azéris, déjà convaincus que les troupes et plus certainement encore les armes ex-soviétiques ont permis aux Arméniens Tél.: 43-26-51-09

rabakh et du couloir le reliant à l'Arménie.

C'est le même reproche qui est adressé avec véhémence par les diri-geants moldaves à la XIV- armée, elle aussi ex-soviétique et désormais russe, accusée de prêter ses canons et ses chars, et même ses soldats, aux «séparatistes» russophones de Transnistrie, Accusatioo réfutée récemment par le maréchal Chapo-chaikov – doot on sait moins que jamais s'il s'exprime au nom du commandement unifié des forces de la CEL ou en celui de l'armée russe. Mais, là encore, sans lever les soupcons : le maréchal Chapochnikov n'at-il pas conveou, avec soo air débonnaire coutumier, que «la complicité de certains officiers» ne pouvait être exclue, et qu'après tout on comprenait la réaction de gens qui recevaient des obus sur la tête... La Moldavie - qui, elle aussi, est plus ou moins en rupture de CEI dénonce en tout cas «l'agression nusse», et son président, Mircea Sno-Eltsine plusieurs messages restés sans réponse.

Faudrait-il dooe croire qu'on eo est revenu aux méthodes d'un temps pas si lointain (oovembre 1990), celui où M. Aoatoli Loukianov, alors président du Soviet suprême et maintenant en prison, expliquait aux dirigeants moldaves que, s'ils refu-saient de signer le traité de l'Union, « au lieu d'une République moldave, ils en auraient deux? » Plus généra-

lement, la Russie, six mois après la disparition de l'URSS, a-t-elle déjà la nostalgie de l'erupire, ou pour le de la XIV armée sur les positions moins entend-elle mootrer ce qu'il, qu'elle n'avait théoriquement jamais

nent de l'exécutif, le vice-présideot Rontskoï, qui est allé il y a quelques semaioes souffler sur les braises, aussi bien à Sebastopol qu'à Tiras-

pol, où il a multiplié les déclarations tonitorantes sans s'attirer le moindre reproche publie de la part de M. Boris Elisine (qui l'avait préa-lablement autorisé à accomplir ces déplacements). Ambiguïté fondamentale

l'URSS, à d'autres que lo Russie n'est pas resonsoble de ce qu'a fait De même, au Caucase, plusieurs l'URSS. La Russie c'est l'URSS, et jours après la prise par les Armé-niens du corridor de Latchine, le ministère russe des affaires étranniqué expliquant en tennes envelop-pés que Moscou ne saurait accepter

le principe d'annexions territoriales ct que « personne ne pouvait compter sur le soutien de la Russie pour de tels actes». Il y a aussi lieu de sup-poser que les dirigeants russes, qui recoivent ce hundi la visite du pre-mier ministre turc Souleiman Demirel, out incité les Arméniens à calmer le jeu sur leur frontière ovec le Nakhitchevan. De la même manière, un accord à quatre (Russie, Ukraine, Moldavie, Roumanie) semble avoir été trouvé pour permettre un recul

quittées... li reste qu'à travers ce jeu à plusieurs voix, sioon cette cacophonie, la musique dominante a un petit air martial qui rappelle les temps anciens. Est-ce le souci sincère de « protéger les Russes » en debors de la Russie - avec le risque d'uoe evolution à la serbe, - ou l'expression de l'influence qu'exerce le haut-commandement militaire, ou encore s'agit-il de trouver un exutoire politique, un sujet de rallie-ment au moment où les soubresauts

tout cela, sans doute, avec en plus cette difficulté ressentie aujourd'hui par tant de Russes à définir clairement le rôle et la place de leur pays dans le monde nouveau. Le président polooais, M. Lech Walesa, qui vient de signer à Moscou, au terme de rudes négociations, un traité de bon voisinage entre la Pologne et la Russie, a en tout cas mis le doigt, entre deux boutades, sur l'ambiguité fondamentale de l'attitude des responsables moscovites:

« A certains moments, ils nous disent

que la Russie est l'héritière de

de la réforme économique diviseot

si profondément le pays? Un peu de

l'URSS ce n'est pas la Russie »... M. Boris Eltsine a proclame à plusieurs reprises, et avec force, que le temps « de l'empire nusse » était définitivement clos. Mais il a aussi dit, dans un moment d'exaltation, que la flotte de la mer Noire était et resterait russe, et fait dire par son porte-parole, dès la fin de l'été dernier, que des révisions de frootière pourraient être nécessaires si les Républiques se séparaient de ce qui était à l'époque eocore une uoioo... Ces temps derniers, il est resté étrangemoot silencieux sur des sujets ou une clarification ne peut pourtant

JAN KRAUZE

Après l'offensive des séparatistes russophones

La Moldavie est prête à faire intervenir son armée

Dans le conflit du Dniestr opposant Moldaves et russophones, les efforts diplomatiques semblent toujours impuissants à prévenir une préparé une intervention de son aggravation des combats.

A Lisbonne, les ministres des affaires étrangères de Russie, de Moldavie, d'Ukraine et de Roumanie se sont certes prononcés, dimanche 24 mai, pour le respect du cessez-lefeu et la restitution des armes de la 14 armée russe, passées du côté des séparatistes russophones de l'est de la République, Mais dimanche, l'offensive des russophones s'est poursuivie,

LIVRES **POLONAIS** et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est Livres russes Catalogues sur demande

LIBELLA 12, rue Seint-Louis-en-File, PARIS-4-

après un appel à la mobilisation des réservistes ayant servi dans l'ex-ar-mée soviétique. Et la Moldavie a armée, indique notre correspondant à Bucarest, Jean-Baptiste Naudet,

Les «têtes de pont» des forces

moldaves - officiellement, soules celles du ministère moldave de l'in-

térieur - dans la zone russophone

les combats meurtriers qui les opposent aux separatistes russophones de Transnistrie, désormais appuyés par des chars et missiles de la 14 armée russe. Après deux télégrammes restés sans réponse à M. Boris Ettsine, protestant contre «l'agression de la Rus-sie contre la Moldavie» et une lettre au secrétaire général de l'ONU, dénonçant « le ralliement ouvert des croupes de la 14 armée russe oux forces separalistes », le président mol-dave, M. Mircea Snegur, a signé, samedi 23 mai, une ordonnance léga-lisant une intervention de sa toute nouvelle mais puissante armée et mobilisant les réservistes. C'est désor-mais quelque 5 000 hommes des unités, passées sous juridiction moldave, de la 14 armée ex-soviétique basée sur la rive-ouest du Dniestr, qui pourraient intervenir avec leurs armements, dont des Mig-39, dernier que balte du désordre post-commu-cri de l'avion de combat soviétique. | que balte du désordre post-commu-niste. – (AFP. Reuter, UPI.)

LITUANIE: un revers pour M. Landsbergis

venir que de lui.

Les électeurs ont rejeté le régime présidentiel

Les électeurs lituaniens se sont prononcés contre l'instauration d'un régime présidentiel lors du référeodum qui s'est tenu dimanche 24 mai, infligeant ainsi un revers au président Vytautas Landsbergis, partisan d'un tel sys-

Selon les premiers résultats, une majorité (69 %) de votants ont approuvé la proposition de M. Landsbergis, mais la participation o'ayant été que de 58 %, le chiffre des « oui » n'est que de près de 40 % des inscrits; or la loi élecrité absolue de l'électorat inscrit pour le succès du scrutin.

M. Landsbergis, officiellement président du Parlement, n'a cependant pas déclaré forfait. Au cours d'une conférence de presse dimanche à Vilnius, il a déclaré que, pour lui, il ne s'agit guère plus que d'un bon « sondage d'opinion ».
« Les élections législatives de cet outomne constituent désormais le principal problème, a-t-il dit. Apres, nous devriuns revenir sur lo question présidentielle. » M. Landsbergis préconisait un pouvoir exécutif fort pour sortir la petite Républi-

1. 22 1 2 ... 4. **

avant l'Holocauste. - (Reuter.)

□ Les accusations de M. Jan Parys teurs de M. Walesa de «comploier» jugées « sans fondement ». - Une avec certains officiers généraux. - commission parlementaire a jugé (Reuter.)

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

Pour réussir vite!

Apprendre ou perfectionner une langue. Acquérir une compétence professionnelle. Décrocher un diplôme Affaires ou Communication. Enseignements à distance toute l'année.

Documentation et tests gratuits à Langues & Affaires - Service 5287, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81-88 - 42-70-73-63

Minitel: 36 15 LANGAF

L'opinion s'interroge sur les véritables motifs de l'assassinat du juge Falcone

L'assasainat, samedi 23 mai mulés, semble-t-il, dans une éva en Sicile, du juge anti-Mafia, Giovanni Falcone, a suscité una vive émotion an Italia, où les grands électeurs devaient tenter, una nouvelle fois, lundi, de désigner un président de la République.

ROME

de notre correspondente

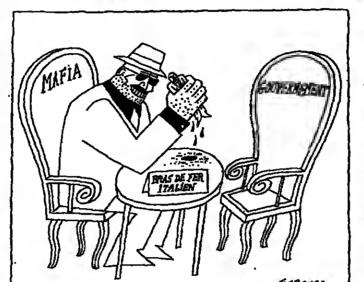
Fallait-il vraiment que le sang coule pour que cessent enfin les jeux de massacre stériles d'une classe politique de plus en plus coupée de le vie du pays? En lisant, lundi, les gros titres des journaux qui, après quinze tours de scrutin et dix jours de guérilla par-lements de sur la soilementaire, promettent pour la soi-rée l'élection tant attendue du président de la République, c'est la questinn que se pose, presque una-nime, une Italie désabusée. Une ltelie blessée, qui a décrété nuc heure de grève de solidarité à Rome, tandis que Pelerme enter-rera ses morts. Une Italie pétrifiée, encore sous le choc de l'attentat qui a coûté la vie, samedi, au juge anti-Mafia. Giovanni Falcone, à sa femme et à trois de ses gardes du corps, sans compter une bonne dizaine de blessés sérieux.

Un samedi d'harreur, dont les images mille fois diffusées dans les télévisions ne parviennent pas à cuation d'eau sous un passage piè tonnier de l'autoroute menant de l'aéropart à Palerme, la vaiture abandannée en hommage parmi les tôles tordues par les premiers

Après l'harreur, l'indignation.

«J'ai honte d'être italien», lâche le philosophe Narberto Babbia, ur instant pressenti pour être chef de l'Etat. Et tandis que des milliers de Pelermitains se relevaient en silence devant la chepelle ardente installée au palais de justice, c'est avec des cris d'exaspération et de rage - « Dehors! Honte à vous qui l'avez vendu! Assassins rentrez à Rome» - que d'autres accueillent, dimanche, la délégation officielle venue se recueillir euprès des dépouilles mortelles. Au premier reng, pour recevnir ces insultes, M. Giovanni Spadolini, président du Sénat, qui assure l'intérim de la présidence de la République et les deux ministres de la justice et de l'intérieur, MM. Cloudio Martelli et Vincenzo Scotti. Comme si, pardelà ces hommes, c'était à leur function, et à l'Etat, cet Etat à bien des égards impuissant, que l'alerme vouleit s'en prendre,

Car l'indignation s'exprime d'abord par des questions : qui s vraiment tué Falcone et pourquoi? surtout vieux complice et ami de d'assez proche du pouvoir pour vraiment tué Falcone et pourquoi? fameux «maxi-procès» de le savoir que le juge, comme il le



Paurquoi meintenant, surtout, quand l'Italie a bien du mal a accoucher de son exercice démocratique le plus douloureux, l'élection de son président? Dans les réponses, invariablement, revient la même reflexion ; la Mafia n'est pas scule responsable. Faut-il écouter le juge Ayala, nouveau député du Parti républicain (PRI), mais

Malia, quand il incrimine, une nauvelle fois, les liens obscurs tissés entre la pulitique et le crime

> «La marque du terrorisme»

Après tout - les enquêteurs en nnt la certitude - il y avait des

vol spécial, affrété par les services secrets. De même, dans cet attentat qualifié par sa méthode, son « professionnalisme» et son ampleur d'eattentat à la libanaise», il est d'eattentat à la libanaise », il est difficile de ne voir que le seul acharnement d'nne bande mafieuse. Enfin, que penser des révélatinns du juge Di Pietrn, celui-là même qui instruit le scandale des pots-de-vin de Milan, qui éclabousse toute la classe politique? Selon ce magistrat, Ginvanni Falcone, lui sussi, travaillait en secret sur cette affaire et tentait de retrouver en Suisse la trace des pots-de-vin... Ce qui fait dire à pots-de-vin... Ce qui fait dire à M. Leoluca Orlando, ancien maire de Palerme et chef de la Rete (le Réseau), le manvement politique contre la crime organisé: «Falcone était un magistrat engagé dans la tute contre la Mafia, et puis il s'est arrèté. Pourqual? Et à quels intérêts, à quelles réalités, s'était-il heurté ces derniers temps au minis-tère de la justice?

Autant de soupçons et de ques-tines, pour l'instant sans réponse, mais unn sans écho. C'est ainsi que dimanche après-midi, après avoir décidé de suspendre « pour rendre hommage aux victimes » un vote, qui s'annonçait une nouvelle fois des plus incertains, le président de la Chambre, le démocrate-chrétien Oscar Luigi Scalfaro, a prononcé un véritable réquisitaire: « La Musia seule aurait falt ceta? au ne serait-ce pas plutôt la marque du terrorisme, cet acte de guerre?» En déclarant tout hant à la tribune ce

qu'à travers cette démocratie tachée de sang (celui de Salva Lima, le député européen assassiné avant les législatives d'avril, celui de Falcone en pleine présidentielle, même si les deux bommes n'avaient vraiment rien en commum) certains cherchent à «conditinnner» la vie politique, voire à ressusciter une certaine e strategie de la tension», l'austère président de la Chambre a-t-il gagné sa place au Quirinal? Son nom, en tout cas, figurait en bunne place pour le vote de lundi. Serair-ce le dernier? En apparence, au moins, l'onde de choc de Palerme a atteint de plein fouet le Parlement de Montecito-

فيفض النازان

760 0000

-

.

£. 1. 140

نے ج

1.00

* 2 %

.ب.

.

4 40. * * *

PRETRY

Ramenée à pius de retenue, y compris par le pape Jean-Paul II, qui a lancé un appei pour « relever la politique à la hauteur de sa mission», la classe politique unanime a battu sa coulpe. Et décidé du même coup de mettre un terme à cette situation des plus espantes. cette situation des plus génantes qui veut que l'Italie, gangrénée par un scandale au nord, frappée par la Maña au sud, offre à Rome le spectacle d'un chaos complet : le parti de majorité reletive, le Démocratie chrétienne, est sans chef depuis la démission, samedi, de M. Arnaldo Foriani; le gouvernement est démissionnaire, le pré-sident de la République non encore élu, le pouvoir judiciaire à la merci

MARIE-CLAUDE DECAMPS

« Un serviteur de l'Etat en terre infidèle »

de notre correspondante

« Ja n'ai jamais considéré Cosa Nostra comme une pieuvre, mais plutôt comme une panthère. Elle est l'image même de la force et de la férocité. Et puis, surtout, la penthère est vigilante, elle n'ou-blie jamais...» C'était il y e moins d'una semaine, dans un demier entretien avec des journalistes de la Repubblica, Giovanni Felcone, ce juge palermitain de cinquantetrois ans, à l'élégance discrète et au regard profond, devenu depuis dix ans le symbole de la lutte contre la Mafia, se sentait-il particulièrement menacé? Vnitures blindées, habitude du secret, escorte et incertitude permanente, il evait pourtant, depuis inngtemps, apprivnisé le peur, sinon les risques du métier. « Je suis sicilien, disait-il encore, avec plus de naturel que d'orgueil dis-simulé, pour mai le vie ne veut pas plus qu'un bnuton de cette veste. Vivre est une mission, et le devoir est la loi suprême.»

Samedi 23 mal, la « panthère » n'e pae nublié : dans le cratère ucinent creusé par la charge massive d'explosif qui a éventré plus de cent mètres d'autoroute, entre Palerme et l'aéroport, Giovenni Falcone a enfin payé le note (« Avec Cosa Nustra, un compte n'est jamais fermé. ») Et avec lui nnt payé sa jeune femme de trente-six ane, Franca Morvillo, magistrat elle aussi, et ses trale plue fidèlee gerdes du Ceux-là même qui lui eveient le colis piégé déposé devant sa

Or qu'eveit-il da si lourd à payer le juge Falcone? Peut-être d'être allé au-delà de l'enmerta», ce mur du silence, que l'opinistre magistret evaft transgressé, se condamnant du même coup à jamais, lorsqu'il se mit, en juillet 1984, à interroger et à faire litté-relement « parler », Tommeso Buecette, le plus célèbre des repentis mafieux. « Monsieur le juge, je dois vous prévenir, lui dire préaleblement Buscette, eprès cet interrogatnire vnus deviendrez peut-être célèbre, mais votre vie sera marquée. Ils charcheront à vous détruire physiquement et professionnelle ment. Votre tour viendre. Alors, vous avez toujours envie de m'interroger?» Plus que jamais, sera

Des méthodes, des noms, des filières et bientôt toute una organiestian, regroupée saue une coupole» de direction unique, le « repent » trace presque l'organigramme d'un crime que l'on ne savait pes à ce point organisé. « Maintenent, j'ai les clefs pour comprendre », dire Felcone, qui avait déjà pour lui son intuition de e sicilien », né dane le quartier populaire de la Piazza della Rivoluzinne, et sa longue pratique, ecquise depuis le début d'une cerrière emièrement locale, qui l'evan mené de le procure (per quet) de Lentini eu ministère public de Trapani. Arnve alors le temps des succès, celui du

sauvé la vie en luin 1989, Inrs- «pool» anti-Mafia dont il est vite texte de respecter la hiérarchie, bientôt celui des « maxi-procès », à la fin dee années 80. San achamement porte ses fruits : le gotha de Cosa Nostra est trafné en justice, et plus de trois cents personnes sont condemnées. Faicone établit en outre les tiens à l'étranger des réseaux de la droque, et les filières du blanchiment de l'argent. Deux de ses prédé-: cesseurs à Pelerme ont été assassinés, Felcane sait désarmais que son tour viendra. A ses admirateurs qui le traitent en héros, il répond : « Je ne suis ni Robin des bois, ni un kamikaze, encore moins un voyou : simplement un serviteur de l'Etet en terre infidèle.

> Le temps des désillasions

Très vite également errive le tempe dee désillusions et celui dee critiquee. Les façons trop e personnelles » dant le juge traite ses dassiers eant mises en cause, son assurance exespère, son opinistraté inquiète pout-être aussi. Certeins remettent en cause les révélations de Buscetta et cherchent à discrédirer les conclusions que Glovenni Falcone en a drées. En juin 1989, même la tentative d'ettentat à laquelle il échappe est contestée : certains vont jusqu'à soupponner le juge son vadettarist.

L'année précédenta, déjà, sa candidature à la tête des juges de Palerme e été écartée : sous pré-

rière qui a été nommé. Le « pool» anti-Mafia est bientôt démentelé. Falcone, qui veut démiseionner, eccapte finalement, le 13 mars 1991, de devenir le directeur des affaires pénales: du ministère de la justice à Rome. Il a prie ses distances evec la Mafia; a'est-fi pour autant «agenouillé devant le pelais) et les politiques comme le prétendent see ennemis? On le croit déenmeis à l'ebn, meis sens doute n'eet-il, désonneis, qu'un homme de plus en plus isnié. Un homme pressé également, dant le dernier rêve, lui aussi contesté, sera d'établir au plus vite une « superprocure », ce euper-service jundico-policier, pour coordanner la lutte contre une Mafia de plus en plus puis-

Dans son livre Case di Cosa Nastra, écrit avec le journaliste française Marcelle Padovani (1). et qui fait aujourd'hui figure de testament, Giovanni Felcone avait écrit en conclusion : « On meurt généralement parce que l'on est seul nu que l'an s'aet aventuré dans un jeu trop grand... En Sicile, le Melia frappe les servi-teurs de l'Etat que l'Etat n'e pas réussi à protéger...»

M-C. D.

(1) Cet ouvrage a été publié en français aux éditions Numéro un en 1991 the Mande du 6 décembre 1991).

ALLEMAGNE Les élections municipales à Berlin confirment le recul des grands partis

BERUN

de notre correspondant.

Le chancelier Helmut Kohl, qui n beaucoup perdu ces dernières semaines dans les sondages de popularité, pent néanmoins aborder avec une certaine sérénité le grand rendez-vous politique prévu cette semaine entre les partis de sa coalition et les sociaux-démocrates La grogne suscitée, à l'est comme à l'ouest de l'Allemagne, par la diffi-culté de maîtriser la réunification n'épargne en effet eucun des grands partis traditionnels. Les élections municipales à Berlin, dimanche 24 mai, ont une nouvelle fois renvoyé les deux grands partis dos à dos et profité aux formations marginales.

Les municipales n'ont pas le retentissement des élections sénato-riales, dont était sortie en décem-bre 1990 une grande coalitinn entre les partis chrétien-démocrate et social-démocrate. Dernier test important avant l'année électorale de 1994, elles n'en étaient par moins suivies avec attention par crainte d'une nouvelle flambée d'extrême droite et par désir de voir si, deux ans après la chute du ties de la ville un début d'osmose politique.

L'abstention, un peu plus forte à l'Est qu'é l'Ouest, a été limitée : le taux de participatinn est de 61,2 %. Les Républicains (extrême droite) n'ont pas eu le même succès qu'en avril dernier lors des élections régionales du Bade-Wurtemberg. Mais its s'enracinent : avec 8,3 % des voix pour l'ensem-

ble de Berlin, ils seront représentés dans presque tous les conseils d'arrondissement. Ils sont surtout forts à l'ouest de la ville, où, avec 9,9 % des vnix, ils améliorent de 2.4 points leur score des municipales de 1989: C'est dans les quartiers populaires de tradition socialdémocrate comme Wedding nu Spandau que l'extreme droite pro-gresse le plus. Le SPD ne remporte que 31,8 % des voix sur l'ensemble de la ville et perd 6,6 points dans la partie ouest, où la CDU reste à peu près stable evec 35 % des voix. Les chrétiens-démocrates perdent en revenche beaucoup à l'Est, où ils n'nnt pu faire mieux que

14.3 %. Les Verts/alternatifs et les « mouvements de citoyens » de l'Est, qui réalisent des scores sensiblement égaux dans les deux sectours de la ville, représentent eu total 13,3 %. Le Parti de socialisme démocratique de l'evocat Gregor Gysi, héritier de Parti com-muniste de l'Est, maintient ses positions de 1990 à l'Est avec 29,7 % des voix, ce qui en fait la deuxième force politique dans cette partie de la ville.

Au total, ces résultats confirment le passage à vide actuel des chrédémocrates, mais surtout les difficultés du Parti social-démocrete à appareître comme une réelle solution de rechange. Ces résultats confirment aussi le maintien de comportements très différents entre l'Est et l'Ouest. Certes Berlin-Est est un cas un peu parti-culier : le Parti du socialisme démocratique y est beaucoup plus présent qu'ailleurs en raison notamment du grand nombre d'anciens fonctionnaires qui y vivent. L'échec relatif des Républicains, qui n'ont pu y faire mieux que 5,5 %, traduisent une spécificité de l'Est moins enclin que l'Ouest à exprimer son mécontentement par un vnte en faveur de l'extrême

HENRI DE BRESSON

- IRLANDE DU NORD : HE général relevé de son commandement. - Le général Tom Longland. commandant de la 3 brigade d'infanterie stationnée en Irlande du Nord (comtés de Armagh et Tyrone), a été relevé de son commandemeut, e indiqué, dimanche 24 mai, le ministère britannique de la défense, en précisant que cet nflicier supérieur ne s'était pas «adapté» à son rôle en Ulster. Cet officier commandait, notamment, la zone de Coalisland, où une natrouille de l'armée britannique appartenant an 3. régiment parachutiste avait, le 17 mai, ouvert le feu pour se dégager d'un groupe d'émeutiers, biessant trois personnes (le Monde du 19 mai). -

RENÉ DUMONT René Dumont GETTE GUERRE L'Histoire dirigée par Jean-Claude Guillebaud. Editions du Seuil

Neuf blessés à Madrid dans l'explosion d'une voiture piégée

ESPAGNE

de notre correspondant

L'ETA a de muveau frappé, dimanche oprès-midi 24 moi, à Medrid, à proximité du stade Vicente-Calderon-de-l'Atleticn, deux heures avant un match de football. Une voiture piegée dont la charge, estimée à 30 kilos, a été actionnée à distance, a explosé juste avant le passage d'un convoi de policiers se rendant au stade pour assurer le service d'ordre. Neuf personnes ont été blessées (sept policiers et deux passants) dont deux sérieusement.

Trois responsables de l'ETA avaient été errêtés, le 29 mers, à Bidart (Pyrénées-Atlentiques). D'autres interpellations ont eu lieu ensuite aussi bien en France qu'en Espagne. La semaine dernière, en Uruguay, quatorze membres de l'organisation indépendantiste ont été appréhendés. De numbreux documents ont été saisis, lesquels

ont notamment permis de découvrir l'existence de comptes en Suisse. Ces coups de filet ont indénieblement gêné les terroristes de l'ETA puisque, en près de deux mois, aucun attentat n'a été commis. Les autorités espagnales se gardaient bien, pour autant, de crier victnire. La semaine dernière, le ministre de l'intérieur, M. José Luis Corcuera, aveit encore demandé « beaucoup de calme, beaucoup de travail et moins d'eu-

Explosion à Barcelone. - Plusieurs personnes ont été blessées à Barcelone, landi 25 mai, dans une explosion qui s'est produite dans un bureau de l'agence netionale pour l'emplni. L'origine de cette explosinn reste inconnue, mais les pompiers n'écartent pas l'éventualité d'un attentat. - (AFP.)

Marie Comment

Appropriate the second of the second

Profession of the second of th

Andrew Comments

A STATE OF THE STA

Golden Barrell Comme

, <u>8</u>7-

, je- , ... y

The second secon

ت بدروس

Change of the Control of the Control

The second of th

The man of the party

A SECTION AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PA

San San

Service Contract

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

- 11 A

A control of the second

A Company

. Fa

and the second

400

And the second s

Approximation of the second

. . .

in antique of the second

125 · [m]

M. Thomas Klestil a été élu président de la République

de notre correspondante

Le candidat du Parti populiste conservateur (OeVP), M. Thomas Klesti, cinquante-neuf ans, a remporté haut la main, dimanche 24 mai, le second tour de l'élection présidentielle avec 56,85 % des voix, devant son concurrent social-démocrate (SPOe), M. Rudolf Streicher, cinquante-trois ans (43,15 % des sufcinquante-trois ans (43,15 % des suf-frages). M. Klestil, qui prendra ses nouvelles fonctions le 8 juillet pro-chain, succédera à M. Kurt Wal-dheim. Le mandet du président de dheim. Le mandat du président de la République est de six ans. Il est renouvelable une fois.

Les voix obtenues au premier tour par la candidate de la droite nationaliste (FPOe). Mac Heide Schmidt, se sont reportées essentiellement sur M. Klestil. La consigne de vote indirecte donnée par le chef du FPOe, M. Jörg Haider – sans mentionner

le nom du candidat conservateur, il avait prédit une défaite du parti du chancelier social-democrate, M. Franz Vranitzky, - a probablement fortement influence la clientèle du FPOe. A la surprise générale, M. Klestil a également récupéré bon nombre des voix écologistes qui s'étaient portées au premier tour sur M. Robert Jungk.

Devant les caméras de la télévision, M. Klestil a déclaré que le vote massif en sa faveur montre que « les électeurs sont devenus mobiles et ne suivent plus aveuglément les consignes de leur parti». Il réalise le meilleur score jamais enregistré par un candidat à la présidence, hormis le cas du président social-démocrate, M. Rudolf Kirchschlager, qui avait brigué en 1979 un second mandat.

ASIE

THAÏLANDE: après la démission du général Suchinda Krapayoon

Bangkok en quête d'un nouveau premier ministre

Le premier ministre theilandsis, le générei Suchinda Krapayoon, a officiellement démiseinnné de ses fanctinna, dimanche 24 mai, Il a ennonce que toutes les personnes impliquées dens les confrontatione du 17 au 20 mai bénéficieient d'une emnistie. La procédura permettant de modifier la Constitution s'est engagée lundi matin eu Parlement, en l'abeence de nambreux militairee d'ective membres du Senet, tandis que plusieurs milliers de manifestants réclamaient la traduction en justice du général

> BANGKOK de notre correspondant

La foule réunie pour honorer ses morts au Monument de la démocra-tie, en plein cœur de Bangkok, a accueilli avec des applaudissements et des gestes de victoire la diffusion par la télévision, dimanche en fin de matinée, de l'enregistrement de la courte allocution du général Suchinda. Ce dernier, tout co confirmant sa démission, a exprimé son profond regret aux victimes des confrontations dont la capitale thai-landaise a été le théâtre la semaine

Les derniers bilans fant état de puarante-six morts dans les hópitaux t de plus de deux cents disparus. 'aneien premier ministre, qui se l'air, M. Somboon Rahong, donc quarante-six morts dans les hopitaux et de plus de deux cents disparus. L'aneien premier ministre, qui se trouverait encore à Bangkok sous la protection de l'armée (1), a également annoncé la promulgation d'un décret emnistiant toutes les personnes impliquées dans la répression, à commencer donc par ceux qui ont donné l'ordre de tirer sur les mani-

La crise n'a pas pour autant quitté la rue poisqu'une manifestation a cu lieu devant le Parlement, lundi lieu devant le Parlement, lundi matin, pour demander la traduction en justice du général Suchinda et des principaux responsables de la répression. Plusieurs organisations ont déjà entrepris des démarches légales dans ce sens. La Confédératinn pour la démocratie, qui avait dirigé les deniéres manifestations à la veille de l'état d'urgence, réclame des poursuites contre l'ex-premier ministre, le suites contre l'ex-premier ministre, le commandant suprême des farces armées, le commandant en ehef de l'armée de terre, le chef de la première région militaire (Bangkok) et l'ancien ministre de l'intérieur. Les quatre formations de l'apposition quatre tormations de l'apposition parlementaire ont émis une requête identique. Les esprits sont, en effet, encore échauffés et les témoignages sur la brutalité de la répression inondent les journaux.

En outre, le choix d'un nouvesu premier ministre s'annonce particu-lièrement délicat. Le leader du Chart Thai, deuxième formation de ce qui

bataille

Président de la principale formation de l'opposition et nommé offi-ciellement par le roi, samedi, chef de l'Opposition à l'Assemblée, M. Chao-chie de l'Assemblée, M. Chaol'opposition à l'Assemblée, M. Chao-valit Yongchaiyut pourrait peut-être rassembler une majorité de députés sur son nom. Mais le général Chao-valit est également le prédécesseur du général Suchinda à la tête des forces armées. Quant au général Chamlong Srimuang, le chef des manifestations de rue, il a visiblement choisi la dis-crétion depuis l'appel du roi, le 20 crétinn depuis l'appel du roi, le 20 mai, à la réconciliation nationale. De toute façon, il a clairement indiqué qu'il n'était candidat à aucune fonc-tion gouvernementale.

Aucune solution satisfaisante ne semble done en vue et tautes les hypothèses sont possibles, y compris le recours, en attendant que la Constitution soit modifiée, à un gouvernement intérimaire. En nutre, quelle que soit l'issue, les forces armées vont tenter de garder le contrôle, direct nu indirect, de quatre ministères-clés : défense, intérieur, affaires étrangères et finances.

Une dure bataille est donc engagée au sein de l'establishment politico-mi-litaire et certains souhaitent que, le

PROCHE-ORIENT

députés, l'Assemblée êtue le 22 mars soit dissoute et que l'on procède, après la révision constitutionnelle, à de nouvelles élections. De nombreux élus de la majorité redoutent cependant une tetle issue, sachant qu'elle ferait notamment le jeu du général Chamlong, surtout en secteur urbain.

La population de Bangkok a payé La population de Bangkok a payê très cher le prix d'une reculade, évidente, du pouvnir militaire. Mais, même s'ils sont lâchés, pour la première fois, par une frange des milieux d'affaires, les généraux n'uni pas du leur dernier mot. Ils vont se battre pour conserver au moins une bonne fraction de leurs privilèges.

lls auraient d'ailleurs insisté pour qu'une annistie générale soit décré-tée avant que le général Suchinda annonce sa démission. On n'en est donc pas encore, tant s'en faut, aux combats d'arrière-garde: l'armée ennserve de solides atouts et ennserve de sulides atouts et contrôle, notamment, un vote rural peut-être déterminant. S'il est vrai que la Thaïlande ne sera plus jamais la même après le bain de sang de la semaine dernière, la crise n'en est pas moins bien ancrée et peut encore rebondir.

JEAN-CLAUDE POMONTI

11) Dananche, le Quai d'Orsay a démenti les rumeurs concerns l'asy a 111 Dananche, le Quai d'Orsay à démenti les rumeurs concernant l'arrivée du général Suchinda en France, déclarant que, « à auenn monen, il n'a été que viton de su venue en France » et qu' « aueune demande de riva n'a été présentée ».

La métamorphose d'un diplomate chevronné

de notre correspondante

Quoi de plus beau pour un diplomate qui a servi son pays pendant trante-cinq ens que d'âtre élu aux plus hautea fonctions, celles da président da la République? M. Thomas Klestil e vécu, dimenche 24 mai, le couronnement de sa carrière. Né le 4 novembre 1932 à Vienne dans une famille modesta — son père était employé des transports publics, — il s'est inscrit, après son baccalauréet à Vienne, à la Hauta Ecole de commerca de Vienne. Son diplôme an poche, il entre en 1957 à la Chancellerie pour entamer une carrière diplomatique, Chargé d'abord de questions économiques, il est affecté, en 1959, à la mission de l'Autriche auprès de l'OCDE à Paris, il quittà la capitale française trois ans plus terd pour Washington. Le chancelier conservateur Josef Klaus fait alors appel à ce jeune diplomate doué, qui devient son conseiler personnel. conseiller personnel.

A partir de 1969, M. Klestil, devenu un diplomate confirmé, assume des fonctions de plus en plus importantes dans la hiérarchie: il occupe le poste de consul général à Los Angelea, puis, de retour à Vienne an 1974, de directeur au ministère des affaires étrangères, chargé des organisa-tions internationales, En 1978, il retnurna aux Etats-Unis pour retnurna aux Etats-Unis pour représenter son pays auprès des Nations unies, un poste qu'il quitre en 1982 pnur devenir embassadeur à Weshington. Depuis 1987, il était secrétaire général au ministère des affaires éurangères à Vienne.

Aurié depuis 1957, père de deux fils et d'une file, le nouveau président de la République partage ses loisirs entre le sport — ski at tennis notammant — la musique et la lecture. Juueur confirmé, l'ambassadeur d'Autriche était un habitué du tannis club de la Maison Blenche à Weshington où il e livré des metchee acharnés contra M. James Baker, le secrétaire

. .

2 × 7% A 17 Y 5 1

. . 3.



d'Etat eméricain. Pour se libérer fesprit, M. Klestil préfère se plon-ger dans le lacture d'un bon roman policier, notamment de Georges Simenon, son auteur de chevet, qu'il lit en français.

Les clefs du succès de M. Klestil, peu connu en dehors des milieux diplomatiques de Vienne quand il s'est porté candidat, sont à la fois la confiance que les électeurs ont dans ses compétences d'homma d'Etat, acquises au cours de sa carrière diplomatique, et le métamorphose, au cours de le campagne électorale, d'un homme du monda - élégant, mais essez froid; rompu aux convarsations mondaines das réceptions d'ambassade - an homme sympathique, simple et franc. Ses conceptions claires sur les questions qui préoccupent le citoyen autrichien – immigration, adhésion à la CEE, neutralité – ne lui ont pas seulement valu des emla dana la classe politique : elles ont été apparemment appré-ciées par les électeurs, qui ont pansé que la devise qui l'e conduit dans sa via de diplomate - «L'Autriche d'abord» - continuera à le guider comme prési-dent de la République.

WALTRAUD BARYLI

Jérusalem intensifie ses raids dans' le sud du Liban

L'eviation israélienne a effectué lundi metin deux raids contre des bases du Hezbollah pro-iranien dans trois villages libanais du Liban du Sud, Majdel-Seiem, Darderich et Jibchit, faisant au moins quatre tués et deux blesses, selon la police libanaise. Ces raids ont été lancés quatre jours après d'eutres bombardemants eériens qui avaient fait treiza morts et

BEYROUTH

de notre correspondant

Les nouveaux bombardements aériens israéliens sont venus confirmer que le répit relatif enregistré durant le week-end, après le qua-druple raid du jeudi 21 mai, pourrait précéder une tempête. Celle-ci avait du reste été annoncée par l'escalade des menaces et une tension eroissante, ponetuée par des bombardements de l'artillerie israélienne et des tirs de katioucha du Hezboliah contre la «zone de sécunté» israélienne, le long de la fron-

tière. La population ne s'y est pas trompée, qui en a profité pour fuir les villages proches. Selon les ser-vices de sécurité libanais, quatorze mille habitants du Liban du Sud et de la Bekaa nnt pris une fnis de plus le chemin de l'exode vers des zones mnins troublées.

Les déclarations de responsables israéliens, au cours des dernières quarante-buit heures, étalent en effet autant da mises en garde. Ainsi le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy. vingt-cinq blessés (le Monde du a-t-il lancé dimanche un sérieux nt : « Israel réagira avec gravité si la situation continue à se averti deteriorer dans le sud du Liban.» Quelques beures auparavant, le coordonnateur des activités israéliennes au Liban, M. Un Lubrani, n'avait pas écarté la possibilité d'une «guerre limitée» avec la Syrie, en cas d'escalade des attaques du bezbollah au Liban sud.

Or, l'Etat libanais se retrouve dans une impasse, vis-à-vis du Hezbollab. Si l'armée libanaise a pu, l'an dernier, avec l'accord de la Syrie, effirmer son autonté face eux Palestiniens, les choses sont autrement plus complexes en ce qui concerne le Hexbollah, milice islamiste autbentiquement libanaise, dissémiuée au sein de la population et que la Syrie n'a pas encore décidé de désarmer. Qui plus est, le Liban ne peut pas donner l'impression de céder aux exi-gences d'Israel qui réclame la neutralisation du Hezbollah.

Quant aux menaces adressées par l'Etat juif à la Syrie, elles sont d'autant plus préoccupantes pour le Liban, que s'il devait y avoir une «guerre limitée», les «limites» en seraient précisément le territoire libanais. Damas, par la voix de son ministre des affaires étrangères, M. Farouk El Charch, a riposté en accusant l'Etat juif de chercher à occuper de nouveaux territoires, à railnmer la guerre civile au Liban et à se soustraire à l'application de la résolution 425 da Conseil de sécurité, qui prévoit le retrait de ses troupes du Liban.

LUCIEN GEORGE

Le Monde MÉDECINE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Brusque regain de tension Multiplication des violences entre Israéliens et Palestiniens

Les forces de l'ordre devaient donner l'assaut à un appartement situé dans un immeuble lépreux du quartier de Sabra, qui servait apparemment de caebe à un groupe d'activistes du mnuvement islamiste de résistance Hamas. Il y a eu échange de coups de feu et un garde-frontières israélien ainsi que trois des quatre nationalistes palestiniens qui étaient à l'intérieur du logement out été tués. Parmi eux, se trouvait un certain Marwan Al-Zayer, présenté par les autorités israéliennes comme le chef d'une cellule du groupe Ezzedine Kassam, branche armée de Hamas. Le jeune bname était recherché par les services israéliens qui l'accusent d'avoir personnellement commis ou ordonné l'assassinat d'une vingtaine de Palestiniens, accusés de collaborer avec l'Etat juif. Marwan Al-Zayer était également soupçonné d'avoir trempé dans le meurire de trois Israéliennes à Jaffa, en décembre 1990, et dans l'assassinat d'un colon, le le janvier dernier, à Gaza même.

à Gaza même.

Opposé à l'OLP qu'il accuse de brader la Palestine, le Hamas, qui mêne une « campagne de propreté» dans la société palestinienne, a revendiqué l'essentiel des soixanto-cinq et quelques exécutions de collaborateurs présumés, enregistrées depuis le début de cette année dans la seule bande de Gaza. L'armée israélienne estime que le démantèlement de cette cellule combattante porte « un coup sévére » à la capacité offensive de « l'organisation terroriste». Par tracts, à Gaza même. sévére» à la capacité offensive de «l'organisation terroriste». Par tracts, le mouvement a appelé à trois jours de grève générale en signe de deuil dans la bande de Gaza, et dès l'après-midi, plusieurs manifestants avaient allumé les phares de leurs véhicules en signe de solidarité avec les familles des victimes.

Une adolescente israélienne assassinée

Vers buit heures, un jeune Palestinien de la même région, apparemment sans lien avec l'organisation islamiste, attaquait une lycéenne israélienne à coups de couteau, la tuant net et accompagnant son geste du traditionnel «Allah-o-alchar!» (Dieu est le plus grand). Le meurtre s'est produit devant plusieurs témoins, sur une grande avenue de Bat-Yam, cité balnéaire et faubourg de Jaffa-Tel Aviv. Doté d'un permis de travail réglementaire en Israél, le jeune assassin était, semble-t-il, au chômage depuis plusieurs mnis, et e'est à cause du refus de nombreux employeurs israéliens de l'embaucher qu'il aurait décidé, désespéré, de se venger sur une innocente. Helena Rapp, la victime, avait quinze ans et demi. Fouad Mohammad Amari, le meurtrier, en a dix-neuf. Il a été arrêté à la suite d'une course-poursuite. Invitant carrément la population à faire justice elle-même, M. Itzhak Shamir, le premier ministre, a déclaré dimanche soir, selon la télévision nationale, qu'il « ne serait rien arrivé de facheux à qui aurait tuê cei assassin». « Je sais bien que les juristes vont encore me critiquer à ce

sujet, a ajouté le chef du gouverne-ment en pleine campagne électorale, mais c'est mon avis. Les assassins de juijs doivent savoir qu'ils ne peuvent pas sortir virants de leurs attaques. » Opinion partagée, entre autres, par le pieux ministre des cultes, M. Avner Shaki, lequel a simplement déclaré, en apprenant l'arrestation du jeune meurtrier: «Il failait le tuer.»

meuriner: «Il fallait le tuer.»

Dans cette atmosphère de lynchage, où le droit et la modération n'ont plus voix au chapitre, des centaines d'Israéliens en colère, «chauffés» par des militants d'extrême droite, s'en sont pris à des Palestiniens innocents qui vaqualent à leurs occupatinns, dans les faubourgs de Tel Aviv, à Bat-Yam, Jaffa, Rishonle-Zyion et ailleurs. Ici c'est un garcon de café qui est roué de coups par des militants racistes du mouvement de feu le rabbin Meir Kahane, ou un autre qui se retrouve lardé de coups de reu le l'about vielle à de coups de couteau, là ce sont des nuvriers du bâtiment qui s'efforcent d'échapdu bătiment qui s'enorcent d'echap-per à des coups de barre de fer, ou un autobus de travailleurs palesti-niens qui échappe de peu à la lapida-tion générale. « Morts aux Arabes! Assassins! Fils de p....!»

A Bat-Yam même, plusieurs dizaines de militants de mouvements racistes s'en sont pris aux vébicules immatrieulés dans les territoires immairieules dans les territoires occupés, en renversant une dizaine avant d'en incendier certains. A un moment, les échauffourées ont mis aux prises ces manifestants en furie et la police, qui en a arrêté une trentaine. trentaine.

La voix de la gauche israélienne a semblé perdue dans un concert de propos guerriers. Un porte-parole de Meretz, association de plusieurs petits partis radicaux, n'en a pas minis fait remarquer que ces incidens étaient «liés à la politique d'annexion (des territoires palestiniens) du Likoud, lequel perpetue le conflit israélo-arabe, envenime la situation et transforme la vie en Israèl en un danger permanent». Une seule solution, préconise le Meretz: «Il faut se couper des Palestiniens.» Et done évacuer les territoires. Le numém un de l'opposition travailliste, M. Itzhak Rabin, s'est contenté de se déclarer a choqué» par le meurtre de la jeune Helena et « prévecup! par la dégradation de la sècurité publique à l'intérieur des frontières d'Israèl». C'était bien le moins.

PATRICE CLAUDE

 O Un dirigeant palestinien condamne les exécutions de « collaborateurs ». Un responsable de l'OLP, M. Yasser Abed Rabbo, a condamné, dimanche 24 mai à Amman, les meurtres de Palestiniens accusés de «collaborer» avec Israël dans les territoires occupés, et a appelé à intensifier les manifestations contre cette pratique. Il a demandé «le concours de toutes les forces et organisations nationales en Cisjurdanie et à Gaza pour sauve-garder les acquis de l'Intifada et mettre un terme aux abus qui ont abouti à son affaiblissement». – (AFP.)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : malgré les objections de M. Mandela

Les pays scandinaves s'apprêtent à lever leurs sanctions contre Pretoria

dela, a achevé, samedi 23 mai, une visite d'une semaine dans les pays scandinaves. Le bilan de cette tournée qui a conduit M. Mandela en Norvège, en Suède et en Finlande, s'est avéré plutôt décevant. Venu proner le maintien des sanctions contre le régime sud-africain « jusqu'à la constitution d'un gouverne-ment démocratique », M. Mandela est reparti avec la quasi-certitude que ces sanctions seraient très pro-ehainement levées par des pays pourtant considérés traditionnellement par l'ANC comme des « pays

Autre sujet d'inquiétude pour M. Mandela: la fin des subventions versées à l'ANC par les Scandinaves. Ainsi, la Suède, qui avait débloqué, en 1991, quelque 320 millions de couronnes (55 millions de délars) aux requisitors soires de dollars) aux populations noires d'Afrique du Sud – plus d'un tiers

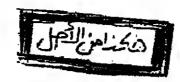
Le président du Congrès national de cette somme allant à l'ANC – a africain (ANC), M. Nelson Man-fait savoir qu'à l'avenir l'ANC politique comme les autres ».

En Afrique du Sud même, la situation politique reste tendue. Alors que les négociations sur la réforme constitutionnelle piétiuent, une nouvelle vague de violences a ensanglanté, durant le week-end, les banlieues noires de Juhannesborg, faisant treize ou quatorze tués. Par ailleurs, l'ANC a ennoncé, dimanche, que M- Winnic Mandela feisait l'objet d'une enquête pour détournement de fonds, confirmant ainsi, en partie, les informations du journal dominical Sunday Star et de l'hebdomadaire City Press, selnn lesquels l'ancienne épouse du numéro un de l'ANC et le jeune avocat Dali Mpofu auraient détourné 400 000 mnds (plus de 150 000 dollars) des caisses de l'ANC. – (AFP, Reuter.)

TCHAD L'opposition a fait son entrée au gouvernement

Présenté dans la soirée du vendredi 22 mai par le premier ministre, M. Joseph Yodoymane, le nouveau gouvernement compte, pour la première fois, cinq ministres n'appartenant pas au Mouvement patriotique dn salut (MPS, ancien parti unique). Il s'agit de MM. Nabia Nadali, membre de l'Alliance nationale pour le progrès et le développement (ANT), Djimasta Koibla, membre de l'Union pour la démocratie et la république (UDR), Sahl Maki, membre de Union des forces démocratiques (UFD), Toim Jeremie, membre du Rassemblement du peuple tchadien (RPT) et Moungar Fidèle, membre de l'Action pour l'unité et le socia-

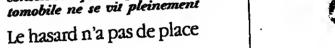
lisme (ACTUS). C'est M. Koibla qui prend la tête-du ministère de l'intérieur (et non le colonel Kamougue, comme indiqué par erreur dans nos éditions datées 24-25 mai), tandis que M. Moungar

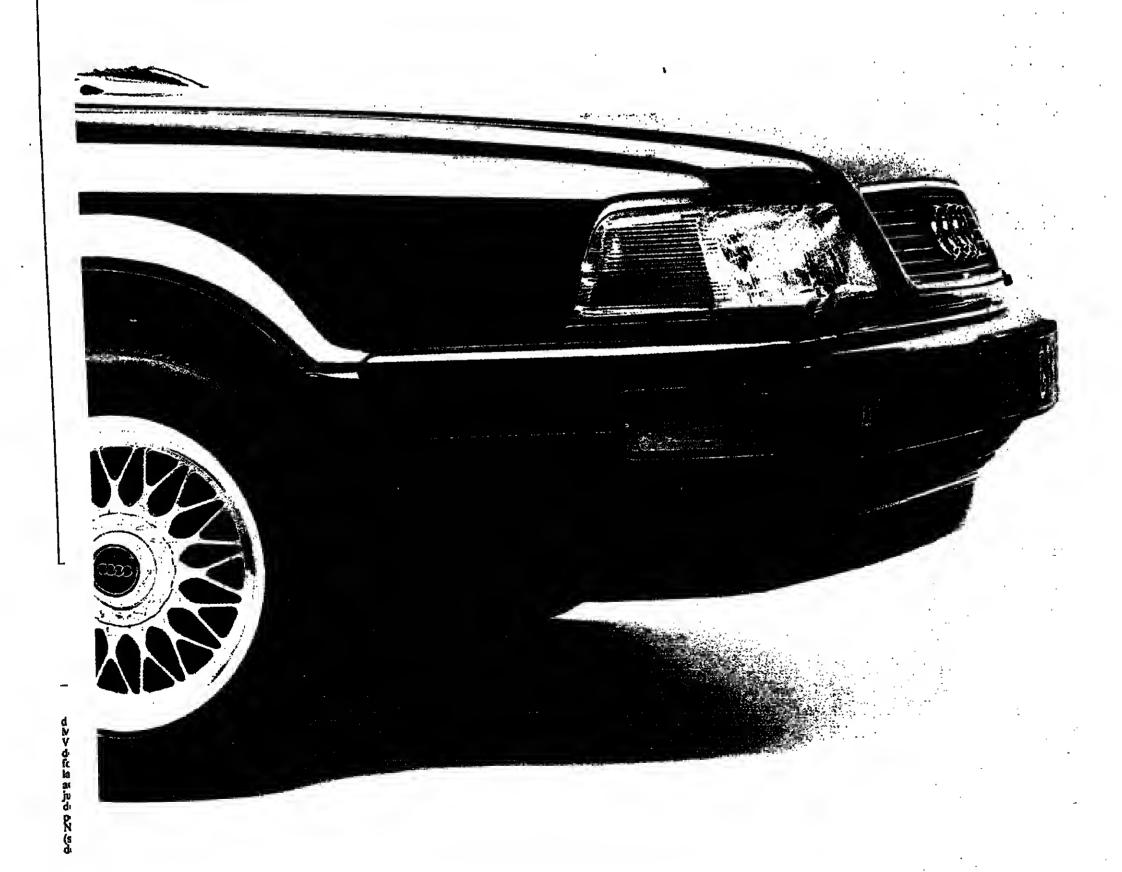


6 Le Monde • Mardi 26 mai 1992 •

Un moteur de 280 chevaux, c'est émouvant.

Pour tout constructeur automobile, il y a une évidente noblesse à concevoir un "beau" moteur. Un moteur puissant, sophistiqué, aux performances impression- Audi V8 nantes. Mais pour Audi, la noblesse se trouve aussi ailleurs. Là où l'on n'oublie pas les réalités de la route. Là où l'on prend conscience que le plaisir automobile ne se vit pleinement







Un enfant qui traverse aussi.

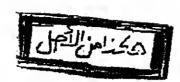
que maîtrisé. C'est pourquoi Audi propose toujours d'adjoindre à un moteur puissant le système Quattro couplé au freinage ABS, afin de le rendre Quattro + ABS. toujours maîtrisable. Question de sécurité. Question de noblesse. Audi V8 280 ch / 206 kW. Consommations UTAC 9,2 l à 90 km/h, 11,0 l à 120, 17,5 l en ville. 3 6 15 Audi.

dans une Audi. Audi









8 Le Monde • Mardi 26 mai 1992 •

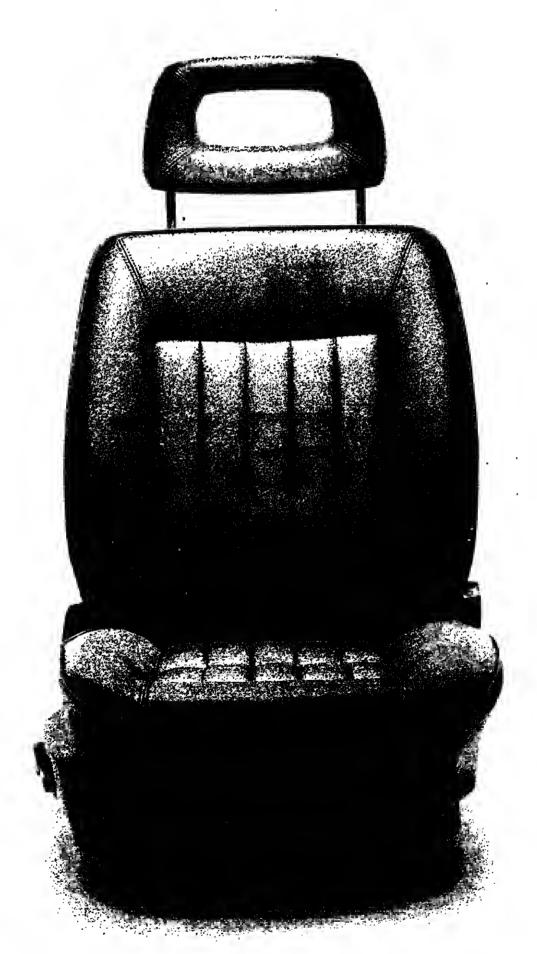
Nous faisons tout pour supprimer la place du mort.

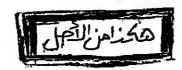
A droite des conducteurs d'Audi 1'8, sur le siège que l'on appelait autrefois la place du mort, viennent souvent s'asseoir de très belles femmes. Détendues et radieuses. Parce qu'elles aiment Double être environnées de luxe, bien sûr, mais surtout parce qu'elles savent, pas si frivoles, que l'Audi 1'8 protège leur beauté comme aucune autre





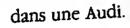
Alin que





Afin que les plus belles femmes puissent s'y asseoir.

voiture. Grâce à son Airbag passager, grâce aussi à son système de sécurité Procon-ten (rétraction du volant, tension des ceintures avant en cas de collision). Ajoutez Airbag. à cela le freinage ABS et le système Quattro, et le siège avant droit de l'Audi V8 mérite bien le nom de place des plus belles femmes 3 6 15 Å u d i





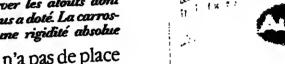


10 Le Monde • Mardi 26 mai 1992 •

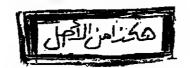
Certaines choses sont indispensables à la séduction masculine.

C'est indéniable, posséder un cabriolet Audi ajoutera à votre charme naturel. Grâce à ses lignes pures et élégantes, au bois précieux de son intérieur, à sa direction assistée et aux Cabriolet 153 chevaux (98 kW) de son moteur. Mais le cabriolet Audi a aussi été conçu pour préserver les atouts dont la nature vous a doté. La carrosserie est d'une rigidité absolue

Le hasard n'a pas de place







Un visage, deux bras et deux jambes en parfait état.



DIPLOMATIE

Le Pentagone prône la concertation plutôt que l'hégémonie

Pressé de critiquea après evoir défini en termes très ∉domineteurs » le nouvelle vieion stretégique des États-Unis pour l'après-guerre froide, le Pentagone e rectifié le tir. Dans la nouvelle version de son document d'orientation stratégique pour les onnées 1994-1999, il n'appelle plus les Etats-Unis à se faire les gendermes du monde en dissuadant la constitution de toute allience militaire, en Europe et en Asle, eueceptible de concurrencar l'Amérique. Le Pentegone insiste, cette fois, sur une politique de maintien de le sécurité et des întérêts des États-Unis fondée sur la concertation et l'action internationales.

WASHINGTON

de notre correspondant La première version du document sur les orientations stratégiques du Peniagone, révélée par le New York Times en mars dernier et qui n'avait pas été signée par le scrétaire à la défense, M. Richerd Cheney, avait soulevé nombre de commentaires négatifs chez les allies des Etnts-Unis, notamment en Europe, mais aussi au départe-ment d'Étal et à le Meison Blanche. On y avait dénoncé une rhétorique inutilement provocatrice à l'heure où le président George Bush et M. James Baker entendaient mettre l'accent davantage sur la nécessité de l'acction collectives, sous le leadership américain, que sur l'effirmation des Etals-Unis comme scule et unique super-

> Un reseau d'accords de défense

puissance restante.

Dans la nouvelle version du document, signée par M. Chency et largement reproduite dimanche 24 mai par le New York Times et le Washington Pust, le Pentagone a tenu enmpte de ces critiques. Le passage le plus souvent cité de le première mouture, telle que la presse la rappartait, indiquait notamment : « Notre premier objec-tif est de prévenir lo réemergence d'un nouveau rival, que ce soit sur le territoire de l'ancienne URSS ou uilleurs (...). Nous devons maintenti les mécanismes destinés à dissuader d'éventuels concurrents de seule ment aspirer à jouer un rôle plus large sur le plon régional ou mon-dial. » Un tel passage visait, notamment, certains des plus proches alliés des Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et, plus large-ment, l'Europe de la CEE à l'houre où les Douze entendent renfarcer leur coopération en politique étran-gère, voire en matière de défense.

Toujnurs selon le Post et le Times, ce paragraphe a été supprimé. A la place, l'abjectif stratégico-diplomatique est défini en ces termes: « Outre dissuader toute ottaque contre les Etats Unis, l'objectif est de conforter et d'étendre le réscau d'accords de défense qui lie les notions démocratiques et leurs semblables dons une posture de défense commune contre l'agres-sion, de crèer des hobitudes de coopération, pour éviter la renatio-nalisation des politiques de sécurité a fournir à tous une sécurité à plus

(que la course aux armements). La formulation est beauenup plus conforme à la manière dont la Maison Blanche et le département d'Etat définissent le rôle stratégi-que des Etats-Unis pour l'aprèsguerre froide : servir de « catalyseur» à des actions entreprises en commun avec leurs alliés et dont le modèle reste l'opération « Tempête du désert», la coalition internationale mise sur pied afin de chasser l'Irak du Koweit.

Préserver le commandement intégré

Le Pentagona n'ignore pas les « Le concept de securité collective, affirme encore le nouveau texte, o échoué dans les années 30 parce qu'il n'existoit pas alors de puis-sance forte désireuse de fournir le leader-ship derrière lequel des pays de stature plus faible auraient pu se rallier contre le fascisme. En revanche, ce concept n fonctionne dans le Golfe (su moment de l'opération « Tempête du désert ») parce que les Etats-Unis étaient désireux et capables de fournir un tel leader-

La méfiance evec laquelle les d'organisation européenne de

tution d'un corps d'armée franco-

mesurés sinon toujours très clairs : « Notre sécurité commune et la stabilité européenne peuvent etre renforcées par le développement d'un réseau d'institutions liées entre elles qui, en liaison avec l'OTAN, constituent l'émergence d'une architecture de sécurité européenne. » « ll est d'une importonce fondomentole, iosiste toutesois le Pentagooe, de préserver la structure de commande ment militaire intégré de l'OTAN et son rôle en tant qu'instrument de la sécurité et de lo défense militaire de l'Europe. » Plus direct, le général John Galvin, commendant des forces de l'OTAN en Europe, déclare, dans une interview publice par l'hebdomadaire US News and World Report, qu'une « double force militaire en Europe n'est pas

allemand - se retrouve, dens le

nouveau texte, exprimée en termes

Le document d'orientation stratégique assure que les eibles des forces nucléaires américaines ont changé pour tenir compte des « heureux développements intervenus en Europe centrale et orientale et dans l'ancienne Union soviétique». Mais «le mointien d'une capacité nucléaire stratégique reste essentiel - poursuit-il - pour dissuader l'utilisotion des forces nucléaires qui existeront toujours dons l'ancienne URSS même sous le régime d'un accord START modifié ». Un des scénarios de guerre envisagés par le Pentagone est une attaque de la Russie contre la Lituanie, vio la Pologne.

Ce document a aussi pour objet de justifier le maintien d'un substantiel appareil militaire. Il met ainsi en garde contre des coupes trop brutales et propose de conser-ver un dispositif militaire d'un million six cent mille personnes.

Après la signature du protocole d'application du traité START

Le processus de désarmement devrait être relancé

Le secrétaire d'Etat eméricain, M. Jemes Beker, et ie ministre russe des effaires étrangères, M. Andrei Kozyrev, ont préparé, dimanche 24 mai à Lisbonne, le sommet des 16 et 17 juin à Woahington entre les présidents George Bush et Boris Eltsine, avec notamment des échanges de vues sur de nouvelles initiatives de désarmement

MM. Kozyrev et Beker ee sont entretenus pendent deux heures à l'issue de le seconde conférence sur l'aide eux Etats de la CEI, en marge de laquelle e eu lieu, samedi, le cérémonie de signature d'un protocole d'epplication du traité START par les représentants dee Etats-Unis et des quetre Républiques enciennement soviétiques concernées.

La signature, samedi à Lisbonne, entre les Etats-Unis et quatre Etats de la CEI d'un protocole d'applica-tion du traité START sur la réduction des arsenaux oucléaires stratégiques devrait relancer le processus de désarmement en panoc depuie l'éclatement de l'URSS.

Pourtant, la cérémonie de signature s'est déroulée à la hâte et en silence, les participaots craignant sans doute qu'une cooférence de presse conjoiote ne fasse apparaître des dissensions entre eux. Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a fait

Mikhail Gorbatchev, le traité prévoyant une réduction en sept ans d'un tiers des arsenaux nucléaires

diffuser ensuite une déclaration

écrite; soulignant que « les bases existent désormois pour une prompte ratification du traité».

Signé à Moscou eo juillet 1991 par les présidents George Bush et stratégiques n'eveit pas été ratifié par le Congrès américain ni le Parlement soviétique, puisque ce dernier a disparu avec l'URSS. Le protocole coosacre la Russic comme seule puissance nucléaire face aux Etats-Uois, uo objectif toujours défendu par le Kremlin. Il stipule en effet que « dons les délais les plus courts», la Biéloruseic, le Kazakhstan et l'Ukraine edhéreroot en tant qu'Etats nan oucléaires au traité de non-prolifération oucléaire (TNP) de 1968. La signature de Lisbonne est cependant loin de tout regler.

Il feut encore que les Parlements concernés ratifient « oussitôt que possible » le traité et organisent le rapatriement des ogives vers la Russie, puis le démentelement d'une partie d'entre elles.

Les experts du Pentagone assurent que les équipes de l'armée exsoviétique en charge du oucléaire restent sous contrôle et camouflent si bien les déplecements de ces ermes que les satellites espions ne peuvent les déceler « en temps réel». La durée d'application porte cependant sur sept ans, et d'ici là bien des querelles peuvent éclater. - (AFP, Reuter.)

D Fin de la visite de M. Walesa en

o L'Inde proteste contre l'expul-sion da Pakistan d'un de ses diplomates. - Le Pakistan a expulsé, dimanche 24 mai, pour espionnage, un diplomate indien co poste à Islamahad. Le diplomate, quaot à lui, a accusé les services secrets pakistaneis de l'avoir « enlevé » ct « torture ». Cette affaire intervient un mois après les accusations formulées par le Pakistan à l'encontre de l'Inde concernent le mauvais traitement insligé à l'un de ses diplomates, et à quelques jours d'une reocontre hiletérale de haut niveau visant à réduire les tensions entre les deux pays, - (Reu-

AMÉRIQUES

BRÉSIL : le président accusé de malversations par son frère

Dangereuse querelle de famille chez les Collor

nando Collor e felt savoir, dimenche 24 mei, qu'il elleit poursuivre en justice son frère cadet, dont les accusations en série menecent de provoquer une grave crise politique. Dans une cessette vidéo remise à l'hebdomadaire Veja, M. Pedro Collor affirme notamment que le président e encaissé « des millions de dollars » en réalisant des affaires lilicites. Entre ies deux frères, c'est une querelle eutour du lancement d'un nouveau journel qui a mis le feu aux poudres.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

M. Pedro Collor de Mello, frère cadet du chef d'État brésilien. et M. Peulo Cesar Fanee, principal financier de le dernière cemmeuvaie termes. La raison de cette querelle est hénique : tous deux ee disputent le marché de la communication dene le petit État de l'Alegoas, dont ils sont tous deux originalree, dena l'extrême est du peys. Le Gazetta de l'Alagoas, qui tire à 10 000 exemplaires, appartient à la femille Collor et se sent menacée par l'opparition prochaine de lo Tribune, projet de M. Fories

emhitians modestee, puisque le 1/rage prévu n'excéderais pae 4 000

Cette affeire n'eureit sens daute pee dépeseé les dimeneinns d'une querelle de clocher si l'un des deux proteganistes n'avait décidé de porter le différend eur le plece publique, à coup d'accusetione eussi graves que veriées. M. Pedro Collor, qui e dirigé le groupe femillel pen-dant dix ans, e multiplié les dénoncietione concernant les activités et placements à l'étranger de l'entrepreneur, son trein de vie dispendieux et sea trop modeates déclaratione d'impôta, en promettant qu'il continuerait ejusqu'à ce que Paulo Farias se retrouve derrière les

> La psychiatrie à la rescousse

La famille du président e très vite tenté de calmer le denge-reuse impétuosité du cedet à 'encontre d'un personnage qui e oue un rôle important pendant le campagne électorale et lea deux premièrae années du nouveeu gouvernement. Mr. Leda Collor e même décidé de deatituer son fils de la direction de l'entreprise familials, Orgenisation Arnon de Mello (2), en indiquent que Pedro

un enregiatrement « qui peut faire tomber le gouvernement», et se décrit « comme un camion de 7 000 tonnes dévalant une pente sans frains ». Une menace, réelle ou feinte, qui a forcé l'interven-tion des plus hautes sphères de l'État, en la personne du secrétaire général de la présidence, et oncle de M. Pedro Collor. M. Marcos Coimbra. Maigré ce hombardement quo tidien, qui fait les délices de le presse bréaillenne, M. Feries

Le senction meternelle n'a cependent guère eu l'effet recherché. M. Pedro Collor s'en

prand maintenent à ann prési-

dent de frère. Il affirme posséder

garde son calme, annonçant simplement le prochain dépôt d'une a plainte en diffamation, calom-nies et chantages ». M. Pedro Collor e, lui, décidé de sa soumettre à un exemen paychiatrique pour prouver sa bonne santé mentale. La crainte de ces révélations eurait obligé le président, asion le Jornal do Brasil, à évincer lora du demier remani toutes les personnes liées à l'ancien entreprenaur-financier.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

M. Farias possède une concession de tracteurs, une compagnie de laxis aériens, une entreprise agricole et une chaîne d'hôtels.

(2) L'entreprise, qui regroupe un journal, une chaîne de télévision, trois stations de moio et une maison d'édition, est détenur à 80 % par M~ Color.

HAITI: incapables de faire face à un nouvel exode

Les Etats-Unis ont décidé de refouler les réfugiés vers Port-au-Prince plus la tension en Haiti. La plupart des réfusiés affirment que c'est le

La vague de réfugiés haitiens, qui n'a cessé d'enfler depuis le coup d'État du 30 septembre 1991, a prie ces derniers jours l'eliure d'une déferiente. Estimont qu'ail n'est plus possible de faire face à cette situation ». le président Bush a ordonné, dimanche 24 mai, que ces réfugiés soient directement rapetriés vers leur pave. M. Bush e indiqué que cette mesure « était nécessaire pour protéger la vie des Heitiens », dix huit d'entre eux eyent péri le semoine paesée dens le neufrage de leur embarcation de fortune.

Collaborateur du « Monde »

Bertrand de la Grange a été agressé à Cuba devant le domicile d'un dissident

En reportege à Cube pour le compte de la chaîne de télévieon publique du Cenade, notre colleborateur Bertrend de le Grange e été egreaeé, samedi 23 mei, par deux personnes en civil. En dépit de l'intervention de gens du quartier, celles-ci l'ont violemment frappé, y eampris lorsqu'il était au sol, le leissant à demi inconacient. Il e été soigné à l'hôpitel chirurgicel de la cepitole cubeine, où six pointe de euture lui ont été faits eu visege.

L'egression a eu lieu devent le domicile de M. Vledimiro Roca, fils du défunt dirigeant communiate cubain Blas Roce. Aneien pilote des forcee eérlennea cubeines. M. Roce milite dans le diaaidence et est lié avec la Commission cubaine des droits de l'homme et de réconcilietion netionele (Interdite), dirigée par M. Elizardo Sanchez Santa-Cruz.

Bertrand de la Grenge a porté plainte auprès des eutorités policières pour cagression et vois de aon sac et de sa ceméra, eccusant la police politique cubaine d'être raeponsoble de l'incident. Il est errivé par hoteau à Miemi dena la nuit de dimanche à

de notre envoyé spécial Après que les garde-côtes américains eureof acconce, veodredi 22 mal, qu'ils o'étaient plus en mesure de « patrouiller de manière adequote lo zone » et de porter secours aux emhareations en détresse, le président Bush lui a ordonné, dimanche, de refouler sans eutre forme de procès tous les réfugiés vers Haïti. La procédure consistant à conduire les boat-people à la base navale américaine de Guantanamo, dans l'est de Cuba, où un tri était opéré entre les réfugiés considérés comme politiques, et les autres, rapatriés vers Halti, est suspendue.

Les responsables militaires américains avaient fait savoir que la base, où sont parqués 12 500 Haï-tiens, était saturée. Depuis le ren-versement par les militaires du pré-sident Aristide, les eutorités américaires out escoura plus de américaines ont secouru plus de 34 000 Haitiens, dont 14 000 ont été rapatriés et 9 000 transférés vers les Etats-Unis, leur demande d'asile ayant été jugée recevable.

Cette nauvelle politique de resoulement sans discrimination ne pourra que faire monter un peu

désespoir plus encore que la misère qui les pousse à risquer leur vie pour tenter de gagner la Floride. Désespoir face à la crise politique qui s'éternise, et à la répression qui s'est intensifiée. s'est intensifiée.

A Martissant, quartier pauvre à l'nuest de la capitale, les gens o'osent plus sortir eprès la tombée de la unit. « Depuis que les lycéens ont commencé à manifester pour le retour d'Aristide, les militaires et les macoutes sont revenus nous terressieurs reconst. Mailles unes terressieurs reconst.

tes macoutes sont revenus nous ter-rorisers, raconte Marlèo, uoc marchande de légumes, arrêtée par une patrouille parce qu'elle se trou-vait à proximité d'un lycée en effervescence. Conduite au quartier général de la police, elle a été battuc pendant plus d'uoe beure à coups de barre d'aluminium et de ceinturon lesté de balles. A Grand-Göave, à soixante kilo-

mètres de Port-au-Prince, le frère québécois Lue Denommée déclare que les militaires et les policiers a volent aux poysans le peu qu'il leur reste. Ils n'ont d'outre choix que d'hypothéquer leurs terres pour payer leur passage clondestin vers la Floride.

JEAN-MICHEL CAROIT

EN BREF

□ AFGHANISTAN : MM. Mas-

soud et Hekmatyar ne se sont toujours pas rencontrês. - La rencontre prévue, samedi 23 mai, entre le chef fondamentaliste du Hezb-i-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar, et son principal rival, le ministre de la défense Ahmed Shah Massoud, n'a pas eu lieu. Elle devait intervenir alors que le gouvernement intérimaire vient de pramouvoir eu rang de général M. Abdul Rachid Dostoru, chef des milices ouzbèkes dont M. Hekmatyar exige le retrait de Kahoul. Le gouvernement a, d'autre part, décidé de démobiliser, à partir du 22 juin, les soldats de l'armée de l'encien régime avant achevé leur temps de service. -

□ COLOMBIE : arrestation du numéro 3 da cartel de Medellia. -Javier « El Tio » Paren Cardona, considéré comme le numéro 3 du cartel de Medellin, et neuf de ses complices ont été arrêtés, jeudi 21 mai, par la police mexicaine. Cache à Palanco, le quartier chic de Mexico.

O GHANA: ou moius soixantetrois morts dans des violences tribales. - Au moius soixante-trois personnes ont été tuées, à le fio de la semaine, lors d'affrantements entre les tribus Gonja et Nawuri, dans le nord du Ghena, a annoncé, dimanche 24 mai, l'agence ghanéenne GNA. Les violences ont éclaté alors que des Gonjas teoteicot de se réiostaller sur des terres qu'ils aveient dû abandooner, en juin 1991, à la suite de premiers affrootements avec les Nawuri. - (AFP.)

U IRAN: vives critiques contre la

France. - Le gootidien Tehran

Times, proche du gouvernement iracien, a, dimanche 24 mai, vivement critiqué la France pour avoir accueilli récemment une responsable des Moudjahidines du peuple expulsée de Suède. « C'est au nom d'une vision arrogante et déséquilibrée de l'immunité diplomatique que lo France garantit l'immunité à une terroriste», a estimé le journal, après que le porte-parole des Moudjahidines du peuple dans les pays scaodinaves, M= Sarvnaz Chitsaz, expulsée de Suède en evril dernier pour avoir participé à une attaque contre l'ambassade d'Iran à Stockholm, cut été autorisée à séjourner en France, où elle résidait auparavant et disposait d'un titre de résugié politique. Tehran Times a laissé entendre que la décision française pourrait avair des répercussions sur les relations entre Paris et Téhéran. - (AFP.)

☐ Téhéran démoot avair accueilli Abou Nidal - Le ministère iranien des affaires étrangères n démenti, samedi 23 mai, la présence en Iran d'Abou Nidal, dons la formetion, le Fatah-Conseil révolutionnaire, e revendiqué de nombreuses actions terroristes. L'hehdomadaire libanais Ach-Chiroo (pro-syrien), qui n NiCARAGUA : disparition de deux Français et d'un Brésilien. -Les autorités du Nicarague et un policier français un entrepris, samedi 23 mai, de rechercher les membres d'équipage d'un voilier, Le Viking, retrouvé ebandonné au large de la côte est du Nicaragua. Le bateau, appartenant au viceconsul de France à Belem, au Brésil. avait à son bord deux Français. MM. Christophe Delagneu et Fredérie Mayal, et uo Brésilien, M. Etna Monteiro. Les équipes de recherche n'excluent pas un enlèvement par des pirates. - (Reuter.)

D PHILIPPINES : M. Ramos accentue son avance dans l'élection présidentielle. - Seloo les derniers résultats portant sur 67 % des suffrages exprimés, M. Fidel Ramos, soutenu par la présidente Corazon Aquino, disposait d'un million de voix d'avance sur l'homme d'affaires Eduardo Cojuangco, ancien fidèle du dictaleur Ferdinand Mareos, qui devaoet légèrement Mª Miriam Santiago. Cette dernière a d'ailleurs entamé, samedi 23 mai, une grève de la faim « jusqu'à la mort, pour protester con-tre a la fraule électorale. - {Reu-

avait été à l'origine des premières révélations sur l'Irangaie, evait rapporté le même jour qu'Abou Nidal s'étais installe à Tébéran, après avair quitté Tripoli à le demande des autorités libyennes.

Rassie. - Le président polonais, M. Lech Walesa, a achevé samedi 23 mai sa première visite officielle en Russie par une émouvante cérémonie dans la forêt de Katyn à la mémoire des milliers d'officiers polonais qui y furent assassinés par le NKVD en 1940. Bieo que M. Walesa ait voulu voir dans cet hommage un « symbole de la réconciliotion » polono-russe, aucun représentant russe de haut niveau n'avait été délégué à la cérémonie. La délégation polonaise s'est par ailleurs déclarée très satisfaite du contenu des accords signés à Moscou sur le retrait des troupes ex-so-

Pentagone prope la con-

··· Tork vertex

MAN W WELL

R (1)

British Co.

Bangara (a. 1907). Bangara (a. 19

The state of the s The production of the same of the same

Section of the sectio

State of the state

And the second s

seems on the second second of the second

Market and the second of the s

bankery to the statement

The state of the s A CONTRACTOR OF THE PARTY

新沙姆女长

Marie Commence of the Commence

the same of the same of the

The state of the s

And the state of t

Strate Factor

The second second

West and the second

Marine

A CAMP CAN SO

The state of the s

and the same of the

A STATE OF THE STA

La Communauté face aux querelles byzantines

Irrité par l'attitude de la Grèce, notamment dans l'affaire macédonienne, Bruxelles cherche une amélioration des relations avec la Turquie

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

ES jeunes gens qui distriaient des tracts mettant en cause la politique suivic par le gouvernement grec en Macédoine ont été condamnés à des peines de prison. Des intellectuels qui protestaient con-tre de tels excès ont été désignés comme des traitres par des journaux réputés sérieux.

De telles anecdores et d'autres du même style (ainsi celle de Constantin Mitsotakis, premier ministre grec, en visite à Belgrade au lendemain d'une prise de position des Douze condamnant la Serbic) circulent actuellement avec insistance à Bruxelles. Si ciles milieux européens, et en particulier parmi les fonctionnaires grecs de la CEE, le succès qu'elles rencontrent illustre l'exaspération suscitée chez les partenaires par le veto opposé par le gouvernement d'Athènes, soutenu par l'ensemble de la classe politique et de la population grecques, à la reconnais-sance de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du moins tant que ses dirigeants n'auront pas renoncé à ce

En raison de ce refus persistant et considéré à Bruxelles comme passa-blement artificiel, la Communanté ne peut pas reconnaître celle des Répu-bliques de l'ex-Fédération dont les dirigeants ont eu l'attitude la plus modérée, la seule qui se soit tenue jusqu'à maintenant à l'écart des tue-

. nationaliste

Conscients du caractère peu satisfaisant de la situation, les ministres des affaires étrangères des Douze ont annoncé, le 2 mai à Guimaraes, au Portugal, leur volonté de reconnaître l'ex-République de Macédoine et ont invité les principaux protagonistes à trouver un compromis sur le nom à lui donner. Depuis la situation semble toujours aussi inextricable, Constantin Mitsotakis, qui, après avoir hmogé Antonis Samaras, au zele nationaliste just quelque peu excessif, a repris lu-même le portefeuille des affaires

la CEE que son gouvernement sautera s'il cède un tant soit peu_

La Grèce, et c'est un euphémisme, La Grèce, et c'est un euphémisme, n'a pas la cote dans la Communauté. Cette absurde affaire macédonienne vient cristalliser une longuc séric de reproches accumulés depuis... les premiers jours de l'adbésion, voilà plus de onze ans. «Avec la Grèce, il n'y o que des problèmes. Elle est très mai intégée au marché commun : alors que d'h de son budget provient de l'argent communautaire (foods structurels, fonds agricole), son niveau de vie relatif ne cesse de baisser. Les Grecs contribuent peu, touchent beaucaup, relatif ne cesse de baisser. Les Grecs contribuent peu, touchent beutcuup, dépensent mal. Sur le plan diplomatique, ils ont de mauraises relations avec tous leurs voisins faujourd'hui les Turcs et les Mocédoniens, demain, soyons en sûrs, les Albanais, ce qui, à la longue, affecte l'action extérieure de la Cammunauté, ils bloquent toute normalisation ovec la Turquie, et, audelà, empèchent la mise en auvre d'une politique méditerranéenne plus ambitieuse », dit sans détaurs un diplomate communautaire aux prodiplomate communautaire aux pro-pos pourtant d'habitude modéré.

> Un complexe balkanique

Un haut fonctionnaire grec de la Commission de Bruxelles, sans nier le caractère atypique du comportement hellénique, tente de l'expliquer avec patience. «Les Grecs développent une sorte de camplexe balkanique. Ils n'ont jamais eu le sentiment de foire effectivement partie de la Communauté, de pouvoir l'influencer. Ils sont conscients de devoir faire face à des problèmes différents – motamment le problème turc et celui, lié, de l'occupation du mard de Chypre, – pour lesqueis leurs partenaires de la CEE ne se mobilisent pat Ils se sentent perpèqueis leurs partenaires de la CEE ne se mobilisent pas: Ils se senten perpè-tuellement «anadelphos», c'est-à-dire sans frères, orphelius. C'est yrai que nos plans de redressenvent économique n'ont pas été-des-réussites et que Jac-ques Detors, qui s'étoit beaucoup investi dans l'affoire grecque, a été décu en 1937 quand le gouvernement d'alors o jeté l'éponge. Mais nêan-moins, depuis l'adhésion, la société grecque a beaucoup changé, des sienes grecque a beaucoup change, des signes d'évolution positive apparaissent.»

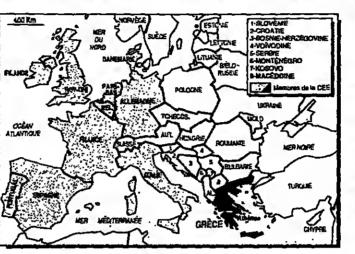
Après avoir souligné qu'en 1981 scule la Nouvelle Démocratie plaidait pour l'adhésion, alors qu'aujourd'hui l'ensemble des grands partis sont

« C'est un problème qu'ils se sont peut-ètre crèé eux-mêmes, mais oujourd'hui il existe bel et bien », admet un diplomate britannique. Au sein de la Commission, certains considérent qu'il n'y a pas d'alternative, que faute d'un assomlissement (peu vraisemblable) de la position grecouc il faut sortir de cette situation extravagante en rompant la solidarité communautaire, en reconnaissant la Macédaine à onze, quite à y mettre le plus de formes possible pour que ce

naire constate que, depuis l'affaire de la Macédoine, a un sentiment anti-est-ropèen s'est fait de nouveau jour v.

l'Asie centrale, du Caucase à la Chine, parlait le ture! Sans avoir l'envie et, en tout cas, les moyens d'un quelconen tout cas, les moyens d'un quelcon-que hégémonisme pantomanien, les autorités d'Ankara pourraient propo-ser aux Républiques ex-soviétiques un modèle culturel, laïe et exempt de sentiments anti-occidentaux, qui ferait contrapoids à l'influence iraferait contrepoids à l'influence iranienne et qui convient tout à fait à la

> Par ailleurs, même si l'armée conserve la main lourde au Kurdistan, le nouveau gnuveroement de Suleyman Demirel, à tous égards plus libéral que ses prédécesseurs, a su



coup de farce ne soit pas trop ressenti comme une provocation à Athènes. Ce litige à propos de la Macédoine tombe précisément au moment où les

Douze, unanimes (même Constantin Mitsotakis en admet la occessité), entendent réévaluer leurs relations avec la Turquie. «Nous avons estimé avec la Turquie. «Nous avons estimé qu'en raison des développements dans cette règion, de l'instabilité qu' y règne, il convenait d'y envisager une approche nouvelle. La Turquie est une pièce maîtresse ou Proche-Orient, notamment dans lo perspective des relations à établir avec les Républiques d'Asie centrale, récemment sorties du carcan saviétique», a déclare Roland Dumas à Guimaraes.

Les pays de la CEE, après avoir apprécié le rôle joué par la Turquic lors de la guerre contre l'Irak, ant

développer dans la Communauté un certain capital de sympathie. Sans compter que le pays, en pleine croissance, représente un marché de plus en plus attrayant.

Bref, la Turquie a bonne presse et, de sucroît, a l'intelfigence d'en user avec sagesse. Ses diplomates, après avoir souligné que leur option fondamentale pro-européenne restait inchangée, que leur volonté demeu-rait d'entrer dans la CEE, reconnais-sent que, pour des raisons économi-ques, le moment n'est peut-être pas encore venu, se disent prets à accep-ter que d'autres candidats, pourtant plus tardifs, adherent avant cux. En faisant discretement valoir cependant qu'une telle comprébension a un

La Communauté apprécie un tel

Hurd, le secrétaire au Foreign Office, l'un des plus chauds partisans d'une revalorisation des relations de la CEE avec la Turquie, a été chargé, lors de la réunion de Guimaraes, de préparer un rapport sur ce théme. Il devrait être prêt en juillet, pour le début de la présidence britannique. La remise à jour de l'actinn de la Communauté en Méditerranée, et en particulier en Méditerranée nrientale, devrait constituer une des priorités de constituer une des priorités de ladite présidence.

L'actualité au Proche-Orient ou en Asie centrale n'est pas la seule raison invitant à la diligence. La Turquie, négligée, maltraitée (à cause de la Grèce), malgré l'accord d'association la liant depuis trente ans à la CEE, pouvait à la limite s'accommoder du pouvait à la limite s'accommoder du statu quo, du maintien de relations plus ou moins ambigués avec une CEE à Douze. La perspective d'une série d'élargissements programmés où elle n'a pas sa place, alors qu'elle est depuis longtemps candidate, celle aussi d'un renouveau de l'UEO, conçue comme le point de départ d'une politique de défense européenne, mais, là encore, envisagée sans son concours, la mettent dans une position plus délicate. Ne cien une position plus délicate. No rien faire donnerait des arguments à l'opposition, qui critique l'engagement européen du gouvernement et ne manquerait pas de créer une décep-tion supplémentaire à Ankara. Avec le risque que, lassés, les Tures, un beau jour, change de cap.

Le problème chypriote

all est essentiel d'offrir aux Turcs. outant qu'il nous est possible, une vraie alternative à l'adhésion», souligne-t-on du côté britannique. Le futur plan Hurd devrait suggérer une relance à la fois économique (notam-ment une réactivation du protocole d'assistance financière, prévu par le traité d'association mais bloqué depuis 1980), diplomatique (avec peut-ètre la mise en route, désirée par Antara, d'opérations « triangulaires » en Asie centrale, la CEE y finançant par exemple l'intervention d'enseignants tures) et militaire (Londres semble souhaiter que la Turquie ne soit pas tenue à l'écart du processus de renforcement de l'UEO).

Une telle réanimation de l'association avec la Turquie suppose un

Grèce. Celui-ci est-il possible? Constantin Mitsotakis le laisse entendre, de même qu'il semble considéres moment propice pour trouver, sur la base des propositions de M. Boutros-Ghali, une solution permettant de règler enfin le vieux conflit chyprinte. Le secrétaire général des Nations unies préconise la création d'un Etat fédéral (impliquant donc la réunification de l'île et le départ des troupes turques) avec une large autonamie pour chacune des deux com-

> Règlement d'ensemble

Le gouvernement d'Ankara ainsi que les autorités chypriotes turques approuvent les orientations de l'ONI 6 et sont favorables à l'nuverture de négociations directes entre les deux communautés de l'île. Les Chypriotes grecs, divisés, hésitent, mais la pres-sion pour les inciter à bouger devient assez vive. Certains à Bruxelles n'excluent pas une solution avant la fin de l'année : les « casques bleus », qu'au reste M. Bautros-Ghali menace de retirer si les parties refusent de faire effort pour sortir de l'impasse, pourraient ainsi quitter Chypre, pacifiée, après une présence «provisoire» de dix-huit ans?

«Si l'an règle le problème de Chypre, l'ovenir de nos relations ovec lo Turquie s'en trouvera écloirci, une hypothèque sera levée», constate un diplomate communautaire. Nul doute que le futur «papier» anglais mentionnera l'affaire chypriote. L'adhésion de l'île, pour laquelle le gouvernement de Chypre (grec) a fait acte de candidature mais qu'on exclut à Bruxelles tant que l'île restera divisée, deviendra possible et pourrait même figurer dans un règlement d'ensemble. A condition, a averti M. Boutros-Ghali, que les deux communautés se prononcent explicitement, par référendum, dans ce sens. Cependant, les Anglais, en gens avisés, soulignent déjà qu'il faudra trouver le moyen de renforcer sérieusement nos liens avec la Turquie, même si l'espoir d'un règlement à Chypre venait à s'éva-

Malte regarde vers le Nord

Même l'opposition travailliste s'est ralliée à l'idée européenne. Mais le gouvernement nationaliste est d'accord avec elle pour maintenir la neutralité de l'île

LA VALETTE

de notre envoyé spécial IEN n'est plus trompeur que l'apparence de cette ile calcuire, sèche, bardée ile calcaire, sèche, bardée de tours, de forts, de maisnns de pierre car-rées, qui ont, elles aussi, des allures de petites forteresses. A l'inverse de leurs paysages, les dirigeants maltais sont ronds, souples, flexibles, ouverts obstinément ouverts. Et s'il y a des partes à forcer, ce sont celles de la «forteresse Europe», dont le gouver-nement maltais attend impatiem-ment qu'elles s'ouvrent à deux bat-

L'image, malgré tout, est un peu excessive : l'essentiel du commerce de Malte, qui a, depuis toujours, un œil sur l'Italie, l'autre sur l'Afrique du Nord, se fait déjà avec la CEE: l'île est liée à l'Europe depuis 1970 par un accurd d'association qui lui permet d'exporter vers les Douze, sans barrières tarifaires, la plupart de ses produits. Mais depuis que le parti-nationaliste, aux élections de 1987, a ravi de justesse le pouvoir aux travaillistes prolibyens, le gouvernement a fait de l'adhésion à la CEE la «nouvelle frontière» de ce micro-

La demande officielle d'adhésion a été déposée en juillet 1990. Malte attend, d'ici la fin de l'année, l'avis de la Commission de Bruxelles sur sa candidature. Le 22 février, le premier ministre, M. Eddie Fenech Adami, un ancien avocat, a remporte avec une marge accrue les élections législatives anticipées. Depuis, il répète à qui veui l'entendre que Malle a toutes les chances d'être l'un des heureux élus lors du prochain

étargissement de la CEE. Quant aux travaillistes, qui manifestaient jusqu'en février une opposition rigide à l'île sont le soicil, qui assure de l'île sont fait leur confinrables revenus touristiques, l'île sont le soicil, qui assure de supprimés des 1988, un an après le confinrables revenus touristiques, retour au pouvnir des nationalistes. aggiornamento, après n'avoir obtenu «que» 46,5 % des voix dans ce pays ou, traditionnellement, les élections se gagnent d'un cheveu.

Reiève de génération chez les travaillistes

Leur leader, Carmelo Mifsud Bonici, s'est retiré. Le candidat «offi-ciel » à sa succession, George Vella, a finalement laissé la place, fin mars, à Alfond Carl, ma formaite de autre de Alfred Sant, un économiste de quarante-quatre ans, parfait franco-phone, diplôme de Harvard et de l'Institut international d'administra-tion publique (ILAP) à Paris, qui a été en poste à Bruxelles. Les travaillistes ont maintenant unc attitude bien plus pragmatique sur la ques-tion européenne, au point que Inha Dalli, le ministre des finances, l'une des personnalités les plus brillantes de l'île, peut lancar avec ironie : « On dirait que c'est une apposition diffé-rente que nous avons oujourd'hui !». Il reste que le courant antieuropéen, au vu des résultats de février, peut au vu des resultats de lévrier, peut encore se prévaloir du soutien de 45 % de la population. Beaucoup redoutent, il est vrai, que le lilliputien méditerranéen et ses 358 000 habitants ne soient seconés par fenr remontant avec le géant européen. Certes, l'économie apparait saine, puisque le taux de chômage, élevé pendant l'ére travailliste, ne dépasse plus 3,5 %, avec des taux d'épargne et de croissance forts, une inflation faible et un revenu par an et par habitant supérieur à celui de la Grèce, ou du Portugal. « C'est bien, si l'on considère qu'il n'y a rien, ici»,

ct... les Maltais cux-méme, qui, dit-on ici, gardent, en héritage de la lungue présence britannique, une «éthique du travail».

L'incertitude sur l'avenir de l'îlc au sein de la Communauté tient au fait qu'il n'y a pas, en réalité, une, mais deux, économies maltaises : d'un côté, une économic « extravertic » au seus où elle travaille uniquement pour l'exportation - compétitive et rentable, dominée le plus souvent par des capitaux étrangers, dont la venue est encouragée par d'impor-tants allègements fiscaux. De l'autre, une économic protégée à usage damestique, survivance, pour une part, de l'ancienne politique travailliste de «substitutinn d'importa-tions». Cette économie-la n'est pas compétitive et ses produits semblent le plus souvent d'une piètre qualité. Les équilibres sociaux, cux aussi, sont co cause. La société maltaise bénéficie d'un haut niveau de protection sociale. La part des dépenses sociales atteint toujours 36 % du budget de l'État. Il y a consensus entre le gouvernement et l'opposition pour preserver cet acquis.

Mais l'ampleur des ajustements à réaliser transparaît dans un audit récent consacré à l'éconnmic de l'île (1), dont le quotidien maltais The Times, du 2 novembre 1991, tirait la conclusion suivante : « A moins que Malte entreprenne des efforts énergi-ques pour libéraliser le commerce.

Mais les fortes protections tarifaires subsistent sur certains secteurs meubles, biscuits - et même là où l'industrie locale n'est pas concurrencee : c'est le cas des automobiles, dont l'importation est taxec à 60 % caviron, avec un petit plus paur les japonaises, qui dépassent les 80 %... Quant à l'État, il emplaic encore quelque 44 % de la population active, unc proportion que le ministre des finances vaudrait, à terme,

réduire de moitié. Se fondant sur la structure bipo-laire de l'économic, le nouveau lea-der du Parti travailliste affirme : «Le pôle spécialisé dans (...) la consommation locale va ètre completement baloyè parce qu'il n'arrivera pas à être competitif, tandis que le pôle spe-cialise dans l'exportotion va voir ses coûts de production augmenter à cause de l'adhésian et ro perdre sa compétitivé. » Conséquence : un ren-chérissement du coût de la vie. suivi d'augmentations salariales, qui entameroni progressivement la principale force de l'économie mattaise, le coût relativement faible de la main-d'œuvre, pour un bon niveau de qualifica-

Toute la question est de savoir si le gouvernement a pris l'exacte mesure des problèmes ou si - par excès d'optimisme, ou de volonta-risme – il minimise la bauteur des obstacles à franchir. Dès maintenant. M. Dalli, qui affirme que l'imèrêt de Malte est de se conformer «aussitôt que possible et le plus possible» aux normes communautaires, a com-mence à expliquer aux chefs d'entreprisc des secteurs condamnés que certains devront changer d'activité. Beaucoup d'observateurs étrangers nnt tendance à partager l'analyse des travaillistes, qui souhaiteraient menager les étapes, mais le gouvernement donne l'impression de vouloir absulument adhèrer à la Communauté, quel que soit le prix à payer, car la motivation principale n'est pas seulement économique.

L'adhésion à l'Europe est aussi une manière de se prémunir contre le retour aux errements du passé que favnriscrait l'isolement dans la Méditerranée. « Man gouvernement accorde une grande importance à la dimension politique de l'adhésion, affirme le premier ministre. Malte est un pays européen par su culture et son histoire. Nous nous sentons euro péens (...), nous croyans vraiment en l'Europe.

> Les relations avec la Libye

Les difficultés qui peuvent venir de la Communauté som, précisé-ment, d'ordre politique, à un moment où la CEE s'interroge sur son è la cue et commence à se préoccuper du problème institutionnel soulevé par l'afflux de nouveaux membres qui seraient, pour l'essentiel, des petits pays. Interrogation politique, aussi, sur la compatibilité entre l'appartenance à la Communesté et le steut de sur reuse au serait de se se le steut de sur reuse au se sur la steut de sur reuse au se sur le steut de sur le sur le steut de sur le nauté et le statut de pays neutre et

non aligné de Maîte, compliqué par ses liens anciens avec la Libye. C'est la mort dans l'àme, mais avec une discipline toute britanni-que, et une volonté évidente de prouver la solidité de leur ancrage dans le monde occidental, que les dirigeants maltais ont accueilli la décision de l'ONU d'imposer un embargo aérien à la Libye. L'île est touchée de plein fouet par cette décision, ne serait-ce qu'à travers sa compagnie aérienne, Air Malta, pour qui la desserte de la Libye était une ligne très rentable. Tripoli reste un partenaire économigouvernement de La Valette, d'accord sur ce point avec l'opposition travailliste, n'entend pas revenir làdessus. . Nous conservons de bonnes relations commerciales et rien au-

delà», précise M. Fenech Adami. Le gouvemement et l'opposition se séparent, de nouveau, sur cet «au-delà». Le virase « pragmatique» des travaillistes n'est pas allé jusqu'à remettre en cause la priorité des liens politiques avec la Libye: all n'y a pas, explique M. Sant, de politique étrangère, à Malte, qui ne sait fondée sur deux faits cardinaux : le premier, c'est que notre vaisin le plus proche est l'Italie. Le second, c'est que notre voisin au sud le plus près de nous. c'est la Libye. C'est sur ces deux bases là que nous devons fonder notre politique étrangère, cela vient de lo géographie . Pour M. Sant, la secu-rité de Malte reste mieux assurée par cette « balance» entre ces deux pôles que par l'adhésion à la CEE. Il sou-tient d'ailleurs que les nationalistes, eux-mêmes, « sont conscients qu'ils ne peuvent pas ancrer la sécurité de Malie surtont avec le Nord». Le très européen Eddy Fenech Adami, il est vrai, affirme aussi : « Nous ovons un statut sui generis de neturalité. »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) Audh réalisé, à la demande de la Fédération de l'industrie maltaise, par le cabinet britannique Coopers and Lybrand.

Un entretien avec « M^{me} le président » d'Irlande

«L'Europe nous a permis de ne plus nous définir uniquement par rapport à la Grande-Bretagne », nous déclare M™ Mary Robinson

M= Mery Robinson, première femme élue président de la République d'Irlande, errive, lundi 25 mei è Peris, pour une vieite officielle de trois jours en France, la deuxième qu'elle effectue à l'étranger depuis son élection.

- «Il y e un débat, presque partout en Europe, sur l'idée de netion. Comment voyez-vous

- Je m'intéresse beaucoup à cette question. L'occasion nous est don-née de redéfinir et de rassembler quelques-uns des fils conducteurs de notre identité. Depuis que l'Irlande est entrée dans la Communauté en 1973, nous avons cessé de nous définir presque exclusivement par rapport à la Grande-Bretagne. Et je crois, naturellement, que cela a été très bon, très libérateur. Cela nous a donné un sens plus large, plus moderne et plus juste de notre iden-

» l'ai la possibilité, en tant que président élu par le peuple en debors des débats politiques, de chercher à symboliser cette identité et à l'exprimer, non pas en donnant de celle-ci une définition fermée sur elle-même, mais en l'élargissant. L'Irlande commence en ce moment à tirer parti de son bistoire et de son passé d'une façon créatrice, positive, Cela se reflète dans la littérature, les arts, la musique, y compris la musique traditionnelle. Cela se voit aussi à travers l'intérêt accru à l'égard de la langue irlandaise (le gaélique. NDLR), qui s'exprime autrement que de façon défensive par le biais de l'enseignement obligatoire à l'école. Il nous faut regarder d'un œil neuf ce langage ancien et distinct, qui fait partie de notre patrimoine, et voir ce qu'il peut nous apporter, dans l'Irlande moderne et euro-

Avez-vous, vous-même, recommencé à étudier le geé-

- Oui. Je suis tellement convain-cue qu'il est important de maintenir cue qu'u est important de maintenir notre langue que je me suis remise à l'irlandais. Je sais que de nom-breuses personnes de ma génération, qui détestaient être obligées d'ap-prendre l'irlandais à l'école, sont désormais désircuses de retrouver cet aspect unique de notre patri-moine culturel. Cela earichit notre sens de l'identité en tant qu'Irlandais, et c'est notre contribution à la

Est-ce que le traité de Maas-- Est-ce que le tratte de Mass-tricht constitue une menace pour l'Etat-nation tel que noue le connaissons ? Est-ce un danger, comme le pensait et le dit tou-jours M- Thatcher, pour les tra-ditions et la culture politique de chaque pays ? chaque pays?

- Je ne peux pas répondre directement à votre questinn parce que Maastricht est au centre d'un vif débat politique ici, qui a des conséquences constitutionnelles, et doit faire l'objet d'un référendum (le 18 juin, NDLR). Mais, de façon plus large, je crois que le peuple irlandais, lors de notre adhésion à la comparaté de face plus la comparaté de face peuple irlandais. Communauré, s'est engagé en faveur de l'idéal européen. Les jeunes Irlandais, par exemple, se sentent irlan-dais et européens. C'est un réflexe naturei.

- Non. Nous sommes davantage

irlandais parce que nous sommes un des douze pays membres de la Com-munauté. Cela nous a permis de ne plus nous définir nniquement et exclusivement à travers notre relation, notamment sur le plan histori-que, avec la Grande-Bretagne. Nous avons des rapports plus adultes, plus normaux avec la Grande-Bretagne paree qu'une grande partie de ceux-ci s'effectue désormais dans le cadre européen. Je crois que cela aide aussi les discussions à propos de l'Irlande du Nord que tant de décisions soient désormais prises à n'y ait pas de critiques ni d'inquié-tudes à propos de Maastricht et de l'Europe. Mais sous tout cela, le sen-timent intime de participer à la construction européenne, à l'idéal européen, est profondément ancré

 Une période de changement social rapide -

- Vous ne craignez donc pes d'être noyés dans une Europe

bureaucratique et sans âme...

- De même que la démocratic réclame une vigilance permanente, de même nous devons suivre de très près cette évolution, Parce que l'Irlande est une petite île qui a les yeux tournés vers l'Europe, nous sommes également très conscients de ce qui se rasse en Europe cende ce qui se passe en Europe cen-trale et orientale. Nous nous identi-fions étroitement avec des pays tels que la Pologne ou la Hongrie, pour des raisons historiques, parce qu'ils ont comme nous une population majoritairement catholique.

Est-ce que la société irlandeise change, se nême rythme que les autres sociétés européennes, si l'on considère en particulier l'actuel débat public eur l'evortement, toujours illégal en Irlande?

- Je n'ai pas le droit de m'expri-mer sur ce sujet particulier, qui est d'ordre politique. Mais je crois que, oui, l'Irlande connaît une période de changement social rapide. Un des signes en est la discussion au grand jour de certains problèmes sociaux difficiles. La manière pluraliste dont ces questious sont discutées constitute de la constitute d tue un changement considérable.

- A quand faites-vous remon-ter ce changement?

- Je crois que cela a commencé il y a dix ans mais s'est accéléré ces cinq dernières années. Il y a un cinq dernieres annees. Il y a un autre phénomène nouveau qui est très significatif à mes yeux. Il s'agit du rôle des associations locales. Celles-ci ne comptent, pour l'essentiel, que sur elles-mêmes. Ce sont des organismes tantôt bénévntes, tantôt dépendant des municipalités, tantôt dépendant des municipalités, parfoit effects de ligitistique propes parfois encore des initiatives prove-nant d'une combinaison des secteurs publie et privé. Tout cela a des conséquences remarquables, aussi bien dans les villes que dans les

» Cette situation est due au fait que le gouvernement irlandais ne



dispose pas des moyens suffisants d'éducation du pays depuis vingt pour fournir certains services par- ans. Il y a aussi le fait que notre tout et en tout lieu. C'est le cas en population est jeune. rticulier pour les handicapes, pour les vieux, pour l'accueil des enfants d'age pre-scolaire. Alors que, dans d'autres pays européens, ces services sont offerts par l'Etat ou les collectivitės locales, en Irlande, mėme s'il y a un certain soutien public, ils relè-vent pour beaucoup du bénévolat.

- N'est-ce pas traditionnelle-ment le rôle de l'Eglise?

- Cétait, traditionnellement, le rôle de l'Eglise. Maintenant c'est certainement encore l'Eglise dans une large mesure mais, au-delà de Eglise, il existe un énorme effort bénévole. Cela vent dire que de nombreux citoyens, outre leur acti-vité professionnelle, donnent de leur temps au profit de leur communauté locale. C'est le résultat de la considérable amélioration du niveau général

- Y a-t-il des changements, dans le société irlandaise, que vous déplorez? - La jeunesse de notre population

contribue au niveau très élevé du chômage. On constate aussi l'exode rural, en particulier à partir de la côte ouest, qui est très inquiétant pour l'équilibre général du pays. Il s'effectue vers Dublin et vers l'étranger. En réalité, nous éduquons en Irlande notre jeunesse au-delà de nos capacités à lui trouver du travail. C'est très bien que nous lui ferminant par le la description de la la constitue de la c fournissions une telle éducation! Mais il est très triste que nous ne puissions, pour l'instant, lui procu-

rer du travail. C'est d'autant plus

triste que les jeunes, bien davantage qu'il y a vingt ans par exemple, vou-draient rester en Irlande.

Regrettez-vous parfois la liberté d'expression que vous aviez sur les grands problèmes sociaux de l'heure, lorsque vous étiez avocate, spécialisée dans la défense des minorités?

- Je connaissais à l'avance les limites de la ebarge de président.
Mais je peux, au-delà de la politique, émettre des jugements de
valeur qui ont peut-être, en dernière
analyse, des conséquences politiques. Il m'est aussi possible, en decà de la politique, de soutenir ces efforts communautaires locaux dont je parlais, par exemple les groupes de fermes, de jeunes, de défense de l'environnement.

> Sept ans, c'est long

- Pouvez-vous toujours parler eu nom des victimes de ces pro-

blème sociaux? Je suis allée, en tant que président, dans un refuge de femmes battues, un centre d'accueil de la Croix-Rouge. Je peux aussi intervenir en faveur des femmes qui ont quitté. l'école très jeunes, se sont mariées, ont élevé leurs enfants, et veulent maintenant avoir un métier. Elles ont besoin d'une formation. C'est très important, et il est intéressant de constater que cela se produit dans les deux parties de l'Irlande, Je suis de près ce qui arrive dans ce domaine an Nord, dans les deux

»La semaine dernière encore, j'ai »La semaine dernière encore, j'ai accueilli des femmes venues de Belfast, des quartiers de Falls Road (catholique, NDLR) et Shankhill (protestant, NDLR) et d'antres endroits d'Irlande du Nord. Oublions la politique. Elles ont pu parler avec des femmes d'ici qui vivent des emfriences comparables. vivent des expériences comparables. Il y a des groupes qui sont venns ici et qui nous ont dit que c'était la première fois qu'ils se rendaient

- N'est-ce pas un paradoxe que l'Irlande, un pays catholique et traditionneliste, elt choisi une ferume comme président?

- L'élection présidentielle a donné - L'élection présidentielle à donné la possibilité de ce que j'appelerais un « vote symbolique». Les gens savaient qu'il n'était pas question d'un changement de politique ou de gouvernement. Ils choisissaient quelqu'un ponr représenter l'Irlande. Le fait que quelqu'un comme moi ait été éln constitue un message. moi att été ein constitue un message.
Cela vent dire que l'Irlande a changé
et continue de changer. Cela signifie
une ouverture, un pluralisme, l'acceptation qu'il y a de très grandes
différences dans les croyances foudamentales, mais que nous sommes
cependant capables de partager im

sentiment d'appartenance à la même identité irlandaise. - Donc, même si vous ne pou-

vez pes dire tout ce que vous pensez, eur l'avortement par exemple, les gens savent quelles sont vos convictions.

- Tnut à fait. Mes déclarations passées sont parfaitement claires. Cela a d'ailleurs été un des grands thèmes de la campagne présidentielle et im argument souvent utilisé contre moi. Cela me permet de joner maintenant un rôle unificateur. Je ne nie pas qu'il y ait des opinions et des valeurs différentes. Je plaide pour le pluralisme. Mais je m'exprime aussi, parce que je suis président de toute l'Irlande, au nom des éléments les plus conservateurs. Je suis beureuse d'être acceptée aussi bien dans les communantés nurales que dans les universités ou les villes.

Pouvez-vous eussi vous exprimer, en privé, devent ceux que vous rencontrez, per exem-ple des évêques, sur des affaires récentes qu'il voue est interdit d'évoquer en public?

- Je rencontre très fréquemment les évêques, ainsi que les représen-tants des autres religions. Ce sont des conversations tont à fait pri-

- Votre mandat est de sept ans. En briguerez-vous un second?

- Un de mes collègues avocats m'a dit, lorsque j'ai été élue : « Vous avez écopé d'une condamnation à sept ans, il n'y a pas de remise de peine pour bonne conduite, et si vous faites l'affaire, vous courez le risque que la sentence soit doublée. » Sept ans c'est long le sais que vous avez ans c'est long le sais que vous avez ans, c'est long Je sais que vous avez un débat en France à ce sujet. C'est évidemment différent quand il s'agit d'na pouvoir exécutif complet. Mais

 Où en est l'amitié tradition-nelle entre l'Irlande et la France?
 Les liens sont près forts. De nombreux Irlandais, comme moi, ont séjourné en France. Py ai passé un an lorsqué j'avais dix-sept ans, à la fin de mes études secondaires. l'ai donc été partiellement élevée à Paris... La France a été, à différentes époques de notre histoire, une epoques de notre instore, une source pour nous. Il y a en aussi tous ces membres de l'élite irlandaise, au dix-huitième et an dix-neuvième siècles, qui sont devenus officiers, médecius, vignerons. Quand je suis allée à Bordeaux, j'étais entourée de noms irlandais....»

Propos recueillis par DOMINIQUE DHOMBRES

Enquête sur les « bobbies »

La confiance des Britanniques dans l'efficacité et l'impartialité de leur police est en chute libre. Le gouvernement a créé une commission

MANIÈRE DE VOIR Nº 15

100 pages 42 francs

L'HOMME EN DANGER DE SCIENCE ?

LONDRES de notre correspondent

TMAGE traditionnelle et ras-surante dn « bobby », Rotier connu et aporècié du voisi-nage, a-t-cile vécu? Pas tota-lement sans doute, mais la confiance des Britanniques dans leur police est encore bien supérieure à celle des Français pour la leur. Mais les «bavures» et les erreurs judi-ciaires se sont multipliées ces der-nières années, alors que la criminalité ne cesse de croître et que l'efficacité des quelque t50 000 hommes chargés du maintien de l'ordre laisse à désirer. En annonçant mercredi 20 mai devant le congrès annuel de la Fédération de police la création d'une commission d'enquête sur les méthodes de travail de la police, le ministre de l'intérieur, Kenneth Clarke, a utilisé des précautions oratoires qui n'ont pas trompé ses audi-

Mauvaise image de la justice

«C'est une poigne de fer dans un gant de velours, a commenté Mike Bennett, président de la Fédération de la police métropolitaine; nous sommes très méliants. » Officiellement, il s'agit de laire le point sur les questions relatives à la biérarchie, aux salaires et à la promotion, ainsi qu'à l'efficacité d'une administration dont le budget annuel dépasse 3,8 milliards de livres (38 milliards de francs). Des réformes seront introduites sur la base d'un rapport qui devrait être publié en mai 1993, soit à peu près au moment où un autre rapport – celui

enquetes n'est pas une simple conci-dence : le gouvernement se préoccupe de la mauvaise image de la justice britannique. Celle-ci est sur la sellette priantique. Cello-ci est sur la sellette après une série impressionnante de treute-huit erreurs judicaires depuis 1989 (le Monde du 13 mai), et l'idée de son indépendance ne sort pas grandie après la décision prise par le directeur des poursuites publiques de n'engager aucune action contre des officiers de la police de West Midlands, pourtant convaincus de graves irrégularités.

L'enquête tous azimuts au cœur de la police, annoncée par Kenneth Clarke, sera la plus importante entreprise depuis les mnées 60. Le ministre de l'intérieur a précisé qu'il é agira notamment d'« examiner s'il existe une meilleure manière de distribuer les crédits en les harmonisant de façon plus équitable avec la contribution de

Face à l'accroissement de la crimi-nalité (16 % d'augmentation en 1991, soit un record de 5,3 millions d'infractions), les gouvernements conservateurs successifs ont répondu par un gonflement du bndget de la police, lequel a progressé de 74 % depuis 1979. Or la plupart des études internationales montrent qu'il n'y a guère de corrélation entre l'augmentation des dépenses «sécuritaires» et la baisse du taux de la criminalité : à la fin des années 70, les effectifs de la

Mais, alors que 83 % des Britanniques déclaraient, en 1959, avoir une grande considération pour leur police, ce pourcentage est tombé à 43 % en 1989. Les policiers sont aujourd'hni souvent critiqués pour leur inefficacité, voire leur impolitesse et leur incapacité à répondre aux attentes du public.

De nombreux avantages matériels

Bien payés (7,5 % d'augmentation salariale cette année), bénéficiant d'une garantie d'emploi rarement remise en cause et d'avantages corporatistes nombreux, les politices britanniques ont profité du fait que le Parti conservateur étant, traditinnnellement, celui de la loi et de l'ordre, ils pouvaient compter sur le soutien sans faille des pouvoirs publics. Margaret Thatcher ne déclarait-elle pas en Thatcher ne déclarait-elle pas, en 1984, que la police avait un «chèque en blanc» de la part du gouvernement? Au fil des ans, la machine policière a accumulé les avantages. policière a accumulé les avantages. Un exemple : les policiers sont, en moyenne, absents « pour maladie » 11,6 jours par an, contre 7 ou 8 jours pour la plupart des salariés de l'industrie. Mais il y a plus grave : 8028 cas disciplinaires (sur 18065 plaintes) out été recensés en 1990, ce qui traduit une augmentation de 12 % sur l'année préocédente. née précédente.

L'affaire des West Midlands est, à cet égard, significative. En 1989, Geoffrey Dear, commissaire de police police de New-York avaient été réduits de 20 % sans entraîner de baisse sur l'augmentation du nombre d'infractions. La police britannique police de West Midlands, avait muté

de la commission royale sur la justice criminelle, – sera rendu public.

La simultanéité de ces deux enquêtes n'est pas une simple coïocidence : le gouvernement se préoccupe de la mauvaise image de la justice de la fabrication pour temps de la mauvaise image de la justice de la fabrication pour temps de la fabrication de preuves à l'encontre de sus-preuves à l'encontre de sus-preuves à l'encontre de sus-preuves à l'encontre de sus-preuves à l'encontre de sus-preuve de la fabrication de preuves à l'encontre de sus-preuves à l'encontre de des plaintes les conscients de la fabrication de preuves à l'encontre de sus-preuves à l'encontre de des plaintes les conscients de la fabrication de preuves à l'encontre de sus-preuves à l'encontre de la fabrication de preuves à l'encontre de sus-preuves à Quelque deux cents hommes de la Police Complaints Authority (la wpolice des polices») et de la police du West Yorkshire ont enquêté depuis cette date, les frais de ces investigations s'élevant à 1,8 million de livres.

Ce long travail s'est pourtant révélé Cè long travail s'est pourtant révélé vain : mercredi 20 mai, le directeur des poursuites publiques, M. Barbara Mills, a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'entamer une action judiciaire à l'encoutre des policiers sanctionnés, faute de « preuves suffisantes », alors même que les responsables de l'enquête demandaient que seize d'entre eux soient inculpés. La veille de ce verdict, lord Taylor, le Lord Chief Justice, a fait part de ses « molonde Justice, a fait part de ses « profonds regrets » à l'occasion d'une audience regrets à l'occasion d'une audience de la cour d'appel : cette juridiction reconnaissait que Delroy Hare avait passé indâment six années en prison pour vol, sur la base d'une confession enregistrée par des hommes de ce même groupe de policiers de West Midlands. Des études scientifiques out révélé que les pages incriminant l'accusé n'avaient pas été écrites à l'époque de ladite «confession»...

Avant Delroy Hare, dix autres condamnés avaient été lavés de tout sonpçon après avoir passé, en movenne, 8,6 années en prison. Tous étaient passés «entre les mains» de la police des West Midlands...

77 74 4

7.2

144 mg

* - F 1964

Service Control of the Control of th

ARTE, une vision franco-allemande de la culture

par Josef Hanimann

MAGINONS, par exemple Jean-Marie Le Clézio ou Alain Bos-quet faira l'éloge de Jesn-Pierre Foucault et de sa Sacrée soi-rée, en e écriant : « Que c'est bête, rée, en e'écriant : «Que c'est bête, mais que c'est beau! » Comme leurs afeux d'il y e cent ane, les hommes d'aujourd'hul éprouvent un besoin de fantaisie, écrivait récemment un des grands critiques littéraires d'Aliemegne, en hommege à une émission de variétés « très bien faite, n'ayant pas la moindre exigence intellectuelle ». Puisque les écrivains – poursuivait ce critique –, puisque les auteurs de théâtre at de cinéma ne répondent plus à « ce besoin naturel et légitime », le public cherche et trouve eilleura. Où cherche et trouve eilleurs. Où s'arrête la culture? Où commence

Cette question de la culture, prise tantôt eu sens strict, tantôt au sens plus large, constitue un des malen-tendus les plus féconds, meintee fois commenté dans la passion-nante histoire des différends franco-allemands, désormais entièreco-allemands, désormais entière-ment pacifiés. «Le malheur entre la France et l'Allemagne – notait Nietszche, fin conneisseur de ces différends, à propos de la littérature du dix-neuviàme elàcle –, le mal-heur est qua les Allemands ont quitté trop tôt l'Ecole française et qu'ensuite les Français sont entrés trop tôt dans l'Ecole allemande. »

Ces contretemps perdurent et alimentent le débat entre les deux says. L'égalitarisme culturel, concu an France depuis les débuts de la III- République, est deveru pratique courante en République fédérale. L'idée d'une «heute culture» insolente, selon l'idée romantique d'une Galehrte Rapublik ou eutre jeu de perles de verre, l'élite du corps social, trouve d'étrangee échos dans une V. République hypermé-diatisée entre « Cinq » et « Sept ».

Ce paradoxe constitue aujourd'hui le fond, périlieux et exaltant, de ce programme franco-allemend qui deviendra, dens quelques jours, réalité sur les écrans et qui sa veut noyau d'une chaîne de culture européenne.

Laissons de côté la récente décision de diffuser les programmes d'ARTE sur le réseau de La Cinq, décision qui e suscité peu de réactione en Allemagne, même ei le partie ellemande d'ARTE laisae entendre qu'une annulation de ce choix, telle qu'elle a été évoquée par certains ténors de l'opposition politique en France dens le cae d'une victoire lors des prochaines élections, serait ressentie comme un manquement regrattable à un un manquement regrattable à un engagement pris. Reetent cependant d'actualité plus immédiate les divergences de pert et d'autre du Rhin, face à un projet qui, pour les uns, représents l'affirmation d'une suits un projet qui, pour les uns, représents l'affirmation d'une culture européenne et n'est pour les autres qu'une vague collaboration entre volsine.

Une «chaîne pour aveugles »?

Colleboration sympathique par aileurs mais un peu chère et un peu inutile. « Chaîne pour aveugles », titrait l'hebdomadaire Der Spiegel il y e un an, faisant allusion à l'enfermement de la SEPT dans son étroit réseau câblé, et les mots les plus eouvent utilisés depuis dene la presse ellemende pour qualifier le presse ellemende pour qualifier le projet de la chaîne culturelle étaient «utopie», «illusion».

Contrairement à la situation francaise, le paysage eudiovisuel elle-mand est d'une grande stabilité entre les deux puissants résesux publics ARD et ZOF que l'arrivée de chaînes privées n'e guère menacés jusqu'à présent. La créetion d'une

nouvelle chaîne publique fut einsi ressentie comme dérangeante par certains, d'eutant qu'ARD et ZDF evalent déjà lancé evec « Eins Plus » et « 3 Sat » leur propre programme culturel. En outre, le projet eppsraissait comme le résultet d'une volonté politique au sommet de l'Etat – chose peu courante en Allemagne où l'Indépendance des chaînes est jalousement gardée et où l'eutorité en matièra de culture et de communication relàve des Lander. Ces questions politiques, administratives et financières ayant été réglées – per une augmentation etti réglées – per une augmentation de la redevance en Allemagne de 75 pfennigs par mois (soit environ 2,50 francs), – la franche hostilité des professionnele à l'égard du

Cela par réalisme et par pragma-tisme économique. Les directeurs de chaînes existantee ont compris que la nouvelle chaîne culturelle ne vivra pas à leurs dépens mais, au contraire, qu'il y aura de l'argent à prendra. ARTE Deutschlend aura besoin de programmes, de beeucoup de programmes, et contraire-ment à sa sœur française, le SEPT, elle n'achètera pas librement sur ls marché mais sera alimentée par les chaînes ARD et ZDF dont elle est

projet e'est peu à peu atténuée, cédant la pleca à un scepticisme

une espèce d'instance da coordination. Elle puisare dene leurs réserves et participera à leurs nou-velles productions, les faisant ainsi profiter du nouvel essor culturel, au point que carteins directaura de chaînes y voient déjà une vache à lan bienvenue.

De quelle culture s'agira-t-i? Sur cette question la querelle se pourcette question la querelle se pour-suh, en Allemegne comme en France. « Noue ne pouvone pas continuer à faire nos films de la Forêt-Noira pour que les gens s'y reconnaissent » pensent, avec Heinz Ungureh, directeur pour les pro-grammes européens à la ZDF, un nombre grandissant de partisans de la nouvelle chaîne. « Voir autrui et soi-même avec les veux d'autrui ». soi-mêrne avec les yeux d'autrui », résume Klaus Wenger, chef du film documenteire euprès d'ARTE. Créons un film et uns télévision véritablement européens, dans leur unité et leur diversité, e'enthousiasment à l'unisson les communiqués

Parfait, répondent les sceptiques meis evons-nous besoin d'une meis evois-nous pesoin d'une chaîne culturelle pour csla? Son existence désengegere sncore devantage les autres chaînes dans leur dimension culturelle. «Ce qui nous inquiétait tant dans la télévision américaine ou italienne est en train de gagner l'Allemagns.»

déclere Peter Groger, chef de le culture à la télévision sarroise : une identification remparate de la télévision commerciele, non pas tant per uns réelle pression des chaînes privées, mais par anticipation d'une tendance. L'existence d'un programme exclusivement cultural accelérara catte tendence qui date, selon Peter Broger, d'une dizams d'sn-

Pas du tout, répondent les défen-eurs du projet ARTE: le chaîne culturelle servira de stimulant pour des productions exigeantes et fera revenir celles-ci, per le bieis des rediffueions, vers les grande pro-grammes des chaînes généralistes.

Concurrence et complémentarité

Les points de vue semblent cependant se rapprocher. Les pro-grammee de la SEPT, jugés d'abord trop «élitistes» du côté ellemand, évoluent et ont commencé du coup à séduire. Restent, bien sûr, les différences de structure, de langue et de mentelité. Alors que les programmes d'ARTE seront captés en france sur un des grands réseaux nationaux, ils auront à affronter, du côté allemand, dans dix millions de méneges cáblés, le concurrence

Complémentarité, répondent les autres, en rappelent que la vocation des deux programmes est de reflé-ter le culture ellemende à travers les pays germanophones d'Europe.

D'autre part, les spectateurs alle-mands joueront-ils le jeu des émis-sions sous-titrées dont ils n'ont pas l'hebitude ? S'habitueront-ils aux téléfilms qui ne correspondent pas exectement eu Fernsshspiel elle-mand? Aux documentaires français qui ne resemblent pes en tous points à leurs homologues, très populaires an Allemagne? L'Europe ne se réalise pes sane bousculer quelquse hebitudes, répondent, confiants, lee artisans du projet ARTE. «Le scepticisme commence déjà à fléchir derrière une attente de plus en plus positive, constate Dietrich Schwerzkopf, directsur edjoint du projet ARTE à Streebourg, il ne faudra surtout pas la décevoir. »

pondent culturel du Frankfurter Aligemeine Zeitung è Paris.

REVUE

Des champs et des chars

DE PRESSE

Maastricht par-cl, Maestricht par-là, l'Europe continue d'evencer cahin-cahe, malgré les débats sur la ratification des traités qui se développent evec une intensité variabla dans toue les Etats membres de le Communauté. Deux événements concomitants, qui n'ont pas de rapport entre eux, montrent que les Européens ont encore la capacité de s'entendre : l'eccord entre les ministres de l'agriculture pour une réforme de la PAC et la confirmetion par MM. Mitterrand et Kohl de la création d'un corps d'armée franco-allemand, concu comme l'embryon d'une force de défense européenne.

Ce sont les journeux britanniques qui ont commenté avec la setisfaction la plus menifeste l'accord sur la réforme de la politique agricole commune, de tout temps la bête noire des gouvernements d'outre-Menche. « Vous êtes sur la bonne voie», disent en cœur lee quotidiene londoniene, bian que la baisse des prix gerantis et la diminution de le production ne soient pas encore euffisantes à leurs yeux. « Tout ceci est bienvenu, écrit par exem-pla The Independent. Mais comparé à tout ce qui devrait être fait, ce n'est pae eussi Impressionnant. Le marché est toujours eussi protégé et manipulé. Les bases de la PAC demeurent. Il y eura encore dee prix garantis, fût-ce à un niveau plus bas, avec des subventions à l'exportation et la préférence communautaire. Les coûts pour le budget de le Communsuté ne seront pae plus faibles, et même probablement plus élevés, à court terme, avec des conséquencee négatives pour ls « rabais » britannique. La charge a simplement été transférée du consommateur eu contri-

Même remarque dans le Times, qui note que le soutien à l'agriculture européenne coûte « 200 millierds de dollars » par en et que « le coût du refus de laisser accéder les exportations agricoles du est lui incalculable. Maintenant. on e mis un peu de raison dans ce non-sens. Mais une hirondelle ne fait pas le printemps ».

Le Financial Times se pose également le question de savoir si la décision prise à Bruxelles

tions du GATT. Si c'est le cas, « ce sera un euccès significatif, écrit le journal économique. Si la Communauté garde son élan vers les réformes pour rendre le marché plus ouvert aux importations, pour accroître la pression sur les prix des produits en surplus, pour commencer à éliminer à long terme les stocks et pour diriger les aides vers les paysans qui en ont vraiment besoin, alors cette décision pourra être considérée comme étant historique. » La création du corps d'ermée

franco-allemand e suscité moins de commentaires, même el lee journaux britanniques regrettent que le projet précenté per le ministre de le défense de Se Majesté n'elt pas ratenu suffisamment l'attention. Le Frankfurter Allgemeine Zeitung s'intérasse pour sa part eux rapports entre ce corpe d'ermée et l'OTAN, et souligne les «obscurités du compromis : l'Aliemagne veut rapprocher la France de l'intégration dens l'OTAN; le France, evec ce corps d'ermée essaie de dessiner les contours d'une identité de défense européenne sans les Américains. La gerantir le maintien de troupes françaises en Allemagne dans un nouveau cadre contractuel ». Msis, eouligne le journel de Francfort, «la manière dont la sécurité et la défense de l'Europe sera organisée à l'avenir sera déterminée par celui qui saura prendre des responsabilités en cae de crise et qui saura agir dans les conflits ».

C'est eussi l'evis de la Repubblica, qui met en évidence «le fossé entre l'actuelle impuissance européenne (...) st la poesibilité dene un svenir pas très proche d'intervenir pour maintenir la paix en Europe ». Le quotidien italien cals et les Allemands eient préparé leur projet entre eux, en proposant maintenant reux autres Européene marginaux », de s'y essocier. Toutefoie, conclut la Repubblica, « une division dans le domaine de la défense aurait de tres secteurs de la vie commu-



Nouveau Paris-Orlando Non-Stop: 3500F* AR.

Achetez Un Billet Classe Affaires Et Delta Offre 50% De Réduction A La Personne Qui Vous Accompagne".

Le 5 juin, la magie s'empare de la Floride.

Delta Air Lines profite de la bonne augure des fées et ouvre ce jour-là le premier vol non-stop Paris-Orlando, Ce nouveau vol vous rapproche plus que jamais du rêve et des nombreuses aventures qu'offre la Floride.

Quoi de plus naturel de la part de la compagnie officielle de Walt Disney World*? Car Delta Air Lines offre plus de vols vers plus de desrinations en Floride que n'importe quelle autre compagnie aérienne.

Alors, quelle que soit l'aventure qui vous attire vers "l'Etat du Soleil", Delta Air Lines vous y emméne comme par magie en

un voyage aussi simple qu'agréable. Pour plus d'informations, contactez votre agent de voyage ou appelez Delta Air Lines à Paris au 47.68.92.92 ou à Nice au 05.35.40.80. La magie s'occupe du reste.

Villes de Floride desservies par Delta Air Lines: Clearwater, Daytona Beach, Ft LanderdaletHollywood, Ft Myers, Gamesville, Jacksonville, Melhourne, Miami, Orlando, l'anania City, Pensacola. Sarasotal Bradenton, Tallabassee, TampaiSt Petersburg, West Palm Beach.



Le scénario concerté samedi après-midi 23 mai lui donne donc le beau rôle. Le communiqué dif-fusé par l'Hôtel Matignon, quelques instants après que l'Agence France-Presse a annoncé, à 21 h 18, la démission du ministre de la ville, affirme que Bernard Tapie s demandé «à être relevé de ses fonctions pour mieux assurer, en toute liberte de porole, so défense, y compris devant l'opinion publique, foce à des accusotions résultant d'un différend d'ordre commercial qui l'oppose à M. Tran-chant, député»,

Ce texte ajoute que « lorsque lo justice se sera prononcée. Pierre Bérégovoy « appréciero comme il convient lo possibilité du retour de M. Bernard Topie ou gouvernement a 11 se termine par les hommages rituels: « Au moment où le ministre de la ville est amené d quitter le gouvernement, le premier ministre lui exprime sa gratitude pour l'oction novatrice qu'il a conçue, en quelques semoines, au profit des quartiers urbains défavo-risés. » Bernard Tapie ne sera d'ailleurs pas remolacé au gouvernement: son action « sera poursuivle ovec vigueur sous l'autorité directe du premier ministre ». Fermez le ban! Le Journol officiel date du dimanche 24 mai a déjà imprimé le décret du président de la République, contresigné du premier ministre, qui met fin aux fonctione du ministre de le ville.

Suit aussitôt la publication d'une lettre adressée par Bernard Tapie à Pierre Bérégovoy. Le gladiateur remercie y revendique fièrement l'initiative de son départ : « Devant ché par un litige avec un député

d'opposition, j'oi décidé, pour me défendre, de retrouver toute mo liberté de citoyen. Je vois mettre toute mon énergic pour prouver qu'il s'agit d'une profonde injustice. Aussi, pour qu'aucune confusion ne puisse s'établir entre mes fonctions de ministre et l'exercice comptet de mes droits, j'al l'honneur de vous indiquer que jc souhaitc quitter le

C'est beau comme un geste rageur de Caotona quittant la pelouse de l'Olympique de Marde footballeur à ceux qui le sifflent parce qu'ils ne comprennent pas son génie... Sous cet habillage, l'ex-pulsico du ministre de ls ville se camoufic en élégant sacrifice. La moraic y retrouve son compte.

«Je reste populaire...»

Mais il faut expliquer, bien entendu, pourquoi l'intéressé a brusquement changé d'avis. Car la veille, au matin du veodredi 22 mai, dans les colonnée du Figaro, Bernard Tapic manifestait la plus forte détermination: « Je ne démissionnerai pas, déclarait-il. Si je démissionne, cela veut dire que je reconnois que j'oi commis unc faute, et donc que je subis une sanc-tion. Or, je subirai une sanction si un jour on me condamne. » Il se disait prét à cette nouvelle empoignado: « Je ne démissionnerai pas car ce n'est pas dans ma nature de satisfaire mes ennemis en me pliant à leurs exigences. »

Vendredi soir, eocore, recevant une journaliste du Journal du dimanche, le ministre de la ville se montrait assuré de confondre très vite ses détracteurs sur le terrain par la mise en œuvre de son pro-gramme en feveur des benlieues défavorisées : « Lundi, à Mantes, on signe notre premier contrat d'as-sistonce et de parrolnage avec le groupe Bourgues. Ca se poursulvra loute la semotne. » 11 exprimsit encore sa confiance: « Je suis un bon fusible? Très bien. Ca fait partie de mon boulot. Mais au on n'oublie pas qu'on esi là pour gagner les lègislatives. Or les gens ne sont pas

cons, ils ne croient pas ce qu'on leur dit. Et je reste populaire. C'est au moment des élections que Tapie reprend toute sa voleur, toute sa

Vingt-quatre beures plus tard, comment justifier que le gladieteur ait «craqué»? Ce sera la faute sux socialistes! L'entourage de Bernard Tapie renverra la responsabilité directe de sa démission aux propos entendus samedi matin dans les coulisses du comité directeur du PS réuni à la Cité des sciences et techniques de la Villette pour discuter du programme, de la stratégic et de la réforme des statuts soumis oux militants eo vue du congrès extraordinaire de juillet. L'explication est parfaitement plausible. Non seulement personne ne s'y est déclaré franchement solidaire, mais la multiplicatioo des « petites phrases » assassines a montré que personne ne pleurerait son départ.

Porte-parole du gouvernement, Martin Malvy, maire de Figeac, a certes essayé de jouer en défense au côté du président de l'OM. Il s'est déclaré « très choqué lorsqu'on jette des noms en pâture à l'opinion » et a refusé « lout commentaire » sur la situation particulière de Bernard Tanie. Il s'est contenté de Bernard Tapie. Il s'est contenté d'unc lapalissade : « Nous sommes dans un pays de droit dans lequel les mois ont un sens. Quand on n'est pas inculpé, on n'est pas inculpé. Quand on est inculpé, on est présumé innocent. Et quand on est condamné, on est condamné »

Mais à la différence du porte-parole du gouvernement, le premier secrétaire du PS, Laureot Fabius, n'a pas été pris, lui, en défaut d'in-formation. Il a commencé par rap-peler que « la justice est saisie» et qu'il fallait « qu'elle se prononce» pour mieux faire ensuite observer : « Il est évident que par rapport à ce sentiment de remontée [en faveur du gouvernement] auquel on assiste dans l'opinion, cela pose, bien sur, un problème doni nous sommes. a-t-il dit, tous conscients.» Le premier secrétaire du PS n'a pas précisé à quel moment ce « problème » devrait trouver sa solution, ni à réussile, c'est cela qu'on lui quelle solution il pensait, mais reproche... Il espérait surtout ne était-ce nécessaire? Recoonaître pas avoir à se déjuger après avoir

l'existence d'un «problème», c'est déjà beaucoup.

Pierre Mauroy, pour sa part, n'a pas fait dans la dentelle. Il a repris, pas fait dans la dentelle. Il a repris, devant les journalistes, la formulc qu'il avait déjà employée lorsque certains de ses smis lui avaicot reproché d'avoir intronisé Bernard Tepic tête de liste de la majorité aux élections régionales dans les Bouches-du-Rhonc ; « M. Tapic n'o jamais été ma tasse de thé. Je n'ai pas l'impression d'oppartenir au même monde (1)».

Bico que «en ce qui concerne M. Tapic, aujourd'hui, c'est unc affaire privée», l'ancien premier ministre a jugé «un peu dom-mage» que cette affaire survienne «alors que le gouvernement assure une embellie.» Hors micros, tous les responsables du PS ou presque ont déploré l'effet qu'anrait l'inculpation du ministre de la ville. Comment pourrait-il, dans cette bypothèse, ne pas donner sa démis-sion? Certains ont insisté sur la faute qu'il a commise en mettaot en cause le juge d'instruction Edith Boizette dans ses déclarations au Figuro. Comment accepter qu'un ministre de la République attaque la magistrature?

Le précèdent de 1972

Il sera donc écrit que Bernard Tapie sera parti de son propre chef en ac drapant dans sa dignité outragée,

Sous cette mise en scene la vérité de cette démission est plus crue. Pierre Bérégovoy espérait ne pas evoir à recourir à pareille extrémité. Il l'avait dit le 10 mai sur Antenne 2: «Je considère que Bernard Tapie est honnete. C'est un gagneur. Je lui fols confiance.» Ce jour-là, su demeurant, le premier ministre n'avait fait que prolonger ministre n'avait fait que prolonger le propos de François Mitterrand qui s'était insurgé, le 12 svril, con-tre les attaques visant le ministre de la ville: « Il y a dans cette affaire beaucoup de méchanceté. Il [Bernard Tepie] représente une

plaidé la cause de l'homme d'af-faires quand Laurent Fabius l'avais mis en garde cootre l'entrée de celui-ci eu gouvernement.

Mais depuis le début de la semaine dernière, depuis que l'in-culpation du mioistre de la ville ne culpation du mioistre de la ville de faisait plus de donte, Pierre Bérégovoy, en soo for iotérieur, avait pris sa décisioo: si Bernard Tapic était inculpé, il le prierait de quitter le gouvernement sur-le-champ. Il suffirait, dans les modalités, de s'inspirer do seul précédent sous la Ve Bérablique coloi de Philippe République, celui de Philippe Ve Republique, ceitir de l'Antippe Dechartre, secrétaire d'Etat chargé de l'emploi dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, mis en esuse par la justice, en 1972, dans une affaire immobilière, invité à se démettre de ses fonetions pour « défendre son honneur et faire face à une campagne de calomnie » et officiellement promis à revenir au gouvernement où il oc revint

Dans l'immédiat, et dans l'espoir peut-être de trouver un biais juridi-que pour loi épargner l'inculpation annoncée, le premier ministre et le président de la République avaient encouragé le ministre de la ville à assumer sa propre défense. Ils surestimaient toutefois la capacité de maîtrise verbale du président de l'OM. C'est en effet la teneur de son entretien eu Figaro et les réac-tions qu'il a suscitées qui ont valu au gladiateur Bernard Tapie d'être invité à se retirer de l'arène plus tôt que prévu.

Quand Pierre Bérégovoy découvie ce texte, vendredi matin, il mesure vite l'étendue des dégâts. Il pressent déjà que François Mitterrand partagera son embarras à la lecture de ces propos d'un membre du gouvernement prenant à parti la magistrature à propos d'une affaire privée. En tant que garant constitu-tionnel de l'indépendance de l'au-torité judiciaire, le président de la République ne peut pas tolérer un tel écart de conduite.

Le soulagement des socialistes

vendredi matin, accompanne Francois Mitterrand à La Rochelle, les deux bommes en parlent ensemble svant la fin du sommet franco-allemand. Mais le chef du gouvernement doit ressenet Paris avant le chef de l'Etat. Les deux hommes conviencent de poursoivre leur échange de vues le soir même. Et, dans la soirée, ils dressent le même coostat catastrophique au vu notamment des réactions indignées des organisations syndicales repré-sentatives de le magistrature. Le sort de Bernard Tapie est scellé.

Le reste o'est que maquillage. En déplacement, samedi matin, à Evian, où il participe à un colloque européen du groupe de Bilderberg, autrement dit de la Commission trilatérale (Etats-Uois, CEE, Japon), Pierre Bérégovoy revient à Paris pour quelques heores, en début d'après-midi, avant d'aller inaugurer la foire de Mâcoo. Le temps d'expliquer la chose à Bernard Tapie et d'arrêter avec lui les détails d'une sortic honorable. Puis le ministre démissionnaire se rend discrètement à l'Elysée où François Mitterrand l'assure à nouveau de sa confiance et l'encourage à ne pas se laisser abattre par ce mau-

vais coup du destin politique imposé par les circonstances mais indépendant de sa volonte personoelle. Alea jacto est... Morituri te

La suite o'est qu'épitaphes. En apprenant la nouvelle, annoncée par Laurent Fabius devant la com-mission des résolutions, samedi, vers 22 heures, la plupart des dirivers 22 heures, la plupart des dir-geants socialistes éprouvent un sen-timent de soulagement mais ils préfèrent se taire. Le premier secré-taire du PS ne coofie même pas qu'il a téléphoné à l'ex-ministre pour lui faire « un signe ». Les mentors du PS ne retrouvent

la voix que dimanche matin, à la Villette, su terme des délibérations du comité directeur. Laurent Fabius affirme que «lo moindre des choses est de penser à l'homme Bernard Tapie et de saluer son Bernard Taple et de Silver son dynamisme et son courage» et que « dans les conditions qui étaient celles qu'on a commes, la décision prise par Pierre Bérégovoy et Bernard Taple est une décision sage». Ao nom du gouvernement, Martin Malvy repreod l'expression à son compte. Le rocardien Claude Evin parle d'une « honne décision» en parle d'une «bonne décision» en soulignant qu' « il y ovait le senti-ment qu'il fallait effectivement cla-rifier cette situation » et faire en sorte « qu'elle englue pas l'action que mene le gouvernement ». Les amie de Lionel Jospin, qui avaient ouvertement critique la place gou-vernementale doonée au président de l'OM, sont très sollicités par la presse. Le président du groupe socialiste du Sénat, Claude Estier, se borne à un « celo vaut mieux

Le responsable des fédérations, Daniel Veillant assure que ani l'entrée ni la sortie du gouvernement de Bernard Topie ne concer-nent le Parti socialiste. » Le président de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli, qui fut l'un des plus coostaots adversaires du ministre de la ville, se montre magnanime: « Je n'ai jamais été un de ses supporters mais je n'ap-prècle pas beaucoup la façon dont certains d'enire eux le traiten aujourd'hui. Je ne trouve pas cela très convenable... » Julien Dray, animateur du courent Gauche socialiste, entend a rester fidèle en amitie ». Il parte néanmoins de son ami & Timparisit : w Bernard Taple pourait apporter beaucoup au gou-vernement. C'était un être sensible maigré ce qui est un peu sa forfan-

Soudain «démissionné», tout le moode aime Bernard Tapie! On encense bien, au cirque, les gladiateurs envoyés à la mort...

ALAIN ROLLAT

(1) Venu, officiellement, sceller la reconciliation des socialises à Marseille, le 28 mars 1991. M. Mauroy, alors premier secrétaire du PS, avait publiquement, donat son blanc-seing à la candidature de M. Bernard Tapie aux élections régionales. « M. Tapie, svait-il notamment déclaré, s'apparente à la gauche par bien des aspects. !...) Il a beaucoup de qualités même si son parcours personnel est original. S'il le décide, ce sera un excellent candidat, le meilleur que l'on puisse avoir et, surout, celui qui peut gagner. Je peus même qu'il sera certainement un très bon président de région. » M. Mauroy avait également lancé: « Si ce qui est bon pour l'OM est bon pour le PS, vive l'OM!...»

Entre les deux anciens associés de Nippon Audio Video System

De l'amitié à la guerre

Qual găchis l Ce fut una si befie histoire d'amitié. Daux hommas, par la grace de la hi-fi japonaise, venaient da sa rancontrer at da s'appréciar. En ces ramps immémorisux, MM. Barnard Taple at Gaorgas Trenchant parteiant an escapade dans una palmerais en Tunisis. A La Bauls, dans la villa das Tranchent, lee Tapie étaisnt comma chez eux. «Bernard Tapie ası un homma si déliçieux », répondsit M. Tranchent à eon avocat qui la mattair an garda. Epaqua bénia d'una amitié sans

Jusqu'au demier moment, ainre que la chronique résonnait de leur différend, M. Tapia a adjuré M. Trenchant da ressuscitar la passé, lui son «smi», son «frère», mais M. Trenchent restait de marbre. Le code de la fretris evait été bafoué, il ireit jusqu'au bout. Les anciens associés ds Nippan Audin Vidsa System (NAVS) mettraient désormsis autani d'ardsur à sa combattra qu'ils an avaiant mis, jadis, à célébrar laur allianes. Sati mada men, gagneurs, verba cru et ralais politiques : les daux hommes ne sont-ils pas faits du même bois? Fatalement, l'aventure ne pouvait déboucher que sur le meilleur ou le pire. Ca fut le pire.

Comme M. Tepie, M. Tranchant esr un autodidacte surdoué et raffolant de «coups». Fils d'un horloger de Château-Porcien (Ardsnnes), il «monte» à Paris à l'âge de quinze ens avec, pour saul begage, un certificet d'études. Il trouve à s'employer comme dépanneur radio au Bazar de l'Hôtel de Vills et errondit ses fins de mois en poussant la chansomette au Belzébuth de Montmartre. Cahin-caha, il vivote dane une ceve de le rue La Feyette. Peceionné d'électronique, il épluche les catalogues américains et importe, en expédiant à New-York des dollars pliés sous enveloppe, des colls de lempee-redias. Il e à peine dix-neuf ane quand il crée sa société d'importation de metériel électronique A vingt-deux ens, il gagne «beaucoup d'argents, meis le perd auesitôt an echetant, sur un coup de tête, des eurplus militeires eméricains de le guerre de Corée, qui se révèlent invendables.

Au début des années 60, le voilà qui rebondit en devanant distributsur de Sony en France. Dix ans plus tard, la firme japo-Is Front national.

naise lui portera un ruds coup en rompant is contret, mais, antretemps, il a crée una société holding, Trenchant-Electronique, qui prospère. Tout en poursuivant sas ectivités d'Importataur, il se frotte à l'industris. Il produit des condensateurs électroniques, des instruments de mesure ou das vérins autobloquants, qu'il écoule autant à IBM ou à la SNCF que dans l'induatris d'armament. En 1969, alore que l'hebdomadaire l'Express souligns son «irrésisdbia escension», il prand la contrôle de la société Banson, spécialisés dans la tracage infogrephique et l'orte d'une dizaine de filiales à l'étranger, avant de ravandre sas parts an 1982 à Schlumberger, réalisant au pas-sage uns plue-value de 35 mil-lions de francs.

Du dépannage radio à l'Assemblée nationale

Ainsi commance-t-on à parlar

sérieusement de M. Trenchant. L'ancien dépanneur redio du BHV fait ses premiers pas dane la cour das grends. Promu notable avec ses nouvelles fonctions de président de la chambre de commerce des Hauts-de-Seins, il ne résistara pas longtemps eu virus de la poli-tique. Au scrutin législatif de 1978, li enlàva la dauxiàma circonecription du département, que meire RPR d'Aeniares, M. Michel Maurice-Bokanovksi, kii e offerte sur un plateau pour suc-céder à M. Albin Chalendon, devenu ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing. Dès lors, M. Tranchant va davanir un parsonnage éminemment controversé.

En mars 1981, on le retrouve à la tête d'une délégation de parlementaires français du RPR et de l'UDF rendant visite aux généraux Videla et Pinochet, dictateurs, respectivement, de l'Argentine et du Chifi. «Il s'y passait peut-être des choses regrettables, dit-il onze ens eprès, mais ces pays se défendaient, avant tout, contre la subversion des equiets. > Bref. l'homme eet résolument ancré à le droite de le droite et ne e'en

faiblir dans ses positions favore-bles à la peine de mort et, plus tard, à des siliances locales avec

Somme toute, il n'y e pas là de quoi véritablement le distinguer. Il n'est qu'un des hussards de la guarra idéologique droite-gauche qui, à l'époque, fair rage. Non, si l'attention commence à se porter sur lui, c'est que son nom apparaît dans das enquêtes diligentées, après 1981, par le nouveau pouvoir socialists. Entre les deux tours du scrutin présidentiel, pressantant la pouesés de la gauche, il vend tout ses biens — aociétés, immaubles et tableaux (Renoir, Utrillo...) - et commence à expédier son argent en Suisse. En six mois, la total des sommes trensférésa se chiffra à 11 miltions de francs, ce dont finit par sa rendre compta la direction nationala des anquêtes douanières. Le Canard anchaîné sort. l'affaire en mars 1983. M. Tranchant réagit aussitôt en brandissanr las autorisations de la Banque de Frence, porte plainte et gegne son procès contre la Canard. Surtout, il monte à la tribune de l'Assemblée et, répondant à l'interpellation d'un député socialista, M. Raymond Douyère (Sarths), il met nommément en cauee l'inspecteur des douenes responsable da l'anquête. L'affaire sera classée sans suite.

Depuis la grande peur de 1981. M. Tranchant e'est reconverti. Il e créé une nouvelle société, Finindusco, dont il détient 99,9 % du capital, le reete étant entre les mains de sa fills Carole, épouse de M. Olivier Dasseult, député (RPR) de l'Oisa et petit-fils de

Les machines à sous

Forte d'un chiffre d'affaires de 120 millione de frencs et dégageant près de 5 millions de profite nete, Finindusco exploite les boutiques hors taxes de disques. photos, radios de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, vend et loue du matériel vidéo, vend des evions d'affaires d'occasion et. surtout, importe des machinee à sous pour casinos, «Je suis dans

les mechinse à eoua; ça paut faire meuvais genre, mais ça m'indiffère complètement», affirms M. Tranchant.

Les fins limiers qui s'intéressant à sas activités na l'eindiffèrent » pas. Après 1988, on s'interroge. A-t-il bénéficié de complaisances politiques lorsque, quelques joure evant la second tour du scrutin présidentiel, M. Charles Pasqua, elors ministre da l'intérisur, accorde à seize casinos la droit d'axploitar des machinas à sous at confie le managale de l'impartation at de la maintenance de ces mêmes machines à trois sociétés? Il se trouvs qua quatre des casinos choisis ant pour actionnaire maio ritaire la Société financière pour le développement régional du tourisms at das loisire (SFDRTL) don't M. Tranchant est «conseil

Il se trouve, aussi, qu'une des trois sociétés impartatrices rete-nues par M. Pasque est Techni-Import, rattachée au holding Findunesco, détanu par M. Tranchant, qui se retrouve, ainsi, sux deux bouts da le chaîna. « Nous n'avons bénéficié d'eucune complaisance / tempête M. Tranchant. Nous sommes, tout simplement, les meilleurs sur le marché. Nous avons été choisis uniquement sur ce critère. D'allieurs, Pasque était hostile à me candidature, précisément pour ne pas prêter le flanc à

des accusations. » Tout comme dans l'affaire des mouvements de capitaux vere la Suisse, M. Tranchant règle ses comptes à la tribune de l'Assembiée. Le 13 novembre 1990, à l'issue de la diecuseion eur le budget du ministère de l'intérieur, il s'an prend à l'inepecteur des RG chargé du dossier « casinos ». qu'il eccuse de l'evoir mie eur écoutes. Depuis, l'affaire est tombée dans l'oubli. M. Tranchant est décidément imparable. Lorsqu'il est mis en cause, il attaque ses accusateurs et, lorsqu'il prend luimême l'offensive, see tire font mouche, M. Tspie avait bal et bien sque-estimé son «frère»,

FRÉDERIC BOSIN

Me Francis Szpiner: «Une affaire lamentable»

Seul habilité à « s'exprimer en son nom », selon une mise so point de M. Bernard Tspie, l'un de ses quatre avocats, M. Francis Szpiner a affirmé, dans unc déclaration à l'AFP, que « cette affaire est lamentable v. « La seule vérité, c'est que

M. Tranchant, qui ovait déposé son bilan [cetui de la société Investold, co-actionnaire evec le Groupe Beroard Tapic dc NAVS, revendue en 1985 à Toshiba], avait 60 millions de dettes. M. Bernard Tapie a payè intégralement ces dettes. Les 13 millions de froncs de Toshiba, c'est une imposture, a affirmé l'avocat, car, quelle que soit la société qui les o encaisses, NAVS ou le Groupe Bernard Tapie, qui les o effectivement reçus, M. Tranchant n'ovait oucun drait sur cette somme, ni directement, ni pour le compte de la société dont il se retrouve, étrangement, le liquidateur aujourd'hui. Il est surprenant que des sociétés, dont l'existence juridique est plus que douteuse aient pu entraîner l'ouverture d'une information judiciaire sans que ce point soit vérifié ou tranché au préalable. »

Interrogé sur les déclarations de certains dirigeants socialistes peu favorables à M. Tapie, M. Szpiner a répoodu : « C'est indigne, surtout quand on affirme aujourd'hui: «Tapie, ce n'est pas ma tasse de the », alors qu'hier on affichait:

pour le PS», et qu'on intronisait officiellement M. Tapie comme telc de liste de la majorité présidentielle aux élections régionales en Provence-Côte d'Azur. » Interrogé par France-Info, M. Szpiner a ajouté: « Qu'on en soit arrivé à cette espèce de lynchage médiotique d'un homme parce qu'il n'appartient pas d la classe politique, je trouve cela consternant, p



NAUFAL Editeur CDU-SEDES diffusion 88, bd St-Germain 75005 PARIS - 75 FF

E.M.

7.00

20 300 700

医多克 化二烷酸 建建金

STORY OF THE WAR STREET

THE PARTY NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PARTY NAMED IN COLUMN TO THE PART

- San San San San

LANGE WAR

20 No. 20

and the second

7 1-14 AST.

. . a. a. ro <u>\$</u> CANSES

ac jus de 00 % (sc) ev. Bi D': Esi Ur

Quarante-huit heures avant de quitter le gouvernement Bérégovoy, il affirmait dans un entretien eccordé eu Figaro du 22 mai : e.Je ne démissionnerai pas. »

Ce rappel suffit à prouver que, contrai-rement à ce qu'il affirme, l'éphémère ministre de la ville n'e pas donné sa démission de son plain gré, mais contraint et forcé. Loin d'être victime d'un «lynchage » médiatique, M. Tepie a été pris au piège de ses propres meledresees. Méthodiquement organisée, de l'entretien au Figaro à l'émission e Objections », le même jour sur France-Inter, sa contre-at-taque lui a été fatale.

L'enquête de la police judiciaire

Suscitant, paradoxalement, la médiatisation d'une affaire restée jusque-là discrète, à l'exception d'erticles du Canard enchaîné, elle e eu un effet désastreux sur une magistrature que le ministre se permettait de critiquer, elors même que le garde des sceaux s'efforçait d'y rétablir un climat de confiance (le Monde daté 24-25 mail, Mais, surtout, pour tous ceux qui connaissaient le détail du dossier judiciaire qui l'oppose à M. Georges Tranchant, député (RPR) des Hauts-de-Seine. ce plaidoyer maledroit eccuntulait les contrevérités. Nous en evons dénombré

1) L'attaque d'un député du RPR. -Dans une ultime mise au point, diffusée samedi matin 23 mai, alors qu'il ne se savait pes encore démissionneire, M. Tapie déclarait : « Quand je parle de complot et de mechinetion, cela ne s'adressa évidemment pas à la justice, mais cela vise celul qui m'e traîné devant cette justice, un député RPR. » La réalité est différente. Le point de départ da l'af-faire Toshiba n'eet pas la plainte contre X... déposée au début de cette année par son encien associé, M. Tranchant. C'est une enquête préliminaire de la direction centrale de la police judiciaire, menée à propos d'éventuelles commissions versées par Toshiba à des parte- règles régissant l'immunité parlementaire, Ordineires. Non seulement M= 6oizette à 17 h 30. Il s'agissait, là encoré, de L'épreuve des faits, 120 F.

naires français, qui, dèe 1989, a levé le lièvre (le Monde du 23 mai). Ses conclusions furent consignées dans un rapport de synthèse signé par l'inspecteur Levert.

Sur la foi de documents saisis à l'époque et d'auditions de hauts cadres du groupe Bernard Tapie, elle mettait en évi-dence les faits suivente : elors que le reprise par Toshiba-France du fonds de commerca de NAVS. le société dans lequelle étaient associés MM. Tepie et Trenchant, venait d'être conclue pour 1,8 million de francs, M. Tepie e obtenu de Toshiba Corporation, lors d'un voyage Tokyo le 25 septambre 1985, une Indemnité aupplémentaire de 13 millions de francs, accord dont II n'informa pas M. Tranchant.

Le 30 décembre 1985, lors du virement de cette eomma par la Fuil Bank, l'un des proches colleborateurs de M. Taple demanda qu'il ne fût pas effec-tué sur le compte de NAVS, mais edirectement au groupe Bernard Taple [...), le bénéficiaire désigné à l'origine par Toshiba Corporation étant erroné», La même jour, le groupe Bernard Tapie transmettalt à se banque, le SDBO, filiale du Crédit lyonnais, une nouvelle facture justifiant ce changement de destinataire au nom de e prestations immatérielles» qu'il aurait assurées auprès de Toshiba.

Ayant en main, début 1990, ce rapport de le PJ, le parquet de Paris estima, à l'époque, qu'il y avait matière à poursuites, mais qu'en l'ebsence de plainte d'éventuelles victimes de cet epparent détournement de fonds le dossier pouvait être classé. En ce sens, la pleinte de M. Tranchent, certes tardive, mais provoquée par le refus de M. Tapie de transiger à l'emiable, est venue mettre en brenie une action publique que justifiait par avance une enquête de police ayant fait epparaître les éléments constitutife

2) Un complot politique contre un ministre. - Dans son entretien au Figaro, M. Tepie jugeait «hallucinant» que l'on envisege d'inculper un ministre esur des déclarations non contradictoires» et affirmait que, e'il était inculpé, con verrait tout de suite ceux à qui profite le crime ». Or la plainte de M. Tranchant est Indépendante de la présence de M. Tapie au gouvernement. Bien que la décision de principe ait été prise par le député RPR depuis l'été 1991, après que M. Tepie lui avait notamment lancé, dans les couloirs du Pelais-Bourbon, un retentissant e Va te faire foutre la, elle ne pouvait être dépo-sée qu'à l'occasion d'une intersession de l'Assentblée nationale en raison des

M. Tapie étant alors député des Bouches-du-Rhône. Ce qui fut fah à la première occasion, le 2 janvier, evec dépôt d'une consignation le 7 janvier.

L'inculpation de M. Tapie fut très rapidement envisagée, avec l'accord du parquet de Pania, par le juge d'instruction désigné, Mr Edith Boizette. La magistrat eut l'intention de le prononcer avant les élections régioneles, mais elle se rendit finalement aux arguments du parquet, qui craignait que ce geste ne fût ressenti, en pleine campagne électorale, comme une manœuvre politique. Le nomination de M. Tepie eu gouvernement ne pouveit changer la réalité du dossier instruit par M- Boizette, sauf à ce que celle-ci se eoumette à des raisons d'opportunité sans rapport avec le code de procédure

3) Une éventuelle inculpation apprise par la presse. - Lora de l'émiseion «Objections» de France-Inter, M. Tapie e affirmé qu'il avait appris e par len jour-neux » son éventuelle inculpation et, même, a-t-il dit, ece qu'on me reproche ». En réelhé, sa première convocation par M- Boizette pour le 11 mal - dont il obtint le report en prétextant un voyage eu Canada qu'il n'effectua pas - lui fut délivrée le jeudi 16 avril, avant le weekend de Pâques, et lui parvint le vendred 17 avril. A tel point que M. Trenchant epprendra la nouvelle le samedi 18 avril par un appel téléphonique d'un ami commun. Ce n'est qu'ensuite que la presse sa fera l'écho de cette convocation et de l'intention du juge de l'inculper, A l'inverse de ce qu'affirme M. Tapie, certains de ses avocats eurent avant Pâques des contacts evec ceux de le pertie edverse, M= Georges Jourde et Jean Veil, au cours desquels la réalité du dossier fut évidemment évoquée et discutée.

Un traitement exceptionnel

4) Une instruction portant atteinte aux droits de le défense. - Après evoir estimé, dans le Figero, que l'instruction menée par Mª Boizette était, « quelque part, un peu construite», M. Tapie devait ajouter, sur France-Inter, qu'il n'était « pas traité normalement» par le juge d'instruction. «Inculper un ministre n'est pas un acte benal, ajoutait-il, donc, le juge d'ins-truction doit prendre au moins autant de précautions qu'evec un citoyen normal.

En fait, M. Tapie eut droit e un traitement exceptionnel, totalement contraire aux usages judiciaires et sans commune mesure avec celui réservé aux justiciables

ministre de le ville de ses intentions, mals, de plus, elle leur permin de lui remettre trois notes sur la fond du dossier et sur des questions de procédure, dont l'objet était d'éviter l'inculpation de leur client. La première, du bâtonnler Philippe Lafarge, fut remise avant les vacances de Pâques; lee deux sutres, plus brèvee, furent remises par M. Frencis Szpiner à la mi-

Victime de sa contre-attaque

Rarement futur inculpé fut traité avec eutant d'égards. Après evoir obtenu la report de sa convocation eu 25 mai, M. Tapie profita de ce délai pour multiplier les démarches afin de tenter d'échapper à l'inculpation. A tel point qu'au soir du mereredi 20 mai sas evocata étalent conveincue que l'effeire étalt terminée grâce à leur contre-attaque devant le tribunal de commerce de Peris, qui statuera le 1 juin sur leur contestation des quali-tés de la société de M. Tranchant, Investold, pour porter plainte.

Ces manœuvres furent même l'occasion de conflits eu sein de la magistrature. avec, notamment, comme protagonistes e procureur général, M. Pierre Truche, et le procureur de la République de l'Es-sonne, M. Laurent Davenas. L'enjeu était la radiation de la société investold, réinscrite en 1989 au tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes (Essonne) par M. Tranchant pour les besoins de se cause, M. Truche s'y opposa fermement, elors que l'entourage de M. Tapie multipliait les pressions en ce sens sur M. Davenas,

Durant cette période, le ministre de la ville reçut le soutien de M. Frank Terrier, directeur des affaires criminelles et des graces à la chancellerie, avec lequel il eut plusieurs contacts, L'ettitude de M. Terrier, qui occupait déjà ce poste sous les ntinistères de MM. Pierre Arpaillenge et Henri Nallet, contredisait quelque peu celle de son ministre, M. Michel Vauzelle, qui, tout en s'elignent epparemment sur le ferme solidarité manifestée par l'Elysée à M. Tapie, ne cechalt pas sa conviction personnelle que le statut d'inculpé était incompatible evec une fonction ministé-

Enfin, c'est sans aucune difficulté que M~ Boizette, après avoir décidé, le jeudi 21 mai, de maintenir sa décision d'Inculper le ministre, accepta le second report de la convocation demandé par les avocats de M. Tepie, leur accordant le jour et l'heure de leur choix - le mercredi 27 mai

gagner du temps en faisant e monter le pression » sur le rôle politique incontournable de M. Tepie au sein du gouvernement, grâce à la médiaosation de la signature, lundi 25 mei, d'un premier contrat de parrainage des benlleues en difficulté avec le groupe Bouygues.

interrogé par nous dens le nuh du jeudi 21 au vendredi 22 mai, M. Tapie ne faisah pas mystère de l'importance qu'il accordait à cette bataille d'opinion, déclarant notamment : « Beaucoup de vos confrères sont derrière moi I Vous lirez bientôt dans un quotidien une enquêre sur les affaires de Tranchant. » C'est pourtant sur ce terrain médiatique, qui lui est familier, que M. Taple e perdu, en voulant trop en faire. Loin de rassurer M. Bérégovoy, ses déclarations ont inquiété le premier ministre au point de l'amener à revenir à la charge auprès du président de la République, samedi matin 23 mai. Et d'obtenir la démission d'un ministre que, selon les proches de M. Tapie, M. François Mitterrand entendait soutenir jusqu'au bout.

Désormais, l'effaire devrah retrouver son cours normal, judiciaire et non politique, évitant le mélange des genres qui la rendait explosive. Reste à savoir pourquoi le dossier Toshiba ne fut pas pris en compte lors de la composition du gouvernement Bérégovoy, qui donna lieu à de prudente dosages puisque trois sociaistes, MM. Jean Poperen, Jean-Yves Le Drian et Jacques Guyard, en furent exclus au simple prétexte que leurs noms figureient dans les dossiers du juge rennais Renaud Van Ruymbeke.

Reste aussi à e'interroger sur la fragilité d'un hommte instinctif, hâbleur ou séduisant selon les goûts, d'un communicateur pris au piège de ses talents, d'un écorché vif se sentant en permanence victime de préjugés sociaux. En 1985, lors d'une émission télévisée, M. Tepie, qui contmença par la chanson sous le nont de Tapy, chanta le Blues du businessman, un titre tiré d'un opéra rock de Michel Berger. Les paroles semblaient avoir été écrites pour lul : « Au fond je n'ai qu'un seul regret/ Je ne fais pas ce que j'aurais voulu faire (...) / J'aurais voulu être un artiste/ Pour pouvoir dire pourquo! j'existe... . Cette fois, l'artiste a raté sa

FOWY PLENEL

(1) Christophe Bouchet, l'Aventure Taple, enquete sur un choyen modèle. Seuil, coll.

Un accroc annoncé

Suite de la première page

Et il n'est que trop clair que ce premier aceroe dont pâtit le gou-vernement de M. Bérégovoy était, sinon programmé, du moins annoncé. De même, si le premier ministre ne s'attendeit pas à voir surgir cette affaire-là, oo se disait bien – le «on» englobant un large spectre – que le président de l'OM trébucherait sur quelque chose : le football, par exemple, sujet sur lequel le garde des sceaux ne s'est pas fait faute de solliciter l'attention

Une fois eonstaté que cette affaire vient ternir le début d'un parcours qui, pour le nouveau gouvernement, était jusque-là sans faute; que la décision de M. Bérégovoy, heureusement rapide, consti-tue à la fois un moindre mal et une preuve tangible qu'il n'entend pas parier pour ne rien dire; et qu'enfin le comportement de certains socia-listes frise l'indécence (il fut un temps, pas si lointain, où toute la « gentry » rose se plaisait à se retrouver dans la tribune d'honneur du stade-vélodrome de Marseille), quelques questions méritent d'être revisitées, comme on dit. Les unes ont un intérêt rétrospectif. Les autres sont de nature à peser sur la réussite, ou l'échec, de M. Bérégo-

Au chepitre du passé, il faut se souvenir que M. Tapie e conduit, avec une certaine efficacité, nne campagne regionale, avec pas moios de deux membres du gouvernement derrière lui (Me Guigou et M. Bianco). Cet aetif électoral aurait pu, au soir du scrutin, deve-nir un électron libre, perturbant un nir un électron libre, perturbant un jen déjà passablement compliqué. M. Tapie, en effet, ne feisait pas mystère de vouloir donner une dimension nationale à son mouvement, Energie Sud, afin de prendre rang parmi les présidentiables. Dans ces conditions, il n'était pas politiquement absurde de l'intégrer à l'équipe gouvernementale, au titre de l'one des composantes – dynamique, celle-là – d'une majorité devenue on ne peut plus étroite. A charge pour ledit Bernard Tapie, de faire ses preuves et de convaincre.

Jan Brand

Sa promotion goovernementale était en outre, pour le président, un moyen de continuer à « feire du Cressoo ». C'était, en effet, une manière de dite : je ne cède pas (notamment à l'égard des megistrats), et surtout je lance des passe-relles vers cette opinion populaire qui se détourne. Pour M. Mitterrand, utiliser le mythe Tepie -lequel doit beancoup nux médias était une façon, sans doute, de se rapprocher da peuple et de telle ou telle fraction de l'opinion. Comme l'étaieot, en leur temps, les précédentes expériences d'appel à la «société civile». Cette expérience-là n'a done pas été plus réussie que celles de MM. Servan-Schreiber [1974], Bombard (1981) et Schwart-zenberg (1988). Mais là s'arrête le

Armes et porteseuilles au vestiaire

En 1988, eo effet, M. Rocard evait puisé parmi des personnalités sans epparteoance partisane uoe part non négligeable de son gouvernement. Isolé, feute d'alliés (à gauche comme à droite), le premier ministre d'alors avait tenté de forset une comme de l'alliés (à partier d'alors avait tenté de forset une comme de l'alliés (à l'alliés). ministre d'alors avait tenté de for-ger une composante médiatique, à défant d'être électorale, de la majo-rité. Or, ce qui e été lancé per l'Elysée evec M. Tapie était en fait l'inverse du schéms rocardien. Non seulement le PS dnt ebdiquer en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais les socialistes en vinrent à céder sur toute la liene, à confier à céder sur toute la ligne, à confier à M. Tapie le charge de défendre des éléments constitutifs de leur propre ideotité : l'antiracisme, pendant is campagne régionale, face à M. Le Pen, et la lutte contre l'exclusion, evec la politique de la ville. Excusez du peu!

Ce bisne-seiog donné à le « société civile » a done tourné court. Sans doute perce que, comme l'a souligné M. Jospin, il est bon qu'bommes politiques et bommes d'affaires restent chscun de leur côté. Au risque de porter atteiote à la sacro-sainte identité française, nous gsgnerioos à emprunter eu monde anglo-saxon cette sage précaution, telle qu'Yves

Mény l'e rappelée dans son livre la Corruption de la République : « Les hommes politiques entrent dans le forum politique avec leurs argu-ments; tous les biens non politiques, armes et portefeuilles, titres et grades, doivent être laissés au ves-tiaire. » C'est, pourrait-oo ajouter, le cas de le dire! En d'entres termes, l'entrée en politique devrait exclure des comportements qui, dans d'eutres secteurs, peuvent paraître légitimes. La sphère politiparante reginales. La sphere pointer que est un espace particulier: garants de l'intérêt général, comptables de la vie du pays, ceux qui s'y meuvent doivent se plier à des exigences particulières. Si l'on veut bien admettre que le

recours à le «sociéré eivile» pro-cède, eu fond, d'un déficit de légi-timité du politique, que ce déficit-là provient de la disparition du lien entre les aspirations d'une société et réalité de l'action politique, alors la réalité de l'action politique, alors il faut convenir que le retour de cette légitimité – o combien nécessaire – passe par de vrais profes-sionnels (M. Berégovoy, de ce point de vue, donne l'exemple) et par un réenracinement de l'action publique. On touche là au sort de l'expérience gouvernementale en cours, dont l'objectif ne devrait pas être simplement de tenter momentané-ment de remonter le courant, mais de retrouver, par-delà les aléas élec-toraux, une identité.

Plus précisément, M. Bérégovoy Plus précisément, M. Bérégovoy ne devra pas se contenter de la forme pour réussir (réussir tout court ne voulant pas dire oécessairement gagner les élections, tant cet objectif paraît irréaliste), celle-ci fût-elle parfaitement maîtrisée. L'afficbage du gouvernement est celui de la propreté, de la vertu républicaine et de la cohérence de l'inction gonvernementale; le départ de M. Tspie cautionne, en quelque sorte, la véracité de ce dispositif, tout comme, quelques ouvernementale; le depart de comme, quelque sorte, la véracité de ce dispositif, tout comme, quelques iours eugaratout comme, quelques jours eupara-vant, la démission des conseillers régioneux PACA de leurs postes obtenus avec les voix de l'extrême droite. Mais le premier ministre est désormais seul en ligne sur le front essentiel que constitue la erise urbaine, qui conjugue tous les défis (insécurité, chômage, exclusion, vote Le Pen), qu'il doit s'efforcer de traiter au fond, en suscitent une véritable dynamique sociale.

Sur ce terrain-là, nul ne saura jamais si M. Tapie était en mesure de réussir. M. Bérégovoy, lui, sait qu'il n'a plus le droit à l'erreur.

JEAN-MARIE COLOMBANI

de notre correspondant régional de la ville e singulièrement assom-bri le moral retrouvé du PS des Bouches-du-Rhône. Les responsa-bles de la fédération jugen/ pourtant, « logique », et donc, « inévito-ble » la décision du président de l'OM. Le premier seerétaire, M. François Bernardini, suppléant de M. Tapie à l'Assemblée nstionale, l'interpréte, pour sa part, comme « un geste de solidatité à

Dans les Bouches-du-Rhône

«Il peut encore rebondir»

Sentiments mitigés des socialistes, satisfaction des communistes, retenue de la droite et condemnation sans appel du Front nationel : les réactions, dans les milieux politiques des Bouches-du-Rhône, à la démission de M. Bemard Tapie diffèrent peu de celles enregistrées sur le plan national. Le Front national est le seul è « enterrer » le président de l'OM, auquel les eutres reconneissent, généralement, le faculté de « rebondir » dans un département où il a réussi, en quelques ennées, son enracinement politique.

MARSEILLE

Deux mois après la «divine sur-prise» des résultats obtenus par les istes Energie Sud aux élections régionales, la démission de M. Tapie de son poste de ministre l'égard du gouvernement », manifes-tement empreint, à ses yeux, d'une abnegation méritoire,

Pour autent, M. Charles-Emile Loo, mentor politique de M. Tspie, ne «comprend pas» le caractère «express» de cette démission, alors que l'ex-ministre pouveit se croire autorisé à sffirmer, quarante-huit heures auparavant, qu'il ne quitterait pas le gouvernement evant son éventuelle condamnation. M. Tepie, èventuelle condamnation. M. Tapie, il est vrai, a été «làebé» par les principaux dirigeants nationaux du PS. M. Bernardini s'offusque de «leur ballet indécent». Il reste, assure-t-il, «fidèle» su président de l'OM et «assune les choix d'ouverture qui ont été faits jusqu'à ce qu'on [lui] prouve qu'il a en torn». Le bouillant député fabiusien Phi-lippe Sanmareo, détracteur notoire de M. Tepie, estime lui-même qu'on «ne refait pas l'histoire après coup». « Même si nous l'ovons acceptè, ce n'est pas lo fèdération qui est allé chercher Topie, dit-il. C'est Paris qui le lui a imposé.»

M. Bernard Pigamo, porte-parole M. Bernard Pigamo, porte-parole du couront jospiniste, est encore plus direct. « M. Tapie, dit-il, a été lâché par ceux qui l'ont créé. Nous n'en faisions pas partie! Mais nous qui avons souffert, avec M. Michel Pezet, de lo situation faite aujourd'hui à M. Topie, naus naus refu-suns à participer à lo curée... » M= Marie-Arlette Carlotti, porteparole d'Espace socialiste (le elub des dissidents de Socialisme et République), pense qu'«on a chet-ché le bâton pour se faire batte». « Personnellement, dit-elle, je n'ai jamois pris M. Tapie pour le sau-veur du PS marseillais.»

M. Hermier: «La gauche et ses valeurs»

La démission de M. Tapie est-elle susceptible de modifier le jeu politi-que régional? « M. Tapie, fait observer M. Bernardini, est l'un des observer M. Bernardini, est l'un des piliers de la majorité présidentielle. Celo ne naus o pas si mal réussi oux derniers élections. Il n'y a donc pas lieu de changer quoi que ce soit. » M. Loo estime lui aussi que « personue ou sein du PS [sous-entendu, le minorité jospiniste] n'est en l'état d'exploiter les difficultés de M. Tapie ». « Restons sereins! » lui fait écho M. Carlotti. M. Pigamo estime, lui, que l'influence de M. Tapie sur le parti « va s'offaiblir », ce qui devrait permettre à la fédération « de retrouver un peu plus d'indépendance par rapport aux instances parisiennes ». tances parisiennes».

Le Parti communiste a partieu-Le Parti communiste a partieu-lièrement savouré l'affaire Tapie. «L'étonnont, selon M. Guy Her-mier, député des Bouehes-du-Rhôné, ce n'est pas que M. Tapie donne so démission, c'est qu'il oit été appelé au gouvernement et que, lors des dernières étections, le Parti-sacioliste es soit reupolos. socioliste se soit range derrière sa bannière. On rendra justice aux communistes de ne pas avair confandu cet avatar des opérations

d'ouverture à droite de l'Elysée avec la gauche et ses voleurs. » A droite, M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional, prend ses distances avec ce qu'il appelle une « offaire sociale-socio-liste», en s'interdisant, lui aussi, de « participer à l'hallali ».

Plus disert, M. Joseph Comiti, président du groupe RPR du conseil régional, s'est félicité de la décision de M. Tapie, « car, nous a-t-il déclaré, il est impensable que l'an puisse soupçouner la jemme de Ciègre. Son propostie sur l'avenir. César». Son pronostic sur l'avenir politique du président de l'OM n'est pas, neanmoins, celui que l'on pourrait imaginer de ls part d'un élu d'opposition. « S'il inesure le danger de faire en inème temps de lo politique et des affaires - surtont du type de celles qu'il fait -, il pent fort bien se sortit de ce mauvais pas, cot il a du tessott. Ne l'enterrous pas prématurément.

Le délégué général du Front national, M. Bruno Mégret, est, finalement, le seul à croire au « commencement de la fin » pour M. Tapie. « Qu'il oille au bout de la logique de sa démission! demandet-il. Si son intégrité morale et sa probité ne sont pas suffisantes pour rester ministre, elles ne le sont pas nan plus pout qu'il reste conseiller régional. » L'ex-inspecteur Antoine Gaudino, edversaire pugnace de M. Tapie sur le plan judiciaire, n'a pas manqué de donner son point de vue. «En obtenant lo démission de M. Topie du gouvernement, estimet-il dans un communique, le pouroir socialiste n'o fait que réparer une grave erreur dant la responsabilité lui incombe.

Dernière question, qui hante l'esprit des supporteurs de l'OM: M. Tapie voudra-1-il, ou pourra-t-il, encore, s'investir dans le elub? Réponse, rassurante, de M. Jean-Louis Levreau, vice-président de l'OM: « M. Tapie a mis en place des structures et des hommes qui lui des structures et des dornnées qui fui permettent, quoi qu'il orrive, de conserver le pouvoir de décision. D'autre part, le football est sa pas-sion. L'OM est donc la dernière chose qu'il abandonnerait.»

GUY PORTE

Les socialistes adoptent un projet de « contrat » pour une coalition « de progrès »

Le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 23 et dimanche 24 mai à la Cité des sciences, à Paris, a adopté un projet de « contrat », désormals soumis à la discussion des militants en vue du congrès extraordinaire de juillet prochain.

Les «affaires» ont occupé, dans les débats que les membres du comité directeur du PS ont eus, samedi et dimanche, à la Cité des sciences de La Villette, davantage de place qu'ils ne l'auraient souhaité. A l'extérieur, c'était l'affaire Tapie, dont ils s'entretenaient dans les couavaient été délégués à la «commission des résolutions », samedi soir. rue de Solférino, ont appris le dénouement lorsque M. Laurent Fabius leur a lu la dépêche d'agence de la ville. A l'intérieur, c'étaient les suites du feuilletan des fausses factures, avec les déclarations de Marie-Noëlle Lienemann mettant en cause, le 13 mai, deux élus de l'Essonne, et celles de M. Michel Pezet dénonçant, dans le Monde du 23 mai, la « manipulation politique » dont il estime avoir été la cible.

Le numérn deux du PS, M. Gérard Lindeperg, rocardien, s'est élevé dès l'ouverture des travaux, dans son rapport d'activité, contre les propos du ministre délégué au logement et au cadre de vie. « Le soutien que les socialistes apportent au gou-vernement appelle, en retour, a-t-il dit, un minimum de respect du parti et des élus, ainst qu'un mintmum de retenue dans l'exercice des fonctions gouvernementales, s M. Fabius, parobservés depuis un mois et demi, a souhaité que cette amélioratinn ne fûl pas « gáchée ou contredite par les

Le oremier secrétaire a souligné que le cours de celles-ci dépend de la justice, a mais, a-t-il dit, ce dont nous justice, a mais, a-t-il dit, ce dont nous sommes maitres, c'est de notre comportement». « Il n'y a pas de salut individuel dans la difficulté collective», a-t-il ajouté, faisant ailusion aux déclarations de M. Lienemann, puis, répondant aux propos de M. Pezet dans le Monde, il a assuré que si les cas d'enrichissement perque si les cas d'enrichissement per-sonnel doivent être condamnés, « tout ce qui a été fait pour l'action politique appelle la solidarité de tous».

Bientôt séparés en commissions rentes parties du projet de «contrat» que les socialistes entendent proposer aux «forces de progrès», à l'autamae, puis aux électeurs en mars 1993, les membres du comité directeur ont retrouvé les «affaires» dimanche marin, lorsque M. Claude German, député de l'Essonne et maire de Massy, l'un des deux élus mis en cause par M[∞] Lienemann, a anooncé son intention de déposer une plainte en diffamation contre le ministre délégué au logement.

M. Germon a indiqué qu'il avait 20 mai, de son intention de poursui-vre Miss Lienemann, mais que, à la demande du premier ministre, il avait accepté un «délai de réflexion d'une semaine». Cependant, la parution dans l'Evénement du Jeudi (daté 21-27 mai) d'un article sur l'Essonne, relatant des propos de Mª Liene-mann - démentis ensuite par celle ci - a amené le maire de Massy à gouvernementales, » M. Fabius, par-tre cet hebdomadaire et l'a conforté lant du « début de reconquête » de son intention d'« engager une pro-

délégué au logement ». «J'attendrai mardi», a dit M. Germon, afin de respecier la promesse qu'il avait saite à M. Bérégovoy. Les intentions du député de l'Essonne, mittierandiste et, au congrès de Rennes, jospiniste, sont transparentes: attaquée en justice, par un élu de son propre parti, en raison d'accusations qu'elle a portées contre lui au sujet de délits poli-tico-financiers, M= Lienemann ne pourrait-elle être acculée à quitter,

Les jospinistes préparent l'avenir

elle aussi, le gouvernement?

Les socialistes, embarrassés par ces queralles, n'y ont cependant pas -loio de là! - consacré tout leur temps. Le débat sur le programme et sur les alliances a occupé l'essentiel de leurs échanges. Après une journée, une nuit, puis une matinée de discussions, la résolution présentée par M. Lindeperg a été adoptée à l'unanimité, moins les six voix «contre» du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevenement, les deux refus de vote de la Gauche socialiste et l'abstention de M. Henri

L'ancien ministre de la défense et ses amis ont approuvé la réforme des statuts, mais, refusant d'apparaître comme ce que M. Didier Motchane a appele ales opposants de service», ils nut voté contre le texte prépare par l'un de leurs anciens amis, M. Michel Charrat – «le degré zéro de l'écriture politique», a dit le même, – sans proposer ni amendo-ments ni « contre-texte». Leur Manifeste pour la refoodation «Manifeste pour la refondation d'une gauche citoyenne» a été versé au débat comme une simple explication de vote.

La Gauche socialiste de M= Lienemann et de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, tous trois élus de l'Essonne, a déposé, elle aussi, un texte, intitulé «Vivre autrement», accompagné d'une orientation stratégique - « Pour la belle alliance rouges-roses-verts », - qu'elle entend coumettre au vote des militants. Moins attendue, l'abstentioo de M. Emmanoelli, président de l'As-semblée nationale, proche de M. Jospin, est plus significative. En désaccord avec le texte adopté dimanche le député des Landes prévnit de déposer quatorze amendements qui seront discutés dans les sections, afin d'opposer uné antre logique économique et sociale à la stricte orthodoxie financière défendue par M. Bérégovoy et à laquelle se confirme le

«contrat» du PS. Les jospinistes se sont montrés intraitables sur un point : la nécessité, pour le PS, de prendre position sur la réforme des institutions, alors que M. Fabius avait expliqué qu'ils ne pouvaient se prononcer sur la durée du mandat présidentiel, la maîtrise de cette question devant être laissée à M. François Mitterrand, Sans se faire d'illusion sur la plansibilité d'une révision de la Constitution avant 1993, M. Jospin et ses amis ont insisté pour que le PS réaffirme le choix qu'il avait fait lors de son congrès extraordinaire de décembre dernier, l'idée qu'un parti politique de premier plan puisse ne rien dire sur le sujet leur paraissant farfelue. Le premier secrétaire s'est rendu à leurs arguments : le PS souhaite done l'instauration d'un mandat présidentiel de cinq ans, renouvelable, cela dit sans préjuger de ce que l'ac-tuel titulaire de la fonction décidera

PATRICK JARREAU

CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

- M™ Francis Cabasson,
M. et M™ Bernard Cabasson,
Cécile, Sophie et Romain,
En anion avec
le docteur Jacques Cabasson (†).
Armand, Nancy et leur mère,
M. et M™ Jean-Roch Cabasson
Stionbasie et Mathalia.

Le docteur Jacques Jaubert M. et Mª Philippe Defline

Les familles Roux, Gatimel, Bon et Escoffier, out la tristesse de faint part du décès de M. Francis CABASSON.

ingénieur général (H)
secrétaire général (H)
de Conseil général de génie rural,
des caux et des forêts, officier de la Légion d'honneur commandeur de l'ordre nationa du Mérite,

croix de guerre 1939-1945, commandeur du Mérito agricole,

La cérémnaie religieuse a eu lieu dans l'intimité, en l'église Saint-Sel-

L'inhemation aura lieu à Marseille au cimelière Saint-Pierre.

38, rue Madame, 75006 Paris.

 Jean-Claude et Béstrice Dauphin, Jacques et Martine Dauphin, François et Anne-Marie Dauphin, Catherine et Paul Farizy, Michelle et Richard Fitterer,

Charles, Antoinette, Gabriel, Auré-lien, Alexandre, Blaise, Florian, Benoît, Clément, Brunehilde, Rémi, Raphaël, Thomas, Agathe, ses petits-enfants,

Ida Rabinovitch

sa sœur, Madeleine Dauphin,

nat le chagrin de faire part da décès de Me le docteur Jean DAUPHIN, née Andrée MEUNIER,

survena à son damicile de Nemours

Une messe sera célébrée à Saint-Jacques-du-Haut-Pas, Paris-5, le 28 mai 1992, à 10 h 30.

L'inhumation aura licu à Viam

- M. Marcel DUMEUNIER, ouvrier modeleur mécanicies setrairé.

est décédé le 19 mai 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ana.....

M= Raymond Fourquez, Ses enfants et petits-enfants, Sa famille,

font part du décès de M. Raymond FOUROUEZ.

survenu en son domicite, le 22 mai 1992, a Nepüly,

El ses amis.

La cérémonie religieuse sora célébrée le mardi 26 mal, à 8 h 45, ea l'église Saint-Pierre de Neuilly.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet nvis tient lieu de faire-part.

-38, avenue du Roule, 92200 Neuilly. - Heari et Marie-France Belcour.

- Heari et Manique Demay,
Bernard et Monique Demay,
José et Zoé Guinot,
Georges Guinot et Jacqueliue Froger,
Léon et Marie-Alice Beleour,
Jean-Pierre et Odile Bordeles,
se enfints, petits-enfants et arriéreperits-enfants.

Les familles Lemnanier, Lettré et ont la tristesse de faire part du décès de

M= Jean GUINOT, née Marguerite LEMONNIER,

Les obsèques religieuses auront fleu le mardi 26 mai, à 15 beures, en l'église d'Exictons (Corrèze).

Une messe sera dite le murdi 9 juin, à 17 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, à Paris-16.

4. rue de l'Alboni.

~ Le provincial de la Compagnie de

La communauté et le personnel de l'école Sainte-Genevière, Touta sa famille, Et set amis. font part da décès de

Père Pierre LEROY.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 mm 1992, à 10 h 30, en la chapelle Sainte-Geneviève, 2, rue de l'Ecole-des-Postes, à Versailles.

- M. Jean Pierre-Bloch. président de la LICRA, Et le comité directeur, ant la douleur d'annancer la décès de

Gérard ROSENTHAL, cofondateur de la LICA, membre du comité directour de la LICRA.

afficier de la Légion d'honneur,
médaillé de la Résistance.

stricte intimité.

On nous prie d'annoncer le décès soudair, le 18 mai 1992, de

Alberte REVEL.

De la part de Son époux, Robert de Seynes Renaud, Sophie, Vincent, et de leurs enfants, Ainsi que de ses sœurs, Et de sa mère, M= Albert Charles-Morice, Et de tous ses amis,

Le service religieux el l'inhumatinn ont eu lieu dans l'intimité le 20 mai, à Cadaques (Espagne).

- M™ Hector Roth, M. et M™ Ahraham Hartzema-Roth, M™ Frédérique Roth, M™ Georges Davet-Roth, Les familles Roth, Coutelle, Babou,

Roggy, Kohler, Lafuente, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Hector-Jack ROTH

leur époux, père, frère, beau-frère, cousin, parent et allié,

survenu le 22 mai 1992, à l'âge de

Le service religieux sera célébré le mardi 26 mai, à 14 heures, en l'église réfirmée de l'Annonciation, 19, rue Cartambert, Paris-16, nu l'an se L'inhumation aura lieu au eimetière

de Passy, dans l'intimité familiale, Prière da n'apporter ni ficurs al

21, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris.

- Les dominicains de France et du

Sa famille, Ses nombreux amis, invitent à la messe d'action de grâces, qui sera célébrée par le Père Denaurois, le mardi 2 juin 1992, à 19 heures, en

l'église du couvent dominicale de Paris, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-17, à la mêmnire du

Père Pierre SECONDI.

retourné vers le Seigneur au couvent de Rio-de-Janciro, le 12 mai, dans sa quatre-vingt-douzième nanée et la soname-dengième nanée de son saccrdocc'au Bresil.

Avis de messe

- En mémoire de M. Jenu-Michel CÉDILE. directeur général de la Banque pour l'industrie française,

décêdé le 11 mai 1992, une messe sera célébrée par M. l'abbé Claude Rechain le lundi la juin, à 17 heures, en l'église Saint-Charles de Mnaceau, 22 bis, rue Legendre,

Communications diverses L'Association pour le cinquante-naire des Iransmissions présente, mardi 26 mai 1992, à 21 heures, en l'église Salat-Esstache, un concert exceptinn-nel: Fauré (Requiem), Salat-Saèns (Symphonic avec argue), avec les chœurs de la Schola Cantorum.

Soutenances de thèses

- M. Jean-Louis Habrand présen-— M. Jean-Louis Habrand présen-tera ses travaux en vue dn l'obtentim du diplôme d'habilitation à diriger des recherches, le lundi 1 = jein 1992, d 14 heures, salle Bourneville, nivean 3, faculté de médecine Paris-Sud, 63, rue Oahriel-Péri, 94276 Kremlin-Bicètre Cedex, sar le sujet suivint : « La pro-tonthérapie : développements récents et perspectives ».

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 23 mai 1992 : DES DÉCRETS

- Nº 92-456 du 22 mai 1992 pris pour l'application du décret du 30 octobre 1935, modifié par la loi nº 91-1382 du 30 décembre 1991, et relatif au refus de paiement des chèques et à l'interdiction d'émettre des chèques;

- No 92-457 du 21 mai 1992, modifiant le décret nº 59-1193 du 13 octobre 1959, fixant le régime de l'indemnité pour charges milltaires:

- Nº 92-459 du 22 mai 1992 portant application des articles 13 et 15 de la loi d'orientation pour la ville (nº 91-662 du 13 juillet 1991) relatifs aux programmes locaux de l'habitat:

- Nº 92-461 du 19 mai 1992 relatif aux demandes de rachat de cotisations d'assurance vieillesse et d'assurance volontaire vieillesse et modifiant le code de la sécurité sociaic (2 partie : Décrets en Conseil d'Etat).

La Sotta

Le débat sur la question européenne

M. Chirac votera «oui» sous conditions

Interrogé, dimanche 24 mai, à «7 sur 7», sur TF i, sur l'issun du débat relatif au traité de Maastricht, M. Jacques Chirac a déciaré: «Il y a d'abord la réforme constitutionnelle et l'espère que je pnurrai la voter. Mais je ne peux pas encore le dire, tout dépendra du texte. Et, à partir de là, je souhaite ratifier le traité de Maastricht. Je ne dirai pas que c'est un texte qui fera date. C'est un petit pas dans la bonne direction et je m'en tiens là. Je roterai sans enthouslasme et

Reconnaissant que l'abstention n'est « pas une réaction naturelle » chez un gaulliste mais que le débat à l'Assemblée nationale « sous l'imvulsion du RPR » a apporté « des andifications substantielles et allant dans le bon sens », le prési-dent du RPR a précisé que, « natu-rellement, le vote définitif sur le texte définitif appelera de [sa] part, soil un vote oui, soit un vote non.» Concernant le vnte des ressortissants de la Communaulé euro-péenne, M. Chirac a déclaré qu'il demeure « hostile à ce droit de vote v. Pour deux raisons. Parce qu'a on va notigatnirement creer chez les autres étranger une reven-dicatinn forte qu'il sera difficile d'ignorer» et qu'a il n'est pas nèces-saire de diviser les Français pour un sujet accessuire dans la construc-tion européenne.»

M. Barre : «Le bon sens l'emportera...»

En tout état de cause, M. Chirae En Joul état de cause, M. Chirael a conclu que, sur ce point, il jugera!
« sur pièces », nn souhaitant « que ln mujorité du Sénot obtienne dans son dialogue avec le gouvernement, des amendements qui permettent de rendre cette disposition acceptable, » Le maire de Paris a regretté, enfin, les divisions de l'opposition dans ce débat : « L'opposition est une les divisions de l'opposition dans ce débat: « L'opposition est une famille. Quand il y a une querelle dans une famille, les torts ne sont jamais tous du même côté. Tout le monde est plus ou moins responsable. J'ai tout fait pour faire prévainir l'uninn de l'apposition. Je reconnnis que je n'ai pas réussi. Jet le regrette profondèment. » M. Chirac s'est dit cependant « plus déterminé que jamais » à sortir la France « de la politique cotonneuse de M. Mitterrand. »

de M. Mitterrand. p Evoquant également le dossier de Maastrieht, dimanche 24 mai, M. Raymand Barre s'est dit, lui, «convaincu que le ban sens l'emportera parce que, fondamentale-ment, les Français sont d'accord sur l'unification européenne». Favora-bie au vote des ressortissants de la Cnmmuoauté, l'ancien premier ministre a souhaité que cette disposition ne serve pas « de prétexte à une action d'obstruction qui vise tinn de la politique d'union euro-péenne ». « Ne croyons pas, a-t-il ajouté, que les colnnes du temple sénatorial seront ébranlées parce qu'il y a quelques étrangers communautaires qui pourraient être membres des conseils municipaux. » Plus généralement, M. Barre a expliqué qu'il ne croyait pas que la recomposition politique qu'il atteod « puisse se faire uniquement sur le thème de l'Europe ». « Je ne sou-haite pas, a-t-il dit, que l'Europe soit un objet de recomposition sur la base d'un clivage qui soit une affaire de politique extérieure. »

M. de Villiers: la «mollesse» de la droite

Invité, le même jour de «L'Heure de vérité», M. Philippe de Villiers a déclaré que son nouveau mouvement Combat pour les valeurs cherche à combler « le senvaleurs cherche à combler « le sen-timent de manque » des Français devant « une oppositinn molle » : « Ce que nous voulons faire, c'est donner à l'oppositinn ce qui lui manque : de la combativité et de la conviction, c'est-à-dire faire l'union non pas au sommet avec des procè-dures, mais à la base. Ce dont o besoin l'opposition, ce n'est pas de dures, mais à la base. Ce dont o besoin l'opposition, ce n'est pas de candidats supplémentaires. C'est de convictions supplémentaires. Si l'ap-position cohabite, nnus perdrons l'élection présidentielle. Si l'opposi-tinn fait le silence pnur faire l'uninn, alors nn ne nous entend

Après avoir rappelé son opposi-tioo au traité de Maastrichi, le député UDF de Vendée a réaffirmé son hostilité à la loi Veil sur l'avortement. « li y a quinze ans, a-t-il expliqué, na pnuvait discuer. (...)
La loi Veil a échoué parce que l'Etat, les collectivités, nous tous les l'Etal, les collectivités, nous lous les Français, nous n'avons pas su offrir les alternatives affectives et mater-nelles à ce drame qu'est in détresse de la femme sur le point de mettre fin aux jnurs de son enfint qui a moins de dix semaines (...). Il fau-dra un jour, quand la société sera psychologiquement et affectivement prête à ce grand changement, reve-nir sur une ini qui n'échoué.»

Quatre élections cantonales partielles

12 028; V., 5 356;

A., 55,47 %; E., 5 149. Jean-Paul Vadrot, GE, adj. au m., 2 618 (50,84 %) ELU Michel Sansu, PC, 2 531 (49,15 %).

[1.e candidal da Parti communiste a failli créer la surprise en reprenant le siège qu'il uralt perda en mars dernier face nu malce de Vierzon, M. Jean Rousseau, GE. Ce dernier s'était démis de sousiège de conseiller général, préférant pour respecter la loi limitant le cumul des mendats, conserver celul de conseiller réglocal du Centre.

Son dauphin, M. Vadrot, membre d'une majorité municipale lurge allant de la ten-dance socialiste à la druite modérée, se rte qu'avec 87 voix d'avance.

Les résultats du presuler tour de ce seruriu partiel étalent les saivants:

L. 12 031; V., 4 783; A., 60,24 %;

V., 4 681; Michel Sansu, PC. 1 949;

(41,63 %); Jean-Paul Vadrot, GE., a6j;

uu m., 1 629 (34,80 %); Michel Pread'lloume, RPR, 451 (9,63 %); François Scheid. FN, 359 (17.66 %); Claudine Barbin, PS, 103 (2,20 %); Ilstwey Berdsson, 601, 102 [2,17 %); Pierre-Georges Gaussin, div. d., 88 (1,87 %).

En marcs, M. Rousseau westi été éte un

Gazaiu, div. d., 88 (1.87%).

Eu mars, M. Rousseau avait été éto un second tour, par 3 764 voix (58,62%) contre 2 657 [41,37%) à M. Sausu, qui tentait de maintenir au Parti communiste la slège de M. Feranad Micourand, euclea maire de Vierzon qui ne se représentait pas. Il y avait eu 6421 suffrages exprimés et 6 921 votants [soit 42,37% d'abstention) sur 12 063 inscrits.]

MEUSE: cantou de Senii-d'Argonne (le tour).

I., 1 647; V., 1 242; A., 24,49 %; E., 1 215. René Gigoul, div. d., premier adjaint au m. de Seuil-d'Argonne, 380 (31,27 %); Arsène Lux, div. d., 346 (28,47 %); Claude Berthélémy, div. d., m. d'Evres-en-Argonne, 220 (18,10 %); Olivier Chazal, div. d. m. de Javes 180 220 (18,10 %); Olivier Chazal, div. d., m. de Lavnye, 180 (14,81 %); Pascal Menoux, Verta, 40 (3,29 %); Bernard Géraudel, FN, 24 (1,97 %); Jean-Marc Mollin, PS, 14 (1,15 %); Paul Varlet, PC, 7 (0,57 %); Henri Racaux, div., 4 (0,32 %) BALLOTTAGE.

[Le premier tour de l'élection partielle destinée à pourroir le siège vacant depuis la démission, pour cause de cumul, de M. Gérard Longuet, dépaté et président de consoil régional de Lorraine depuis le 4 avril dernier, se solde par le succès des divers droite, qui, avec quatre candidats, intalisent 92,67 % des voix. Aucun des ciaq antres candidats en lice ne pent se mainteuir et les quatres qui étaiteat déjà candidats en mars enregistrent de forts reculs. M. Longuet, président du Parti républicain n'avait pas donné de consignes de vote pour ce premier tone. de vote pour ce premier tour. M. Louguet avait été réélu au premier tour des cautomaies de mars par 877 voix [74,97 %) contre 110 (9,29 %) à M. Pascal Measur, Verts, 99 (8,36 %) à Bermard Gérandel, F.N. 75 (6,33 %) à Jeta-Marc Molin, PS et 23 (1,94 %) à Paul Variet, PC. Il y avait eu i 184 suffrages exprimés

CHER: canton de Vierzon-I et 1 267 votants (soit 23,36 % d'absteu 2º tour). HAUT-RHIN : canton de Soultz (2º tour).

I., 13 144, V., 6 065; A., 53,85 %; E., 5 732, Thomas Birgaentzle, UDF-CDS, m., 3 450 (60,18 %) ______ ELU Etienne Ban-owarth, PS, cons. mun., 2 282 (39,81 %).

[Cest avec une confortable avance que le maire centriste de Soultz entre an conseil général na il succède à son premier adjoint, M. Henri Goetschy (UDF-CDS). Ce deruler, également sécuteur, avait renoncé en 1988, après sa réélection – qui comma les précédentes avait été nequise un premier tour, – an conseil général où il siègeait depuis 1964, à solti-citer le renouvellement de son mandat de président de l'assemblée départementale qu'il détenuit depuis 1973. Elu au conseil régional d'Alsace en mars, M. Goetschy s'est démis de son mandat de conseiller général pour être en conformité revec la loi limitant le cumal.

limitant le canal.

Les résultats de premier tour étaient les saivants: 1., 13 144; V., 6 539; A., 50,25 %; E., 6 365; Thomas Birgacutzle, 1 558 (24,47 %); Etienne Banwarth, 1 227 (19,27 %); Armand Lehman, RPR. m. de Goliwiller, 941 (14,78 %); Jena-Clande Menseh, écol., 835 (13,11 %); Gilbert Fricker, div., 671 (10,54 %); Marcel Lathringer, FN, 437 (6,36 %); Germais Brucker, div., 423 (6,80 %); Jena-Clande Meblen, ext. d., 212 (3,33 %); Auguste Bechler, PC, 51 (0,80 %).

1.es résultats do premier tour de septembre 1988 avalent élé les saivants :
1., 12 822; V., 6 513; A., 49,20 %;
6., 6 332; Henry Gnetschy, 3 482
(54,97 %); Kiteme Banawarth, PS, 1 722
(27,19 %); Germain Bracker, div. d., 695
(10,97 %); Jean-Françols Ahraham, FN, 284 [4,43 %); Roland Klentzy, PC, 150
(2,36 %).]

SEINE-MARITIME ; canton do Havre-IV (2º tour). 1., 10 015; V., 3 018; A., 69,86 %; E., 2 883. Agatha Cahierre, UDF, 2 077 (72,04 %) ______ ELUE Nicole Le Foll, PS, 806 (27,95 %).

l'Après son élection à la présidence du conseil régional de la Ifance-Marmandie. M. Antolas Rufanneht, dépaté RPR, ancien secrétaire d'Etat, a abandonné son siège de conseiller général, où ll avait été réélu la 29 mars, et qu'il détennit depois 1973. Mª Cahierre (UDF), qui, a'ayant pas obtenn ta premier tour un nombre de voix au moins égal un quart des luscrits, était eu ballottage, lui succède sans difficulté au second tour.

Au presulor tour, les résultante étalens les antrants : 1, 10 015; V., 3 174; A., 68,30 %; F., 3 121. Agathe Cablerre, UDF, 1 756 (56,26 %); Nicole Le Fall, PS. 661 (19,25 %); Gny Bourlé, FN, 292 (9,35 %); Jean-Pietre Scenns, PC, 278 (8,90 %); Ves Dupont, Verts, 194 (6,21 %).

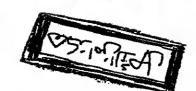
M. Rufemacht l'avait comporté au second tour de mars uvec 3 362 volx (67,63 %) contre 1 609 (32,36 %) à M= Nicole Le Foll, PS, sur 4 971 suffrages exprimés, 5 373 votants (46,48 % d'abstention) et 10 040 inscrits.)

INITIA The state of the s

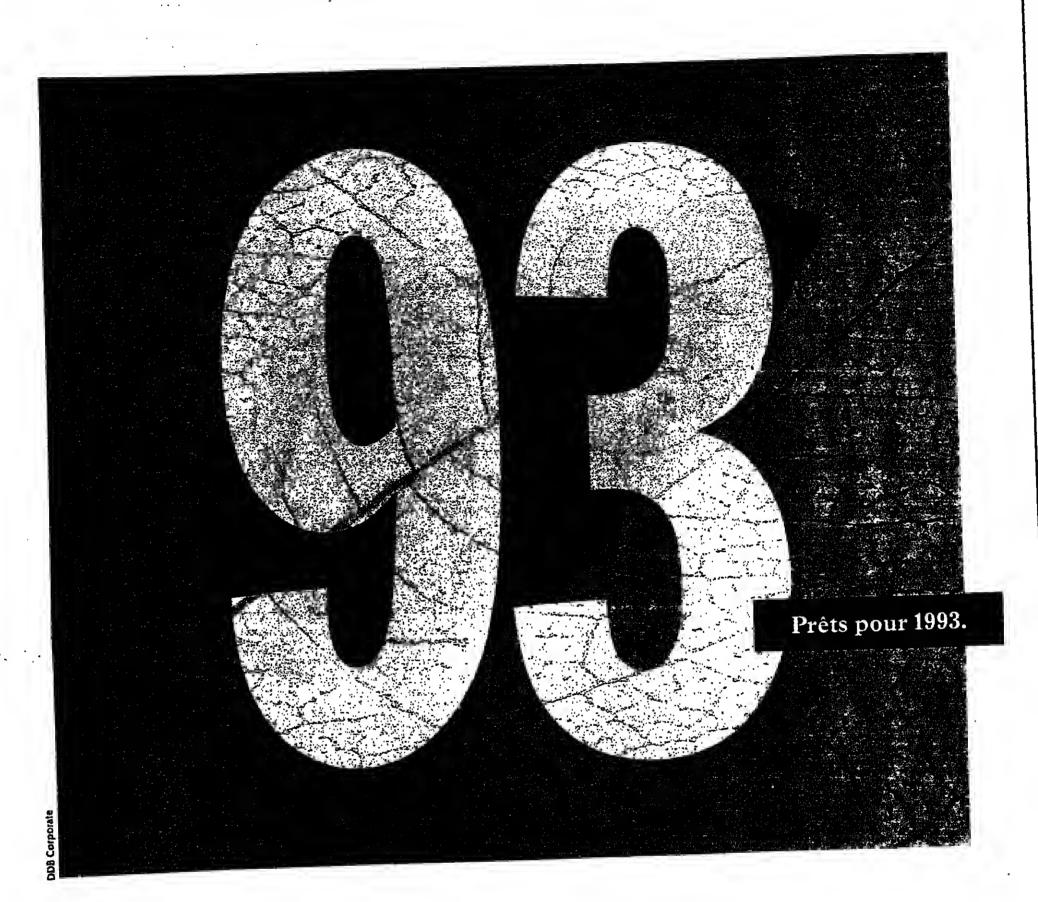
TRANSPORTER

 $\forall i \in \{1, 2\}$

 $e^{-i\omega T} \in (\mathbb{R}^n, [\omega])$



La Seita allège toutes ses cigarettes sans filtre.



DE L'INITIATIVE ENCORE ET TOUJOURS

Les travaux de nos centres de recherches de Bergerac et d'Orléans-Les Aubrais nous permettent dès aujourd'hui de produire des cigarettes brunes sans filtre adaptées aux nouvelles normes européennes. Une performance qui pour nous n'a rien d'étonnant, puisque cela fait 20 ans que nous allégeons nos produits. Pour plus d'informations sur l'entreprise, écrivez à la Seita, Direction de la Communication, 53 Quai d'Orsay, 75007 Paris.



JUSTICE

Plus de deux Français sur trois estiment que l'institution judiciaire fonctionne mal

Interrogés eu cours de l'été 1991 par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) (1), les Frençais se montrent très méfiants à l'égard de la justice : 71 % d'entre eux disent evoir le sentiment qu'elle fonctionne

Au cours des années 80, la iustice evait connu une courte embellie : selon les enquêtes d'opinion menées de 1984 à 1989 par le CREDOC, son image s'eméliorait. Toutefois, ce court état de grâce s'est brutelement interrompu en 1989 et 1990, et oujourd'bui la jus-tice a retrouvé les moigres scores de confiance du début des

Faut-il y voir la conséquence de l'amnistie votée en décembre 1989 et des premiers développements des « affeires » qui rongent le vie politique française? Sans doute. L'imnge d'une justice « à deux vitesses » s'est progressivement imposée à l'opinion ; au cours de

l'année 1991, slors que le juge Jean-Pierre betaillait contre In chancellerie dens l'affeire Urba, 89 % des Français se disaient en aceord avec l'idée que « lo justice favorise ceux qui ont de l'argent et des relations ». Détail significatif : moins de 0,5 % des personnes interrogées se rangeaient parmi ccux « qui ne savent pas ».

La seule bonne surprise de cette eoquête concerne l'accueil réservé aux justiciables dens les tribunaux et les eours d'appel : 59,6 % des personnes qui ont eu recours à la justice disent evoir été bieo accueillies. Les efforts accomplis dans les palais de justice semblent donc avoir porté leurs fruits. Mais, pour le reste, les Français sont plus sévères : 98 % pensent que les pro-cédures sont trop longues, 94 % que les octions en justice coûtent trop cher, et 92 % que le langage de la justice est trop compliqué... Il y n sans doute, dans ce reiet massif, une part d'ignorance, puisque les Français qui ont eu affaire à la justice se orontrent légèrement plus indulgents : 90,5 % d'entre eux pensent que les procédures sont trop loogues, 86,5 % que les actions en justice coûtent trop cher et 85,9 % que le langage de la justice est trop compliqué.

Mølgré les efforts accomplis depuis une dizaine d'années, les Français estiment que la protection des victimes laisse à désirer : 56 % des personnes interrogées pensent que la justice ne permet pas aux victimes d'a obtenir réparation ».

Indulgence pour les juges et les avocats

Les professionnels de la justice échappent pour la plupart à ce dia-gnostic fort négatif : les avocats sont jugés onéreux (95 %), mais compétents (75 %) et accueillants (80 %). Les magistrats aussi sont majoritairement jugés compéteots (77 %), mais leur indépendance est mise eo doute : . 73,5 % des Français interrogés estimeot qu'ils « subissent des pressions des entreprises ou du moi financier » et 52,7 % qu'ils ne sont pas indépendants des « pouvoirs

publics pour prendre leurs déci-

Enfin, contrairement aux idées reçues, les Français se disent favorables aux peines qui permettent d'éviter l'incarcération : les travaux d'intérêt général (TIG) et les sursis avec mise à l'épreuve sont généralement approuvés. Malgré cette ouverture, les coquêteurs du CREDOC souligneot un certain durcissement de l'opinion, ootamment à l'égard des mineurs ; en cinq ans, de 1986 à 1991, les personnes qui estiment «normal» de mettre un mineur de moins de seize ans en prison sont passées des 9,8 % à 16,2 %.

ANNE CHEMIN

(1) «Les Français et la justice : un dia-logue à renouer », par Catherine Duflos et Jean-Luc Vulatier. Enquête « conditions de vie et aspirations des Français», CREDOC, décembre 1991, numéro 109. Cette enquête a été réalisée auprès d'un échantilina de deux mille personnes de plus de dix-huit ans au cours de l'été 1991.

A Quimper

Manifestation contre l'incarcération des Bretons soupçonnés d'aide à l'ETA

de notre correspondant

Deux mille manifestents oot demandé, dans le calme, samedi 23 mai, à Quimper, la libération de dix-huit Bretons incarcérés dans le cadre de l'enquête sur le démantèle-ment d'un réseau présumé d'aide aux militants basques de l'ETA en

Cette opération menée par la police judicioire et les renseigne-ments généraux, qui a abouti, en deux semaines, à l'interpellation de cinquante-cinq personnes, soulève de multiples mouvements de protestation en Bretagne, notammeot dans la partie bretonnaete de la région. Démentant la constitution région. Démentant la constitution d'une base de repli pour les terroristes basques en Bretagne, les
comités de soutien qui se sont créés
dans plusieurs villes affirment que
ces militants bretons n'ont agi que
par simple hospitalité. Ils protestent
en outre contre le feit que des
cofants ont été interrogés et font
remarquer que, parmi les dix-huit
personoes actuellement incarcérées
à Paris se trauveet onze femmes Paris, se trouvent onze femmes, dont des mères de famille. Par ail-leurs, une quinzaine de conseillers

de M. Jean-Yves Cozan, député UDC, vice-président de l'assemblée départementale et enimeteur d'uo groupe de travail sur la culture bretonne, estiment que le maintien en détention ne se justifie pas. « Nous ovons le sentiment que ce qu'on appelle la complicité n'est que le sens de l'hospitalisé des Bretons. L'opération nous semble un peu dis proportionnée», souligne M. Cozan. De son côté, le maire de Carhaix, M. Jean-Pierre Jeudy (rénovateur communiste) a indiqué que hoit réfugiés basques ont été bébergés dans sa commune de 1984 à 1987 et ont même bénéficié de l'aide per-sonnalisée au logement. De multiples relations existent depuis longtemps entre Basques et Bretons. Les écoles en langue bretonne (diwan) se sont ootamment inspirées de leurs bomologues ou Poys basque (kastola). Des cootacts existent aussi entre partis politiques régiona-listes. « Il est inadmissible, souligne M. Jeudy, de faire passer pour délin-quants les Bretons qui ont fait montre de générosité. En revanche, nous

GABRIEL SIMON

Les oubliés de Barbotan

Onze mois après la mort de vingt personnes dans l'incendie d'un établissement thermal du Gers les familles dénoncent le blocage de l'instruction et de la procédure d'indemnisation

de notre correspondant

Les membres de l'Association des familles dee victimes de Barboten (AFVB) figurent assurément parmi les 90,5 % de Français qui, selon une étude récente du CREDOC, reprochent à la justice son extrême lenteur. L'essoesphyxie foudroyante de vingt personnee (dix-neuf curistes et une employée) au sein de l'établissement thermal de Barbotan à Cazaubon (Gers), il y a presque un an, le 27 juin. Les familles des victimes se sentent aujourd'hui d'autant plus oubilées qu'elles voient — en l'approuvant — la triple mobilisation médiatique, judiciaire et de solidarité dans la drematique affaire de Bastia, permettre au dossier corse d'evancer de façon apectaculaire.

Le doseier gersoie, lui, semble eu point mort: « Quend on perie beeucoup d'un drame, remarque simplement et sans ecrimonie M. Jacky Perreau, président de l'AFVB. le pouvoir politique monte au créneau et la justice se menifeste eusskôt. Et puis lee pereonnes âgées, ça intéresse moina les gens... » Alore qu'à Bastla un fonde prévisionnel de 40 millions de francs est d'ores et déjà en voie de constitution afin de venir en aide eux victimes, les perents des victimes de Barbotan ont reçu en tout et pour tout une avance de la part de la Cheîne thermale du soleil, qui exploita les thermee, de 30 000 F.

Da guerra lesee, l'AFVB vient de charger son conseil, Mª Llorca, d'essigner en référé, mardi 26 mai, la chaîna thermale auprès du tribunal de grande instance d'Auch, afin d'obtenir des provisions sur les indemnités dues aux parents des victimes. Mais aucune réparation metériella ne sourait naturellement compenser la douleur des famillee : « Notre

objectif majeur, c'est la manifestation de la pour décembre 1991, indique-t-on à l'AFVB. vérité», disent les membres de l'association. lls souhaitent avant tout que rie silence soit levé sur les origines et les responsables de la catastrophe». Expriment le sentiment général des parents des victimes, M. Terreau insiste : «Nous sommes énormément indignés par les lenteurs de l'instruction à Auch.

> « Lampiste de service»

Onze mois eprès le drame, le seule personne inculnée est celle que l'essociation quelifie de «lempiste de service»: l'ouvrier qui effectuait des travaux d'isoletion sur le toit des thermes. «La responsabilité de la catestrophe ne lui incombe pen tellement », reconnaît le procureur de le République d'Auch, M. Guy Etienne. Mais les questions essentielles poées eprès le eu dreme (le Monde du 24 juillet 1991) sont toujours sans réponse : le pertie rénovée des thermee, encore en travaux au moment du drame, disposait-elle de l'autorisation edministrative de recevoir le public, ou bien fonctionnait-elle dans la plun parfaite illégalité? Les matériaux plastiques qui constitueient le faux plafond des thermes, dont le combustion e dégegé les gaz mortels, étaient-ils conformes aux normes en vigueur?

« Sur toutes cee quastions, on ne seit encore rien », regrette M. Terreau. Sauf qu'ici comme ailleurs les différents partenaires mis an accusation – la Chaîne thermale du soleit. le meirie de Cazaubon et le commiscion dépertementale de eécurité - ont touten dégagé en touche quant à leur éventuelle res-

Le justice n'e pas ancore tranché : « On noue a parlé des conclusions de l'enquête

puis pour fin mars 1992, et maintenant, on nous parle du mois de juin. Certes, on peut imaginer que le tribunal d'Auch est encombré, mais tout de même...». Du côté du tribunal, Mª Bergougnan, juge d'instruction, reste fidèle à sa réputation de discrétion. On sait malgré tout qu'elle fait l'objet d'une mutation prochaine à Toulouse.

Pour répondre aux questions des familles devant ces lenteurs jugées « exaspérentes »; lae seacciations tentent de trouver ailleurs l'information. Le président de l'AFVB, qui réside à Nevers, e décidé d'écrire au premier magistrat de la ville... qui est eussi le premier ministre. Sa démarche ne semble quère avoir relancé le dossier. Le président d'une autre association, M. Paul Henri, s'est, quant à lui, adressé au directeur de la sécurité civile du ministère de l'intérieur. Il e obtenu davantage de «non-réponses» que de réponses. Au point que, du côté des associations, on commence à soupçonner des « pressions » qui s'exercereient ou nom « d'intérêts économi-

Balayant ces interrogations, le procureur de la République d'Auch e'efforce de justifier les longueurs de la justice par un souci d'efficacité. «S'il n'y e pas eu de nouvelle inculpation, c'est parce que les conclusions de la nission rogatoire confiée aux gendarmes de la brigade de recherches d'Auch n'ont pes encore été déposées. Cele représente un énorme travail qui devrait être mené à terme au cours de la première quinzaine de juin. » Le parquet laisse d'eilleurs entendre qu'il y aura da nouvelles inculpetione. « Mais nous prenone le tempe d'inculper sur des éléments

DANIEL HOURQUEBIE

A Bastia

Les victimes de la catastrophe de Furiani restent l'objet d'un démarchage illégal

de notre correspondent

Les responsables de l'association Victimes-Assistance, dont le siège est à Marseille, cités dans le Monde du 16 mai, affirment depuis quelques jours faire l'objet de menaces et déclarent se retirer de l'affaire.

Suspectés de se livrer à un démarchage auprès des victimes de le catastrophe de Furiani, MM. André Gioenoi et Albert Lapeyre, respectivement président et permanent de l'association Victimes-Assistance, précisent, dans une déclaration écrite datée du 17 mai 1992, à 14 heures, que M. Bernard Meoovelli, avocat de l'association, inscrit au barreao de Marseille, se retire également. Dans cette déclaration, les responsables de Victimes-Assistance annoncent même que l'association a transmettra tout le courrier (de cette affaire) à M. le bâtonnier de Bastio ». Les faits démontrent le contraire. M. André Gioanni poursuit directement le démarchage anprès des victimes de Fnriani, Ainsi, plusieurs lettres de relence detées du luodi 18 mni, à 17 heures, soit vingt-quatre heures après son retrait, ont été expédiées par le président de l'association à

Ces lettres comprennent un bul-letin-réponse à réexpédier à l'association, proposant plusieurs choix, et notamment celui de l'evocat « habituel » de l'associetion. « Si vous souhaitez que l'avocat habituel de Victimes-Assistance s'occupe de vour affaire, cochez la case correspondante. Par courrier séparé, il vous expliquero les conditions de son éventuelle intervention.» De plus, une eoveloppe timbrée à l'adresse de l'association est jointe

Ces courriers de relance soot expédiés à l'adresse personnelle des victimes on de leurs eyaots-droit. Après vérification, il epparaît on'eucua des destinataires n'avait communiqué ses coordonnées à Victimes-Assistance. Or seule l'UAP, mandatée par le pool des assurances concernées par la catastrophe, détient confidentiellement la liste de victimes contactées par M. Gioanni. Enfin, l'UAP est l'assureur du Sporting Club de Bastia (SCB) par l'intermédiaire de son ageot général, M. Michel Lorenzi, par ailleurs vice-président du SCB et inculpé de faux en écriture et usage de feux dens le cadre de l'ioformation judiciaire ectuellement instruite par le juge, M. Jean-Pierre Rousseau, à propos de le catastrophe de Furiani. De son côté, M. Charles Santoni, bêtonnier du barreau de Bastia, sans connaître les relances de l'associa-tion auprès des victimes, déclarait, le 21 mai, porter plainte contre X... au nom du conseil de l'ordre pour « exercice illégal du droit » par l'association Victimes-Assistance.

37 pt. 112 ha

De leur côté, certaines victimes destinataires des derniers courriers de l'association n'excluent pas que, « pour une bonne administration du sentiment de justice, les faits soient portés à la connaissance de l'auto-rité judiclaire».

MICHEL CODACCIONI

ÉDUCATION

Abraham Moles est mort

Un universitaire intransigeant

Théoricien de la communication, Abraham Moles est mort à Stras-bourg, vendredi 22 mai. Agé de soixante et onze ans, il préparait un nouvel ouvrage sur la communicadon au regard du développement des techniques et des réseaux. Professeur mérite de l'université de Strasbourg, il était depuis son départ à la retraite professeur invité à l'université autonome de Mexico. Certainement plus connu à l'étranger qu'en France, en particulier dans les pays d'Amérique latine et de l'Europe du Sud, il laisse une œuvre importente d'une tren-taine de livres et de plusieurs centaines d'études ou articles.

Avant d'introduire les approches de la théorie methémetique de la communication des Américains Shannon et Wesver, de la cybernétique, puis de la systémique, dans les sciences sociales, Abraham Moles s'était d'abord fait connaître dans le monde scientifique par ses travaux en électroacoustique. Il gardait une fierté amusée de sa formation d'ingénieur électricien diplômé de l'Institut polytechnique de Grenoble (1942). Ce premier ecentre d'intérêt l'avait conduit à participer à la fondation de la Revue du son (1953). Docteur ès sciences physiques (1952) et en philo-

sophie (1957), il fait de son passage à la RTF, dans cette mème période, un lieu d'observetion privilégié pour décrire les mécanismes de la Sociodynamique de lo culture (1967), ouvrage devenu un classique pour les théoriciens de la communication. D'autres traveux ont suivi dans ce domeine, et dans bien d'eutres, notamment, pour ne citer que les deux derniers parus en français, Théorie structurale de la communica-tion et société (1986) ou les Sciences de l'imprécis (1990).

Son cursus universitaire l'a conduit de l'Ecole d'organisation du travail à Paris (1959-1965) à la Hochschule für Gestaltung d'Ulm (1961-1968) en tir Gestaltung d'Ulm (1961-1968) en même temps qu'à la chaire de socio-logie de la faculté des lettres de Stras-bourg (1961) où il avait été appelé par Henri Lefebvre et Georges Gus-dorf. En 1966, il est nommé pro-fesseur de psychologie sociale. Cette orientation lui permet de créer, après 1968 au sein de l'université Louis-1968, au sein de l'université Louisasteur, le laboratoire de psychologie sociale des communications, antici-pant ainsi la réalité des outils et des supports médiatiques dans les relations bumaines, autrement dit des liens entre sociométrie et systèmes

générations d'étudiants et de cher-cheurs, français et étrangers, se sont initiés à ses théories et enrichis de ses observations sur le « vaste mande» ou « l'inutile» (le kitsch), mais aussi se sont familiarisés evec ces nouvelles disciplines qu'il a créées : la psychologie de l'espace, la micropsychologie, la théorie des actes, la théorie des objets, etc.

Fidèle à sa Théorie des trois cités, celles des intellectuels, des adminis-trateurs et des administrés, il ne parsant tout compromis avec celle des l'acqualité événementielle dans sa aussi donné pour autre règle de refu-ser toute distinction ou tout honneur, tout comme il déclinait les interviews. Observateur des médias, il repoussait sa propre médiatisation. Sa philosophie sur les hommes et les systèmes sociaux reste à découvrir. Et la malière qu'il laisse ne manque pas. Comme il aimait à répéter : « L'homme est la somme de ses comme de ses

MICHEL MATHIEN ➤ Professeur à l'université Robert-Schuman de Strasbourg.

BACCALAURÉAT

Polémique à Rouen sur la notation au bac

Une circulaire émanant des inspecteurs pédagogiques (IPR) de l'académie de Rouen, concernant l'évaluetion des épreuves enticipées du haccaleuréat de français, e été adressée aux correcteurs et aux examineteure. Le texte damendelt notamment à ces darniars de ne donner, à l'écrit, den notes inférieuren à six nur vingt «qu'eprès mûre réflexion», et, eu cours da l'oral, de ne pas faire preuve « d'exigences excessives » à l'égard des candidats. La lettre rappelait enfin, à l'adresse des jurys d'examens, «l'obligation inscrite dans les textes réglementaires, d'harmoniser les

notes». Gras, juge l'initiativa des IPR « malheureuse et internoestive ». Le cabinet du ministre de l'éducation nationale, pour sa part, tient à rappeler que, si les commissions d'harmoni-sation des notes existent bel et blen at eont efort utilea», eles jurys d'examen sont indépendants et souverains » à l'intérieur de ces commis-

REPÈRES

TOURISME

Trop de cars à Paris, estime M. Chirac « La situation créée dans certains

quartiers de Peris par l'afflux des cars de tourisme est devenue intolé-rable», a déclaré, le 22 mai, M. Jacques Chirac. Le maire (RPR) de la capitale a annoncé la création en 1993 de 160 nouvelles places de parking pour ces véhicules, mais il a reconnu que cela ne suffirait pas. Son adjoint au tourisme, M. Bernard Plasait, e évoqué des mesures de dissussion pour stopper les cars à la périohérie, et M. Chirac n armoncé que « des décisions seront prises avent la fin de l'année en concertetion avec la préfecture de police».

RELIGIONS Trois évêgues

libérés en Chine La Chine a libéré, jeudi 21 mai, trois évêques de l'Église camolique loyele au Vancan. Il a'agit de Mgr Peter Liu Guandong (soxantedouze ans) et de vicalres généraux. douze ans) et Mgr Wang Yijun

(sobtante-quinze ans). Ce demier e été emprisonné presque continuellement depuis 1957. Ces libérations, annoncées par un ancien homme d'affaires américain qui œuvre en faveur des droits de l'homme, M. John Kamm, auraient pour objet d'améliorer les relations de Pékin avec le Vatican et de redresser l'image de la Chine eupràe du Congrès américain. – (UPI, Reuter.)

LOGEMENT Bivouac sur l'esplanade

de Vincennes Plus de cinq cents personnes dont une centaine d'enfants occupent l'esplanade du château de Vincennes à Paris (12 arrondissement) pour obte-nir de meilleures conditions de logement. Les premières d'entre elles venent de Fontenay-sous-Bois (Val-de-

Marne) y sont arrivées vendredi 22 mai et ont été immédiatement privées des tentes qu'elles evaient apportées par les forces de l'ordre opérant à la demande de la mairie de Paris. Dee incidents ont eu lieu dimanche 24 mai au cours desquels M. Louis Bayeurte, maire (PC) de Fon-teney, qui a été hospitalisé le 25 mei, M. Jean-Baptiste Eyraud, responsable et plusieurs personnes ont été contu-

DÉFENSE

Service Comments

(Kw. 1 24) (2.3) (12.3) 122

to the con-

kanjatija entrantorum.

Face à la concurrence américaine

SOCIÉTÉ

Les industriels français de l'armement réclament un engagement plus actif de l'Etat à l'exportation

L'échec du Mirage 2000 de mêmes au créneau » en se dépla-Daseault en Finlanda, face au F 18 américain, et la perspective d'une prochaine compétition entre la France et les Etats-Unis an Turquia, pour un marché de deux cents hélicoptères milltaires, incitent les industriels français de l'armement à faira eujourd'hul leur examen de conscience.

Dans le premier cas, qui survient après sa défaite en Suisse face au même avion américain, le constructeur français apporte la preuve qu'il ne parvient pas à s'im-poser en Enrope et, de surcroît, auprès de deux pays qui frappent à la porte de la Communauté économique européenne (CEE). Dans le second cas, le client ture est une priorité pour Eurocopter, uo groupe franco-allemand contrôlé par Aérospatiale qui a enregistré, en 1991, un recul de 12 % de ses commandes d'hélicoptères civils et

En substance, les industriels français disent que les Etats-Unis les ont pris dans leur ligne de mire et que l'objectif oon avoué de guerre commerciale à l'exportation, de les éliminer du secteur de l'armement où ils sont pratiquement les seuls à vouloir leur tenir tête dans le monde.

Selon les années, les Français réalisent grasso modo 10 % à 11 % du commerce mondial des armes, loin derrière les Etats-Unis et l'an-cience Union soviétique. Ils se voulaient en quelque sorte le «troi-sième larron» auprès duquel pouvait se fournir un pays étranger qui se refusait à trop dépendre de l'une ou l'autre des deux grandes puis-sances de l'époque. Depuis vingt à trente ens, c'est un fait que la France s'est taillé sur mesore on rôle de perturbateur commercial ou de trublion sur ces marchés

Une politique américaine de façade

Depuis, deux événements sont venus modifier la situation. Le pre-mier a été la dislocation du «bloc» communiste et, du même conp, l'agressivité des producteurs d'armes à l'Est a déclioé, laissant face à face Américains et Euro-péens, à commencer par les Fran-çais. Le second événement est l'après-guerre du Golfe, qui a fait exploser le vitalité commerciale des industriels américains, en dépit d'un discours de façade des Etais-Unis pour tenter de modèrer leurs ventes de fournitures militaires.

Les faits sont là. Du propre aveu Les faits sont là. Du propre aven de l'Associatioo américaine pour le contrôle des armements, les Etats-Unis ont exporté pour 23 milliards de dollars d'armes en 1991, principalement dans le Proche-Orient et à hauteur de quelque 15 milliards de dollars pour la seule Arabie condite. C'est une propression des saoudite. C'est une progression des 64 % per rapport à l'ennée anté-è rieure. Plus récemment encore, le Pentagone a été obligé de reconnaître qo'il s'était substitué au ministère du commerce pour aider à financer les dépenses des industriels eméricains lors de salons de l'ermement en France (il s'agit de l'exposition aéronautique du Bourget en 1991), eu Canada, au Paraguay, au Chili et à Dubaï. Auparavant, tous les frais – en particulier le transport des matériels et le séjour des équipes sur place – étaient à la charge des sociétés.

Il n'y a pas pire qu'un conflit sans conclusion, remerque un observeteur britannique, pour relancer la course aux armements. «Rien ne peut davantoge soper l'outorité des Etats-Unis dans leur l'outorite des Liais-Unis dans leur volonté de moraliser le commerce international des armes, considére le sénateur Joseph R. Biden (démo-crate, du Delaware), que cette fré-nèsie des industriels oméricoins à maternature. en exporter.»

Devant la baisse - toute relative - des crédits militaires et le feit que le Pentagone n'est plus cette
bénéfice, « l'industrie américaine,
consiete le directeur général adjoint du groupe Aérospatiale, M. Jacques Teyssier, cherche à pro-fiter au maximum de son leaders-hip mondial», en investissant à l'exportation des zones, comme le Proche-Orient et l'Asie-Pacifique, « qui ne résistent pas à la mainmise des Etats-Unis » et où les sociétés d'outre-Atlantique enregistrent des gains écrasants face à leurs rivaux trançais.

Les industriels français craignent d'être « balayés », selon un responsable de Dassault, par les Etats-Unis, dont les dirigeants politiques n'hésitent pas « à monter eux-

cant en personne là où, à l'étran-ger, ils sont susceptibles de pro-mouvoir la production américaine.

« Non seulement lo diplomatie oméricaine pratique un forcing déchoiné et permanent sur le terrain, ajoute M. François David, directeur général adjoint chargé des affaires internationales du groupe Aérospatiale, mais l'Industrie amè-ricaine reçoit une alde financière massive et sans scrupule», qui ne devrait plus être de mise si les négocietiuns de l'Uruguay Round et du OATT entre les États-Unis et l'Europe, sur un code des subventions et autres crédits publies ou développement, uvaient encore un

En aéronsutique, par exemple, la disproportion est flagrante de part et d'autre de l'Atlantique. Durant les vingt dernières années, la part civile des activités est croissante en Enrope, pour etteindre jusqu'à 40 % du secteur. Aux Etats-Unis, c'est le part militaire qui aug-mente, entre 60 % et 75 % de l'ensemble des activités. Or, c'est elle qui garantit le fonds de commerce et sa rentabilité. Ponr 1990, les commandes étatiques en Europe (recherche, développement et série) ont assoré le quert de l'activité industrielle, et les trois quarts eux

Une question brillante

quand la France en est redute – comme le Royaume-Uni – à le seule procédure, classique et conque de tous, des crédits «export» sur le modèle de le COFACE, les Etets-Unis pratiquent le dou (5 milliards de dollars par an), lié à l'achat de leurs metériels en contrepartie, et des crédits à taux dit concessionnel (l'émiyaà taux dit concessionnel (l'équivalent dc 5 %).

a Il faudrait, explique M. David, que le gouvernement français sou-tiènne davantage ses exportateurs, en tolèrant à budget égal un emploi plus souple entre les crédits a export » de la COFACE et les autres formes de crédit possibles, en concluant des accords intergouvernementaux plus denses que les sim-ples déclarations d'intention habi-tuelles, et en instaurant, au niveau de l'Etat, une politique bien plus

Ponr autant, s'ils veulent pouvoir lutter à armes égales evec leurs rivaux américains, les industriels français ne vont pas jusqu'à réclamer que le gouveroement s'abstienne de participer aux deux procédures en conrs sur nn contrôle accru des ventes d'armes.

Au sein de l'ONU, d'abord. En 1991, les Nations unies sont convenues d'établir, à partir de 1993, un registre qui recense a posteriori la nature et le volume des tractations entre un Etet fournisseur et un Etat client. A cela, deux obstacles. Le registre ne porte que sur des transactions de chars, de véhicules d'infanterie, de pièces d'ertillerie, de missiles et de roquettes, d'hélicoptéres, de navires on d'avions de combet. Il n'empêche pas la conclusion de l'accord, à ceci près néanmoins qu'il peut – au nom de la transparence – la gêner en s'af-franchissant de le tradition de « confidentialité » du contrat à laquelle le client tient.

Au sein des einq membres per-manents du Conseil de sécurité de l'ONU, ensuite. Cette discussion a été lancée eu lendemein de la guerre dn Golfe, en mai 1991, par le président Bush qui voulait obtenir un moratoire sur des transferts technologiques propres à sept domaioes particuliers de l'armement eo directioo du Proche-Orient, Elle n'e toujours pas abouti. Elle ourait même tendance à s'enliser, dès lors que la parole de la Russie et celle de la Chine y sont sujettes à caution. Les Etats-Unis, qui cootinuent de vendre des armes tous azimuts, y sont plutôt en porte à faux.

Le conseil européen, d'une part, et le G7 (groupe des sept pays les plus industrialisés), d'eutre part, ont prévu d'en débettre de oou-veau, comme ils l'ont déjà fait en juin 1991, à Luxembourg, puis en joillet, à Londres. C'est devenu une question d'eutant plus brûlante que des pays de l'Est envoient aujourd'hui des missions qui écument le monde pour se tailler des marchés à leur tour et obtenir les devises indispensables à leur sur-

JACQUES ISNARD

Pour la surveillance du champ de bataille

L'armée de terre souhaite disposer de cinq ou six hélicoptères porte-radars

besoin d'avoir cinq ou six hélicop-tères porte-radars pour le surveil-lance du champ de bataille. Com-mandant l'ALAT, le général de division Bertrend de Lacroix de aubois fait part de cette ambition de l'armée de terre française lors d'un entretien paru dans le dernier numéro de la revue Air et Cosmos/Aviation magazine.

Au sein de sa flotte de vingt-qua-tre Super-Puma-Cougar, qui est un hélicoptère biturbine de 9 tonnes de masse, l'ALAT a utilisé deux d'entre-eux comme des plate centro-eux comme des plate cessais en vol du système rader Orchidée. En vol à 3 000 métres d'eltitude, le système Orchidée est censé voir le déplacement de forces à 150 kilomètres dans la profondeur du territoire adverse. A l'original de the service de service de commende gine, il e été prévu de commander une vingtaine de ces eppareils pour une dépense globale de 7,4 mil-liards de francs (aux conditions économiques de 1990).

Des NH-90 pour les forces spéciales

Quelques semaines avant l'inva-sion du Koweît par l'Irak, ce pro-gramme a été annulé par mesure d'économie. En jenvier et février 1991, cependant, l'un de ces deux prototypes, dens une version et de lifté et company sour le promité. plifiée et connue sous le unm de système Horizon, a été déployé en Arabie saoudite, 11 a notamment servi, au cours de trente-six missions différentes, à guider des héli-coptères d'attaque français et amé-

ricains sur des objectifs irakiens. « l. intérêt de disposer d'un tel ensemble au niveau du corps d'ar-mée a été maintes fois souligné, constate le général de Lacroix de

L'aviation légère de l'armée de terre (ALAT), qui gère un parc de quelque 600 hélicoptères de combat et de transport avec uo effectif de 7 000 personnes, exprime le besoin d'avoir cinq ou six hélicoptères porteurs d'un système radar moins élaboré, notamment sur le plan des transmissions de données » à un PC. A terme, en effec, l'armée de terre sera organisere du chem de bestille Comp sée autour, d'une part, d'un corps formé de quatre divisions blindées et mécanisées (dont les éléments du corpe franco-allemand en gesta-tion) et, d'eutre part, de la Force d'actinn rapide (FAR) constituée de quatre divisions plus légéres. Les hélicoptères porte-radars peuvent traveiller pour l'un comme pour l'autre. Le système Horizon porterait à 70 kilomètres de dis-

Le général de Lacroix de Vau-bois évoque également dans Air et Cosmos/Aviation magazine la pers-pective, pour l'armée de terre fran-çaise, de devoir remplacer, à partir de 1998, ses 134 hélicoptères logis-tiques Pume per quelque 160 NH-90 conqus en coopération avec l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas. Le NH-90 est un bélicoptère bitur-bine de 9,1 tonnes de masse.

*La décision ferme de lancer ce programme multinational, observe le «patron» de l'ALAT, n'a toujours pas été prise et choque semaine qui passe rend plus aigu le problème du remplocement des Pumo. Car lo butée de 1998 est impérative et, si lo décision de lancer le NH-90 n'est pas prise rapidement, il faudra envisager un nouvel nent, il faudra envisager un nouvel entretien majeur d'un bon nombre de nos Puma, avec toutes les consé-quences que cela comporte.»

De son côté, la marine nationale a exprimé le besoin de disposer de 60 NH-90 pour la lutte anti-sous-merine, la lutte anti-surface et le transport logistique. De même, les furces spécieles françaises, qui seront prochainement regroupées sous un commandement opérationnel unique et qui seront chargées de certaines interventinns particulières (le Monde du 2 evril), esti-ment evoir besoin de quelques NH-90 pour leurs missions.

The commence of the first of th

SPORTS

TENNIS: les Internationaux de France

La double nature de Roland-Garros

Vainqueur surprise de l'édition 1991 das Internationaux da France da tennis - comma l'avaient été Michael Chang en 1989 et Andrès Gomez en 1990 - l'Américain Jim Courier, qui

depuis lors a gagné deux autres levées du grand chaiem (Flushing Meadow et Melbourne) et conquis la première place mondiale, est le grand favori du tournoi 1992 qui a débuté, lundi 25 mai, porte d'Auteuil. Dans le tableau féminin, la Yougoslave Monica Sales, numéro un mondiele, va tenter de s'imposar pour la troisième année consécutive, parformance jameis réussie depuis l'Allemande Sperling (1935 à 1937).

Les mille trois cents écrans de télévision de la salle de presse diffusent une image brouillée. Dehors, sur le cours central, Stefan Edberg et André Agassi s'entraînent et font burler leurs balles. A quelques mètres, des ouvriers s'emploient à recouvrir d'une cage de verre le Saladier de la coupe Davis, fierté lyonnaise et argentée, au milien de la place des Trois-Mousquetaires. Jennifer Capriati se promène dans les allées, mâchoone un chewing-gum et rit comme une écolière en rentrant aux vestiaires.

Le Village a des allures de salon des arts ménagers, avec ses machines à glaçons, ses rouleaux de moquette et ses grappes de fleurs qu'il faut accrocher aux treilles arti-ficielles. Les « marques » sont là, les logos bien léchés, les produits déri-vés, Roland-Garros peut commen-cer, dévoilant déjà sa double et contre-nature : kermesse populeire et club ultrachic du privilège, féria de fm d'année pour les licenciés de la FFT et rendez-vous feutré d'un Tout-Paris faussement décootracté après tant d'intrigues pour décrocher de la tribune présidentielle.

a 1992 devait être l'année du chantier d'extension du stade, ce sera finalement l'année de la frustration», commente Patrice Clerc, directeur du tournoi. Amère, l'équipe de la Fédération française de tennis s'est résignée à une édition 1992 aux espoirs étriqués. A l'instar de ses homologues du grand chelem, Wim-bledon et Flushing Meadow, Roland-Garros révait de grandeur encore et d'investir l'espace libre qu'il lui restait sur l'extrême pointe du stade. Après consultation des ministères concernés et des services de la Ville de Paris qui délivrèrent un permis de construire, la FFT engagea 215 millions de francs dans la construction d'un central bis de dix mille places, un parking sous-ter-rain, un gymnase, treize courts sup-plémentaires, des vestieires et des salons d'accueil, un centre médical et une garderie d'enfants,

Saisi par une association de riverains, Boulogne environnement, le tribunal edministratif de Paris annula le permis de construire le 13 février (le Monde du 24 février et du 25 mers 1992). Les traveux s'arrêtèrent, laissant là une énorme bance sur le flanc du stade et une béance sur le flanc du stade et une équipe de la FFT savourant le retour de la Coupe Davis en France avec un « goût saumâtre », pour reprendre l'expression du président Philippe Chatrier.

« Plus chaleureux »

« Nous avons le sentiment que le « Nous avons le sentment que le tribunal administratif o été trompé par des contre-vérilés, à savoir que nous allions contruire dix mille mètres carré, de bureaux à usage commercial. Nous étions sensibles à l'environnement, nos installations desgient être construites en sous-sol, assure Patrice Clere. L'ouverture de ce deuxième central était prévue pour l'édition de 1993. Nous ovons fait appel auprès du Conseil d'Etat, nous travaillons sur un nouveau permis de construire mais nous ne serons jamais prèts pour l'année pro-

Hormis quelques enurts d'entraînement et un parking en

11	Ľ(江	0)3	SPC.	27/7	ELS	4
	F	resi	JLT/	its c	FFIC	IELS	
1	(10,10) (10,10)	WASH.	醌	2 N 2	Con 1		Mah.
18		DAME.	0.6	Sample.	2 1	434	54 F
H		*0102	淵	2	na (22)	15	æ
Ĩ	P	200 200		Il market	6760	1	41 F
ij	-	-	. Kar		W2001	3	
	240				3	7	
į	-	Section 1	鑑		၂ ၁	_ (
1		TORS		UR:	****	25	-
ı,	F004	24 PU 20:		M AC			
	1111	41,9		745		10.1	DĐ J
١,		150 150 150 150	40				
13	υ FΣP		ZI,	10,150	250		32 I
ľ	144 145 145 145 145 145 145 145 145 145						
			312	1	301	2	53

moins, l'édition de 1992 ressemblera donc grosso modo eux années précédentes. On s'attend à une fréquentation journalière de 30 000 personnes, soit au total 330 000 entrées payantes sur l'ensemble du tournoi. Quant aux joueurs, ils sont arrivés en signant à l'unanimité des pétitions de soutien à la FFT. « D'année en année, on les sent de plus en plus viennent plus tôt, ils se préparent ici. viennent plus tôt, ils se préparent ici, on les sent plus chaleureux», remarque un dirigeant.

A l'exception de Boris Becker, forfait pour une blessure à la jambe, et du Sud-Africain Christo Van Rensdu Sud-Arricain Christo Van Reos-burg, les cent quatre premiers joueurs au classement ATP fouleront la poussière de brique française. Chez les femmes, les défections sont plus nombreuses: Martina Navrati-lova, Helena Sukova, Pam Shriver, Anne Minter, Mary Lon Daniels manqueront à l'appel.

Logés eu Sofitei, au Concorde et

distribuer des cartes de réservation dans les meilleurs restaurants parisiens, ils peuvent s'ils le désirent prendre un bélicoptère et se déten-dre sur un terrain de golf, aller à l'opéra ainsi qu'à Eurodisneyland où l'on e organisé une visite. Pour l'instant, ils affinent leurs cordages, affûtent leurs services et signent les premiers autographes.

M. Jean-Pierre Desvaux, de la météorologie nationale, foit danser son thermomètre-crécelle, consulte les radars et les satellites et traque le cumulo-nimbus, ce nuage à orage, cauchemar de la terre battue. Des toques de cuisiniers croisent des brouettes de jardiniers. Les agents de propreté font ronfler leurs voiturettes de golf et s'epprêtent à éva-cuer quatorze tonnes de déchets chaque jour. Roland-Garros peut bien

D. L. G.

Dans le court des grands

Quand Michael Chang e gagné les Internationeux de France de tennis 1989, sa performance e été inscrite au livre des records parce que, âgé de dix-sept ans et trois mois, il devenait la plus jeune vainqueur d'une épreuve du grand chelem tennistique. On peut se demander aujourd'hui si cette performance n'eureit pas dù aussi être retenue en raison de la taille du jeune Sino-Améri-cein : evec 1,73 m, il éteit le plus petit vainqueur depuis le Tchécosloveque Jen Kodès (1,79 m) en 1969 et 1970. Les dix eutres champions qui ont inscrit leur nom au palmarès de la porte d'Auteuil au cours des vingt demières ennées n'accuselent pes moine de 1,80 m SOUS & toise.

En fait, la victoire de Michael Chang était l'exception qui confirmait la règle, c'est-à-dire l'eccroissement de le taille des meilleurs joueurs. Une récente étude de l'Association des joueurs professionnels (ATP) montre que neuf dee dix premiers eu classement mondial en 1992 mesurent plus de 1,82 m elors que vingt saisons auparavant quatre seulement franchiesaient cette hauteur. La taille moyenne des dix premiers était alors de 1,79 m, elle est désormais de 1,88 m.

Accompagnée, sinon accer-tuée, par l'eugmentetion de le rapidité des balles, le durcisse-ment de la surface de jeu, la rigidité des raquettes en metériau composite et l'amélioration de la condition physique de base, cette évolution de la stature des champions e eu une influence sur le nature du jeu : sur tetre battue (1), il feut

décormaie une seconde de moins en moyenne que vingt ene euperevent (8,2 secondes contre 9,2 secundes) puur conclure un point. Les certistes » du début des ennées 70 comme Ken Rosewell, Adriano Panatta et lie Nastase ont été supplantés par les « lifteurs > comme Bjom Borg, Guillermo Vilae et Mats Wilander, eux mêmes dépassés per les cogneurs » comme Michael Stich, Boris Becker, ou Goran

Le service - avec des balles qui sortent de la raquette de ca type de joueurs à plus de 200 km/h - est devenu non seulement le premier coup du tennis meis eurtout presque le eeul. Pour pellier cet Inconvénlent, plusieurs solutions ont été evencées : eupprimer une balle de service, imposer su serveur de garder les pleds eu sol pendant l'engagement, revenir au cedre de requette en bols... Pour le président de la Fédéretion française de tennis, Philippe Chetrier, qui s'inquiète de la montée d'un tennis en force - « Qu'est devenu notre jeu si intelligent, si psychologique, si stratégique ? », - c'est un dilemme : modifiet les règles, ce serait changer l'esprit du leu, mais ne pas les modifier c'est accepter qu'il eit chengé. Reste que tout le monde semble désormais d'accord : il faut en

ALAIN GIRAUDO

(1) Sur gazon l'évolution est encore plus sensible : un point est conclu en mayenne en 2,7 secondes contre 3,8

LES 3° CYCLES DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE...

- Gestion et administration d'entreprise
- Marketing et gestion commerciale
- Finance d'entreprise et de marché

ADMISSION

Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur, Médecins, Pharmaciens) ou 6 ans d'expérience professionnelle.

SELECTION

Sur dossier et entretien avec un jury.

FORMATION Octobre 1992 à juillet 1993.

22, boulevard du Forr-de Vaux - 75017 Paris Těléphone : 40 53 99 99 – Tělécopie : 40 53 98 98



Toulon, regain printanier

Finale inédite pour le chempionnet de France 1992 : elle opposera le Rugby-Club toulonnais (RCT) eu Bierritz olympique (BO), samedi 6 juin eu Parc des Princes. Toulon s'est quelifié pour sa quatrième finale en sept ennées en battent Cestres, 18 é 12, dimenche 24 mei à Béziers, eu cours d'un metch terne et sens essei. La veille é Bordeeux, Biarritz, emmené per Serge 8lanco, avait éliminé Grenoble, 13 è 9, en inscrivent deux essais per Franck Corrihons et Jean-François Mondela.

BÉZIERS de notre envoyé spécial

Assis dans un coin des vestiaires, le président André Her-rero promène ses yeux bleus sur le folie rouge et noire. Son petit frère Daniel, l'entraîneur à la harbe et au verbe fleuris, aurait chanté à l'unisson de ce « peuple de Toulon n à nouveeu euphorique. Il aurait su transformer en

épopée fabuleuse ce tout petit match qui vient de propulser le RCT au Parc des Princes. André, moustache et paroles strictes, pré-fère serret les mains d'un air détaché. Au milieu de la liesse, lui scul semble avoit vu la pres-tation moyenne de son équipe. "Il ne fout pas se leurrer, dit-il, Toulon est encore très perfecti-ble » Le «grand», comme l'appellent craintivement les Toulon-nais, refuse de parler de revenehe, mais il n'oublie rien.

La saga des Herrero

Il y a deux mois à peine, le club semblait englué dans son grand hivet. Le RCT offrait tous les symptomes des équipes à l'agonie: hémorragie de joueurs, trou-dans la caisse, perte de rero, parti par lassitude à la fin de la saison dernière. Après l'afftont supréme, une défeite au stade Mayol contre Colomiers, les derniers supporters avaient burle à la démission de Jean-Claude Sallatore, le nouvel entraîneur.

n'evait pes même échappé à la honte de devoir se battre pour sa survie dans l'élite du rugby fran-çais. La ville avait rangé les oriflemmes qui ont accompagné six années de campagnes victorieuses. Elle avait commencé son long

Depuis toujours, les Toulonnais entretiennent des liens passionentretiennent des liens passion-nels et presque douloureux avec leur club : les victoires les ven-gent d'une malédiction qu'ils se sont inventée, d'une personnalité à part qu'ils soupçonnent la France ovale de vouloir leur faire payer. Ils gardent surtout en tête ces longues disettes, pendant les-quelles il a fallu ravaler sa fierté, plier l'échine face aux seigoeurs hautains du Sud-Ouest, tellement mieux vus des gros pontes de la fédération.

L'histoire du rugby touloooais est faite de hauts et de bas plus marqués qu'ailleurs, de longues périodes de langueur et de brefs moments d'euphorie, avec toutefois une seule constante. Uoe tribu de poètes-rugbymen s'est réservé l'écriture des plus belles pages : les Hetrero, qui mèlent depuis trente ans leur saga à celle

« En 1968, quand je suis devenu entraineur-joueur, se souvient Aodre Herrero, l'équipe o eu trois ans de benux résultats, dant deux finales. Puis pendont treize ans, elle n'o plus su ce qu'était un quart de finale, Jusqu'à ce que mon frère Daniel en devlenne l'entroineur et obtienne un titre et deux nouvelles finales. » En reprenant la direction du club à l'intet-saison, en installent son ami Jean-Claude Ballatore à la place de Daniel le médiatique, André le taciturne ne faisait qu'accéléter les événements. A Toulon, il vient d'offrir mieux qu'uoe place en finale du championnat : tout sim-plement un résumé complet de plement un résumé complet de son histoire. La plus courte de ses traversées du désert, sulvie de la plus imprévue des embellies.

avait provoqué l'eutre, comme si, en touchant le fond, Touloo avait retrouvé la force de monter vers les sommets. De ses six années de splendeur, le elub avait retiré quelques mauvaises habitudes. Le déficit financier eveit enslé dangereusement, les enciens, repus,

avaient perdu le goût de l'effort.
Pour le RCT, grosse écurie du
championnat, le statut de favori
se transformait peu à peu en boulet. « Le club est fart oujourd'hui
porce qu'il o été faible hier, explique Jean-Claude Ballatore. Il falloit que les joueurs se remettent en
question. Ils en ont plus besoin
availleure dons une résion où qu'nilleurs, dons une région ou l'on devient nussi rapidement euphorique que dépressif.

L'entraineur et le président ont prononcé des paroles nouvelles, un peu rabat-joie après les envo-lées lyriques de Daniel Herrero. Il était sans cesse question de « modestie » et de « travail ». André Herrero s'est ehargé d'as-seinir la situation du club, de freioer la folie des grandeurs sans se soucier des grandeurs de dents.

Onatre inniors

L'entraineur s'est attaché à remettre les pieds de ses joueurs sur terre, en les aidant à retrouver « l'humifité du cambai », la vertu étalog sur les bords de la rade. Les deux hommes ont surtout essayé de formet un groupe, amal-game de vieux briscards, rappelés pour l'occasioo, et de jeunes joueurs, dont quatre juniors. « Plus que la finale, e'est ma plus grosse jierté, dit André Herrero. Celle d'ovoir vu les joueurs se sou-der peu à peu, dons l'adversité. »

Après avoir failli tourner eet hiver, le sauce a pris eu prin-temps, après une victoire sut le ebampion sortant, Bègles-Bor-deaux, Eo match de barrage, Tonlon a sauvé sa place au sein du groupe d'élite. Puis il a entamé sa marche inespérée vers la finale, trouvent même pet éclairs uo nouveau style de jeu : des cavalcades de ses jeuoes arrières, aussi spontanées qu'inbabituelles dans les manières de l'équipe. Dimanche, les Toulonnais sont toutefois reveous à uo jeu plus classique, et plus terne.

Pour franchir le derolère marebe, ils oot retrouvé les vieilles ficelles de leurs prédéces-seurs : le pack s'était transformé en machine à broyet les Castrais, et à l'abriquer des pénalités. Le petit périmètre était deveou miouscule, seulement déchiré par

de belles percées des troisièmes lignes. Le deuxième ligne Roux, revenu des Etats-Vois pour se faire expulser, a même renoue avec une vieille réputation de violence, en décocbant un coup de poing aussi méchant qu'inutile à un joueur à terre, sorti, lui, sur

La fin de partie laborieuse ne pouvait empécher l'arrière Patrice Teisseire, un junior de dix-neuf ans, de rêver à baute voix de sa finale cootre son idole, Serge Blanco. . Je vois jouer une finale pour ma première année en équipe première, chnchotait-il. Et lui oura attendu toute so vie pour y orriver. . Les Toulonoais, après avoir souvent manqué ce qu'ils espéraieot trop, s'étaient vu offrir, comme par inadvertance, ce qu'ils o'attendaient plus.

JÉRÔME FENOGLIO

Les résultats

CYCLISME

CLASSIQUE DES ALPES

Après une saison perturbée en 1891 par une mononucléose, le Chambérien Gilles Delion est ravanu au pramier plan an gagnant, dimanche 24 mai à Aix-lea-Bains, la classique des Aiges, il a précédé Luc Leblanc de 3 min 26 s.

GYMNASTIQUE

CHAMPIONNATS D'EUROPE

Tatyana Goutsou, une jeune Ukrainienne Tatyana Goutsou, une jeune Ultranienne de seza ans, est devenue chempionne d'Europe de gymnastique, samedi 23 mai à Nantes, où elle s'est imposée devant les Roumaines Gine Gogean et Vanda Haderean, La championne clympique Svetlans Boginskala, tenante du titre européen, a terminé cimplème. Les finales par appareils ont permis à Tatyana Goutsou de confirmer sa subériorité avec quatre unitres médales. sa supériorité avec ouatre autres m d'or au saut et aux barres asymétrica d'argent à la poutre et de bronze au soi.

Deucième au sol derrère le Roumaine Nina Gogean, la jeune Métanié Legros (quinze ana) est devenue la première Fran-çaise médailée depuis la création des cham-pionnets d'Europe. Chicé Meigre s'était éga-lement distinguée la veille en prement la septième place du concours général.

HANDBALL

CHALLENGE MARRANE L'équips de la CEI a remporté le challenge Manane en battarn la Suède (22-19) dans la finale disputée dimanche 24 mai à Paris, Pour la cinquième place, la France, qui a fait match nul (20-20) avec la Tchécoslovaquie, a été devancée aux penattes (4-2).

MOTOCYCLISME

GRAND PRIX D'ITALIE DE VITESSE L'Américain Kevin Schwantz (Suzuki) a mis fin à la série de quetre victoires consé-cutives de l'Australien Michael Doohan (Honda) en le devançant de 5 secondes dans le Grand Prix d'Italie des 600 cc, disouté dimanche 24 mai sur le circuit de Mugello, près de Florence. En 250 ec, la victoire est revenue à l'Italien Luca Cadalora

HORIZONTALEMENT

I. Ne retient que les grands noms. — II. Modèle de souplesse. Figure mythologique. — III. La plus large des faveurs. — IV. Pronom. Ménagères à la maison. — V. Joue le comédie. Très dégagé. — VI. Déplaçe. Participe. Lettre. — VII. Besoin pressant. — VIII. Ordre de suppresaion. Ce peut être le proie pour l'ombre. — IX. En France. Symbole. — X. Un bouffon. — XI. Particulièrement grande quand elle est profonde.

quand elle est profonde.

La qualification de Biarritz face à Grenoble

Les doubles vies de Serge Blanco

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale

Cela devait bien être écrit quelque part en lettres de sang sur un mystérieux missel rugbystique : Serge Blanco achèvera sa carrière d'exception au Parc des Princes. L'errière international avait fait ses adleux à Paris le 19 octobre 1991, eprès le défaite de la France contre l'Angleterre dans la Coupe du monde. Adieux qu'il penseit défi-nitifs: samedi 6 juln, Serge Blanco reviendre tenir sa place d'arrière et de capitaine, sous les couleurs de Bierritz olympique (BO) cette fois.

Joli pied de nez, comme si le rugby français n'avait pas toléré que l'une de see grandes légendes soit gommée par des essais anglais, Blenco syant indi-qué qu'il prendrait sa retraite è la fin de cette saison, lorsque le BO serait éliminé du championnat de France, il n'y avelt qu'un moyen de laver l'affront : que son équipe pervienne en finale. Cette bonne blague : elle ne l'aveit plus fait depuis 1939, Samedi, sous les premiers roulements de tonnerre, prémices d'un formidable orage que Bordeaux attendait depuis longtemps, Blarritz se qualifiait pour la finale du championnat de France.

« Partir an bon moment»

Après les victoires sur Brive, Bayonne et Grenoble, le numéro 15 biarrot joue les ultimes pro-longatione. Victoire ou défaite, dimenche 7 juin, il commencera une nouvelle vie. Une double vie, comme la précédente. Boulimide l'effort, ce cafilard audoux sourire a toujours fait deux choses è la fois, et il les e bier faites, « J'ai toujours travaillé : chez Dassault, tout d'abord, où j'étais ouvrier, puis chez Pernod, où je m'occupais des relations publiquee. Ce n'étaient pas des albis bidons pour poursuivre me carrière d'international. Me réussite doit beaucoup au rugby et à une remise en question perma nente, comme sur le terrain. Le plus dur n'est pas d'arriver, il faut rester. Après, il faut svoir l'orgueil de ses artères pour changer de cap, se remettre au boulot. L'emateurisme donne une autre dimension au sport. Lorsque l'on travaille, soumis à des horaires, on est sans casse confronté à la vie, à la réalité».

La vie, Serga Blanco veut y mordre. Il va e'occuper de se famille, de ses deux enfante, Sébastien, dix ans, et Stéphane, quatre ans, dont il parle tout le temps. «Cela fait seize ans que je joue au rugby, setze ane en nationale, douze ans en équipe de France. J'ai vécu égoïstement bien obligé – pendant dee années, en toumée, loin de tous, la rête eilleurs. Aujourd'hui, la grande partie de ma vie appar-

tient à mes fils. » La réalité, c'est, ce centre de thelessothérapie qui porte son nom, ouvert il y e huit mois sur la plage d'Hendaye, au Pays basque. Une nouvelle tranche de deux vies qu'il entend réuseir aussi bien que la précédente. «Mon nom seul n'attirere pas les curistes, il faudra travailler pour qu'ils se plaisent dans mon pays. »

Un pincement au cœur à quelques jours de la retraite? A trente-trois ens, Serge Bienco veut encore vivre tant d'expériences l « Il faut sevoir partir au bon moment. J'al d'abord quitté l'équipe de France, pour pouvoir mettre mon projet de centre en route, et puie cette demière année su Biarritz olympique. Le destin me permet de continuer l'aventure au-delà de mes espérances. Je pars sans regret, en capitaine combié. Cela fait sept mois que je regende les matches de l'équipe de France dans un fauteuil, et je ne me suis pas tiré une balle dans la tête», dit il en sourient. Bien calé derrière son bureau de directeur, visiblement, l'homme est heureux, serein. Héros ou vedette, il s'en moque et reste discret, presque timide, «Qui se souviendra de moi dans quelques années?»

Vieux? «En rugby, je suis un ancien, celui que l'on écoute avec respect. Je me sens jeune, dans la force de l'âge. J'al envie de m'émanciper. J'el envie de me poser ici, où sont mes racines. Il y e tout au Pays besques, s'exelame-t-li, d'un accent encore plus fleuri. De sa mein, il balaye le paysage: «La mer, la mon-tagne, et cette lumière! Tout est besu, même loraqu'll fait moche. » Comme hiet, cet

on a service of the

Barren - Jahren Barren. - Danier Berteller und

Mensylv. Decke Min

A de la companya de l

and the same of the same of the same of

Ses .. grande , souvenirs de rugby? «J'en aurai au fur et à sera. Je n'y pense pas, il nous reste un championnat à empor-ter.» Et il fallait le voir, Blanco, régner en capitaine sur la terrain, samedi. Un petit peu affailos par une contracture à la cuisse gauche, très peu sollicité par les maladroits Granoblois, il conseillait, encourageait, tançait, poussait un bon coup de gueule, replaçait les joueurs et bottait en touche, lançait les attaques avec la même réussite que toujoure, comme pour leur dire : «Regar-dez bien ce qu'il faudra faire lorsque je ne serai plus là. » Et puis, Blanco e hurlé de joie.

Dans les vestiairee, il riait : «Car cette finale n'est pas un retour au Parc, c'est une vraie découverte avec mon équipe de toujours, une spothéose, une communion avec tous les habitants de Biarritz. Ils m'ont appris le don de donner avant de recevoir. Aujourd'hui je voudrais leur rendre tout ce plaisir qu'il m'a été parmis de connaître en Ovalie pendant seize ans. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

PROBLÉME N- 5767

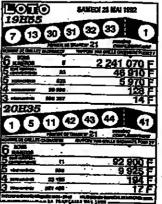
VERTICALEMENT

 Tel n'est pes ce mot à trouver. – 2. Coupurs de courant. –
 Visible quelque part. Pertie de bellon. – 4. Sur le green. Occupe, en France, une situation élevée. – 5. Il suffit d'une goutte pour lee faire grossir. Peu appétissant. -8. Possessif. Opère une diminution. Quartier de Béziers. - 7. N'e rien de commun avec le roi Lear. Affection soudeine. - 8. Préposition. Eau. - 8. Offre une possibilité de choix. Effet de travall. Terme musi-

Solution du problème nº 5786 Horizontalement

I. Vol. Coquets. Olé I – II. Erato. Ultra. Pin. – III. Rá. Epia. Carrier. – IV. Item. Tir. Hilare. – V. Temps. Epis. – VI. Eu. Etagères. Epi. – VII. RO. Oculi. Epées. - VIII. Berceuses. Sut. - IX. Prêteur. Et. RR. - X. Rera. Lisérés. Se. - XI. Etésien. Selle. - XII. Eire. Godet. - XIII. Osées. Têta. Im. - XIV. Au. NN. Arthritee. - XV. Masseuse.

Verticalement 1. Vérité. Apres. AM. - 2. Oreteur. Rst. OUA. - 3. La. Em. Obérées. - 4. Tempe. Etésiens. - 5. Cop. Store. Irène. - 8. IT. Accuides. - 7. Quai. Guérin, As. - 8. Ul. Réélu, Atre. - 8. Etc. Prisées. Et. - 10. Trahie. Etre. Thé. - 11. Sarisses. Elgar. - 12. RL. Oslo. II. - 13. Opiecées. Edite. - 14. Lier. Peurs, Emeu. - 15. Enre-distrent. SR



ROLAND GARROS 92 CHAQUE JOUR 6 H 45 - 8 H - 19 H SUR Reportages: Hervé BEROUD, Thieny DEMAIZIÈRES et Jean-Michel RASCOL

Ouverture variable

Les premières « Photofolies » ont connu un succès inégal

Un sppareil géant de 20 mètres sur 15 deveit être le symbole de Photofolie, la première fête de le photo qui s'est déroulée en France les 22, 23 el 24 mei à l'ioiliative de Jeek Lang. Fort du suecès des journées de la musique, du cinéme ou du livre, le ministre de la eulture s adapté ls formule à l'image fixe. Meis à eouse du « syndrome de Furioni », l'iostallation géante prévue au Trocadéro a été supprimée à la dernière minute, empechant les viaiteurs de déam-buler entre l'objectif et le déclen-

Privée de son emblème, Photo-Privee de son embleme, Photo-folie a eonnu des débuts mitigés à Peris, d'eulent que d'eutres projets, parmi les plus spectacu-laires, n'onl pu eboutir – photos géantes de Williem Kleio sur le eolonne de la Bestille, bal rue Dagoerre, «happening photogra-phiques para Soint Lagra Sonphique » gare Saint-Lazare, Sens parler des oombreux lieux de rencontre, comme les FNAC, fermés le dimanche,

Un thème trop ambitieux

Dans le capitale, on retiendra l'animation de la rue d'Alger par l'agence Rapho, les astucienses installetioos des élèves de l'Ecole nstionale de création industrielle au Palais de Tokyo sur le thème « Attention, le petit oiseau va sortir», l'exposition « Les tireurs vus par les grands photographes» au laboratoire Pieto-Bastille. Ou encore le dyoamisme de la galerie Cootrejour et du groupe Ten-dance Flou, qui ont fait « vivre »,

le 23 mai, le ruc Daguerre où ful projeté le film du même nom signé Agnès Verda.

Le thème « Photographiez-vous les uns les autres », éteit aussi séduisaot meis saos doute trop embitieux. Si le elarincttiste ameteur deseeod voluntiers eu coin de sa rue faire parteger sa pessioo, le phologrephe du dimaoche répugne à tirer le por-trait de soo voisin de palier, tant la photographie est une pratique intime et non conviviale (voir le sondage « Les Fronçais et lo photographie » publié dans le Monde du 21 moi). Et Peris est seos donte trop graph pour être agré doote trop grand pour être gagné par le Photofolie.

Trois cents villes et villeges ont en revanche mieux répondu, comme Aries (prises de vue d'un eerf-voleot), Niort (portraits géants des Niortais) ou Toulouse (une camera obscura géante eirculant dans la ville).

Le second thème de Photofolie - la découverte du procédé - e beaucoup mieux fonctionos : série d'expositions à travers le France (voir encadré), ou initie-tion dans les écoles au moyeo de douze mille appareils. Au collège Seint-Exupéry de Meudon-la-Forêt, des élèves de troisième oot ainsi détourné des stéréotypes du portrait de groupe (le Déjeuner sur l'herbe, lo Cène...). «Appren-dre à voir » sera d'ailleurs le mot d'ordre de Photofolie 1993, un thème qui pourrait rassembler le moode de la photo, pour le moins divisé sur cette première

MICHEL GUERRIN

Les trésors de Chantilly

L'une des plus ramerquables axpositions organisées à l'occaeion da «Photofolias» a lieu au châtesu de Chantilly. Arrivéa eu Musée Condé en janvier, la nouvelle conservatice, Nicola Gernier, éteit ellée fureter dens la e combles du châteeu : « J'ei ouvert de grandes armoires et je suis tombée sur de vieux paquets en papier kraft evec des ficelles J'y ei trouvé deo dizaineo de plenchee photographiques, revêtues de eignetures impor-tentes. Dens les coins des tireges, les noms de Baldue, Le Grey, Braun, Fenton, Robert...

Les planches sont en excellent état, n'ayant pas été manipulées depuis un siècle. Elles eppertenaient eu duc d'Aumele (fils de Louis-Philippe), qui non content de posséder la plus belle collection de peinture ancienne epràs celle du Louvre, avain acquis quel-ques pièces eseentielles de le photographia historique, d'une veleur de plusieurs centainee de milliers de francs.

Nicole Gernier elerta quelquee spécialistes du dix-neuvième siècle, comme Françoise Helbrun du Musée d'Orsay, le collectionneur André Jammes et Robert Delpire. directeur du Centre national de la photogrephie (CNP) et responsable de «Photofolies». Chaque photo est répertonée, même si quelques problèmes de delation ou de localisation subsistent. «Nous ne sevons pes encore si telle merine de Le Grey e été prise à Toulon ou si elle représente le flotte française en rade de Brest », explique Nicole Gar-nier. Les cinq merines de Gustave Le Gray font partie de la série prise en 1856-1857, qui lui vaudra un immense succès et sa



réputation de maître de la photo primitive. Dn peut distinguer sur les tirages la séparation entre le ciel et la mer, preuve que le photographe utiliseit deux négetifs sur verre pour bien faire ressortir le metière des deux perties de l'imege. Autre perle, la série des seize vues de céremiques per Louis-Rémy Robert, Employé par le Manufacture de Sèvres, Robert « enregistrait » les pièces qui sorteient de la menufacture en s'aident d'une jeuge blen visible

meis rechercheit égelement des compositions savantes et harmonieuses en jouant sur le perspec-

Avec l'aide du CNP, Nicole Gamler présente une première sélection de vingt tirages dans la gelene de Psyché. à quelques mètres de peintures signées Raphaël et Lippi. Conformément à la volonté du duc d'Aumale, les château de Chantilly. Pour les prévoit done plusieurs expasitions. La plus attendue sere, à l'automne, celle des querentecinq épreuves sur le guerre de Crimée (1855), signées Roger Fenton, un des maîtres de le photo historique britannique.

► La collection de photogra-phies du duc d'Aumale, Musée Condé, château de Chentilly. Tél. : 44-57-08-00. Jusqu'au

grée : je ne lo sens pas là (geste du poing coutre le plexus]. Dans ce cas, il m'est impossible de diriger. "

L'occasion d'inviter, sur la recom-

mandation d'Ozewa et d'Henry-Lnuis de La Grange, notre petit

son succès. Ahl si tous les chefs

étaient capables de cette lucidité!

MUSIQUES

Atahualpa part en voyage

Le poète, chanteur et guitariste argentin Yupanqui est mort samedi 23 mai à Nîmes. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans

Atabualpa Yupanqui était un vieux monsieur, attentif et courtois. Un bomme à la discrétion légère, presque anonyme, enveloppé dans un large pardessus gris qui le protégeait du froid des villes. Un personnage singulier, qui vivait entre l'Argentine et Paris, et qui, de ses yeux plisses par la grace du métissage, observant les mutations en cours. A quatre-vingt-trois ens, il était celui que le continent sud-américain reconnaît sujourd'hui comme un de

Né en 1908 dans un village de la province de Buenos-Aires, au cœur de la pampa argentine, d'une mère aux origines basques et d'un père ehemioot et indien. Yupanqui se fait le témoin et le ehantre d'une Amérique latine encore libre des ravages de l'urbanisme et de l'auto-mobile. Il est initié très jeune eu violon par un prêtre, puis à la gui-tare (« comme tout le monde»). Quelques années plus tard, Ate-hualpa déménage à Tucuman, le ville des jacarandas, du maté et de la canne à sucre, dernier bastion à eonsonance tropicale avant les Ande Des paysages intérieurs qui ne le quitteront plus.

ne le à sitteront plus.

A la mort de soo père en 1921, le jeune Hector Roberto Chavero – il prendra plus tard le oom d'Atahualpa, le dernier chef inca, assasiné par les conquistadores de Pizarre, et ... Yupanqui, le Grand Méritant, cacique suprême des Indiens Quetchuas – doit travailler. Il se perd alors deos nne longue crance de plusieurs années, à cheval dons noe Argentioe paysanne cirance de plusteurs années, à cheval, dons uoc Argentioe paysanne peuplée d'Indiens humiliés. Une Argentine enluminée de mots quetchuas, de fêtes d'un soir el de bereuses murmurées. « Ici, les mystères de la nature, disait-il, sont déjà tellement écrasants que la musique de la mus est comme un soutien, un écho réconfortant que l'on se murmure à

Après un détour par Bucoos-Aires en 1928, où il s'essaie au journalisme, il rencontre l'ethnolo-gue Alfred Métraux, qu'il accomguc Alfred Métraux, qu'il secompagne eo Bolivie, et écrit ses premières compositions. Camino de l'Indien. sentier semé de pierres... qui unit la vallée aux étolies » est son premier succès. En 1940, il publie son premier recueil de poèmes, Piedra Sola, suivi de Cerro Bayo en 1943 et de Alires Indios en 1946. Puis. boursier, il part pour quelques mois en Hongrie étudier le violon et le folklore.

Lorsqu'il arrive en France en 1949, il e déjà composé plusieurs centaioes de balledes, où l'histoire des hommes est liée à celle des animaux, des plantes, ou de la terre. Pour les mettre en musique, Vuesequi quier dans les formes les Yupanqui puise dans les formes les plus populaires du folklore argentin: la milonga, chaot de la pampa lent et grave, la vidala, méditable, la zamba, danse amonreuse, ou la chacacera, ronde paysanne. Il rend leurs lettres de noblesse à ces genres couramment relégués à des rangs ioféricurs – le folklore – par les tenants de la culture urbaine et ins-

C'est evec ces mélodies simples, nimbées d'une tendresse inhabinimbees d'une tendresse innabi-tuelle, qu'Atehuaipa pert à la conquête de l'Europe. Il va bénéfi-cier pour cela de l'appui d'odmira-tenrs prestigieux : Aragon, Picasso et Paul Eluard, qui le présente à Edith Piaf, un soir de 1948.

Poésie populaire et sociale

Sur un véritable coup de cœur, la chanleuse lui propose, la veille de sa première à l'Athénée, de venir y chanter. Il croit à une simple apparition, elle lui cède une heure el demie, deuxième partie iocongrue et surpreneole. Peul Eluard se métamorphose en secrétaire dévoué, colle les affiches de Yupanqui et Piaf.

lovité pour un tour de France en voiture par ses arais musiciens français, Yupanqui y débusque les traces de la poésie populaire et sociale, telle qu'il la perçoit. «Nous sommes arrivés à Lens. Il y avait une fête. Je voulois entendre du folklore local, recootait Atahualpa folktore local, recootait Atanuaipa Yupanqui dans un ultime entretien eccorde au Monde eo oovembre 1990, lors de son demier passage au Théâtre de lo Ville. Un gorçon s'ovonce et me dit: « Ici nous n'avons pas de poètes, juste du charbon. » Je lui demande s'il n une facunde il me reconte qu'elle s'anfiancée. Il me raconte qu'elle s'appelle Charlotte et qu'elle l'attend tous les soirs à la sortie de la mine où elle n'a pas le droit d'entrer. Je hui dis «Tu l'embrasses et tu loisses la trace noire de ton baiser sur sa joue? Voilà lo poèsle!»

originales (Basto Ya, hymne antiyankee des années 60). Mais Ata-hualpa Yopanqui était aussi uo merveilleux guitariste, aux mains impressionnantes, longues, déliées, agiles. Son style étail ioimitable, tout en nervosité Iravaillée, en cadences abruptes et en glissandos

Musicien curicux, il était parti à la recherche du rythme, dont il fai-sait le cœur des identités musicales. « Une mélodie quetchuo peut res-sembler à une chanson populaire hongroise, mois le rythme, lui, est toujours singulier», disail-il, tout en soulignant l'importance du silence et de ses ponctuetinns. « Quond j'étois gomin, mon professeur de guitare hobitoit une bourgade voisine de la nôtre. Je foisais donc à cheval 15 kilomètres par semoine pour pouvoir étudier. Notre monde étais un monde de hennissements et

Deux fois Grand Prix de l'Académie Charles Cros (en 1950 et 1969), Yopanqui ovail développé une carrière internationale à partir de le France, donnaot jusqu'en 1975 des récitals partout dans le monde. Il le prologea sa carrière par des epparitions où il accentuait evec humour ses talents de conteur, devant un publie d'aficiocedos, qu'il eberchait à convaincre des fondements essentiellement sociaux, et non directement politiques, de sa poésie. Avec lui disparaît un des derniers témoins vivants de cette autre Amérique letinc, résistante, têtue, livrée aux assants de la sous-culture oord-américaine.

Le 4 mai, Atahualpa Yupanqui Le 4 mai, Atahualpa Yupanqui était veou au Casioo de Paris applaudir le récital eonsacré à la poésie espagnole par le chanteur Paco Ibanez et le poête Rafsel Alberti. Ultime cadeau à un public féru d'hispenité, il devait monter sur la scène evant la fin du spectacle. Trop fatigué pour gravir encore d'eutres merches, il se plongea co coulisse dans une conversation feutrée avec son emi et complice en trée avec son emi et complice en âge, Alberti. A Nimes, ou il devait faire une apparition publique, il s'est éteint sans bruit dans la solilude protégée d'une chembre d'hôtel.

VÉRONIQUE MORTAIGNE ► Atehualpa Yupenqui, Trente ens de chenaon, 1 CD « Le Chant du monde » LDC274750, distribué par Hermonia Mundi.

and the second of the second o

Révélation pour une «Résurrection»

L'œuvre qu'il vient de travailler avec eux est précisément la sympho-nie Résurrection. On comprend micux qu'il le dirige de mémoire avec tant de naturel et qu'il ail pu, en sept services de répétition, faire partager ses conceptions pour le moins originales à un Orehestre national de Lyon... ressuseité à point nommé.

Des pupitres essentiels unt été remplacés, d'eutres vont l'être (pre-mier violoncelle solo), le pupitre de violons et de contrebasses, la petite harmonie, les cuivres surtout, s'écoutent, se mélangent sans s'écra-ser, se finndent dans une puissante dynamique de groupe, lout en gar-dant une sulonomie, uoe indépen-dance, un son clair et affirmé qu'on n'entend que dans les formations réduites de musique de chambre. Deux solistes (la mezzo neerlandaise Jard Van Nes, edmirable, le sopraoo Gweodolyo Bredley), le soprato develous of redicy), le Chœur philharmonique de Prague eu graod complet, on effectif iostrumental gonflé par un orgue, des icloches, une fanfere à gauche, des cors è droite sur des praticables élevés, Résurrection n'est pourtant pas, comme on sait, écrite à l'économie.

Que le chef soit uo Lilliputien face à cette horde feit partie du projet mahlérien. Mahler était petit, chef d'orchestre lui-méme. Mais un bomme peut se transformer eo bomme peut se transformer eo a Titan » (sous-titre de la première symphonie) eo insufflant son énergic à la musique. Aussi fluet, eussi opparemment fragile qu'Ozawa, Kazushi Dno pèse sur une tribune d'un même poids, fait preuve d'une même discipline corporelle, transmet l'énergie là où il le faut, quand il le faut, sans crispations, sons gestes d'eutorité.

Quaod il oublie de donner un départ (l'eotrée des eors deos le second thème du premier mouve-ment), cela s'entend, preuve que les musicions sont suspendus à ses meins et qu'ils lui ont délégué le pouvoir : ls véritable aotorité d'un chef d'orchestre n'est peut-être faite ehel d'orchestre n'est peut-être faite que de cette acceptation. Quand ça cafouille un peu, il laisse jouer, comme un erbitre rassuré. La beauté de chaque seconde de l'exécution, ces silences lourds de drame, ces pianissimos impondérables, ces rythmes infiniment leots, implacables, effrayants, et pourtant variés d'un rien, d'un accent, d'une valeur à peioe rallongée, et done mouvants, oui, ce reffinement du déteil associé à tant de solidité architecturale signale un chef : une techoique, une peosée musicale. Nous nous apprêtions à entendre cette Résur-

rection dirigée par Emmanuel Krivine, dans l'acoustique si enviable el quasimiraculeuse de la Grande Halle Tony-Garnier (merci Daniel

Commins). Cinq ans déjà que l'Orchestre national est confié à Krivine, qu'ils

Mahler en est la preuve qui se pro-longere l'en prochein. Meis le patron de la formatinn lyonnaise avait déclaré forfait. Découragement? Fatigue soudaine? Cc n'est pas le geure de la maison: Krivine dirigeait encore la Première symphonie et les Chants du compagnon errant le 8 mai dernier. Il s'apprête à entreprendre dans l'œuvre de Brahms un vrai parcours dn combattant (1). « Cette symphonie, dit-il, je l'ovais travaillée, mnis pas inte-

[1] L'orchestre et son chef ont invité le violoniste Augustin Dumay, le violon-relliste Inbal Segev, les pianistes Maria-Joso Pirès et Bruno-Leonardo Gelber, la ont progressé ensemble. Ce evele

Joao Pirès et Bruno-Leonardo Gelber, la soprano Edith Wiens, le baryton Wolfgang Schoene, les pianistes à quatre mains Pierre et Aurélien Poutier pour une intégrale des concertos et des symphonies de Brahms doublée d'œuvres de musique de chambre, de récitals, et d'un cycle de films (de Litvak, Sirk, Louis Malle). Ce mini-festival, qui intégrera les manifestations de la Fête de la musique, se déroutera du 26 juin au 11 juillet dans la cour de l'hôtel de ville, du Lycée Amoère et dans l'Felies & Rogargentuse. Ampère et dans l'Eglise St-Bonsveninre. Nuits symphoniques de Lyon, 1él. : [16]

CINEMA

Auteur d'un film sur la pègre japonaise

Le cinéaste Itami a été agressé

TOKYO

de notre correspondant

Le cinécete Juzo Itemi e été attequé per trois agreeoeurs, devant chez lui, dans le nuit du vendredi 22 mei. La police pense qu'il pourreit e'egir de gengetero charchant à le «punir» pour son dernier film, actuellement présenté dans les salles de Tokyo, Mimbo no Onna lapproximetivement : «La femma et les truends»). Ce film raconte la lutte d'une avocate (înterprétée par la femme d'Itami, Nobuko Miyamoto) contre une orgenisation criminelle essayant d'extorquer de l'argent au propriétaire d'un hôtel. Souffrant de contusions multiples, la cinéeste e dû être hospitalisé

Juzo Itami Incame un nouveau courant de comédie satirique. ranouant evec calui inauguré dans las années 50 par ichikawa ou Kinoshita, raillant les travers de la société jeponaise. Ancien acteur, il e est lancé dens la réalisation evec Funérailles en 1985, puis Tempopo (1986). hami s'etteque à le fraude fis-cele avec l'Inspacince deo

impôts (Merusa no Onna) pour s'en prendre ensuite aux nou-velles sectes religieuses (Marusa no Onna II).

Pour la réalisation de son film sur la pàgre, ltemi a enquêté pendent pluoieurs mois dans le milieu. Certains de ses eoniaets pourralent lui avoir fait des eonfidences qui ne devaient pas êtra renduse publiques, et il faudrail voir dans eatte agression une action deetinée à insimider ceux qui ne respecient pas les règles de silence. Alors que les filma treditionnele de yekuse (gengsters) présentent la pèora sous un jour idéelisé, le film d'Itami est en effet beaucoup plus réalista.

Intervenant peu de temps epràe l'entrée en vigueur de la loi antigang (le Monde du 26 février) qui contraint la pègre à sa réorganiser et dévoile ses filiàres financières Inolamment le racket), l'agression contre Juzo Itami pourrait constituer un avenissement aux groupas de citoyens qui, au niveau locel, la lutte contre la eriminalité organieée.

Les bonnes recettes de Guimard et d'Hankar

Bruxelles et Paris à la recherche des héros de l'Art nouveau. Et du style nouille

Puisqu'il sera ici question de style nouille, pourquoi se priver de métaphores culinaires? Dali soi-mème laissait d'ailleurs entendre avec une relative perfidie qu'on n'était pas dans l'univers du génie, à peine du savoir-faire : « L'ornementation de Guimard n'est rien d'autre que l'anamorphose cylindri-que des symétries héréditaires, » Pauvre Guimard! A quelle sauce n'aura-t-il pas été mangé depuis sa mort, il y a un demi-siècle? Dernière en date de ces recettes, l'exposition que lui consacre, cinquan-tenaire oblige, le Musée d'Orsay. Les recettes étant faites pour être interprétées, on nous permettra d'y ajouter une touche de fantaisie.

Ainsi, on aura, au préalable, fait un détour par Bruxelles, capitale de l'Art nouveau - c'est l'appella-tion convenable du style nouille. La Fondation pour l'architecture (1) et la Fondetion Roi Baudouin y ont lancé, l'hiver dernier, une grande opération visant à faire découvrir quatre-vingts bâtiments insignes construits entre 1893 et 1913 et appartenant à cette veine de la création qu'on a aussi appelé en France modern style pour bien montrer que le danger venait de l'étranger. Avec où sans les oriflammes qui, dans les quartiers Louise, Ixelles et Saint-Gilles, indiquaient les édifices sélectionnés, la capitale belge reste un passionnant lieu de pèlerinage pour ceux, notamment, que l'Art nouveau emeut. Mais aussi un lieu de désolation, car Bruxelles, qui ne bénéficie pas d'un système sérieux de protection des monuments, éva-cue aussi à tour de bras son patri-moine, dans l'indifférence absolue des instances européennes, qui y trouvent, elles, leur compte d'im-meubles de bureaux ordinairement

Des initiatives remarquables et des organismes vivaces, comme les Archives d'architecture moderne, la Fondation pour l'architecture, l'Atelier de recberche et d'action urbaine (ARAU), et d'autres, font bien tout ce qu'ils peuvent pour

détruire, laisser défigurer. Le verbe « bruxelliser » est ainsi passé dans les mœurs pour désigner « le fait de détraire une ville, de la vider de sa substance » (2). D'eutres encore préfèrent le terme de «bruxellose» pour désigner cette maladie qui touche, hélas, bien d'autres villes.

L'opération «L'art dans la rue» L'opération «L'art dans la rue» était renforcée, au siège même de la Fondation pour l'architecture, par une belle exposition consacrée à Paul Ankar (1859-1901), qui, pour être moins connu que Victor Horta ou Henri Van de Velde, fut l'un des grands maîtres de l'Art l'un des grands mattres de l'Art nouveau en Belgique. Une version réduite de cette exposition est actuellement présentée au Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, en face du Centre Pompidon. On y voit Hankar à l'œuvre à travers quelques exemples de maisons, de meu-bles, de magasins. Est-ce parce qu'il est mort à quarante-deux ans? Hankar a en tout cas ceci de particulier qu'il semble moins emprisonné dans une écriture, dans une pure expression formelle que peut l'être Horta.

Obsession de la liane

Il apparaît plus comme un individu engagé dans l'évolution d'un métier qui va cabin-cabn vers ce qu'on appellera le mouvement moderne. Ce n'est pas là nier son appartenance à l'Art nouveau ou au style nouille. On s'en convainc devant les traces de sa participa-tion à l'Exposition coloniale de Tervueren, en 1897 : un baut moment de l'bumanité où, sertis dans les volutes d'Hankar, l'objet ethnologique comme la défense d'éléphant deviennent de purs éléments décoratifs.

Cet enfermement décoratif, cette dévotion exclusive au style nouille, que lui-même préférait, comme on l'imagine, appeler «style Guimard» – n'en était-il pas le seul inventeur et représentant français? – on en trouve à la fois l'expression et la correction dans l'nomente que le le le correction dans l'nomente que le le correction dans l'nomente de le le correction dans l'nomente de le correction dans l'nomente de le correction de le co mobilier, dans les fleurs ven-degris de ses entrées de métro pari-siennes, dans les sourires dissymé-triques, tour à tour gracieux et mafflus, de ses architectures, dans l'alphabet qu'il a légué.

C'est là aussi, dans cette obses-sion de la liane, dans ces tiges qui proliferent, poussent et se tordent à l'infini, comme si elles se refusaient à toute inflorescence, qu'il faut chercher les raisons d'une exaspération qui naquit avec le style Guimard et qui, une fois passé le purgatoire qui mit à mal tant de son œuvre, peut vous reprendre devant les nouveaux apprêts contemporains du même plet de nouille. Dès qu'on veut faire ancien mais pas trop, moderne mais sans que ça se voit, à quel motif fait-on en effet eppel lorsqu'on est, par exemple, décora-teur de café? Sans parler de l'al-phabet qui, à force de faire recette, notamment en doré semi-patiné et en autocollant, est devenu une redoutable tarte à la crème.

Cette idée d'enfermement stylistique devait être corrigée, même si Guimard en fut le responsable conscient et organisé, et c'est l'un des aspects évidemment les plus passionnants de l'exposition d'Orsay que de faire découvrir l'archi-tecte derrière le style, l'inventeur et le penseur derrière le prêtre intégriste d'un culte monothématique. Le travail des responsables de l'ex-position (commissaire : Philippe Thiebaut) n'était d'ailleurs pas sim-ple, puisqu'ils ont souvent dû faire œuvre d'archéologues, les réalisations les plus importantes de Guimard eyant été détruites soit de son vivant, comme la salle Humbert de Romans, soit à la veille des expositions que lui ont consacrées le MOMA de New-York et le Musée des arts décoratifs de Paris, comme le castel Henriette, détruit

Ouant eu casiel Béranger, sur lequel Guimard construisit sa renommée - en même temps que les raisons de son rejet, - il est, notent impartialement les consersensibiliser les Bruxellois à la mage que lui rend le Musée d'Orbeauté de leur ville, la seule politique que connaisse l'administration les volutes interminables de son vateurs d'Orsay eux-mêmes,
« laissé dans un état d'incurie
les volutes interminables de son

SEAN CONNERY

C'est donc aux plans, aux photo-graphies, à l'intercession de meu-bles ou d'objets, ou, classiquement, à une approche biographique révé-lant en premier lieu, comme pour Horta, une lecture attentive de Viollet-le-Duc, qu'il faut recourir pour comprendre l'œuvre de cet iomme qu'ont eu pourtant l'occasion de croiser nombre de nos contemporains. L'histoire révèle aussi l'influence de ses confrères belges, Horta en tête, moins pour leur utilisation de la ligne courbe, nous corrige-t-on cependent, que pour leur manière d'envisager la profession d'architecte dans son extension la plus large, celui-ci ne devant rien laisser au hasard d'au-tres imaginations, qu'il s'agisse de poignées de porte, de luminaires, de tapis, de vitraux ou de quoi que ce soit d'autre, d'eilleurs, qu'une bonnête feorme an foyer est nor-malement éduquée à choisir.

La symétrie bannie

La contrepartie de cette tyrannie sera bien sûr le savoir-faire. Gui-mard fait vibrer tous les matériaux, marie dans des ordres inhabituels la pierre, la brique (en façade), la fonte, le verre. La symétrie, ainsi que le note Dali, est proprement bannie. Ce qui l'encouragera donc à revenir au galop pour des œuvres plus tardives. Comme les façades, les plans révèlent des courbes, des coins, des angles forcés, des transparences, et pour tout dire des astuces, dont l'intelligence seule aurait eu de quol énerver ses contemporains, sans même que la mégalomanie de Guimard – et de tout architecte qui se respecte - ne doive s'en mèler, faisant de notre bomme un grand prédateur de la communication evant l'heure.

La première guerre mondiale mit fin à l'Art nouveau français, comme elle le fit en Belgique, malgré la permanence d'une inspira-tion qui ne cessera de s'affadir, de se diluer pour n'être parfois guère plus visible que ne l'est un principe actif dans la cuisine homeopathique. Guimard, lui, poursuivit, fusă par FR3 le 25 mal à inventant alors pour les champs de ruines laissés par la guerre des Guimard.

solutions de construction standarisée, mettant à contribution toutes sortes de techniques nonvelles. Le style Guimard n'est plus vraiment un style, mais la poursuite d'un idéal où prédomine encore la sincérité des matériaux, la volonté de leur faire parler leur propre langue. En 1933, les Arts décoratifs lui rendent un premier hommage, mauvais signe pour un architecte, preuve s'il en faut qu'on a quitté le terrain des confrontations. En 1938, Hector Guimard et sa femme, l'artiste-peintre Adeline Oppenheim, partent pour New-York, ville natale de cette dernière, où mourra l'architecte quatre ans plus tard. L'exposition dn Musée d'Orsay laisse entendre à travers quelques détails, quelques objets, qu'Hector aimait profondément Adeline. Peut-être était-ce la fleur qu'il s'était réservée, laissant à l'ar-chitecte le soin exclusif de cultiver ses lianes, de tailler et courber sans fin les branches du style Guimard.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) Foodation pour l'architecture, 55, rue de l'Ermitage, 1050 Bruxelles. (2) Nous empruntons cette définition au groupe ÉCOLO du conseil de la région de Bruxelles-Capitale, qui tente actuellement, et sans doute vainement, de protéger la maison où vécut le peintre David de 1816 à 1825.

► Paul Hankar, « Dix ans d'Art nouvaau », Centre Wallonle-Bruxellea, 127, rue Saint-Mertin, 75004 Peria. Jusqu'eu

Sous la même titra, François Loyer, qui evait déjà publiá un volumineux ouvrage sur Hankar, publie un volume plus eccessi-ble sur le vie et l'œuvre de

► Guimard, Musée d'Orsay, jus-qu'au 26 juillet.

Outre un impressionnant catalogue 1450 pages, 350 F), le Musée d'Orsay a multiplié les publications plus abordables par le prix et par le poids.

► Le megazine Océaniques dif-

LORRAINE BRACCO

Les cimes de la forêt amazonienne

lui ont donné le pouvoir de sauver l'Humanité.

ll n'a que 24 heures

pour le prouver.

LELA JOHN MCTIERNAN

LE SORCIER DE L'OCÉAN VERT

L'architecture en colloque

Aujourd'hni, l'architecture se conçoit comme un tout. Quelques-uns des colloques prévus de mai à septembre permettent d'apprécier l'ampleur de cette évolution.

Le colloque « Maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage dans les cités d'Eu-rope» d'Arc-et-Senans abordera deux sujets : «L'architecture et le domaine public» mardi 2 juin, et «Le futur des villes en Europe» mercredi 3 juin. Le colloque, dirigé par l'histo-rien d'architecture Martin K. Meade, marquera l'ouverture de l'exposition «British Architecture Today».

«British Architecture Today».

D'abord dans les régions, ensuite à Paris, le colloque « Territoires et architectures d'entreprises», organisé par le programme Cité-Projets du plan Construction et architecture (ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace), offre une double perspective. Les cas concrets d'aménagement de l'espace seront présentés in situ à Lille (Euralille), Lyon (Gerland) et Nantes (Atlanpole) le 30 juin. La Cité des sciences et de l'industrie abritera Adaptate le 30 init da che des sciences et de l'industrie abritera ensuite les cinq ateliers consacrés à deux domaines «pointus»: l'urbanisme d'activité et l'architecture d'entreprise. Le Monde est associé à cette manifestation.

Enfin, le délicat «passage à l'acte» en matière de projet urbain sera abondamment traité lors du colloque «De l'intention à la réalisation», organisé par la direction de l'archi-tecture et de l'urbanisme et par l'agence Anatome les 29 et 30 sep-tembre à Strasbourg. « Maîtres d'œuvre et maîtres

o'ouvrage dans lea cités d'Europe », les 2 et 3 juin, Arc-et-Senans. « Britlsh Architacture Today », du 2 juin au 15 sep-tembre à la Saline royale. Mas-terclass avec Norman Foster, du 7 au 12 septembre à la Saline royale. Fondation C. N. Ledoux. Salina royale, 25610 Arc-et-Senans. Contact: Christiene Grilnans. Contact : Christiene Gril-lier, au 81-54-45-00.

➤ Colloque international « Territoires et architectures d'antraprises », le 30 juin à Lille, Lyon, Nantes, les 1», 2 et 3 juillet è Paris. Renseignements: 17 bis, rue Richard-Lenoir, 75011 Paris. Tél.; 40-24-20-10.

The state of the state of the state of the state of

والمرافق والمتحمد والمراف الماسان

▶ « De l'intention è le réelisations, les 29 et 30 septembre à Strasbourg, Contact : Françoise Arnold, au 45-26-34-04.



LA MAISON DE BERNARDA

DU 9 AU 13 JUIN 20130 **ETRES LUMINEUX**

VIEUX ENFANTS LOC. 42 74 22 77



rance inte

Centre Georges Pompidou COLLOQUE en prologue de Manifeste

Des musées et des œuvres

les 3 et 4 juin 1992, de 10 h à 18 h

Avec : Hans Belting, Daniel Buren, Patricia Falguière, Alain Guiheux, Serge Lemoine, Jeremy Lewizon, Yves Michaud, Jean-Luc Nancy, Alfred Pacquement, Jean-Pierre Rayneud, Germain Viatte...

Grande salle, 1° sous-sol. Sur inscription: 44-78-42-39 Mercedes Torvisco.



A l'occasion du Cinquième Centenaire de la Découverte des Deux Mondes

Table Ronde La ville hispano-américaine Fable et histoire d'une conception urbaine

Emilio Ambasz, New York Maurice Culot, I.F.A. Jean-François Lejeune, Miami Fernando de Teran, Madrid Rodo Tisnado, Pérou

26 mai 19 heures 7, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris

INSTITUTO CERVANTES & INSTITUT FRANÇAIS B'ARCHITECTURE



BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél.: 45-48-80-28

ANDREW G. VAINA STOREGE JOHN MCTIERNAN SEAN CONNERY LORRAINE BRACCO "MEDICINE MAN" SEERRY GOLDSMITH MICHAEL R. MILLER MICHAEL MARKS SEER CONNERY TOM SCHULMAN TOM SCHULMAN SALLY ROBINSON ANDREW G. VAJNA DONNA DUBROW SJOHN MCTJERNAN LE 27 MAI

émoi. Certains socialistes suggè-rent également que l'Etat soit plus actif dans des domaines relevant du service au public, et où la concurrence est faible, comme les pompes funcheres ou la distribu-tion des seux

Reprenant les thèses de M. Jean

Peyrelevade, président de l'UAP

et l'un des « théoriciens » de l'éco-

nomie mixte, les socielistes pro-

posent done comme réponse à un

capitalisme sans capital une plus grande fluidité entre capitaux

publies et privés, des frontières plus mouvantes entre les deux

secteurs. A cette conception, la droite oppose une vision bien dif-

férente. Interrogé sur la cession d'actions Total, M. Edouard Bal-

ladur, eneien ministre des finances de M. Jacques Chirac,

dénonçait dans les Echos du 19 mai « la confusion de la politi-

que gouvernementale en motière de privatisation, qui hésite constamment entre la reconnais-

sance de la liberté des entreprises es le maintien du consrôle de

Elat ». Et il précisait le projet de

l'opposition : la privatisation totale de l'ensemble des entre-

prises du secteur concurrentiel,

avec « par priorité » celle des com-pagnies d'assurances, la protec-

tion des entreprises publiques

considérées comme relevant de

secteur stratégique evec le mein-tien d'une majorité du eapital dans les mains de l'Etat.

Le pragmatisme et la volonté

consensuelle de M. Bérégovoy o'y font rien. A l'organisation des socialistes où les secteurs public

et privé cohabitent et sont séparés par des frontières mouvantes, la

droite oppose une structure où les intérêts privés et publics sont plus nettement séparés. L'économie mixte face à l'économie libérale.

Il n'y a pas consensus, meis matière à débat.

ERIK IZRAELEWICZ

Avertissement saoudien

L'Arebie saoudite est-elle en train de changer de politique pétrolière ? La queetion ee pose au vu dea résultats de la conférence de l'Organisation dee pays exportateurs de pétrole (OPEP) qui s'est tenue en fin de eemaine dernière à Vienne. Ueent, quelques joure avent l'ouverture de le réunion, de leurs traditionnela releia d'Informetion, lea Saoudiene avaient laiseé entendre qu'ils réclamereient un relèvement non négligeable (1 million de barils par jour) du plafond de l'OPEP pour le porter à 24 millions de benla.

1)

Relance de l'économie américaine, croissence soutenue dans le Sud-Est aeietique, restockage attendu à court terme : les préviaions de la damenda, selon l'Arabie saoudite, justifieient la hausse.

Pourtant, la conférence s'est echevée sur le maintien du etatu quo. Jusqu'à la fin du troisième trimestre, l'OPEP conservere son plafond de production que viendra simplement gonfler - dens dea limites raisonnablas - le retour progressif du Kowaīt sur le marché. Certes, comme en février, à le précédente réunion da l'OPEP, le communiqué final feit état des « réserves » des Saoudiens concament le quota de production (7,9 millions de barils/jour) qui leur a été ettribué.

ils réclament toujours de le voir porté à 8 millions, un chiffre qui correspond, selon aux, à laur production ectuella. Meis de relèvement du plafond de production OPEP point de trace. Les Saoudiane ne se sont pas battus pour l'imposer.

Les treize pays de l'OPEP restant en deçà de la limite dee 24 millions da berils/jour, en dépit des dépessements de quelques-uns, Il y a fort à parier que les prix du brut vont se raffermir sur les marchés eu cours des prochainas semeines, à la setisfaction de l'Iran et de l'Algérie.

En accordent un coup de pouce eux prix à le veille du sommet de Rio, les Saoudiens ont sans doute voulu donner un avertissement à le CEE et à son projet d' « écotexe ». L'idée de la Communeuté de taxer lee sources d'énergie jugées responsables de l'effet de serre - eu premier reng desquelles le pétrole - pour en diminuer la consommation ne fait pea, en effet, l'effeire de l'Arebie saoudite.

Dictée par l'immensité de eea réservee pétrolières, la politique de Ryad e toujoure consisté à meintenir des prix du pétrole bas. En les leiesant filer, l'Arebie saoudite tient à reppeler à la CEE qu'elle a les moyens de bioquer le création de l'« écotaxe ». A tout le moins que sa création ne se fere pes contre aea intérêts.

JEAN-PIERRE TUQUOI

La dernière mort du «ni-ni»

Pragmatique, le contrat de législature adopté ce week-end par les socialistes ouvre la voie à de nouvelles nationalisations comme à de vraies privatisations

Fini le « ni-ni », vive le « et-et »! Le PS a enterré ce weekend à Paris le dogme du «ni-ni» («ni nationalisation-ni privatisation») pour lui substituer une philosophie du «et-et» («des nationalisations et des privatisations»). S'ils conservent en 1993 le pouvoir, les socialistes procéde-ront éventuellement à de nouvelles nationalisations: « Il ne faul pas s'interdire, lit-on dans le contrat de législature 1993-1998 adopté par le comité directeur du PS, l'acquisilion par l'Etat... de nouvelles entreprises. » Et à de vraies privatisations : « Des entre-prises industrielles ou des services, du secteur public concurrentiel au secreur public concurrentier peuvent... rejoindre le secteur privé. Si cet abandon d'un principe posé par M. François Mitterrend dans sa «Lettre à tous les Français» de 1928 n'a guère fait l'objet de débats parmi les socialistes, c'est qu'il semblait ne traduire que la sanction d'une réadité Dequis plusieurs années déià lité. Depuis plusieurs années déjà les gouvernements ont multiplié les entailles eu dogme, feisant preuve d'une grande imagination. Le passage du «ni-ni» au «et-et» marque pourtant une nouvelle étape dans l'évolution économi-

Un insoutenable glacis

Sous la pression des faits, le PS tente aujourd'hui de se constituer une nouvelle doctrine sur le rôle du secteur public dans l'économie. Celle qui ressort du nouveau contrat de législature est nettement marquée de l'influence de M. Pierre Bérégovoy. Le premier ministre aimerait « désidéologiser» le sujet et souhaiterait qu'il ne fasse plus l'objet de confrontations politiques permanentes. A lire le document du PS et à écou-ter les dirigeants de la droite, M. Edouerd Balladur (RPR) notamment, il appareit pourtent que le poids et le fonctionnement des entreprises nationalisées dans l'économie resteront, dans les années à venir, une source d'op-position entre la droite et la

Le «ni-ni » n'evait certes plus guère de réalité. Imposer un glacis aussi contraigoant à des structures economiques prises dans la tourmente de la construction européenne et de la concurrence internationele était proprement insoutenable. Les gouvernements socialistes avaient en fait rapide-ment réussi à détourner l'obsta-cle, avant même d'ailleurs que le gardien du dome à l'Elysée gardien du dogme à l'Elysée, M. Jacques Attali, ne parte eider les peys de l'Est dans leurs programmes de privatisation!

Conformément à ses coovictions anciennes, M. Michel Rocard avait ainsi eutorisé l'entrée d'une entreprise privée étran-gère (Volvo) dans le capital d'une régie nationale (Renault), symbole de l'industrie publique, amorçant ainsi une véritable privatisation. Il avait aussi permis au groupe aérien publie Air France d'acquérir la firme privée UTA, une qua-si-nationelisation. Ma Editb Cresson avait accepté l'ouverture du capitel de Bull au Japonais NEC d'abord, à l'Américain IBM ensuite, avant de mettre en vente ensuite, avant de mettre en vente une partie des actions du Crédit local de France et d'Elf. A Mati-gnon, M. Bérégovny poursuivait en donnant sa bénédiction à un échange de participatinns entre la BNP et la Dresdner Bank, puis eo organisant la cessioo d'actions du

groupe pétrolier Total. Aujourd'bui donc, les socia-listes cherchent à intégrer dans leur nouveau «contrat de législa-ture» cette pratique. Les quelques lignes consaerées au sujet appa-raissent ainsi comme l'exact contre-pied du « ni-ni ». Le dogme empêcheit tout changement de frontière entre les secteurs public

et privé. Avec la nonvelle philoso-phie, tout est possible. « Les contours du secteur public ne soni pas figés », indique d'entrée de jeu le document socialiste. L'Etat duit se enmonrter comme un actionnaire qui gère son capital : d'une manière active, même si les critères de sa gestion ne sont pas les mêmes que ceux d'un capita-liste privé. Il peut être amené à procéder à des cehets ou à des ventes d'actions, s'engager ou se

Depuis einq ens, l'Etat a dû procéder à de multiples contorsions pour surmonter l'obstacle du «ni-ni»: la dernière consistant à vendre une entreprise d'Etat (la Caisse nationale de prévoyence) à d'autres entreprises d'Etat on proches de l'Etat d'État ou proches de l'Etat (Caisse des dépôts, Poste, Ecureuil...) pour renflouer les caisses... de l'Etat. Désormais, plus de problème : des qu'une hypothèse est proposée, le texte indique bien qu'elle n'exelut pas son contraire! Des entreprises du seeteur eoneurrentiel pourront être privatisées, indique le «contrat de législature». Il ajoute immédiatement que «cela n'exclut pas, naturellement, que l'Etat conserse dons leur capital, soit directement directement, soit indirectement, une porticipation ». Un pragmatisme total largement imprégné de « bérégovisme ». « L'Elai doit, dons tous les cas, exercer son rôle d'octionnaire ovec souplesse et sons dogmotisme », écrivent les auteurs du contret. Pont ceux qui n'auraient pas compris.

Une nouvelle marge d'action

Trois éléments doivent, semble-t-il, guider l'action de l'Etat. Les socialistes soubaitent conserver des entreprises publiques dans les activités « à fort contenu de souve-rolneté ». M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie, évoquait à ce sujet il y e quelques jours « la défense mais aussi les secleurs stratégiques, comme les composants électroniques». L'Etat doit ensuite intervenir « dans les secteurs à risque, là où l'Initiative privée hésite : biotechnologies ou nement ». Le ministre de l'indus-trie aveit cité les déchets indus-triels. Troisième point : la gestion des « transferts d'actifs » doit servir « avont toute autre considéra-tion les stroiégies industrielles ». L'expression est vague mais apparaît néanmoins comme une critique implicite de la politique actuelle où les cessions d'actifs ne répondent, on le sait, qu'à un seul objectif : renflouer les caisses de l'État pour financer les aides à

Tout en se désengagesnt de certaines activités du secteur concur-rentiel, l'Etat retrouve dans ce schéma une nouvelle marge d'ac-tion et ouvre, de ce fait, un nou-veau champ d'incertitudes. Les propos du ministre de l'industrie sur RMC, dimanche 17 mai, à propos d'un rapprochement entre la Lyonnaise des eaux et la Générale des eanx que l'Etet pourrait aider, ont provoqué quelque

Avant son examen par le Parlement

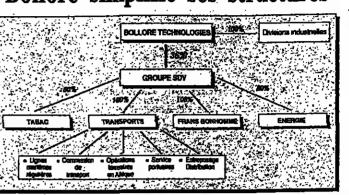
La CSMF veut modifier le projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé

des dépenses de santé tel qu'il figure dans le projet de loi qui sera prochainement examiné par les parlementaires. La CSMF réclame des précisions, notamment sur le principe des sanctions financières collectives et sur l'obligation pour les praticiens appliquant des hono-raires libres d'effectuer un certain pourcentage d'actes au larif de la Sécurité sociale.

Une mution adoptée par 95,15 % des participants a décidé de rejeter le texte du gonverne-ment, estimant que celui-ci comporte « un risque majeur de régula-tion purement économique ». Néanmoins, a precisé le docteur Jacques Beaupère, président de la confédération, «il n'y a pas eu de vote désorouant la signature de l'avenant par la CSMF», « Si le projet de lot adopté par le conseil des ministres est volé tel quel » par l'Assemblée nationale, « la CSMF » cansidirero que sa signature est considérero que sa signature est trahie •, a-t-il ajouté.

En faisant absorber sept sociétés par la SDV

Bolloré simplifie ses structures



Comme de nombreux eutres groupes, Bolloré a décidé d'aban-Comme de nombreux eutres groupes, Bolloré a décide d'abandonnar ea structure de sociétée en cascade et de simplifier son organigramme. Ainsi la SDV (SCAC Delmas Vieljeux) va absorber deux holdings cotés (Sofical et CFDV, Compagnie financière Delmas Vieljeux) et cinq holdinge intermédiaires (CPDR, Compagnie privée d'El Rhaba, et quetre de see filiales non cotées). SDV conservera sa vocation principale de groupe de transport (16,5 milliards de francs de chiffre d'affaires) et aura en plus l'ensemble des activités de Sofical dans les secteurs du tabac, de la distribution de produits pérmiers et des plastiques. tion de produits pétroliers et des plastique

Le nouvel ensemble réalisera plus de 26 milliards de francs de chiffre d'affaires avec 20 000 salariés. Sa capitalisation boursière avoisinera les 5 milliards de francs, et la société devrait être transférée sur le marché à règlement mensuel. A l'issue des opérations de fusion qui seront de CEV est sur assemblées d'actionnaires en capital de CEV est étant de l'issue de fusion qui seront de CEV est étant de l'issue de l'issue de l'issue des control de CEV est étant de l'issue de l en septembre, le capital de SDV sera réperti entre : le groupe Bolloré (36 % des ections et 51 % des droits de vote), Axa (16 %), Euris (7 %), le public (27 %) et 14 % d'autocontrôle.

Les parités d'échange retenues sont de une ection SDV pour une Sofical, neuf SDV pour quatre CFDV et 10 SDV pour une CPDR, Après cette simplification de ses structures, Bolloré devrait réorgeniser son pôle transport.

LE MONDE diplomatique

Mai 1992

M. BÉRÉGOVOY ET LE SPECTRE DU CHÔMAGE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOUSCRIVEZ A L'EMPRUNT



Prix de souscription : 102,12 % dont 99,465 % de prix d'émission

et 2,655 % de coupon couru soit 5 106 F par titre DURÉE: 7 ANS ET 253 JOURS • TAUX NOMINAL: 8,60 % • TAUX ACTUARIEL: 8,68

Intérêt payable le 17 février de chaque année et pour la première fois le 17 février 1993. Amortissement au pair in fine le 17 février 2000.

Date de règlement : le 9 juin 1992. Date de jouissance : le 17 février 1992. Les obligations seront entièrement assimilées aux obligations 8,60 % février 2000 des leur cotation. Souscription dans les banques, bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Epargne. Une note d'opération

Souscription dans les pariques, pureaux de ruste, Tresur, Caisses à épargine. Une note à operation (visa COB n° 92-169 du 19 mai 1992) est disponible sans frais sur demande auprès de FRANCE TELECOM, Direction des Programmes et des Finances-Communication, 6, place d'Alleray, 75505 Paris cedex 15 et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 25 mai 1992.

L'université LUMIÈRE Lyon 2

et son ÉCOLE DOCTORALE de SCIENCES ÉCONOMIQUES

vous proposent leurs DEA

Économie Monnaie de la production Finance, Banque

appuyés sur leurs laboratoires spécialisés en Monnaie, finance et banque - Économie et statistique appliquées - Économie des changements technologiques industrielle - Histoire de la pensée éconnmique

Économie industrielle Pour tous renseignements et inscription : Parulté de sciences économiques et de gestion 16, quai Claude-Bernard, 69365 Lyon Cedez 07. Tél. : 78-69-71-69.

LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE « CNE ».

Étublissement public national doté de l'autonomie financière, créé par le décret du 28 novembre 1948 modifie.

Siège social : 18 bis, rue de Berri, 75008 PARIS,

R.C.S. Paris B 784 393 266.

Non-prorogation des emprunts 11,50 % mai 1985 - 1992 et 11,50 % juillet 1985 - 1992 assimilable à l'emprunt 11,50 %, mai 1985 - 1992

Conformement aux modalités des contrats d'émission reprises dans les notices COB qui ont reçu les visas COB n= 85-135 et 85-236 en date des 17-05-1985 et 25-07-1985, la Caisse nationale de l'énergie ne proposera pas aux porteurs la faculté de proroger la validité de leurs titres pour une nouvelle période de sent ans.

En conséquence, le paiement des intérès et le remboursement des titres seront effectués au pair sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries principales et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, ainsi que chez tous intermédiaires habilités, à partir du 3 juin 1992.

SAPAR Obligations P3M - 0,35 % mai 1989

Les intérêts courus du 29 mai 1991 au 28 mai 1992 seront payables à partir du 29 mai 1992 à 988,38 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélévement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 148,25 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au litre des contributions sociales, soit 36,56 francs, faisant ressortir un net de 803,57 francs.

SAPAR FINANCE Obligations P3R - 0,25 % octobre 1989

Les intérêts courus du 18 mars 1992 au 16 juin 1992 seront payables à partir du 17 juin 1992 à 124,72 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option sur le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,70 francs auquel s'ajouleront les resenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,59 francs, faisant ressortir un net de 101,43 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations 11,50 % mai et juillet 1985

Les intérêts courus du 3 juln 1991 au 2 juin 1992 seront payables à partir du 3 juin 1992 à 517,50 francs par titre de 5000 francs, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 57,50 francs (montant brut : 575 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 28,72 francs, auquel s'ajouteroul les retenues de 3,7 % calculées sur l'Intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 21,27 francs, faisant ressortir un net de 467,51 francs.

Toutes les obligations restant en circulation seront remboursables à compter du 3 juin 1992 (avis paru au Journal officiel du 8 mai 1992).

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 13,70 % juin 1984

Les intérêts courus du 18 juin 1991 au 17 juin 1992 seront payables à partir du 18 juin 1992 à 616,50 francs par titre de 5 000 françs, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 68,50 francs (montant brut : 685 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 34,21 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 25,34 francs, faisant ressortir un net de 556,95 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R + 0,10 % février, mars et juin 1988

Les intérêts courus du 18 mars 1992 au 16 juin 1992 seront payables à partir du 17 juin 1992 à 516,54 francs par titre de 20000 francs.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impêt libératoire sera de 77,48 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 19,09 francs, faisant ressortir un

ELECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,15 % mai 1989

Les intérêts courus du 18 mars 1992 au 16 juin 1992 seront payables à partir du 17 juin 1992 à 503,90 francs par titre de 20000 francs.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 75,58 francs, auquet s'ajouleront les retenues de 3,7 % calcolées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,62 francs, faisant ressortir un

net de 409.70 francs.

net de 206,50 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,25 % mai 1989

Les intérêts courus du 18 mars 1992 au 16 juin 1992 seront payables à partir du 17 juin 1992 à 498.85 francs par litre de 20 000 francs.
En cas d'option pour le prélévement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 74,82 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut pu titre des contributions sociales, soit 18,43 francs, faisant ressortir un

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R – 0,05 % novembre 1990

Les intérêts courus du 3 mars 1992 au 2 juin 1992 seront payables à partir du 3 juin 1992 à 254,28 francs par titre de 10000 francs.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 38,14 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,39 francs, faisant ressortir un

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,0625 % novembre 1990

Les intérèts courus du 3 mars 1992 au 2 juin 1992 seront payables à partir du 3 juin 1992 à 253,96 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 38,09 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,37 francs, faisant ressortir un

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 9,70 % mai et juillet 1990

Les intérêts courus du 5 juin 1991 au 4 juin 1992 seront payables à partir du 5 juin 1992 à 485 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 72,75 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sor l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 17,94 francs, faisant ressortir un net de 394.31 francs.

ÉLECTRICITÉ OE FRANCE Obligations juin 1984 à taux révisable

Les intérêts courus du 18 juin 1991 au 17 juin 1992 seront payables à partir du 18 juin 1992 à 418,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 46,50 francs (montant

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 23,22 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brui au litre des confributions sociales, soit 17,20 francs, faisant ressortir un nei de 378,08 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE Obligations Caisse nationale de l'énergie 3 % à intérêt complémentaire variable remboursables avec prime

(indemnisation Electricité et Gaz d'Algérie)
Les intérêts courus du 1- juin 1991 au 31 mai 1992 seront payables à

partir du 1= juin 1992 contre détachement du coupon nº 41 ou estampillage

du certificat nominatif à raison de :

140,20 francs net par obligation de 100 francs, après une retenue à la
source donnant droit à un avoir fiscal de 19,12 francs [montant global :
159,32 francs).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélévement d'impôt forfaitaire.

A compter de la méme date:

— Les 27 116 titres de 100 francs sortis au tirage du 24 avril 1992 et compris dans les séries de numéros 206 899 à 209 895, 252 452 à 261 631 et 344 224 à 359 162, cesseront de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon nº 42 au 1º juin 1993 attaché, à 4 398,62 francs, déduction faire de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.

Le montant de la retenue à la source restituable aux porteurs résidant hors de France ou des départements d'outre-mer et bénéficiant de conventions internationales contre les doubles impositions s'élève à :

sur le coupon nº 41
19.1179 (rancs par obligation de 100 francs nominal;
sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du
24 avril 1992)

24 avril 1992)
586,1747 francs par obligation de 100 francs nominal.
Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations Caisse nationale de l'énergie 3 % à intérêt complémentaire variable remboursables avec prime (indemnisation Électricité de France - Gaz de France)

Les intérêts courus du 1^{er} juin 1991 au 31 mai 1992 seront payables, à partir du 1^{er} juin 1992 contre détachement du conpon n^{er} 44 co estampillage du certificat nominatif à raison de :

140,20 francs net par obligation de 100 francs; nprès une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,12 francs (montant global : 159,32 francs).

70,10 francs net par demi-obligation de 50 francs, après une retenue à la

source donnant droit à un avoir fiscal de 9,56 francs (montant global ; 79,66 francs).

14,02 francs net par dixième d'obligation de t0 francs, après nne retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 1,92 francs (montant global ;

15,94 francs).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'oulre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélévement

départements d'oulre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélévement d'impôt forfaitaire.

A compter de la même date :

Les 364 521 titres de 100 francs sortis au tirage du 24 avril 1992 et compris dans les séries de numéros 326 693 à 517 832, 689 869 à 731 004,

874 873 à 948 459 et 1 207 942 à 1 268 817, cesseront de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon nº 45 au 1º juin 1993 attaché, à 4 398,62 francs, déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.

L'intérêt complémentaire et la prime de remboursement out été déterminés, en application de l'article 28 de la loi du 8 avril 1946 et des textes

subséquents, d'après un prélévement de 1 % sur les recettes d'exploitation de l'année 1991 d'un montant total de 2 064 208 998,33, soit ;

1 645 281 387,69 francs pour Électricité de France, 418 927 610,64 frances

Le montant de la retenue à la source restituable aux porteurs résidant hors de France ou des départements d'outre-mer et bénéficiant de conventions internationales contre les doubles impositions s'élève à :

sur le coupon nº 44
19.1179 francs par obligation de 100 francs nominal,
9,5589 francs par demi-obligatico de 50 francs nominal,

1,9118 par dixième d'obligation de 10 francs nominal; sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 24 avril 1992)

-24 avril 1992) 586,1747 francs par obligation de 100 francs nominal. Le palement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 16,90 % juin 1982

Les intérêts courus du 2 juin 1991 au 1= juin 1992 seront payables à partir du 2 juin 1992 à 76,05 francs par titre de 500 francs, après une retenue à la source donnant droil à un avoir fiscal de 8,45 francs (montant brut : 84,50 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaltaire, le complément libératoire sera de 4,22 francs, nuquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,10 francs, faisant ressortir un net de 68,73 francs.

SAPAR Obligations 14,80 % mai 1983

Les intérêts courus du 6 juin 1991 an 5 juin 1992 seront payables à partir du 6 juin 1992 à 666 francs par titre de 5 000 francs, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 74 francs (montant brut : 740 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 36,96 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 27,38 francs, faisant ressortir un net de 601,66 francs.

SAPAR Obligations TMOR mai 1983

Les intérêts courus du 6 juin 1991 au 5 juin 1992 seront payables à partir du 6 juin 1992 à 408,78 francs par titre de 5 000 francs, après une reteaue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 45,43 francs (montant brut :

454,21 francs).
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 22,68 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au litre des contributions sociales, soil 16,79 francs, faisant ressortir un net de 369,31 francs.

Les retenues mentionnées au 2º paragraphe ne concernent pas les personnes visées au 11 de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret nº 83-359 du 2 mai 1983), le monrant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire babilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,25 % juillet 1989

Les intérêts courus du 18 mars 1992 au 16 juin 1992 seront payables à partir du 17 jnin 1992 à 498.85 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 74,82 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,43 francs, faisant ressortir un net de 405.60 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,05 % octobre 1990

Les intérêts courus du 18 mars 1992 au 16 juin 1992 seront payables à partir du 17 juin 1992 à 127,24 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 19,08 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,69 francs, faisant ressortir un net de 103,47 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P3R - 0,15 % octobre 1988

Les intérêts courus du 18 mars 1992 nu 16 juin 1992 seront payables à partir du 17 juin 1992 à 503,90 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'Impôt libératoire sera de 75,58 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut mu titre des contributions sociales, soit 18,62 francs, faisant ressortir un

net de 409,70.

Les retenues mentionnées au 2º paragraphe ne concernent pas les personnes visées au 111 de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas eréés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉCONOMIE

CF

Tandis que les manifestations se poursuivent

M. Bérégovoy affirme que « la solidarité sera mieux organisée » en faveur des agriculteurs

Le week-end a été marqué ici ou là par des manifestations de paysans protestant contre la réforme de la politique agricole commune (PAC). A la suite des affrontement qui avaient opposé vendredi 22 mai à Besançon policiers et manifestants, le préfet du Doubs a déposé une plainte, sur instruction du ministre de l'agriculture et de la forêt, contre les militants de la Confédération paysanne. Ces derniers, nous indique notre correspondant Claude Fabert, s'étaient violemment heurtés à la police dans l'enceinte de la gare de Besançon, alors qu'ils s'apprêtaient à expédier au ministre le bureau du directeur départemental de l'agri-culture, « qui ne lui servira plus à rien puisque les décisions étaient désormais prises à Bruxelles ». Trois fonctionnaires de police, dont un commissaire, avaient du recevoir des soins au centre hospitalier tradis qu'une dizaine de manifestants étaient conduits au

D'autre part, environ deux cents agrieulteurs onl manifesté sans incident dimanche 24 mai devant le château de Versailles puis devant les grilles de la préfecture des Yvelines. L'un des responsables du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) a appelé M. François Mitterrand à convoquer d'urgence le Parlement en session extraordinaire pour un débat sur la réforme de la PAC.

«Plutôt que de subir les pressions américaines dans la négociation du GATT comme l'en accusent les exploitants, l'Europe décide librement sa politique, n déclaré M. Pierre Bérégovoy samedi 24 mai à Mâcon. L'accord du GATT dépendra de la réponse américaine oux réformes européennes librement décidées. » « Quant oux paysans, a ajouté le premier ministre, ils ne seront pas des assistés. Ils étaient aidés, ils le restent. La solidarité continuera de s'exercer et elle sera mieux organisée, »

EN BREF

☐ Le CNPF s'inquiète du déficit budgétaire. - « Le gouvernement ne fait pas de relance, mais le déficit budgetoire golope », déclare M. Ernest-Antoine Seillière, viceprésident du CNPF et président de sa commission économique, dans une interview à Libération du 25 mai. « Nous calculons que, sur l'année 1993, le total des dérapages budgetaires 1990, 1991 et 1992 va sécréter un occroissement de la charge de la dette de 17 milliards. Si l'on ne réduit pas les dépenses publiques, cette charge va représen-ter de nouveaux prélèvements obligatoires. » M. Seillière estime, au sujet de la vente d'une partie importante des actions de Total, que « vendre un actif pour financer des dépenses de fonctionnement ne mérite rien d'autre qu'un zéro de gestion ».

nant du PDG de M. Kavier Ellie, lors de Renault. — Numéro deux de Renault depuis dix-huit mois, M. Louis Schweitzer a été nommé par décret, samedi 23 mai, membre du conseil d'administration de Renault. Le texte précise que l'ancien directeur du cabinet de M. Laurent Fabius à Matignon a été choisi « en raison de ses compétences » et que cette nomination constilue la première étape de son accession à la présidence du groupe, poste devenu vacant après le départ à la retraite

de M. Raymond Lévy. Les dix-huit membres du conseil d'administration de l'entreprise doivent se réunir, mardi 26 mai, pour désigner le nouveau président, et le conseil des ministres doit entériner ce choix mercredi.

a .Pnursuite du mnnvement de grère des ouvriers CGT nu sein da groupe Progrès à Lyon. - Pour le troisième jour consécutif, les Lyonnais n'ont pas trouvé certains de leurs quotidiens : une grève d'une partie des ouvriers CGT de l'imprimerie de Chassieu (Rhône) a empêché la sortie du Progrès, de Lyon-Matin et de l'édition locale du Figaro, Lyon-Figaro. Le mouvement a affecté samedi le département du Rhône et s'est étendu à l'imprimerie de Saint-Etlenne, empêchant la parution, dimanehe 24 et lundi 25 mai, de toutes les éditions du groupe. C'est en appre-nant du PDG du Progrès, M. Xavier Ellic, lors d'une reunion interrégionale, le 22 mai, sur la modernisation des imprimeries, qu'une des trois rotatives installées à Chassieu (Rhône) serait bientôt arrêtée, que les ouvriers des rotatives avaient décidé de cette grève. Confrontée à des difficultés financières, la direction à fait étudier un plan de rapprochement de Lyon-Matin avec l'édition lyonnaise du Progrès, qui devrait être présenté lors du comité central d'entreprise

INDICATEURS

ALLEMAGNE

□ Hausse des salaires fixée à 5,8 % en 1992 dans l'imprimerie.
— Syndicats et patronat allemands de l'imprimerie sont tombés d'accord, vendredi 22 mai, sur une augmentation des salaires de 5,8 % pour 1992. Cet accord concerne 225 000 personnes. Il met fin à une semaine de grèves qui avaient gêné la parution de nombres de journaux. La hausse est similaire à calle accordée dans les secteurs de la métallurgie (le Monde du 18 mai), de la construction et du commerce de détail.

RUSSIE

La salaire minimum est porté à 900 roubles. — Le président russe, M. Boris Eltsine, a foté per décret le nouveau salaire minimum mensuel à 900 roubles (un peu plus de 8 dollars américains au taux pratiqué dans les bureaux de change, soit 45 francs) à dater du 1º juin, a rapporté, samedi 23 mai, le quotidien *Nezavissimala Gazets*. Déjà porté à 342 roubles après les heusses de prix de janvier, il était passé à 800 roubles environ en avril. Augmentant aussi les bourses d'étudients (900 roubles mensuels contre 70 roublea en 1991) et l'allocation aux mères célibataires. Par ailleurs, les couples recevront une «prime» de 2 700 roubles à la naissance de chaque enfant.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

- yes - 22 - -

2

2494 X 1 111 To I desire. The second secon

-

(1) (1) (

رد ا درک و ایک مخت

ž. (.)

Marie Marie

agentification in the

COLUMN THE PROPERTY.

-

AND THE RESERVE TO SERVE

distriction of the state of the

magaga magada da sa 🛶 i sa sa is

Commence of the second

photogram who were one

施 经销售的 一一一

Sign that was a second

The state of the s

The second of the second of والمراوات المناه المناهدية and designed the second of

.

The same of the sa

La conférence de Lisbonne

Les pays donateurs n'ont pas clarifié leurs intentions sur l'aide à l'ex-URSS

Les ministres des affaires étrangères de la cinquantaine de pays donateurs qui participaient les 23 et 24 mai è Lisbonne à la conférence sur l'aide à l'ex-URSS n'ont guère apporté da clarification quant à leurs intentions, qu'il s'agisse de l'ampleur de leur contribution ou de la manière de se coordonner afin d'agir avec efficacité. Leurs coilègues des douze nouveaux Etats indépendants (NEI), eux aussi présents à Lisbonne, se sont cantonnés la plus souvent dans des généralités. Bref, ce rendez-vous, le second après la conférance en janvier à Washington, a été décevant. Une troisième rencontre du même type aura lieu cependant en octobre à Tokyo.

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Comme prévu, M. James Baker a teno la vedette à la conférence de Lisbonne, habile à mettre en œuvre Peffort accompli par les Etats-Unis. Le secrétaire d'Etat, soulignant l'importance de l'assistance technique, c'est-à-dire du transfert du savoirfaire occidental, comme moyen pour accélérer le redressement économique des NEL les nouveaux Etats indépendants, a lovité les participants à mobiliser leurs énergies, à l'image de ce que font les États-Uois, et à dépêcher sans tarder des experts sur le terrain. Il a annoncé trois «initiatives» susceptibles de faire l'objet d'actions collectives : la première, celle sur laquelle il s'est le plus lon-guement étendu, a trait à la sécurité des centrales nocléaires de l'ex-URSS. La deuxième s'inspire des programmes mis en œuvre par la CEE (livraison de produits alimen-taires qui sont vendus au prix du marché; affectation de l'argent ainsi

concerne la reconversion de l'indus-

Agacement européen

Ce leadership ainsi proclamé agace quelque peu les dirigeants européens. M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission européenne chargé des relations extérieures, rappelle que le question du burden sharing (partage du fardeau) se pose toujours avec acuité puisque la CEE prend en charge environ 70 % de l'effort financier consenti, «La Communauté ne part terre feut entre content par peut pas tout faire toute seule», ren-chérit M. Jean-Louis Cadieux, l'un de ses plus proches collaborateurs.

Cependant, M. Baker cooteste

cependant, M. Baker cooteste cette analyse, mettant l'accent sur la part des Etats-Unis dans l'effort maintenant envisagé en faveur des NEL Celui-ci – aide à la balance des paiments, fonds de stabilisation du rouble... – a été fixé par le G7 (groupe des sept pays les plus industratisés) à 24 milliards de dollars, un montent énorme qui reconver des montant énorme qui recouvre des contributions de nature très diverse. lesquelles, pour la plupart, transiteront par les institutions financières internationales. L'importance que représente leur soutien attentif dans le processus de recressement écono-mique a été amplement souligné. M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire informaional, est venu dire à la conférence qu'aux 24 milliands de dollars aujour-d'hui prévus en faveur de la Russie il conviendrait d'ajouter une vingtaine de milliards en faveur des autres

M. Jacques Attali, le président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), a expliqué que les crédits mobilisables en faveur des NEI ne manquent pas (la BERD pourrait ainsi affecter 4 miliards de dollars à la modernisation des infrastructures

rassemblé à un fonds de contrepartie ou des industries exportatrices) mais en vue de financer par exemple la modernisation des carcuits de distribution). La troisième initiative ques n'auront pas mis au point de que les fonds ne peuvent être transfé-rés tant que les nouvelles Républiques n'auront pas mis au point de programme de développement écono-mique crédible. Retour à la case départ. A savoir à l'importance majeure de l'assistance technique, y compris de l'aide à la gestion politi-que et administrative. La coordination se fera désormais sur le terrain. dans chacune des Républiques, en tenant compte de ses besoins spécifiques.

> « C'est le seul moyen d'être effi-cace», constate M= Elisabeth Guigou, ministre français chargé des affaires européennes. Cependant, l'Occident encouragera la coopération régionale, autrement dit le maintien de liens entre les composantes de l'ancienne URSS ainsi que les opéra-tions « triangulaires ». Là encore, la Communauté a montré l'exemple en finançant la livraison de produits agricoles venant d'Europe centrale. L'expérience sera étargie à l'assistance technique.

PHILIPPE LEMAITRE

□ La convertibilité du rouble n'interviendra pas avant septembre. -Le rouble ne sera pas convertible avant septembre, a annoncé, jeudi 21 mai, M. Alexei Oukoulaiev, conseiller économique du gouveroement russe, à l'issue d'one réuoion du gouvernement sur les réformes économiques. Le premier vice-premier ministre du gouvernement, M. Egor Gaïdar, avait annoncé que des le début de juillet le taux de change serait unifié, et qu'après une période de flottement d'un mois seulement uo cours fixe du rouble (mais autorisant de légères fluctuations) par rapport aux monosies occidentales serait établi. Les pays occidentaux se sont déclarés prêts à soutenir cette réforme par l'établissement d'on foods de stabilisation du rouble. doté de 6 milliards de dollars.

Les profits ont fortement chuté à Tokyo

Les entreprises japonaises empruntent pour des montants records

Avant disposé da liquidités considérables au cours da la période d'argent facile alimentée par les spéculations boursière et immobilièra, les antreprisas japonaises, qui enregistrent des chutes importantes de leurs profits, se tournent plus aujourd'hui vers le marché international qua vers le marché intérieur pour se

TOKYO

de notre correspondant

Deux géants de l'industrie nip-pone, le constructeur automobile Toyota et le premier fabricant d'électronique grand public Matsushita, se sont présentés sur le marché international des capitaux, chacun pour y emprunter un mil-liard de dollars (5,5 milliards de francs). Dans le cas de Matsushita, l'emprunt sera lancé en juillet. Dans celui de Toyota, il a été placé sur l'euro-marché à un taux de 6,875 % sur cinq ans, Il s'agit de Pemprunt classique le plus impor-tant jamais lancé en une seule tranche par une entreprise indus-trielle (le Monde daté 24-25 mai).

Moins par leur nature (les entreprises nippones recourent bieo entendu au marché financier ioternational) que par leur taille, ces opérations témoignent de la fin des avantages d'une époque à Tokyo. La contraction du marché financier local coıncide avec une diminution des fonds propres des entreprises.

Au dégonflement de la « bulle financière » s'ajoute une diminutioo de la demande sur les marchés intérieur et étranger qui s'est tra-duite par uoe chute des béoéfices de la plupart des firmes. A commencer par les fabricants d'électro-nique. Les groupes Sony et Matsus-hita oot enregistre des coutes de leurs profits avant impôt de 25 % pour le premier et de 40 % pour le secood, Les géaots de l'électronique souffrent à la fois d'un ralen-

tissement de la consommation mondiale et d'une saturation du marché. La charge représentée par l'achat de maisons de production américaines (Columbia dans le cas de Sony et MCA dans celui de Matsushita) pèse aussi sur leur bilan. C'est pour rembourser une partie de la dette consécutive à son acquisition de MCA (6,6 milliards de dollars) que Massushita lancera

Les contraintes du marché obligataire

Selon l'institut de recherches Wako, les profits avant impôt de près de quatre cents entreprises cotées à la première section de la Bourse de Tokyo ont en moyenne régressé de 15 % (20 % dans le cas des industries) et leurs bénéfices nets de 16,8 % (21,8 % dans le cas des industries). Les ventes ont reculé en moyenne de 2 %.

Autre facteur qui conduit les entreprises nippones à se tourner vers le marché financier international: les contraintes du marché obligataire. Leurs obligations avec bons de souscription d'action (equity warrant), qui n'ont jamais été converties en raison de la coute des cours de la Bourse de Tokyo, arrivent à écbéance. C'est le cas de Toyota: ses «warraots» se chiffrent à 800 millions pour cette année (1,5 milliard en 1993). De telles émissions d'obligations permettaient aux entreprises de se financer pour presque rieo : les « warrants » de Toyota compor-taient un taux d'intérêt de 1,14 %.

Oo s'attend à ce que beaucoup Oo s'attend à ce que beaucoup d'entreprises soieot cootraintes de suivre la même voie que Toyota. Seloo la banque Sanwa, les obligatios avec bons de souscription émises entre 1986 et 1989 s'élèveot à 186 milliards de dollars, doot plus d'un tiers (75 milliards de dollars) arrivent à échéance en 1993. Ne pouvant plus solliciter le mar-Ne pouvant plus solliciter le mar-ché obligataire (déjà, en mars 1990, Matsushita avait lancé uoe

émission d'obligations convertibles d'un milliard de dollars qui s'avéra catastrophique en raison de la chute du marché), certaines firmes ont pris les devants et se tournent davantage vers le marché de l'eurodollar. Pour la première fois depuis de longues années, elles auront à débourser plus que lenrs concurrentes américaines pour se financer, souligne une étude de J. P. Mnrgan. tl est vrai qu'elles ont bénéficié pendant des années de solides avantages.

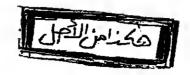
PHILIPPE PONS

L'importante réduction des dépenses publiques pourrait faire retomber le Canada dans la récession

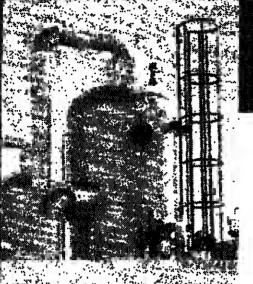
La situation économique s'est encore détériorée au Caoada au cours des derniers mois et le pays est de nouveau menacé par la récession, estime le Conference Board, principal organisme privé de prévisions économiques, dans une étude rendue publique mer-credi 20 mai. Le produit intérieur brut (PIB) ne devrait croître que de I % en 1992, indique le Confe-rence Board, qui a revu à la baisse ses prévisions de croissance de 2,1 % faites précédemment.

Le Conference Board attire l'attention sur un point important de politique économique : les chances d'une reprise économique au Canada, premier graod pays occi-dental à être entré eo récession en avril 1990, se sont estompées en raison de la forte réduction des dépenses publiques décidée par les gouvernements de la plupart des provioces canadiennes daos leurs plus récents budgets, et de la perte de 110 000 emplois supplémen-taires en mars et avril. - (AFP.)





Le Monde International



réalisations d'égaigements gaziers. Médis de GAZ DE PRANCE, nous participons depuis plus de 30 ans au , tieveloppement de l'exdustrie gaz

Aous apportons aujourd'hiji detre sevoje taire à SAFIR, Societé algero française d'ingénierie et de étalisantons pour le projet de réboyation d'être agine de lignéfaction de gaz paninsi à Arcan

Nous interviendrone notamin l'geganisation des services et dans la formation des écués



Un vaste projet de longue durée vous attend en Algérie : valoriser pleinement votre savoir-faire

INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES ET SPÉCIALISTES pour intervenir sur place en qualité de

CHEF DE PROJET

Chargé de la conduite technique et financière de projets indus-

ingénieur justifiant de 10 ans d'expérience environ, vous maîtrisez les lechniques de gestion et les différentes phases de réali-

CHEF DE LA CELLULE DÉVELOPPEMENT

Chergé de la mise en place et du suivi du système ASSU-RANCE QUALITE, du plan informatique et du centre de documentation technique. Ingénieur de formation, vous possèdez 10 années d'expérience

notamment dans la mise en place de systèmes d'élaboration de procedures et stantards utilisés en Ingéniène. CHEF DU SERVICE PLANNING

ET CONTROLE DES COUTS Chargé de la mise en place et de la gestion du service : • élaboretion du planning PERT - construction o'une banque de données pour l'élaboration des estimations • mise en place d'un système de gestion des hommes/heures...

Ingénieur avec 10 années d'expérience dans une lonction similaire, vous avez déjá opéré sur un logiciel de planification type Artemis, Open plan ou Primavera.

CHEF DE SERVICE PROCESS

Responsable de l'organisation et de la gestion du service Etudes et Process : • élaboration des plans de process et bilans énergétique et matière, des manuels opératoires, des procèdures et methodes de calculs • dimensionnement des équipements sur plan process...

Ingenieur Génie Chimique, vous avez acquis une solide expénence (10 ans environ) dans ce type de fonction ainsi qu'une bonne connaissance des plans de circulation de fluides et instrumentation (PID) et de le simulation de procédés par ordinateurs (CHEMSHARE ou équivalent).

CHEF DE SERVICE TUYAUTERIE

Chargé de l'organisation et de la gestion du Bureau d'Etudes auterie-chaudronnerie : • spécifications techniques et calcul de tuyauterie (stress) • élaboration de procédures et méthodes de calcul • mise en place d'un système CAO-DAO... Indénieur spécialisé en Mécanique, vous avez une expérience technique de 10 ane environ dans ce domelne et savez conduire un service d'études et un bureau de dessin.

CHEF DE SERVICE INSTRUMENTATION

Pour l'organisation et la gestion du service : • élaboration des schémas et plans d'instrumentation de régulation pneumatique et électronique • dimensionnement et spécifications des équiments • élaboration de procédures el méthodes de calcul mise en place de la CAO...

Ingénieur avec 10 ans d'expérience environ dans ce type de fonction, vous êtes familiarisé avec la spécification des analyseurs en continu et des systèmes de détection et d'alarme.

CHEF DE SERVICE ELECTRICITÉ

Pour gérer et organiser les études d'électricité industrielle ; · élaboration des schémas el bilans électriques · dimensionnement et spécifications des equipements » mise en place de la

Ingénieur Electricien, vous justifiez d'une solide expérience (10 ans environ) notamment dans le domaine des hydrocarbures.

CHEF DE SERVICE MACHINES TOURNANTES

Chargé de l'organisation et de la gestion du service • dimenslonnement et specifications des machines (pompes, turbines, compresseurs) · élaboration des plans et procédures de maintenance (préventive et réparations) ainsi que des procédures et méthodes de calcul.

Ingénieur spécialisé en Mécanique, votre expérience de 10 ans vous permet de maîtriser le domaine des machines tournantes risionnement, specification, inspection et essais...)

GESTIONNAIRES pour occuper des postes de

CHEF DE SERVICE FINANCIER

Chargé d'organiser la fonction Financement International des projets : • recherche et mise an place de financements internationaux • élaboration et mise en place d'un système de contrôle

Titulaire d'un diolôme de Gestion-Finances, vous vous êtes spécialisé (10 ans environ) en finance Internationale dans la cadre de grands projets.

CHEF DU SERVICE APPROVISIONNEMENTS

Pour mettre en place la fonction Achats et sous-traitance : • élaboration des procédures • gestion administrative et organisation de la logistique (appels d'offres, suivi commandes, stockage...) sur système informatique.

Diplômé de l'enseignement supérieur type Universitaire, vous evez acquis une solide expérience des approvisionnements internationaux et de la gestion de sous-traitance de travaux, si possible dans le domaine des hydrocarbures.

Tous ces postes d'encadrement requièrent, outre une solide expérience technique, un sens relationnel développé et de réelles aptitudes à la formation.

La maîtrise de l'anglais est exigée ainsi que des connaissances en informatique sur micros compatibles IBM : tableurs Lotus ou Excel, base de données

La durée de l'expatriation sera d'environ 3 ans, avec possibilité de logement à Arzew. La scolarité est prévue à Arzew (classes primaires) et à Oran (classes secondaires).

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV. photo et prétentions) en précisant le poste choisl à SOFREGAZ 92/98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY.

L'Agence pour le financement et l'encouragement de la libre entreprise au Niger (AFELEN), dans le cadre d'un financement de la Commission des Communautés Européennes, recherche des candidats aux deux fonctions suivantes :

DIRECTEUR

Responsabilité générale de l'agence et de la décision de financement; 15 ans au moins en contact avec les problèmes de développement des pays à faible revenu, connaissance de la petite et microentreprise, de l'évaluation des projets et des techniques de financement des PME; ressortissant d'un des douze pays de la CEE ou du Niger, excellente connaissance et pratique du français.

CHEF DE PREMIÈRE CELLULE **OPÉRATIONNELLE**

Responsabilité des procédures d'examen des dossiers soumis au financement de l'agence; conception, diffusion et contrôle de leur application pour toutes les cellules opérationnelles; 7 ans au moins en opérations de crédit, prises de participations industrielles ou commerciales, montages financiers, comptables et organisation-



nels de projets, analyse et présentation de plans de financement, suivi de dossiers de prêts sur support informatique; ressortissant d'un des douze pays de la CEE ou du Niger, excellente connaissance et pratique du français. TRANSTEC SA,

Merci d'adresser votre dossier de candidature à à l'attention de M. Michel CERVESATO. Researchparc, 75, avenue de Tyras, 1120 Bruxelles. Belgique (Fax: 00-32-2-266.49.65. Tx: 25076 tratec b.).

The International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies

Secretary General

The Secretary General is the Chief Executive Officer of The Federation, and is responsible for the direction and work of its Secretariat in Geneva and its relief and other health and development activities worldwide. He/She acts under the authority of the General Assembly of 150 National Societies, the Executive Council and the President.

The Requirements:

Proven managerial and executive abilities, ideally in an international organisation; university degree or equivalent; ability to motivate and lead staff of some 50 nationalities; preferably knwoledge of Red Cross and Red Crescent and its Principles; ability to speak and write French and English; willingness to travel; age: 40-50 years.

Salary by negociation, appropriate for an international humanitarian

Candidates should apply in English or French enclosing C.V. by 10th

The President of The International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies. P.O. Box 372, CH 1211 Geneva 19, Switzerland, marketing envelope * Strictly Personal *.

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans Le Monde. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

PARTNERS

PARIS - REIMS - LILLE - LYON- BARCELONE - MILAN

M.F. PARNERS, conseil en recherche de cadres et dirigeants a signé un important accord de collaboration avec le STUDIO VITTORIO ANFOSSI, société italienne de recherche de cadres par approche directe, dont le siège est à MILAN.

L'objectif de cet accord pour M.E PARTNERS est d'étendre son action européenne, après s'être implanté en 1991 en Espagne. Ainsi les filiales italiennes des sociétés françaises trouveront localement un conseil dont l'approche et la philosophie prolongent celles de M.F. PARTNERS. Inversement les sociétés italiennes en France y trouveront la même contribution.

Cette collaboration permettra à M.F. PARTNERS d'améliorer encore le service proposé au firmes françaises et italiennes et de donner une réponse très professionnelle à un marché qui s'européanise de plus en plus.

M.F. PARTNERS - 54, rue du faubourg Saini Honoré - 75008 PARIS Tél. : (1) 42 68 01 76

SFUDIO VITTORIO ANFOSSI Via Castelyerro, 9 20154 MILANO Tél. : 19 39 2 349 43 29 -

International



BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

AVIS DE VACANCE DE POSTE

- La Banque Islamique de Développemeor (Institution financière internationale) se propose de recruter pour son siège à Djeddah. Les caudidats doivent maitriser au moins deux des langues de travail, l'arabe (langue officielle) L'anglais er le français. Dans tous les cas ils doivent avoir une house protisses de l'anglais. bonne pratique de l'anglais.
- 1. ASSISTANT TECHNIQUE AUPRES DU VICE-PRESIDENT (FINANCE)
 Salaire annuel : 32.000 à 46.000 \$
- Titulaire d'une maitrise en ges 0 on commerciale ou financiere.
 Expérience de 10 ans dans le domaine.
- Praoque de l'informacque.
 Connaissance parfaite du français.

granging to a most one .

Company of the Art of the Company

Frank Salary in Salary (1971) in the

والمنافع وال

T

å. ⊸°i a 'r~r'.

والأستان بالمنات

Marie 1798ar

A CONTRACTOR OF STREET

grand the second second

in in the section of

Said was seen to be

 $\mathcal{H}_{\mathrm{LL}}(\mathbb{R}^{n}) \cong \mathcal{H}_{\mathrm{LL}}(\mathbb{R}^{n} \times \mathbb{R}^{n}) \times \mathbb{R}^{n} \times \mathbb{R}^{n} \times \mathbb{R}^{n} \times \mathbb{R}^{n}$

BARREL WAR. Commencer of the

Parties Control of the Control of th

graphic to the state of

The state of the s

8-10-1- Sept. - 1-1-1-1

gg of the

The second second second

(必要などなり) Jan Barta Jan 3

granter and the second

A Company Mary and the state of

Marine is a summer to a second of

New Indirection of the Co.

- 2. REVISEUR COMPTABLE: Salaire annuel: 30.000 à 46.000 \$
- Titulaire d'une liceoce en comptabilité avec expérience minimum de 8 ans dans la spécialité ou titulaire d'une maîtrise et d'un diplome d'expert comptable avec une expérience d'au moins S ans eo comptabilité
- Maitrise du français.

 Pratique de l'arabe et de l'anglais souhaitée.
- 3. SPECIALISTE EN PLANIFICATION FINANCIERE :
- Salaire annuel: 35.000 à 51.000 \$ Titulaire de la licence en economie ou en gestion commerciale et d'un diplôme de expert comptable avec une experience minimum de 10 ans
- 4. ANALYSTE FINANCIER : Salaire annuel : 30,000 à 52.000 \$
- Titulaire de la licence eo comprabilité, gestion commerciale ou finan-cière avec une experience minimum de 8 ans eo analyse financière et
- en banque. Pratique de l'informatique.
- S. EXPERT COMPTABLE: Salaire annuel : 30,000 à 35,000 \$
- Licence en comptabilité et diplome d'expert comptable avec une expérience minimum de 8 ans en comptabilité et finances.

- 6. INGENIEUR MECANICIEN (CLIMATISATION): Salaire annuel: 32.000 à 59.000 \$
- Diplôme d'Ingénieur Mécanicien, avec une expérience d'au moins 10 ans eo concepcion et contrôle d'installations de climatisation dans les immenbles à plusieurs étages.
- 7. INGENIEUR ELECTRONICIEN (BASSE TENSION): Salaire annuel : 32.000 à 54.000 \$
- Diplome d'ingemeur électronicien avec une expérience minimum d'au moins 10 ans eo conception et contrôle d'equipements modernes de bureaux et de réseau d'informacion.
- 8. INGENIEUR MECANICIEN (FROID):
- Salaire annuel: 24.000 à 37.000 \$

 Diplome d'ingénieur mécanicien (Spécialité Froid) avec une expérience minimom de S ans dans l'exploitation des installations frigorifiques et de congeladon.
- 9. AUDITEUR INFORMATIQUE : Salaire annuel : 30,000 à 46,000 \$
- Titulaire de la liceoce en compesbilité avec uoe expérience de 8 ans au
- moins dans le domaine.

 Maîtrise er ou diplome d'expert comptable avec une expérience de 5 ans dans le domaine de la comptabilité.

 Practique des programmes d'audit.

 Maîtrise du français indispensable.
- Bonne connaissance de l'anglaise et de l'arabe souhaitée,
- 10. ANALYSE SYSTEME:
- Salaire annuel: 30.000 à 46.000 \$
- Maîtrise eo informatique avec expérience pracque de 8 ans eo analyse système et pratique des ordinateurs ceotraux avec utilisacion des langages adabas et naturel.
- 11. SPECIALISTE DES PLACEMENTS : Salaire annuel : 30.000 à 59.000 \$
- Diplôme d'études supérieures en finances ou économie ou banque avec une expérience de 10 ans au moins en gescon des fouds y compris les devises étrangères et les revenus fixes.

- 12 CHARGE DES PLACEMENTS
- Salaire annuel : 30.000 à 59.000 \$ Diplome d'écudes supérieures en finance, economie ou baoque avec une expérience minimum de 4 ans dans la gestion des fonds, les marches financiers et les marches des reveous fixes.
- 13. CHARGE DE PROJETS : Salaire annuel : 30.000 à S9.000 \$
- Màirrise en gescon (option comprabilité) avec une expérience de 5 ans dans le domaine.
- 14. TRADUCTEUR ANGLAIS / FRANCAIS, FRANCAIS/ ANGLAIS: Salaire annuel : 30.000 à S0.000 \$
- Licence de français et avoir fair des études pré-universitaires dans des écoles utilisant le français comme langue d'enseignement avec une experience de 10 aps en qualité de traducteur et d'interprête dans une institutio o internacionale ou régionale réputée.
- 1S. JURISTE : Salaire annuel : 30.000 à 50.000 \$
- Tipulaire d'une licence en droir. De preserence orulaire d'une Maitrise et d'un Doctorat avec maitrise
- parfaire de l'arabe et du français et pratique de l'anglais souhaitée. Expérience de 10 ans eo manère de contrats commerciaux et activités relatives aux prêts, acquise auprès d'une institution internationale ou regionale réputée,

Outre le salaire, ils béoéficieront d'avantages tels : indemnité de transport. billets de voyage, soins médicaux, allocations scolaires pour les enfants, allocadons familiales pour les parents, épouses, eofants à charge etc...

Les interesses sont pries d'adresser leur demande avec C.V., photo receote et adresse complète au :

Directeur d'Administration Banque Islamique de Développement

B.P. 5925 Dieddah 21432-Arabie Saoudite.

Les demandes temises directement ne setont pas traitées. Le dernier delai pour l'acceptation des demandes : Deux semaines à compter os la publicación du present avis.

MONSANTO is a high-performance, multinational company operating in the fields of agrochemicals and obernical products. It is one of the world's leading producers of rubber chemicals, speciality chemicals, plastics and resins.

Its European Technical Center at Louvain-la-Neuve (near Brussels) is pioneering the development and implementation of new technologies for the whole of Europe and Africa.

Are you one of the two (m/f)

TOP GRADE CHEMISTS

the Plastics Division is looking for?

- 1. A Chemical Engineer, or a Chemist with a PhD, you have several years' experieoce in ABS and/or nylon and/or engineering polymers and alloys. Your responsibilities at Moosanto will lie within the Marketing Technical Service group. You must be flueot in English and German and any additional European language would prove useful. The position involves a good deal of contact with customers.
- 2. A Chemical Engineer, or a Chemist with a PhD, you will be responsible for the application/process development of polymers. Experience is desirable but not a prerequisite. The position requires your full collaboration as part of a team working on the processing, bleoding and recycling of polymers. Fluency in English and German or French is essential. Male candidates will be free of military obligations.
- MONSANTO offers a competitive salary and a rewarding career in a stimulating international environment. Benefits include a pensioo scheme and assistance with relocation where
- Your letter of application and c.v. should bear the reference LM and be addressed to Geert Haentjens.



Technical Center Rue Lard Burniat B-1348 Louvain-La-Neuve (Belgium) 231.50

NESTLE, 1er spécialiste mondial de l'alimentaire, recrute pour la GUINÉE, dans son usine de Coyah (40 km au N.E. de Conakry):

Vous serez responsable de la maintenance préventive et corrective des machines de production et des services industriels, de la gestion des pièces de rechange et du suivi des travaux de construction de l'usine.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

De spécialité électricien ou électro-mécanicien, vous serez responsable de l'exploitation et de l'entretien du poste et du générateur èlectrique ainsi que de la maintenance préventive et corrective de tous les équipements électriques et électroniques du site industriel. Votre mission comptendra egalement la gestion des pièces de techange électriques et le suivi des travaux de construction de l'usine.

Ces deux postes rattachés au Chef des Services Techniques nécessitent une expérience de plusieurs années dans des fonctions similaites. Les candidatures nationales seront favorablement examinées et les dossiers (leure, CV, photo) sont à adresser à NESTLE GUINEE, BP 4109 Conakry.



CES

Commence the second of the sec

RETROUVEZ

3

BIRKBECK COLLEGE UNIVERSITY OF LONDON CENTRE FOR LANGUAGE AND LITERATURE LECTURER IN FRENCH

This post requires competence and experience in two fields; teaching of French as a Foreign Language and Contemporary French Society (political, social and cultural issues). A doctoral-level qualification and a good publication record are required, logether with a commitment to developing new language-leaching programmes. The linguistic competence of a native speaker is also required. Starting salary according to experience and qualifications in range £14,902 - £25,787 pa.

For details and application forms please ring our 24-hour recruitment line on 071-631 6593, or write to the Assistant Secretary (Personnel), REF: A23. Birkbeck College, Malet Street, London WC1E 7HX. Closing date: 18 June 1992.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

locations

non meublées

demandes

Paris

locations

non meublées

offres

TROCADÉRO



BUTTTES-CHAUMONT, AV. SIMON-BOLLVAR. Bel Imm. COQUET STUDIO ref. nt. coin curs., w .c., douche. 325 000 F Proche RUE DES MARTYRS. très beau et ed 5 pces. 2 750 000 F. HASTONE 40-16-47-96. Province 10° arrdt **OEAUVELE**

CANAL SAINT-MARTIN.
METRO LOUIS-BLANC,
beau 2 PIECES, tr conft.
Salle de bains, w.c.
800 000 F. 48-04-84-48. Oeas immauble résidences, per. vd beau STUDIO, prox. Hôtel Reyel, 150 m plage, 27 m² hab., 19 m² jerd. privé. Park., cave, tr ch. État impocc. 43-59-69-74, matin.

11° arrdt BOULEVARD VOLTAIRE. Pierre de raille. GRAND STUDIO. Belcon circulaire. sur rue. cuia., tt confi. 590 000 F. 48-04-36-35.

12° arrdt

Ms DAUMESNIL BEAU 2 P., cuis., w.c., s.d.b., 1" 61. CLAIR, CALME. 595 000 Ferédz. 43-70-04-84.

BD MURAT Pert. vd dans petil imm snoten, felbles charges. BEAU 2 P. 42 m²

(16° arrdt)

(1) 45-62-16-40 locations meublées demandes

R.-de-ch. a/Jardina et cour.
Liv. 21 m² + chbre 14 m².
pet. cuus. śeju., a.d.b. REF
NEUF. TRES CALME.
950 000 F. 42-80-18-23
ou 47-70-09-56.

Paris

Paris

J. H. sérieux ch. chambm à
louer. même chez particulier.
Préfér. Paris 1 500 F man.
Tél. : 42-72-61-82 (rép.).

appartements

achats

Rech. URGENT 100 é 120 m² PARIS. Préfère 5°, 6°, 7°, 14°, 15°, 18°, 12°, 9°. Paiement compt. 48-73-48-07.

EMBASSY SERVICE

COCH. POUR CLIENTS
ETRANGERS APPARTS
OF HAUT OF GAMME
PARIS RESIDENTEL

Imm. moderne, grand luxe. Prepriéteira leue superbe studio 45 m², belcon. Parfeit étet. Pros: 5 000 F + charges. Tél. bur.: 48-52-97-36 Tél. dom.: 47-22-03-34. Rêgion parisienne NEUILLY, eppt. 3 pcas, 100 m², imm. stand. 15 750 F + 1 700 F ch. 49-74-88-54

individuelles Vds mais. 2 pces, pierre, 60 m², grd geraga da pet. hameau. Kerien 22480. 120 000 F. Tál. : 1161 95-51-94-72 au 118) 96-46-76-08.





2 Pièces 65 m2 + terrasse 14 m2 + parking + cave Prestations luxueuses - (sols en marbre...) Prix: 1 100 000 F - frais de notaire 3%

Immobilière Partick MORENON - Le Mas E.H.v. - Boulevard Frederic Mistral
83700 SAINT RAPHAEL - Tel 16194.83.96.96 (6) 94.83.15.25 83700 SAINT RAPHAEL - Tel - 16/94.83.96.96 on 16/94.85.15.25

pavillons

BRUNOY (91)
Sur magnifique pard, 5600 milicios de mues, palma, forêt de Séneri e 100 milinati, se mais 1935, 100 milinati, se mais 1935, 100 milinati, se mues, partire de la charación de la companya del companya de la companya del companya de la companya del companya de la companya de la companya de la companya del companya de la companya de la companya de la companya de la companya del company EMBASSY SERVICE recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIOES ou MEUBLES et BUREAUX. (1) 45-62-30-00

PAVILLON (\$7) see 720 s. pay the solvest of act 3 s. cost rate, we does not 3 cs. the Calaboration of departs 2 terra. Selles protected to 1 350 000 F (à debattra) Tel 60-20-16-28 doi: 19 N

SAINT-OENIS (93), part, vend pat pav. 4-5 pakt., ter 220 m², combles ambring, gar (trastus à prévoir) Tal 60-20-16-28 lapres i 9 h (visite sur landet-vous)

villas CHARENTE-MARITIME
Sur presqu'ile part, vd cause
retrate vills sur i 100 m'
arborés et clos, avec gerage
préfabrique. R.-de-ch.; rasil,
gd sépour avec cheminde,
gde cua. emenagée, arrièra
cuis. 2 chibres, l'ingene,
s de bne, s. d'eau, 2 w.-z,
vérande, chauffere, guragu.
A l'étage : 3 chbres mans.
gd gremer, bonne constituct,
evec isolation sérieuse. Px
1 550 000 F. Tél. à parur
19 h : (16) 46-84-61-26. CHARENTE-MARITIME

bureaux Locations

DOMICILIATIONS SARL - RC - RM narchos et lous services manences téléphoniques 43-55-17-50

locaux commerciaux

Locations

12*, av. Daumesnii, petit mm. pierre de t., neuf, type maison de ville, 120 m² brut à diviser, 1 box + park. 21 000 F nets mena. Tél.: 45-16-01-76.

8°, rue Marbeuf, bail mixte prel. lib., 3 pces, 120 m·, rel. nl, 2° et./cour, 14 500 F + ch. Tél.: 45-16-01-75.

ANNONCES

L M

L'OPA de la Lloyd's Bank sur la Midland Bank soumise à la commission des monopoles

La bataille de titans que se livrent la Hongkong and Shanghai Banking Corp. (HSBC) et la Lloyd's Bank pour le contrôle de la Midland Bank semble tourner à l'avantage de l'établissement d'Extreme-Orient.

Coup sur coup, la Commission européenne, jeudi 21 mai, puis le gouvernement de M. John Major, vendredi 22 mai, ont donné leur avai à l'offre publique d'achat (OPA) de 34 milliards de francs lancée par HSBC sur la Midland, la quatrième banque britannique. Mais surtout, le ministre britannique du commerce et de l'industrie, M. Michael Heseltine, a décidé de transmettre le projet de contre-OPA de 37 milliards de francs de la Lloyd's à la Monopolies and Mergers Commission (MMC), la commission des monopoles et des fusions. La MMC a jusqu'au 25 août

pour se prononcer et son enquête gèle de fait l'offre de la Lloyd's. HSBC va donc avoir le champ libre. D'autant que M. Heseltine, rejoignant l'avis de la Commission euro-péenne, a considéré que l'offre de HSBC ne pose pas de problème de coneurrence sur le marché bancaire britannique. Si la partie semble bien engagée pour la Hongkong and Shan-ghai, la Lloyd's dispose encore de

Tout d'abord, la troisième banque britannique a réassirmé, vendredi 22 mai, son intention de maintenir son projet d'OPA. La décision de M. Heseltine « est décevante, mais pas surprenante », expliquait, samedi 23 mai, an Financial Times, M. Brian Pitman, le directeur général de la Lloyd's. Après avoir posé initia-lement deux conditions indispensa-

bles au dépôt formel de son offre disposer des mêmes informations sur les comptes de la Midland que HSBC et être soumise au même traitement de la part des autorités de la concurrence, - la Lloyd's fait preuve

La stratégie de la Lloyd's va consister à gagner du temps et à convaincre les actionnaires de la Midland d'attendre la décision de la MMC pour obtenir un prix plus élevé. En attendant, la HSBC qui possède d'ores et déjà 15 % du capital de la Midland peut mener à bien son offre. Elle s'achève le 9 juin. Elle pourra la prolonger de soixante jours ou même en améliorer la teneur. Et pendant ce temps, la Lloyd's ne saura toujours pas si elle est autorisée à surenchérir.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

□ Ricob Co. Ltd : chute de 71,8 % da bénéfice du groupe. - Le fabri-cant japonais de matériels de bureau (photocopieurs, téléco-pieurs...) Ricoh Co. Lid annonce pour son exercice clos le 31 mars un bénéfice annuel consolidé de 10.6 milliards de yens (432 millions de francs) en baisse de 71,8 %, malgré une progression de ses ventes de 1.4 % à 1 017 mil-liards de yens (41,5 milliards de francs). La société mère du groupe a essuyé, au cours du même exercice, la première perte d'exploita-tion de son bistoire à hauteur de 1,7 milliard de yens (70 millions de francs) contre un bénéfice de 17 milliards de yens un an plus tôt. a Air Afrique : 4,36 millions de francs de bénéfices en 1991. – Le président directeur général d'Air Afrique, M. Yves Roland-Billecart,

a indiqué, mardi 19 mai, qu'en

dépit de la crise économique mon-

diale, la compagnie multinationale

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél.: (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde »,

s Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du *Monde*

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
in 12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

FRANCE

460 F

890 F

1 620 F

Durée choisie : 3 mois 🗆

TARIF

3 mois

6 mois

1 as

Adresse :_

Localité:

1991

ABONNEMENTS

place Hubert-Beuve-Méry, 94352 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-60-32-90

ÉTRANGER: par voie sérienne carif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce builetin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuille: avoir l'obligeance d'écrire tout les aoms propres en tapitales d'imprimerte

UXEMB.-PAYS-BAS

572 F

1 123 F

2 086 F

avait réalisé en 1991 un bénéfiee de 218 millions de francs CFA (4,36 millions de francs français). M. Roland-Billecart avait été porté à la tête de la compagnie en mars 1989 avec pour mission de redres-ser la situation financière de la société béritée de la gestion de son prédécesseur le Congolais M. Auxence Ickonga. Après un plan de redressement vigoureux, la compagnie, qui compte actuelle-ment dix Etats africains dans son capital, était revenue à l'équilibre dès 1989. – (AFP.)

PARTENARIAT

Le Monde

D Magaetti Marelli pourrait conclure un vaste accord d'associa-tion. - Magnetti Marelli est à la recherche d'un partenaire. La filiale du groupe Fiat, spécialisée dans les composants automobiles, a confirmé, vendredi 22 mai, qu'elle avait engage des discussions pour se trouver un nouvel associé au sein d'Ufima (systèmes d'alimentation de moteurs et tableaux de

ADMINISTRATION:

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Le Monde

Jacques Lesouroe, président Michel Cros, directeur général

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria 75902 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F

Téléfex : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde et de Médias et Résies Garage SA*.

Le Mande

TÉLÉMATIQUE osez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

6 mois 🛭 1 an 🖺

Prénom :

Code postal:

Pavs:_

Voie nermale-CEE

790 F

1 560 F

PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

bord), joint-venture montée en 1986 avec Matra et dont le groupe français souhaite aujourd'bui se dégager. Magnetti Marelli possède 65 % du capital de la société commune, Matra disposant des 35 % restants. La firme italienne, qui dispose d'un droit de préemption, envisage ainsi de racheter à Matra sa participation dans Ufima pour la retrocéder ensuite à un industriel de son choix. Selon certaines sources, l'accord pourrait être plus large et dépasser le cadre strict des, secteurs d'activité d'Usima. Le groupe français Sagem est cité comme l'un des partenaires éven-

CAPITAL

o La banque Worms prend le contrôle de Sodete-UFCA. – La banque Worms (filiale UAP) a annoncé, vendredi 22 mai, qu'elle a pris le contrôle de Sodete-UFCA, une société spécialisée dans le financement de l'audiovisuel, du cinéma et des sociétés prestataires techniques du secteur. Cette prise de contrôle permettra à la banque Worms de renforcer sa position dans le secteur de la communication où elle est déjà présente par l'intermédiaire de filiales comme la Banque de l'union occidentale (BUO), spécialisée dans le finance-ment de l'art et des médias. Worms détient également 35 % de Voltaire-Images, une société d'investissement, 30 % de Média-Investissements, un fonds commun de placement à risque. 30 % de LMK, une société de production audiovisuelle aux cotés du Monde et de Marin Karmitz. 60 % d'Amaya films et 20 % d'Amaya distribution, qui gère notamment le

catalogue Cousteau. SERVICES

n KLM lance an programme de fidélisation pour tous ses clients. -La compagnie aérienne néerlandaise a annonce, vendredi 22 mai, le lancement d'un programme de fidélisation de la clientèle offrant des voyages gratuits en fonction des kilomètres parcourus, y compris en classe économique. Le pro-gramme de KLM baptisé «Flying Dutchman » entrera en vigueur le 1" juin. KLM a décidé d'étendre ces avantages aux vols effectués sur les compagnies dont elle détient tout ou partie du capital. Ainsi, « les points » acquis sur les vols de la filiale regionale à 100 %, KLM Cityhopper, mais aussi sur ceux d'Air UK (Grande-Bretagne) ou de Northwest (Etats-Unis), don! KLM est actionnaire à 14,9 % et 20 % respectivement, pourront donner droit à des vols gratuits sur KLM, et réciproquement.

classes pilotes PREPA.HEC

améliorez vos chances d'intègrer une grande école de commerce grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Centre Paris 17ème



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 25 mai = Surplace

tant à la Bourar de Paris, incapable lunch 25 mai de s'inscrire dans une tendance claire. Oans ce contexte; l'Indice CAC 40 après avoir ouvert sur une baisse ineignifiante de 0,03 % restait quasiment inchangé pour céder 0,06 % on fin de metinéa. En début d'après-midi, le marché françeie sembleit tou-jours aussi amorphe of le CAC 40 per-doit 0,01 % à 2 044,94 points.

La fermetura lundi dee Bourses de Now-York of de Londres est l'explica-tion principale à l'attentisme et à la fai-blessa de l'activité de la place pari-sienne, « digne d'une séance du mois d'acôts, expliquait un opérateur. Les transactions etrainnalest, adiablement transactions etteignalent póniblement 650 milions de france sur le marché à règlement mensuel vars 13 heures. Sout semblant d'ectivité, les arbitrages indiciols, qui commencent en reisen de la ciòture vendradi du contrat de mai d'op-tion sur l'indice CAC 40.

Pourtant, les marchés de teux étaient plutôt résistante. Le MATIF était ferme, ancré autour des 109 points, en dépit d'une poute tension sur le teux au jour le jour, qui s'établissait en matinée à 9 7/8-10.

9 7/8-10.

Du côté des voieurs, Aicetal gagnait 0,9 % avec 77 000 tires traitée. Le titro mente sur l'idée selon taquelle le fou vert au projet du TGV-Est devrait bénéficer au groupe. Les valeurs pétrolières réagessaient bien à la décision de l'OPEP de ne pas relever son plafond de production. Co qui devrait diminuer le baisse attendus des cours du brut. BP France gagnait 2,2 %, Totet, 1,3 % et Elf Aquitaine, 0,9 %. Progression également de 3,2 % d'Eurolunnel at de 2,5 % de Nord-Est, En revanche, beisse de 4,3 % de CCMC et de 2 % de la Compagnie bancaire.

LES INDICES HEBDOMADAIRES **DE LA BOURSE DE PARIS**

ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indices généraux de base 100 ;

	31 décembre 155	n	
	Valence frame, i. nov. yearbise Valence industriales Valence industriales Valence industriales Valence industriales Privoles-Energie Chicale Mitabergia, cafembras Energichi, decembras Energichi, decembras Aldence et quebeser Ind. de nomene, met alle. Agranfissentine Distribution Transports, feirira, services Adnovators	156-92 114,1 114,1 107 102,2 121,6 114,5 114,6 1	114.8 115.1 187.3 182.3 124.5 127.8 116.1 117.2 120.5 110.7 121.3 116.8
	Cridit become Siconi	112.5 89.1 95.7	115 56,6 35,1
	Bose 100 : 31 décemb	115,5	114,5
ı	Values franc 2 resum than	99.5	100 %

Base 100 on 1949 c. i vev. verbile 4 373,9 4 396,4 Bess 100 en 1972

Base 100 : 31 décembre 1980 hudice size vol. tr. 3 rev. tize 118,9
Emprest d'East 120,5
Emprests gerande et ensistée 117,4
Sociétée 118,2

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 31 décembre 1981

		•
	15-5-82	22-5-82
	-	-
ndice clinical	551,6	545,9
rodice général	456.7	460.3
oustraction	533.2	522.1
ieu d'égipement	253	293,1
iens de conscen durables	671.7	62.1
leas de cumous, son desables	\$07,1	613.8
Secret de compose, after.	295.5	112
47km	143.3	550.2
ocittés linaucières	520	815
ociétés de la zone tranc autici-		
ert principalement à l'étrapeer	418,7	420.4
art principalement à l'étranger	551,A	420.4 555.3

TOKYO, 25 mai 1 Reprise

Après plusiaurs séances en demi-teinte, la Bourse de Tokyo est repar-tie à la hausse lundi 25 mai. L'indice Nikkei des principales valeurs gegnan en clôture 334 points, soit 1,83 %, à 18 555 points.

18 555 points.

Le fermeté du yen vis-à-vis du dollar et des achate à bon compte ont soutenu le cole. Pour eurant, le volume des transactione est resté reletivement feible et le plupart des grands investisseure ont ancore fait preuve d'ettentisme alors que New-York et Londres eont clos ce lundi. L'ettente de le publication cette semaine de nombreux résultats d'entreprisee pour l'exercice 1991-1992 (il s'est terminé le 31 mere) bloque également la plupart des initiatives d'achat tant japonalees qu'étrengères, a Les cours montent parce que personne ne veut vendre eux nivesux actuels », explique un opérateur.

VALEURS	Cours do 22 mas	Cours de 25 mai .
Ağısomoso Bridgestone Cacon Ful Bariz Honda Mosors Massabishi Heavy Soay Corp. Toyada Mosors	1 250 1 160 1 440 1 490 1 490 1 380 1 380 1 490	1310 1170 1440 1530 1530 1370 1370 585 4300 1510

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renselgnements:

46-62-72-67

PARIS

Second marché (selection)							
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernie cours		
Alcomi Cibies Armait Associes B.A.C. Baye Verres Boiron (Ly) Boisset (Lynn) C.A.Ide-Fr. (C.C.I.) Cabernon Cardif C.E.G.E.P. C.F.P.I. C.N.I.M. Codetour Conicoran Crecia. Despirio Delmas Demarky Worms Cis. Devertey Devertey Devertey Devertey	4716 250 55 790 239 790 366 10 870 174 270 286 1218 192 260 1030 370 1069 186	4800 250 784 500 770 385 869 174 272 90 1209 288 197 1080	Inmob. Häzsikru Internt. Computer LP.B.M. Locarid. Metre Comm. Molet. Phil Filipsochi. Finore-Alp.Edu E.y.) Select Invest (Ly) Serbo. Sopra TF1 Thermador H. (Ly) Uning Coupe.	1100 131 65 80 75 10 201 178 506 328 98 50 300 325 514 427 258 113 845	1120 75 200 509 328 98 50 299 325 509 432 255 115 850		
Dollans Editions Belford Europ. Propulsion Precor	115 165 200 110	120 157 - 211	LA BOURSE	SUR N	AINITEL		

MATIF nel 10 %. - Cotation en pourcentage du 22 mai 1992

162 20 870

COURS		ÉCHÉANCES	
COOKS	Juin 92	Sept. 92	Déc. 92
Dernier	109 108,74	109,34 188,98	109,42 109,20

	Options	sur notionn	el		
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE		
I REAL D ENERGICE	Juin 92	Sept. 92	Jmn 92	Sept. 92	
109	0,09	. 0,94	0.56	0,85	

CAC40 A TERME

COURS	Mai	Jaio	Juillet
Dermits	2 046,50	2 039	2 030,50
	2 028	2 020,50	2 017,50

CHANGES

Dollar: 5,4265 F

Le dollar s'inscrivait co légère baisse, lundi 25 mai, dans un

batse, fundi 25 mai, dans un marché qui devait rester calme en raison de la fermeture de la place américaine. A Paris, la monnaie américaine a clôturé en repli à 5,4265 francs, contre 5,4395 francs vendredi à la cotation officielle.

FRANCFORT 22 mai 25 mai Dollar (en DM)__ 1,6175 TOKYO · 22 mai 25 mai Dollar (co yeas). 129,65 129,10

MARCHÉ MONÉTAIRE (cellets prives) Paris (25 mai).... 9 15/16 - 10 % New-York (21 stai) ______ 3 13/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91) 21 mas Valeurs françaises . 117,20 Valeurs étrangères . 107,10 107.90 (SBF, base 100 : 31-12-81) Lodice général CAC 546,67 (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 2 016,83 2 045,12

NEW-YORK (Indice Dow Jones) ... 3 378,72 3 386,77 Industrielles... LONDRES (Indice e Financial Times a) 21 mai 22 mai 2 782 2 715 2 141,90 2 149,7 112,60 111,9 39,46 89,5 89,58 FRANCFORT 1 785,48 t 802.96 TOKYO 22 mai 25 mai

_ 1 371,79 1 383,70

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS		
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	
\$ E-U Yen (100) Ecr Deutschemark Franc suiese Lire italiense (1000) Live streities	5,4230 4,1876 6,9440 3,3600 3,6493 4,4595	5,4250 4,1925 6,9060 3,3605 3,6532 4,4615	5,5840 4,2413 6,8921 3,3610 3,6573 4,4338	5,5090 4,2496 6,8991 3,3638 3,6639 4,4389	
Peseta (100)	5,3775	5,3822	5,3427	5,3529	

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

Demandé 3 13/16 4 5/8 18	3 15/16 4 3/4 10 1/8	Demandé 4 4 9/16	Offert 4 1/8 4 11/16 10 1/8
4 5/8	10 1/8		4 11/16
9 9/16 8 7/8 12 1/16 9 13/16 12 1/8 9 13/16	9 tl/16 9 12 5/16 9 15/16 12 3/8 9 15/16	9 9/16 8 11/16 12 1/16 9 13/16 12 1/8 9 3/4	9 11/16 8 13/16 12 5/16 9 15/16 12 3/8 9 7/8
	8 7/8 12 1/16 913/16 12 1/8 9 13/16	8 7/8 9 12 1/16 12 5/16 9 13/16 9 15/16 12 1/8 12 3/8 9 13/16 9 15/16	8 7/8 9 8 11/16 12 1/16 12 5/16 12 1/16 9 13/16 9 15/16 9 13/16 12 1/8 12 3/8 12 1/8

communiques en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RTL ENTREPRISES à 22h15 sur RTL Lundi 25 mai : Mardi 26 mai : Alain Boucheron, président du comité Colbert. • Le Monde Economie » publie un dossier



→ Le Monde → Mardi 26 mai 1992 31

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE D	U 25 MA	I				Cours relevés à 14 h 00
Companies Saffon VALEURS Cours pricoid. Premier Cours cours 4770 C.N.E.3%	. 5	Rè	glement mens	suel	\$2800	EURS Cours Premier Dender % cours +-
915 B.N.P. T.P. 920 915 915 915 915 915 915 915 915 915 915	+ 0 24 + 1 42 + 1 42 - 0 43 - 595 - Cridin Loc France Crigon (C) 1 35 - 330. CSSE - 1 380 - 0 82 - 3200 - Darrart 1 38 - 380 - Darrart 1 38 - 380 - Darrart 1 38 - 0 20 - 1770 - O Dissoirt 1 38 - O 20 - 1770 - O Dissoirt O 20 - 151 - O Mr. Sud-Est O Mr. Crigol 1 0 Mr. Sud-Est O Mr. Crigol 2 0 Dramart 2 0 Mr. Crigol 2 0 Mr. Crigol 2 0 Dramart 2 0 Dramart 2 0 Dramart 2 0 Dramart 2 0 Mr. Crigol 2 0 Dramart 2	Cours	VALERIS	+- sation VALEURS princid. - 0 28 535 Social Gent. 555 - 0 17 62 Social Gent. 555 - 0 17 129 Social Gent. 525 - 0 17 129 Social Gent. 523 - 1 134 80 Social Gent. 121 20 - 1 134 80 Sognelly 1 80 20 - 1 135 Social Gent. 122 20 - 0 67 1800 Som-Alib. 1580 - 0 67 1800 Som-Alib. 1580 - 0 13 1700 Source Florer. 1701 - 0 0 5 875 Sovice Florer. 1701 - 0 0 6 875 Sovice Florer. 1701 - 0 0 6 875 Sovice Florer. 1701 - 0 0 8 350 Spis-Bedged. 367 - 0 0 9 875 Strafor Factor. 825 - 0 0 9 835 Swince Florer. 1210 - 1 10 180 Thousan CS* 180 - 1 10 20 Total 120 - 1 10 10 Total 120 - 1 10 20 Total 120 - 1 10 20 Total 120 - 1 10 20 Total 120 - 1 10 1 120 U F B Locats. 341 - 1 0 5 735 U Lo. 749 - 1 141 310 Vis Bangot. 338 - 0 81 255 Usball. 538 - 0 82 124 Amax. Express. 122 20 - 1 10 1 54 Blooms Pt. 55 50 - 0 22 39 Barfieldont. 135 - 0 82 2730 Dainter Benz. 2720 - 1 22 39 Barfieldont. 138 - 0 82 2730 Dainter Benz. 2720 - 1 22 2730 Dainter Benz. 2720 - 1 22 285 Ensure Corp. 225 - 0 20 240 Ford Motor. 240 - 2 250 256 Ensurol. 138 70 - 0 97 225 Ensurol. 133 70 - 0 97 225 Ensurol. 133 70 - 0 97 225 Ensurol. 133 70 - 0 97 225 Ensurol. 130 71 - 1 15 Corp. 247 - 1 16 Corp. 248 - 1 16 Corp. 240 - 1 16	1540	Popul
100 00 00 00 00 00 00 00	COMPTA		1. 1. 1. 1.		lection)	22/5
VALEURS % % du coupon VALE	EURS Cours Demier préc, cours	VALEURS Cours Dernier préc. Cours	VALEURS Cours Demier préc. cours	VALEURS Emission Rechet Frais Incl. net	VALEURS Emission Rachut Frais incl. net	VALEURS Emission Rechat Freis Incl. net
Obligations CIM—CLTRAL Cognitions Complete	1400 1 [5] 2252 343 20 ·342 50 ·	Paris Children	Etrangères	Actilion 210 89 205 25 Agepargne 828 48 804 36 Améri-geat 7308 73 7025 70 Amplit 265547 39 266547 39+	Francis 902 50 497 5T Francis Flore 108 89 105 52 Francis Regions 1247 40 1211 07 Francis Associations 35 19 35 19	Prin' Associations
Emp Ent 3,8%78 101 8 01 Cil Industri 10,90% 79/94 101 05 7 79 Cpt Lyon A Emp Ent 13,4%83 105 35 5 71 Concepts	iele 15500 18500 1	Procher	AEG	Amplicade	Frecificate	Obsertz 139 63 136 22 Resholor 830 67 814 39 Resnacc 160 89 158 50
Emp.Exet 12,2% 84. 100 67 7 66 Constr.Mét 10,26% mars 86 104 92 2 08 Créde Gén QAT 10% 5/2000 108 80 9 94 Cr Universe	131 el (Ce) 340 340	Publicis	Arbed	Atour Func	Fructionee action D. 938 37 815 48 Gestion 14790 95 14717 36 Gen Associations 174 06 170 23	Revenus Trimesit 5294 25 5241 83
OAT 9.9% 12/199" 105 45 4.43 Darthsy OAT 9.8% 17/1996 103 10 3 10 PTT 11.2% 85 105 25 5 01 CFF 10.30% 85 102 40 3 19 Reves Visited Burst	·jest 3000	SACER 230 SACER 425 SAFAA 207 10	Banco Poputar Espe. 011 17800 17250 Cpc.Pacifique 76 20 77	Aus Capital	Hoteon	St Honoré Bors du Tr 11201 01 11145 28 St Honoré Gobat 231 49 220 99 St Honoré Invest 797 73 761 56
CTF 10,25% nov 90 107 80 1 88 Earth Beans CNA 10 % 1979 100 80 2 35 Earth Vistal	a Viehy 3050 3060	SAFIC Alten	Chryster Corp	Aza Europe	Interceptr	St Honore Pacifique
CNB Parinas 5000F. 98 02 3 58 Eng. Mag. F CNB Sunz 5000F. 80 02 3 56 Eng. fox En	rans	Salins du Išcli	23 22 70	Aus Ob.5r Eutrens	Japacis	Stourioc
CNE 11,575 853	97 2085 2021	S.End Part. (NR 150 Siliz	Glaub Holdings Ltd. 74 T4 10 Goodynar Tire. 394 90 Grace and Co (WR) 188	Aug Valeurs PER	Leum C.T	Scartter
OHARS FCE 3% 100 Fooclyon ONCA 1010 Fooclyon Cerus 2150 Fougetoile	561 865 399	\$1PH 150 181 \$M(CL 100 \$564 700 690	Honeywell Inc	Carlance 3	Lion Institution	SFI-CNP Assur
Alexate 0 % pany 89 638 France LA France LA France LA France SA France S	RD 690 Laj 2050 2065	Softical 1195 1180 Softical 176 76 775 20	Kubora	Capitacic	Lion 50 000	SJ Est
Gurmari Ganfia Gwelor		Sodara Autogène 920 920 Sovebel 419	Olivestri priv	Comptavalor	Lrvet Postafeul	Silvemente 224 69 220 48 Silvemente 448 27 434 33 S.N.1 1170 18 1736 10
VALEURS Cours Demier Grupe Vi	342 341 1103 1130 1100 1100 1100 1100 1100	Sterni	Robeco	Cred Matter Coor.T 669 30	Mone J	Sogenfrance
Actions Immobile	laise 5060	Tour Edina 21T 246 Uliner 1140 1148 Visat 488	Saipern	Dece	Mario Court Terme	Sognes
Agache (see fis.) 690 947 (mest.) 690 Applications Hydr. 1532 1579 Lander File Ber F	ilres 319 319	Vrigits	Tenneco inc	Ecoper 1108 32 1074 10 Ecoper 127 65 133 93 Ecored Captalisation 2573 83 2548 35	Matio-Ep. Ren	Solstates
Arbel	iere 476 90 460			Ecurual Géovalurs 2375 20 2305 02 Ecurual Invest 453 54 450 04 Ecurual Monopromento 66818 43 56818 43	Neso-Inter	St. Str Act.Import
BAP Intercent. 410 417 Cours. Berlin-Sey C 484 486 70 195a Bénéticone 2510 Machines Machines 485 485 Magulary Ma	950 800 Bull 35 35	PURUCITÉ		Ecureul Mondium	Natio-Placements	Stratégie Readement 1404 24 1380 04 Technocic 1135 20 1102 14 Techno-Gan 5900 87 5673 91
Bidgerman internat. 405 405 1	675	PUBLICITÉ	Hors-cote	Cicash. 2 4598 2 4599-6 Energia. 269 05 256 85 Eparcia. 3588 54 3568 64	Nano-Valours 800 67 884 35 Mippon-Gen 5103 64 4907 35 Nord Sud Dévelop 1593 27 1590 09	Thesora
Carcocol Lorrena	199 199 322 310 70 492 490	FINANCIÈRE Renseignements :	Boun Hydro Exerge 285 285 Calophos 95 95 C.G.H.Cogashor 11	Epercourt-Sicay	Obš-Associations 152 48 .151 95 Obšice-Hondrial 2628 41 2589 57 Obšice-Régions 1094 45 1078 28	Trisonoc
Consessing Blancy 379 380 Organ-De Combesi 68 Pales Non Osempez Ny 75 76 Pales Marc	789 789 Newtoni 1265 1260 Trigoni 535 880	46-62-72-67	Coparetr	Epargne Cromtance 1788 02 1741 14 Epargne Industrie 100 03 97 35+ Epargne J 69362 18 69362 16	Obligates cstd	UAP Actions France
Cote des Chang		arché libre de l'or	Europ Accum	Epergne Obligat	Oblisideuruli Scas	UAP Aleis
MARCHE OFFICIEL COURS COURS 25/5	COURS DES BILLETS MO achet vente ET	ONNAIES COURS COURS préc. 25/5	Gary Degreens	Epergno-Unio	Purbus Capitalisation 1507 15 1484 88 Purbus Opportunites 132 68 127 27 Paribus Paramole	UAP Moyen Termin
Ezans Unes (7 und)	325 345 Or fin (kilo en berrej 59100 59000 59000 59000	Paracip Paraer	Extensest cap. 687 82 667 79+ Exerce Leades. 1169 50 1135 15 Exercelyst 6669 16 5412 89	Patrimoine Retrang	Uni-Gerante
Pays-Bes (100 ff)	288 308 Nepole 4 2 4 7 83 91 9 4 10 2 Pièce S	on (201)	SGoben-Embeloge 1844 1844 SEPR	Europe Nouvelle	Placement 1	Usin Régions
Grèce (100 drachmes). 2 817 2 820 Susse (100 ft.s.)	353 373 Souven 89 97 82 90 Paice 2		S.P.R. act, B	France Garania	Poste Crossanca	Univers Obligations 1812 77 1768 56 Valorg
Autriche (100 sch)	51 59 Phos 5 38 44 Pibos 5	dollars	a : coupon a		i : demandé - + : prox précédent - e : m	

LOCOMOTIVE (42-57-37-37), Dogs &

La Train : 0 h ven. ; A Wedding Anni-

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boo-

zoo'e Jazz Combo : 21 h mer. ; Jacques

Caroff Group: 21 h jeu.; Michel Mardi-

gian Jazz Group : 21 h ven. ; Philippe de

Preissac Group : 21 h sam., mar.

LE MONTANA (45-48-83-08). Trio

Alain Bouchet : 22 h 30 mer., jeu., ven.,

sam. : Chris Henderson Duo : jusqu'au

31 mai. 22 h 30 dim. ; Trio Philippe de

MONTGOLFIER (40-60-30-30), St6-

phana Guérault : 22 h lun., mar. Clari-

nette, saxophone, chant ; Pierre Galliga-

ris All Stars : 22 h lun., mar. 22h mer.

LA MUTUALITÉ. Vassilis Papaconstan

tinou: 20 h 30 mer.; Third World:

21 h sam.; Bozi Boziana, Anti-choc:

NEW MOON (49-85-92-33), Silver

d'Argent, les Rabins volents : 21 h 30

mar.; Claw Boys Claw: 21 h 30 jeu.,

ven. ; Flower Child: 21 h 30 sam. ; Jam

Session : 21 h 30 lun. ; Lofofora The-

NEW MORNING (45-23-51-41). IACP :

21 h 30 mar.; Les Têtas brulées :

21 h 30 sam. ; Howard Jones : 20 h 30

OLYMPIA (47-42-25-49). The Beautiful

South: 20 h 30 mer.; Tremplin Rap

Dansa: 18 h 30 jeu. : Bailly Spinto:

PASSAGE DU NORD-OUEST

(47-70-81-47). Willie Loco Alexander:

22 h jeu. ; Tim Blake : 22 h ven., sam.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE

(43-21-56-70). Chance Orchestra: 21 h

leu. ; Rido Bayonne : 21 h ven. ; Five

o'Clock Jazz Group : 21 h sam. : Soirée

CIM : 21 h km : Sténhane Grappelli.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL

(43-28-28-59). Saxomania de Claude

Tissendier: 21 h mar.: Paris Wash-

board : 21 h jeu. ; High Society Jazz

Band : 21 h ven. ; Orpheon Celesta :

21 h sam. : Alligators Jazz Band : 21 h

PETIT OPPORTUN (42-36-01-38).

Turk Meuro, Alain Jean-Maire, Michel

Gaudry: 23 h mer. Saxophone, plano,

rie) : Riccardo del Fra, Denis Leloup.

Jsan-Pierre Arnaud : 23 h leu., ven.,

sam. ; Siegfried Kessler, Michel Zenino,

REX CLUB (45-08-93-89). Double Nel-

son : 0 h mer. ; Rex Appeal : jusqu'eu

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).

Olivia Becker etc : jusqu'au 30 juln.

22 h 30 mar., jau., ven., sam., lun.

SING SONG (43-43-82-02). Stéphane

Persiani Trio : 23 h jeu., ven., sam. ;

SLOW CLUB (42-33-84-30). Alcootest

Blues Band : 22 h mar., jeu., van.,

SUNSET (40-25-46-80). Francis

Lockwood, Jsan-Pierra Dabsrbat

Quartet : 22 h 30 mer., jeu. : Plerre

Mimran, Michel Grailler, Gilles Naturel :

Trio, Tony Russo: 22 h 30 km.; Toot

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT

(47-27-81-15). Trio Dominique Cravic :

jusqu'au 31 mai. 18 h 30 mer., jeu.,

UTOPIA JAZZ CLUS (43-22-78-68).

Luc Bartin, The Studs : 22 h mar. ;

Desespsrados : 22 h jeu. ; Pick up

22 h ven.; Sharon Evans: 1 h sam.

Baby Bluee: 22 h sam.; Ducky Smok-

ton: 22 h km.; J.-J. Milteau & Co: 22 h

LA VILLA (43-26-60-00), Jesse Davis,

Jackie Terrasson, Pierre Boussaguet

22 h mer., jeu., ven., sam. Saxophona

piano, basse, Léon Parker (batterie) :

Emery Davis Quartet: 22 h lun.: Gilles

Clément, Alain Jean-Marie, Yves Dor-

ZÉNITH (42-08-60-00). Lise Stenfield

Périphérie

SOULOGNE. LATITUDES PORTE DE

SAINT-CLOUD (49-10-49-10), Laurent

CRÉTEIL. 186. AVENUE (48-99-75-40). B88, Soft-is : 21 h ven.

MELUN. ESPACE SAINT-JEAN (64-52-10-95). Jean-Philippe Winter,

MONTREUIL INSTANTS CHAVIRÉS 142-87-25-91). Silhouettes : 21 h jeu. ;

Trio Pied de Poule : 21 h ven. ; La

Grande formation de liège : 21 h sam. ;

Zhivaro, Jacques Veille, Philipps Des-

SAINT-DENIS. MJC (42-43-44-33).

Mike Rimbaud, Moloko : 20 h san.

22 h 30 ven., sam. : Emmanuel Sourdex

sam. ; Spanky Wilson : 22 h mar.

mar.; Barking Dogs: 22 h 30 mar.

Serge Krief Trio: 23 h mar.

Sweet: 22 h 30 mar.

ven., sam. ; 14 h dim.

schinsky : 22 h mar.

Erdos: 22 h ven., sam.

nsolance : 21 h sam.

chepper: 21 h mar.

20 h mar.

ven. ; Nuit exotique : 23 h sam.

Simon Goubert : 23 h mar.

Heelers: 19 h 30 leu.

lun.; Claude Bolling Trio: 21 h mar.

Marc Fosset: 21 h mar.

Michel Bescont Trio: 21 h lun.

Preissac: 22 h 30 km., mar.

23 h sam.

rapy: 21 h 30 mar.

19 h 30 ven.

versary : 0 h mar.

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

AMPHITHÉATRE DE LA SORBONNE. Montsvardi Consort da Londraa : 20 h 30 ven. Jacques Grimbert (direction). Monteverdi Kate Eckerelay, Lome Winsdor: 20 h van. Sopranos, Michael Goldthorpe (haute-contre), Adrian Brand (ténor), Peter Harvey (baryton), Monteverdi Consort, Jecques Grimbart (diraction). Monteverdi.

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Cristine Ortiz: 19 n mer. Piano Ravel Schumann, Chopin.

DÉJAZET TLP (42-74-20-50), Per ei. par la : 20 h 30 van. Spectacle musical de et avec Frédéric Fontansrosa (piano). Renaud Fontanarosa (violoncelle), Bsch, Faure, Peganini, Scriabine, Prokofiev. Strauss, Chopin, Satia, Choatakovitch, Dobussy.

FGLISE DE LA MADELEINE. Le Concert classique : 20 h 30 mar. Asayo Otsuka (soprano), Jaan Mrouat (alto), Danis Manfroy (ténor), Jean-Loula Bindi (bassa), Eneembla vocal Loré, Chariss Limouse (diraction). Requiem de Mozart. EGLISE NOTRE-DAME-DES-BLANCS-MANTEAUX. Ls Csmarete da Vsrsaillee: 17 h dlm, Gaele Le Rot (soprano), Jesn-Françoie Monvoisin (ténor), Elisabeth Guy-Kummer (alto), Jacques Perroni (basse), Chorale Arthur-

(direction). Mendelssohn, Haydn. **EGUSE NOTRE-DAME DU ROSAIRE** DE PLAISANCE. Loranzo Cipriani : 20 h 30 km. Orqua, Mercandante, Bel-Eni. Balilla-Pratella, Batiste.

Honegger da Blois, Amsury du Closel

EGUSE SAINT-EUSTACHE, Ensemble orchestral da l'églisa Saint-Eustscha : 20 h 45 mer. Jaan-Sébastien Bereau (direction). Honegger, Milhaud,

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Orchestre da chambre Da Capo: 21 h mar. Pierra Amoval (violon), Dominique Barbler (direction), Mozart,

EGLISE SA)NT-JULIEN-LE-PAUVRE. Les Trompettes da Versailles : 20 h 30 Jeu. Vivaldi, Marcello, Purcell, Telemann Le Philharmonia de chambre : 20 h 30 ven., sam. Françoisa Duffaud (violon), Darlo Parez (direction), Vivaldi, Mozart, Albinoni, Pachelbel Orchestre symphonique de la Schola Cantorum : jusqu'au 12 Juin. 20 h 30 mar. Yvan Nommick (direc-

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Ensemble instrumentel d'Ile-de-France : 17 h 30 ieu. : 20 h 45 sam, Chorale du consarvatoira Jeff-Le-Penvan de Ouimper, Bruno de Saint- Maurice (direction). Le Messie de Haendel.

FIAP (45-55-85-93). Robarto Aussal, Delia Estrada: 20 h sam. Piazolla, Cervames, Pignoni, Ginaresta. Lee samedi de la guitare.

LE MADIGAN (42-27-31-51). Vantzislava et Snejina Choykova : 22 h 30 mer., ven. Violon, piano. Brahms, Beethoven Lais Moustafs-Zsdé : 22 h 30 sam. Piano, Essthoven, Chooin, Liszt, Scriabine, Schumenn, Brehme, Busoni Alberto Carruzo : 22 h 30 lun. Piano. Bach, Franck, Beno, Liszt Claudine Movsessian. André David : lusqu'au 2 juin. 22 h 30 mar. Clarinette, piano, Janacek, Brahms, David, Debussy,

OPÉRA-SASTILLE (44-73-13-00). Teresa Berganza: 20 h mar. Mezzo-soprano, Juan Amonio Alvaraz Parajo Ipiano), Rossini,

OPUS CAFÉ (40-38-09-57). Myrism Lorimy, Fabrica Boulanger : 22 h msr. Soprano, piano. Mozart, Donizstti Bertrand Cervera, Cetherine Lenert: 22 h jeu., ven., sam. Violon,, piano. Bech, Alexendre Merksas: 22 h lun., mer.

SAINTE-CHAPELLE (46-81-55-41). Engembla Are Antiqua da Paris : 18 h 45 21 h mer. Musique du temps des troubadours et des trouvères, musiquee das 16- at 17- siècisa Ensamble d'archet européen : jusqu'au B juin. 21 h jeu., sam. Christophe Boulier (violon), Carl Brainich (direction). Bizet, Vivaldi Ensemble d'archet auropéen : 21 h ven., dim. Carl Brainich (direction). Rossini, Puccini, Mozart Les Trompettes da Versaillsa: 21 h lun. Vivaldi, Marcello, Purcell. Telemenn Ensamble d'erchet européen : 21 h msr. Jeen-Marc Philips (violon), Carl Brainich (direction), Page-

SALLE BRASILIA (48-07-20-17), Juen Esteban Cerdero ; 20 h 30 mer. Piano. Bach, Schumann, Chopin,

SALLE CORTOT (47-63-80-16). Miriam Ruggari, Patrick Cohan: 20 h 30 mer. Soprano, pieno, Roselni, Granados, Ravel Wolf Pater Harvey, Cetherine Edwarda : 20 h 30 mar. Basse, piano. Chausson, Poulenc, Schumann, Schu-

SALLE GAVEAU (48-53-05-07). Orchastre symphonique français 20 h 30 lun. Philippe Cassard (plano). Laurent Patitgirard (direction), Beethoven, Bizet Michel Béroff, Jean-Philippe Collard: 20 h 30 mar, Pianos. Mozart, Schubert, Liszt, Messiaen,

SALLE PLEYEL (45-63-88-73), Ensem bla orchestral de Paris : 20 h 30 mar. Jean-Marc Luisada (piano), Mario Venzago (direction). Beathoven, Schubert. THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-36-37). Orchestra national da France: 20 h 30 mer. Barbara Hendricks (soorano), Michel Plasson (direction). Magnard, Mozart, Britten, Rimski-Korsakoy Quartuor Juilliard: 11 h dim. Haydo.

THÉATRE DU LIERRE (45-86-55-83). La musique adoucit les sons : 20 h 30 lun., mar. Ensemble da musique contem poraine Cassiopée. Rebotier.

THÉATRE GRÉVIN (43-58-75-10). Ensemble Musique oblique: 20 h 30 km. Holbrooke, Bowen, Bax, Britten.

Périphérie

ARGENTEUIL BASILIQUE SAINT-DE-NYS. Margaret Price, Graham Johnson 21 h mar. Soprano, piano. Brahms, Wolf, Wagner. Dans le cadre du Festiva Autour de la voix II seminario musicale 15 h 30 dim. Coreti, Vivaldi.

AUVERS-SUR-OISE, EGLISE NOTRE DAME (30-36-77-77). Maria-Joao Pires: 20 h 45 sam. Piano. Mozart, Schumann, Chopin. Dans la csdre du Festival d'Auvers.

EVRY. THÉATRE DE L'AGORA (84-97-22-99). Ensembla Sine Que Non: 17 h dim. Nicolaa Brochot (direction). Dans la cadre de la Biennale de la création musicale et chorégraphique. MÉRY-SUR-OISE, CHATEAU DE LA

CGE. Jacqusline Mayeur: 20 h 45 ven. Mezzo-soprano, Raymond Alessandrini (piano), Nicolsa Bone (alto). Brahms, Schumann, Marx, Schrekar. Dans la cadra du Festival d'Auvers. MÉRY-SUR-OISE. EGLISE SAINT-DE-

NIS. Msria-Joso Piree, Augustin Dumay: 17 h 30 dim. Plano, violon. Fauré, Schubert, Baathoven. Dana le cadre du Festival d'Auvers.

MOISSY-CRAMAYEL LA ROTONDE (84-88-88-11). Orchestre de Melun-Sénart : 20 h 45 sam. Yves Lestang (direc-NANTERRE. THÉATRE DES AMAN-

DIERS (46-14-70-00). H : jusqu'eu 14 prin. 21 h mar. Litanie musicale et égalitaire d'sprès le dictionnaire. Georges Aperghis (musiqua, mise en scène), avec Jsan-Pierre Drouet, Richard Dubelski, Nadir Elia, Michael Lonsdale, Alcha Sif. NOISY-LE GRAND. EGUSE SAINT-

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

SUI PICE (45-92-27-75) Engemble instrumental Jean-Welter Audoli : 21 h sam. Kai Gleusteen (violon). Chœur de l'Ensemble Claudio Monteverdi, Jean-Walter Audoli (direction). Vivaldi, Haen

SAINT-DENIS. CHAPELLE DES CAR-MÉLITES (42-43-33-55). Catharina Oubosc, Ruben Lifschitz : 20 h 30 lun. Soprano, piano. Debuasy. Dans le cadra du Festival de Saint-Denis.

VERSAULES CHAPFILE ROYALE DU CHATEAU, Les Caractères : 17 h 30 sam. Noémi Rime (soprano), Marie Boyer (mezzo-soprano), Psul Carlioz (violoncalla), Claira Bodin (clavecin), Bernier, Foggia, Carissimi.

OPÉRAS

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elektra : jusqu'eu 29 mal, 19 h 30 van. Opéra de R. Streuss. Orchastre et chœurs de l'Opéra da Paris, Gwynath Jones (soprano), Sabine Haas (soprano), Philippe Rouillon (baryton), Jean Dupouv (ténor). Léonie Ryssnak (mazzo-soprano), Philippe Desert (basse), Michael Schönwandt (direction), David Pountney (mise en scène).

JAZZ, POP. ROCK

ALLIGATORS (42-84-11-27), Six of us ; 22 h mer. ; N'Guyen Lê, François Moutin, Joël Allouche : 22 h jeu. : Judy Niamack Quartat : 22 h ven., sam, Steve Lacey Quartet: 22 h mer.

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-88). Franck Lacy, Ronnie Burrage, Lonnie Plaxico : 22 h 30 mer.. leu. ; Turk Mauro Quartet : 22 h 30 ven., sam. ; Claude Barthelemy, M. Denizet, J.-L. Ponthieux : 22 h 30 dim., lun. ; Jam Session : Jusqu'au 30 Juin. 22 h 30

BAISER SALÉ (42-33-37-71), Jam Session : jusqu'au 24 juin. 22 h 30 mer. ; SAEP: 22 h 30 jeu., ven., sam.; Audition publique de deux groupes : jusqu'au 31 mai, 22 h 30 dim. ; Captain Mercier jusqu'au 29 juin. 22 h 30 km.

BAR DU POTAGER (40-26-50-96). Duo Serge Rehærson : 22 h mer., jeu. ; Duo Enzo: 22 h lun., mar. BATACLAN (47-00-30-12). Luah

20 h 30 mer. HE RUROOUS Quesada Quintet: 22 h 45 mer., jeu.

ven., sem.; Alex Senders Trio: 22 h 45 dim. : Turk Mauro Quartat : 22 h 45 lun., mar. BLUES DU NORD (42-09-00-77). Little Big Man : 22 h jeu.

BOUFFONS THEATRE (42-38-35-53). Nicolas Vassal: 21 h mer., jeu., ven., sam.; Yakovleff Quartet: 17 h sam. CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-61-62). Dixie Stompers: 22 h 30 mer., jeu.; Marc Tobaly: 22 h 30 lun., mar.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-25-65-05). Jesn-Psul Amouroux Boogia Machina: 21 h 30 mar., jau., ven., sam., dim. ; Jean-Luc Parodi, Thomas Mockel : jusqu'au 11 juin. 21 h 30 un., mar.

CITY ROCK (47-23-07-72). Nomade in France: 0 h mar.: Time Trioger: 0 h jeu. ; Ze Boom : 0 h ven. ; Kart : 0 h sam. : SC Jones & Co : 0 h dim. ; Honky Tonk: Oh lun.; The Moons: Oh mar. ELYSÉE-MONTMARTRE, Fugezi, Girls against Boys: 19 h 30 mer. ESPACE ORNANO, Giants: 18 h 30

mar.; Mucky pup: 19 h 30 lun. L'EUROPÉEN, Welcoma to Julian 20 h 30 km.

L'EUSTACHE (40-28-23-20). Stevs Potts: 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. FRONT PAGE (42-38-98-88) Zaboom : jusqu'su 27 mai. 22 h 30 mer. ; Péril Jaune : 22 h 30 jeu. ; Franck Ash Blues Band: 22 h 30 ven.; Shakin Blues: jusqu'au 30 mai. 22 h 30 sam.; Jam Session : jusqu'au 31 mal. 17 h dim.; Damage sisters: 22 h 30 km.; Frogmouth: 22 h 30 mar.

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Claude Tiesandier, Jean Chaudron: 21 h van. Saxophone, bassa, Jean-Pierre Pottier (piano): Trio New Orleans: 21 h sam. HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). Marina Xavier : 22 h 15 mer. ; Pep Jet : 22 h 15 jeu., sam.; David London 22 h 15 ven. ; Bill Thomas : 22 h 15 lun.: Woombats: 22 h 15 mar.

JARDIN D'ACCLIMATATION (39-58-48-41), Philippe Mate Jazz Quartet : 16 h dim. Philippe Mate (saxophone), Luc Leboiselier (claviers), Bernerd Cochin (contrebasse), Moured

Benhammou (batterie). JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Nita Whitaker : jusqu'au 6 juin. 22 h 30 mar., jeu., ven., sam., m., mer. ; Boto e Novos Tempos : jus ou'au 31 mai, 22 h 30 dim.

LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Dominique Cravic Trio : 22 h mer. ; Laurenca Lecoq Ouartet 22 h jeu. ; Manu Le Prince Quintet : 22 h ven., sam. ; Jazz'n Fun Quintet : 22 h kın. ; Philippe Goehrs Quartet : 22 h mar.

CHANSON

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Vartoche: 17 h 30 dim.; Jean-Charles Roche: 20 h 30 dim. CASINO DE PARIS (49-95-98-98) Renaud : Jusqu'au B juin. 20 h 30 mar.,

jeu., ven., sam., lun., mar. CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson francaise : 21 h mer., ieu., ven., sam., lun., mar. Chansons à le carte tous les

DUNOIS (45-84-72-00). Une chanson en anfer : 20 h 30 mer. Denis Colin (composition, clarinette), Michèle Kerhoas (voix), Didier Petit (violoncelle), Bernard Colin (mise en scène). Textes d'Ar-

PALAIS DES CONGRÈS. Diane Outresne, Jacques Haurogné : 20 h 30 mer. Orchestre symphonique d'Europe, Olivier Holt (direction). Dans le cadre de

PLATEAU 26 (48-87-10-75). Jean-Maria Leblanc : 19 h dim. : 18 h 30 km. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).

Yves Postic : jusqu'au 13 juin. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mer. THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Patricia Campart, Philippe Klein: 19 h jeu., ven., sam.; 15 h

dim. Christins K., Gianl Mancus, Géreldine Pearl ; Yves Uzureau : jusqu'au B Juin. 20 h 30 jeu., ven., sam., lun. ; 15 h dim, Mirifiques, mi-raisin. THÉATRE DE LA RENAISSANCE (44-63-05-00). La Java des mémoires :

scène par Roger Louret, TOURTOUR(48-87-82-48), Marie Line :

21 h mar. L'histoire d'une drôle d'épo-

que. Speciacia musical concu et mis en

jusqu'eu 4 juillet. 22 h 30 mer., Jeu., ven., sam., mar. Alain Pievic (clavier), Denis Aigret (quitare).

TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (40-26-28-58). Trio Trottoirs de Buenos Aires : jusqu'au 2 juin. 22 h 30 mer.,

Périphérie IVRY-SUR-SEINE. THÉATRE (46-70-21-55), Gérard Pierron : 20 h 45

BALLETS

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Thullal du Kerale : jusqu'au 31 mai. 20 h 30 mer., jau., ven., sam. ; 17 h 30 dim. Shiro Daimon : 21 h km., mar. Danse no, Kabuki.

INSTITUT D'ART (43-25-60-99). Spinach Ballet : Sufrir es mi destino. OPÉRA-COMIQUE. SALLE FAVART (42-65-88-83). Mouv'danse hip-hop : 20 h 30 mar. Art Zona, Black Blanc

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Ballat da l'Opéra de Paris : Jusqu'au 30 juin. 18 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. Orchestre national de l'Opére de Paris, David Coleman disconsissiones Venteur Des Maurille. (diraction). Veslaw, John Naumiar (chor.); Carmen, Roland Petit (chor.);

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Ballet Cullberg, Matts Ek : jusqu'au 13 juin. 20 h 30 mar.

Etudes, Hareld Lanser (chor.).

Périphérie

1

£_

77.

MENNECY. ESPACE CULTUREL JEAN-JACQUES-ROSERT (69-90-04-92). Ensemble Altamanca, Jesn-Christophe Paré : 17 h dim. Jean-Luc Menet (80tes), Eric Lomberger (clarinatta). Jean-Christophe Paré Stockhausen, Fernayhough, Madema, Carter, Stravinsky, Donatoni. Dans la cadre de la Biennale de la création musi-

MUSIQUES DU MONDE

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Sepho : 20 h 30 ven., sam. Chante Ourn Kelsourn.

PARIS EN VISITES

MARDI 26 MAI 14 h 30, métro Gobalins, davant la

«Hôtals et jardins du Marais-Sud. Placa des Vosges», 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé). «Peris-village: Marcel Aymé et la butte Montmartre», 14 h 30, square Norvins (Le cavaller bleu).

«Trésors chinois au parc Mon-eau», 14 h 30, 7, avenus Vélasquez «L'hôpital Saint-Louie», 14 h 30,

rue de la Grange-aux-Belles Merle). à travers le vieux # Promenada Montmartre », 15 heures, métro Lamarck-Caulaincourt (Lutèce visites).

«Les hôtels célèbres du Marais illu-minée», 21 haures, métro Saint-Paul PROCRÉART (42-06-59-91). Th'Faith «Les pessages marchands du dix-neuvième siècle», 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

« Las passagas couvarta », 14 h 40, 33, boulevard da Stras-bourg (Paris autrefois).

28 mai. 23 h jeu. ; L'Etudiante : 22 h 30 « De la Raina Blancha au jardin royal, sur la tracé da la Bièvre »,

Manufactura (Paris capitala histori-

«Le vieux quartiar des Halles», 14 h 30, église Saint-Eustache (A nous deux Paris). «Le réfectoire des Cordeliers et les collègas royeux de chirurgle ». 15 heures, 15, rue de l'Ecole-de-Mé-

Le cimatièra Montmertre », 10 h 30 et 14 h 45, entrée avenue Rachel (V. de Langlade).

«Laa Lautrec da Leutrec», 14 heures, 58, rue de Richelieu (Tou-«L'hôta) de Lassay», 15 heures, 33, quai d'Orsay (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

3, rua da Lisbonna, 17 h 30 ; «Passé at avenir de la piace de la Concorde», par Michel Jantzen.

Le Monde EDITIONS

vient de paraître



EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde HORS-SÉRIE

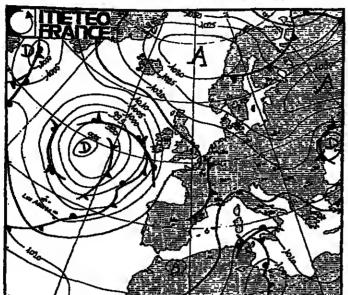
LA FRANCE DANS SES RÉGIONS

156 pages - 45 F

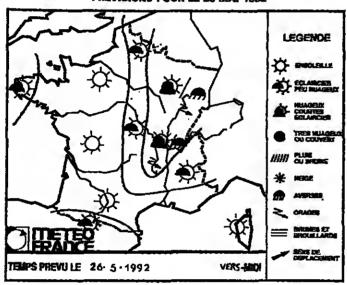
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



SITUATION LE 25 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 26 MAI 1982



Mardi : soleil et chaleur. - Sur une grando partin du pays, le soleil régnera du matin jusqu'au soir. Les brumes et les bancs de breuillards matinaux seront vito oubliés. Les températures seront bien supénoures aux normales

Quolques exceptions à ce beau

Sur les départements de l'Est - des Ardennes, de l'Alsace et de la Lorraine au Massif central et aux Alpes – la matinée débutera sous les résidus oraneux de la veille. Dans la journée, après quelques éclaircies, les nuages vont à nouveau se développer et des orages éclatoront. Ces oragés seront fréquents près des frontières de l'Est, et on n'est pas à l'abri de chutes de grêle.

*

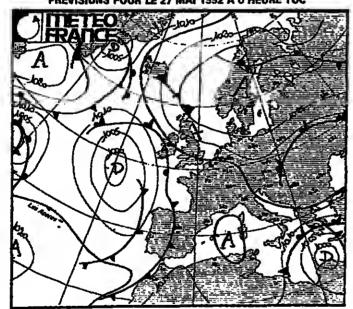
Sur la chaîne pyrénéenne, des

Le ciel de la pointe Bretagne sera souvent voilé par des nuages de haute et moyenne abitudes.

Il fera ancora très doux au lever du jour avec des températures générale-ment comprises ontre 12 degrés et

L'après-midi, la chaleur sera au rendez-vous. On se rapprochere des 30 degrés sur la moité ouest. Sur les côtes de la Manche, il fera un peu plus cotes da la Manche, il fora un pau plus frais avec 21 degrés à 24 degrés. Sur la moitié est, les températures maxi-males seroni généralement comprises entre 23 degrés et 27 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 27 MAI 1992 A O HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs extrêmes relevées entre le 25-5-92 le 24-5-1992 à 18 heures TUC et le 25-5-1992 à 6 heures TUC											
BIABRI BORDE BOURG BREST CARRI GLESSO DLIGN LILLE LINGOGI LYOR MARCY NANTES	TATALITATION OF THE STATE OF TH	D D D D D D D D D D D D D D D D D D D	TOMES. POINTEA É ALGER. AMSTER	ATTRE. 31 FRANGE FRANGE 11 DAM 21 SS. 21 OVE 21 DE 22 AGUE 19 26 AGUE 19 27 AGUE 19 28 AGUE 19 28 AGUE 19 28 29 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30	13 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	LUXEMB MADER MARRAI MEXICO MILAN- MOSCOL NATROBE NEW DEL NEW DEL NEW TOTO OSLO PALMA- ER DELL' SUNGAPO STOCKED STOCKED VARSOVI VARSOVI VARSOVI VARSOVI VENEZ-	30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 3	16 D 14 D 15 D 16 D 16 D 17 N C C C C C C D 15 N C C C C C C C C C C C C C C C C C C			
A	B	C esel convert	D cad dogstee	N cirl nuxeus	ouse.	P	T tempète	# acrgc			

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure lécale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi uvec le support technique spécial de la Météorologue nationale;

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Morales

N peut ne pas eimer Prilippe de Villiers, l'homme qui fait chanter les lendemains moraux. On peut juger vaguement amaqueuse sa manière d'habiller de rayons laser, pour la faire resplendir aux yeux de la jeunesse, cette calternance morale» derrière laquelle on voit bien ce qui se profile. Ah, vous avez la manière, Vicomtel Pas trace chez vous de culpabilisation de l'esprit de jouissance», qui sentirait trop le rabatjois. Mais de l'élan, du panache, du cœur! Que la morale est jolie, portée par Cyranol

On peut donc estimer contre neture ce mariage de la «communication » moderne - main sur le

TF 1

20.50 Variétés : Charles Trenet

23.45 Magazine : Minuit sports.

13.45 Sport : Tennis. Roland-Garros. 19.59 Journal, Côté court, Journal des courses et Météo.

20.55 Variétés : Noah à Bercy.

FR 3

TF 1

22.50 Journal et Météo,

a rendez-vous avec la Une.

23.00 Sport : Côté court. Résumé des interna ponsux de tennis de Roland-Gerros.

23.15 Cinéma ; Le Désert des Tartares, w Film italien de Valerio Zurini (1978).

20.45 Cinéma : Sueurs froides. ### Film américain d'Alfred Hitchcock (1957).

23.10 Océaniques. Hector Guimard, un archi-tecte et ses folies, de Pascal Kané.

13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.

17.50 Série : Hélène et les garçons.

22.45 Magazine : Ciel, mon mardi l

14.25 Feuilleton : Côte Ouest, 15.30 Feuilleton : Scandales à l'amirauté 17.05 Club Dorothée.

17.25 Série : Parker Lewis ne perd jamais.

22.35 Magazine: L'Amour en danger.

cosur et formules calibrées - et du plus ancien discours du monde, de la chouannerie et des effets spéciaux. On peut avoir envie de le poursuivre pour publicité mensongère. S'agissant de l'avortement, les femmes ont connu l'eleternance morale» jusqu'en 1975. Elle était synonyme de voyages à Lon-dres ou d'arrière-cuisines. Et de mort, parfois. Il y a qualque chose d'obscène à voir les Dan Quayle de tous pays prêcher dans les ghettos les vertus de la famille.

Mais il ne faut pas se tromper d'angle. Pourquoi jeter à la figure du député de la Vendée, comme Ivan Leval à « L'heure de vérité », le spectre de Vichy? Observe-t-on

autour de lui un fourmillement d'anciens collabos? La presse emie multiplie-t-elle les sous-entendus? Lui-même semble-t-il soupconneble de racisme? Non. Il réagit à l'accusation avec une émotion que l'on partagea. Le spectre de Vichy, il ne faut pas l'agiter tous les trois matins. Sinon, il finire en épouvantail à moineaux.

Morale, encore. Bernard Tapie n'était pas armvé au gouvernement en soucoupe volante. Il avait bien fallu, pour le nommer, un président de le République et un premier ministre. Claire Chazal le rappela à Laurent Fabius, qui feignit de ne pas entendre. Quant à Pierre Mauroy I Hiar encore, il déposait aux

liste à Marseille, région perdue d'avance, où le patron de l'OM sauve les meubles, «Tapie n'est pas ma tassa de thés, laissa tomber le même Mauroy en apprenent la démission du ministre de la ville. inutile de chercher la morale où il ne s'en trouve pas...

Pour quoi est mort le juge Falcone? Un peu pour le morale, encore et toujours. Mais le combat du juge n'était pas seulement un combet italien. Demain, les Siciliens seront nos compatriotes européens. Cette tonne d'explosif sous l'autoroute nous e atteints aussi.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
> signalé dans « le Monde radio-télévision » ;
□ Film à éviter ;
■ On peut voir ;
■ Ne pas manquer ;
■ me Chef-d'ouvre ou classique.

Lundi 25 mai

CANAL PLUS

20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Cinéma :

Vacances très mouvementées. A Film américain de Howard Deutch (1988).

22.00 Flash d'informations. 22.05 Le Journal du cinéma.

22.10 Cînéma : Le Grand Ruban. E Film français de Philippe Roussel (1990).

23.40 Cinema : Cabat. m Film américano-britannique de Cive Barker.

20,30 Surprise-partie.

20.40 Cinerna : Cadavres axouis, mmm Film franco-italien de Francesco Rosi (1976).

22.50 Téléfilm : L'Enterrée vive. LA SEPT

20.05 Documentaire : Jacques Laurent, le roman d'un frondeur,

20.55 Informations : Dépêches.

21.00 Magazine : Carnets d'Europe. 21.05 Documentaire: The French.

23.00 Informations ; Dépêches. 23.05 Documentaire : L'Opéra du roi. 23.40 Informations : Dépêches. -

23.45 Danse : Le Cirque de Seurat,

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Grand Débet, Quel espoir pour l'Afrique? Avec notre cellaborareur Ecc Fotto-rino; Pierre Péan; René Durnont; Chris-tophe Guillemin; Jean-Bapuste Piacca; Hervé-Emmanuel N'Kom.

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

21.30 Dramatique. Pépites, d'Anita Van Belle.

22.40 La Radio dans les yeux. FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert Duo Seraphin clamabant, Missa Sanota et Immaculata; Hodie nobis colo-num Rex; Emandus in melius; Quem vidis-tis; Ave verum Corpus snatum, Ave vere sanguis Domini, Transeunte Domini Jesu; O megmum mysterium, per The Stateen.

Mardi 26 mai

23.55 Magazine : Regards sur court.

CANAL PLUS

13.35 Cinéma ; Hors la vie, mm
Film franco-indo-belge de M. Begdadi
(1991).
15.10 Megazine : Mon zénith à moi.
16.00 Cinéma : Air America, m
Film américain de Roger Spottiswoode
(1990).
17.55 Megazine : Dis Jérôme ?
18.00 Canalise peluche.

18.20 Jeu : Une femille en or. 18.50 Feuilleton : Santa Berbera. 19.15 Jeu : La Roue de la fortune. 20.00 Journal, Tiercé, Météo et l'apis vert. 20.50 Cînéma : Milou en mai. mm Film français de Louis Melle (1989).

13.45 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros, en direct. 19.59 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Cinéma : Le Festin de Babette. se Film denois de Gabriel Axel (1987). 22.40 Débat : Raison de plus. 0.20 Cinéma :

23.55 Sport: Côté court. Résumé des Interne-tionnaux de termis de Roland-Garros. 0.15 Journal et Météo. 0.30 1.2.3. Théâtre.

FR 3

13.00 Sport : Termis, internacionaux de Roland-Gerros, en direct. 18.00 Megazine : Une pêche d'enfer.

18.30 Jeu: Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 18.35, le journel de la région.
20.00 Un fivre, un jour. L'Affaire Shurdecock, de Graham Swift.
20.10 Divertissement : Le Classe.

20.45 Série : Les Aventures de Tintin.
21.35 Magazine : Faut pas rèver. Mgr Jacques Gallot. France : la chassion » de Burzet; Israël : Arabes chrétiens de Terre seine; Grèce : Patmos, l'ile de l'Apocalypse. 22.30 Journal et Météc.

22.50 ► Téléfilm : Le Demier Jour d'un condamné.

- En clair jusqu'à 20.35 18.30 Ça cartoon. 18.50 La Top.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Cinema: Pour Sacha.

Film français d'Alexandre Arcady (1990).

22.25 Flash d'Informations.

22.30 Cinéma : L'Estielle de Jacob. # Film américain d'Adrian Lyna (1990) (v.o.).

Bouge pas, meurs, ressuscite. nn Film soviétique de Vitali Kanevski (1990) (v.o.). 2.00 Documentaire : La Birmanie,

secrets d'un pays interdit. M 6

13.50 Série : L'Homme de fer.

14.40 Série : Destination danger. 16.45 Jeu : Zygomusic. 17.15 Magazine : Zygomachine. 17.35 Série : Chara.

18.30 Série : Vic Daniels. 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations, Météo, M 6 Finances. 20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Magazine : Ecolo 6. 20.40 Téléfilm : Polty. De Debbie Allen 22.20 Téléfilm : Mortelle rencontre. De Christian I. Nyby II.

Du 25 mai au 8 juin, Antenne 2 diffuse dans le format haute-définition 16/9 LES RENCONTRES DU COURT CENTRAL ET DU COURT N°1.

Grace au satellite TDF2 mais aussi par le cable, vous pouvez recevoir ces nouvelles images de 12 à 20 heures. Renseignez-vous auprès de votre spécialiste TV. Consultez nos programmes en 16/9 en faisant le 3615 A2 puis TVHD ou sur le télétexte A2.

La Télévision en 16/9:

A2, une __ ARGEU _ d'Avance

0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

16.15 Documentaire : Les Musiques noires en Afrique du Sud. De Claude Fléouter, 1. La terre des Zoulous.

17.10 Documentaire: Le Mointre Geste. De Fernand Deligny et Jean-Pierre Daniel. 18.45 Informations: Dépêches. 18.50 Documentaire:

Mémoira en ricocheta. De Michel Mitrani. 2. Tous les parfums de l'Occident.

19.55 Informations : Dépêches. 20.00 Chronique : Le Dessous des cartes.

20.05 Documentaire : Lettres d'un temps d'exil. De Borhane Alsouie. 20.55 Informations : Dépêches.

20.55 Informations: Dépêches.
21.00 Magazine: Carnets d'Europe.
21.05 Opéra: Atys. Opéra de Jean-Baptiste
Lufty; par l'Ensemble les Aris florissants,
dir.: William Christie; sol.: Howard Crook,
Daniel Salas, Agnès Mellon, Guillemente
Laurens, Nicolas Rivenq, Gilles Regon. Mise
an scène: Jean-Marie Villégier; Réelisstion: Pierre Cavassias.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel sciences. 21.30 Billancourt, la fin d'un monde. 22.40 Les Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Sessialre (2).

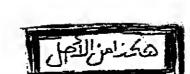
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (domé le 24 février 1991 au Concertgebouw d'Amsterdam): Musique pour l'esprit en deuil, d'Escher; Concerto pour violon et orchestre en la mejeur K219, de Mozart; Symphonie nº 2 en ut majeur op. 61; de Schumann, per l'Orchestre du Concertgebouw d'Arnsterdam, dir. : Riccardo Challey; Viktor Liberman, violon.

22.30 Solista. Aido Ciccolini, plano. 23.10 Ainsi le nuit... 0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue. Par Philippe Carles. Roland-Garros en 16/9 haute-définition

> D'abord, on vous conseille 181 Ed Pareire, 75017 PARIS



Des prix a vous faire partir! SAN FRANCISCO raissi CHICAGO, NEW YORK, MIAMI etc... Circuits, locations de voiture. séjours plage, etc... Tél.: 40 53 07 11

MM. Rocard et Jospin sont favorables au quinquennat

M. Miehel Rocard s'est déclaré, samedi 23 mai, favorable à la réduction du mandat présidentiel à cinq ans. Invité du colloque sur les institutions organisé au Sénst par M. Jean Charbonnel, député (non inscrit) de la Corrèze, le candidat «virtuel» du PS à la prochaine élec-tion présidentielle a observé que le débat sur la durée du mandat se résume « au choix entre le statu quo et le quinquennat ».

Soulignant que le septennat n'eveit que «l'apparence de la durée», du fait de l'échéance légis-lative, M. Rocard a déclaré que «le quinquennat curait pour lui d'assurer au président, si les partis qui le soutiennent ont conquis la majorité au Parlement dans la foulée de sa pro-pre élection, cinq années sans nutres scrutins que locaux». Le quinquennat représente surtout, pour l'ancien premier ministre, le moyen « d'offrir aux citoyens un pouvoir de désignation plus frèquent » et «necru», ce qu'il juge « intrinsequement bon ».

Pour éviter les a discussions oiseuses » sur l'application du quinquennst à l'actuel président de la République, M. Rocard a proposé de soumettre la question à un référendum « juste ovant lo prochaine election presidentielle». « C'est le système que les Français choisiraient, ainsi, en fêvrier ou en mars 1995, qui s'oppliquera au président qu'ils éliront en mai 1995», a déclare M. Rocard.

Invité du «Grand Jury RTL-le Monde», dimanche, M. Lionel Jospin, ancien ministre de l'éducation nationale, s'est lui aussi prononcé en fsveur du quinquennat renouvelable, à coodition de « dissocier absolu-ment» ce choix « du cas du président sortont». « Si le débat devait être mené avec des arrière-pensées, s observé M. Jospin, je pense, alors, que cette question [quinquennat ou septennat] ne sero pas posèe » « En droit et en fait, a-t-il ajouté, le prési-dent de la République est libre de décider pour son mandat », et la question d'une réduction de la durée ne devrait pas se poser à lui ».

Un entretien avec Samir Amin 2

L'assassinat du juge Falcone 3

Les Douze pourraient errêter des sanctions contre la Serbie 4

Autriche: M. Thomae Kleetil eet

élu président de la République 5

La Thailande en quête d'un nou-

Le document du Pentagone sur les nouvelles orientations stratégiques

ESPACE EUROPEEN

veau premier ministre

La démission de M. Bernard Tapie

L'opposition met en cause la responsabilité de MM. Mitterrand et Bérégovoy

Il est parti comme il était venu, evec les édicitations d'usage. Quel-que peu gênés lors de la première journée du comité directeur du PS, la plupart des responsables socia-listes se sont félicités, dimsnche 24 mai, de la démission de M. Bernard Tspie. Le premier secrétaire du PS, M. Laurent Fsbius, a ainsi jugé sobrement qu'il s'agissait là d'« une décision sage ».

Le soir, su «Grand jury RTL-le Monde», l'ancien ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a affirmé: «On sait que mes concep-tions de la vie publique sont assez disserentes de celles de M. Tapie. (...) J'ai été un peu choqué par le fait que certains qui l'ont beaucoup soutenu, et parfois intronisé, prennent brutaleent leurs distances » Marquant sa ment leurs distances. » Marquant sa différence avec la politique d'ouverture à la société civile engagée sous le second septennat do président de la République, M. Jospin s'est demandé «si le domaine de la politique, du service de la République et celul de lo gestion des offaires ne doivent pas être séparés »,

« Beoucoup qui encenserent M. Tapie l'enterrent un peu vite», e observé le ministre de la santé, M. Bernard Kouchner, jugeant que cela n'est «pas très bien». Sur le même mode, M. Brice Lalonde, pré-

Uo baryton français remporte le Concours Reine Elizabeth. - Thierry Felix, un barytoo français de vingt sept ans, s remporté, dans la nuit du 24 au 25 msi à Bruxelles, le Concours Reine Elizabeth qui était, cette année, consacré au chant. Le jury international (qui comprenait notamment Joan Sutherland, Mar-tina Arroyo, Ileaa Cotrubas, Yvonne Mintou, Luigi Alva, Walter Berry...) a décerné le second prix au ténor brésilien Regnaldo Pinheiro, Qualifié par la critique belge de «beau produit de l'école française», Thierry Felix a été formé par Jane Berbié au Conservatoire de Paris et a déjà chanté svec

Mort du poète, chanteur et guitarist

La contrat de législature adopté pa

les socialistes nuvre la voie à de

nouvelles nationalisations comme à de vraies privatisations

Lee entreprises jeponeises, qui

enregietrent dee chutes impor-

tantes de leura profits, se toumen

vers le marché international pour

A la conférence de Lisbonne, les

pays donateurs n'ont pae clarifié leurs intentions sur l'elde à l'ex-

Le luxe perd ees paillettes

· L'éclipse du KIO · Fièvre trom-

pauee eu Cambodge e La lente décadence d'Olide e Dossier : le

ÉCONOMIE

argentin Atahualpa Yupanqui...... 23

sident de Génération Ecologie, s déclaré «un peu inélégant d'aller se servir de M. Tapie en Provence et de le «virer» agrès». M. Georges Mar-chais, secrétaire général du PCF, s'est également déclaré choqué de « voir des gens qui ont utilisé un M. Perben. déclaré «un peu inélégant d'aller se déclaré «un peu inélégant d'aller se servir de M. Taple en Provence et de le «virer» après». M. Georges Mar-chais, secrétaire général du PCF, s'est également déclaré choqué de « voir des gens qui ont utilisé un personnage pendant une période en pensant qu'il leur rendrait service et [qui], aux prises uvec des difficultés,

Dans l'opposition, le responsabi-lité du président de la République et celle du premier ministre sont nette-ment soulignées. « Comment MM. Bérégoroy et Mitterrand ont-ils pu prendre un homme à risque dans le gouvernement?», s'est demandé M. Philippe de Villiers, député (epparenté UDF) de la Vendée et animeteur de Combat pour les valeurs, lors de «L'heure de vérité» sur Antenne 2.

«C'est un échec personnel du pré-sident de lo République, a affirmé M. Jean-Marie Le Pen, en Savoie, car c'est tout de même lui qui a choisi M. Tapie comme figure emblé-matique du socialisme moderne, ce qui était un défi au bon sens et à la morale élémentaires, » « C'est à se demander comment sont choisis les ministres! » a déclaré M. Dominique Perben, secrétaire général adjoint du RPR, eo soulignant que M. Pierre

Inauguration à Colombes

d'une cité Victor-Basch

de Colombes (Hauts-de-Seine),

ancien député, vice-président de l'Association des maires de France, et M- Madeleine Rebé-

rioux, présidente nationale de la

Ligua des droits de l'homme,

ont inauguré, vendredi 23 mai, le

square et la résidence Victor-

Basch, situés à Petit-Colombes,

avait été prise au tendemain du non-fieu rendu dans l'affaire Tou-vier. M- Rebérioux a einsi rep-pelé que Victor Basch présidait

la Ligue des droits de l'homme lorsque, le 10 jenvier 1944, le

milice de Vichy vint l'arrêter avec

sa femme à Caluire, près de

Lyon. Tous deux furent retrou-

M- Fanny Baseh-Barrillon, petite-filla da Victor Basch,

veuve de l'ancien chef du service

politiqua du Monde, Raymond

Barrillon, e rappelé, pour sa part,

le courage exceptionnel des quelqua trente personnas qui

des époux Baach alors que la Gestapo surveillait le cimetière

de la Guillotière. Ce fut la pre-

mier hommaga rendu à Victor

Basch, homme de combet pour

a justice, contre le racisme et

«Je trouve éminemment sym-

bolique que dans ce quertier de

Petit-Colombes en pleine rénove-

tion notre combet d'aujourd'hui continue à e'identifier pleinement

à celui mené par Victor Besch», a souligné M. Freleut, ajoutant

que « la lutte contre le racisme,

les exclusions, les luttes en

faveur de la justice sociale sont

plus que jamais d'actualité ».

issistèrent ensuite aux funérailles

bord d'une route.

l'antisémitisme.

rés, le lendemain, assassinés au

au cosur d'un flot sensible.

M. Dominique Fralaut, maire

M. Pierre Bernard, maire (divers droite) de Montfermeil, cette com-mune de Seine-Saint-Denis ou M. Tapie avait testé son action en faveur des banlieues avant même d'accèder su ministère de la ville, a dénoncé la «trahison des socialistes». M. Tapic avait « accepté une mission à Montfermeil avec le plus grand désintéressement, et après un an d'étude, d'écoute et de réflexion, son action s'y faisait sentire, s souligné M. Bernard.

Enfin, nombreux sont eeux qui, comme M. Raymond Barre, ont regretté la publicité donnée à une effeire en cours d'instruction. « Quand aurons nous en France le secret de l'instruction? a demande l'ancien premier ministre. M. Tapie sera peut-être inculpé, celo ne veut pas dire qu'il est coupable. Laissons la justice se prononcer.» M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS, s'est délaré «choqué par le. lâchage, voire le lynchage dont est l'objet M. Tapie».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Classe tourisme

TIRE d'une enquête de l'Expansion sur la bataille de titane que se livrent TWA, LH, AF, PA, SAS, BEA, etc. : « Y a-t-il un passager dans l'avion? > Oul, moil Et j'ei du mérite. Parce qu'à moins d'être un chaf d'Etat on n'accède pas comme ca à la fameuse passerelle jetée entre terre et ciel.

Airbue ou Boeing, je euis pas regardante, peu importe la marqua. Encure faut-il qu'on me laisse monter dedans. C'est rere. Chaque foie que ja me plante devant le tablesu des départs, j'ai le cosur qui bat pire que quand je suis allée consulter la liste dea reçus au bac, placardée sur le porte de mon lycée. Est-ce que je vais être admise, retardée ou carrément supprimée?

Et à quelles conditions ? Il y s billet st billet. Vol vacances, pae le samedi, Apex, les soirs de pleine lune, jeune, uniquement les mois en era, excursion, avec chien, sane enfant, demi-terif, plein tarif, tarif hôtesse, année bissextile, senior, entre dix-huit et trente jours, buainess... Quelle que solt la compagnie ampruntée... c'est pas la mot, vu ce que ca coûte, li n'y a pas deux voyageurs qui aient payé le même prix. Mals ils se retrouvent tous devant la même comptoir dans la enhue de l'enregiatrement. Un seul comptoir nù se bouscule le troupeau placé, fumeur ou non-fumeur, à la ve-comme-je-tepousse.

· A moins d'être pris de nausée à la vue d'une cigarette, et encors les sacs en papier sont là pour ça, dites : fumeur. C'est votre seule chance d'eccéder eux toilettee installées, elles eussi, en queue de l'apparell, sane butar aur un chariot où a'empilent les plateaux-repas. Peraft que c'est immangeable. J'en sais rien. Je n'ai jamais réussi à mettre la main sur les couverts embusqués sous leur emballage plaatique sans y laisser un ongle ou une dent. Et c'ast selissant. Ça, ja sais, Pae plus tard qu'hier, ma volsine m'a aspergée à la vinaigrette en mordant dans son sachet.

Moi, en avion, j'ai pas Is trouille. Pas du tout. J'ai la haine. Repport au rideau de toile, un vrai rideau de far, dernier vestige de la lutte des classes ; affaires contre tourisme. A vous dégoûter d'en faire. Du tourisme, pes des

D Les évêques d'Amicos et de

En augmentation de 4,2 % Reprise

de la consommation des ménages en avril en France

La consommation des ménages en produits manufacturés a augmenté de 4,2 % en avril par rapport à mars grâce notamment à l'habillement et au textile, l'automobile reculant pour sa part de 1,8 % en un mois. La forte hausse d'avril come en partie la ba tante enregistrée en mars (- 10 % par rapport à février) qui avait elle-même succédé à une vive progression en février (+ 3,5 % par rapport à la moyenne du quatrième trimestre



Zéro pour les prix élevés qui vous tapent sur les nerfs l On demande à la création d'être séduisante, à la qualité d'être "top niveur". Mais aux

prix de se faire minoscules. Pour que la mode soit un plaisir, il faut que le "facteurprix" soit presque négligeable. Depuis 30 F le mêtre

n Les Kurdes de Vernou ne pourrout être regroyés vers la Turquie. --Le tribunal administratif de Rouen a jugé, samedi 23 mai, que les vingt-six Turcs d'origioc kurde, déboutés du droit d'asile, qui faisaient la grève de la faim à Vernon (Eure) pour obtenir leur régularisation, ne pouvaient être renvoyés en Turquie (le Monde du 23 mai). Tout en confirmant la légalité de l'arrêté de reconduite à la frontière pris par le préset de l'Eure, les

magistrats ont annulé la mention

de la destination - la Turquie -

indiqué par ce document.

M. Mmc Mile

parents de l'enseignement privé. -Quelque trois mille parents de l'en-seignement catholique se sont ras-semblés, samedi 23 mai à Amiens, à l'appel de l'Union nationale des associations de parents de l'ensei-gnement libre (UNAPEL), pour réclamer ao mioistre de l'éducation nationale l'ooverture rapide de négociations sur l'avenir de l'enseignement privé. Les évêques d'Amiens et de Beaovais, Mer Noyer et Mer Hardy, présents ont apporté leur soutien.

A

orientations

Filières, débouchés, métiers: des écoles vous informent.

Code poetal	Ville	
Niveau d'études 91-92	2	Age
		ons sur les écoles qui for- res qui vous intéressent) :
Cleanes Préparatoires Grandes Ecoles Sofonil Grandes Ecoles de Con Préparer un MSA	Rouss English Englished For	hátique, Cosmátique serlice Comptable mation en Alternance mation Continue

3" Cycles de Sestion, Droi
 Ecoles à Vocation internati
 Vente, Commerce, Elstribe

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniq on composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

La Communauté face aux L'ÉCONOMIE

SOMMAIRE

querellee byzsntinee • Maite regerde vers le Nord e ARTE, une

POLITIQUE

DÉBATS

ÉTRANGER

des Etats-Unie

La démisein de M. Bernerd La réunion du comité directeur du

SOCIÉTÉ

Selon une enquête du CREDOC, plue de deux Frençais eur trois Les Induetriels français de l'armement réclement un engagemant plus ectif de l'Etat à l'exportation...

SPORTS

CULTURE

Les Internationeux de Frence de Rugby : le regain primanier de Tou-Ion en championnat de France: La qualification de Biarritz face à Gre-

« Photofolies » à Chantilly 23

Services

Loto sportif. Marchés financiers 30 et 31 Météorologie Mots croisés Radio-télévision 32 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24-25 mai 1992

Ce numéro comporte un cahier folioté 35 à 46

a été tiré à 521 180 exemplaires

L'Amérique centrale après la guerre froide André Fontaine dresse, dans une série d'articles, un panorama des différentes situations politiques, sociales et économiques des pays d'Amérique centrale alors que la guerre froide a pris

Demain dans « le Monde »

La vue après la mort

La greffe de comée permet de rendre la vue à de nombreux malades. Comment obtenir ce tissu sans manquer de respect aux morts? La récente affaire de prélèvement d'angenes au CHR d'Amiens soulève de nombreuses questions tenant à l'embiguité des législations.

PARTAGE DU TRAVAIL : UTOPIE OU NÉCESSITÉ ?

pas la semaine ourquoi

DOSSIER EXCLUSIF

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE analyse le problème de la France à deux vitesses : chômeurs contre hyperactifs et propose

des solutions. Pour les entreprises la réduction du temps de travail est un casse-tête.

• En Europe, qui travaille le plue?

SCIENCE &

NOUVEAU: 3617 SVE 2 - Base de données de La France en Chiffres sur Minitel.

Sélectionnez les articles qui vous intéressent à partir de vos propres mots-clés.



Le Monde • Mardi 26 mei 1992 35

Le Monde

Investissements à hauts risques



l'étranger. Le gouvernement le répète, les entrepriees sont d'acd'être couvertes contre les risques politiques. Meis, depuie elx mole, obtenir de l'Etst





Créé eoue le Second Empire, le numéro un de le chercuterie-ealeieon frençeise n'e cessé, depuis dix ene, d'eccumuler erreurs et déboires de tous ordres. Il vient de paseer sous la coupe de son encien vassal, Fleury Michon.

page 38

Plaidoyer pour le «francoptimisme»



Le eociété francaise souffre d'un syndrome dépreesif injuetifié, explique Fabrice Hatem, Les investisseurs étrangers, considèrent quent gone feit partie des peye européens les plus

MODE D'EMPLOI Logement : Concierge, espèce La cote des mots. Bloc-notes. Lois et DOSSIER Le Plan à la française PERSPECTIVES44 et 45 La chronique de Paul Febra : Jacques Delors en supplétif, Livree. Notes de Les taux d'intérêt : Déconnection.

L'ex-URSS : La crise de l'énergie. La

L'éclipse du KIO

Victime de la guerre et des difficultés du Koweit le puissant bureau d'investissement de l'émirat n'est plus que l'ombre de lui-même

correspondance

N l'appelait par ses initiales réson-nantes qui faisaient peur : KiO! Le mystérieux Kuwait Investment Office, basé à Londres, jonglait avec un bas de laine estimé à plus de 100 milliards de dollars. Lun des plus béaux portefeuilles du monde, constitué de participations parfois importantes dans des multinationales, de placements de «père de famille», d'immobilier, de dépôts bancaires, d'or et de

Sorte d'hydre qui s'avançait toujours petit mais très riche émirat avait tout. La fortune, le pouvoir, la totale liberté.

fortune, le pouvoir, la totale liberté.

Aujourd'hui, on ne téléphone plus au siège de St Vedast House, à l'ombre de la cathédrale Saint-Paul, déserté par les Rolls Royce et les limousines blindées. L'ascenseur aux boutons à clef, décoré des portraits de l'émir et du prince héritier, menant à l'étage de la direction générale, o'est plus encombré de gardes du corps. Les bureaux aux rideaux perpétuellement Les bureaux aux rideaux perpétuellement tirés et eux mors d'un beige respirant calme et volonté sont déserts.

L'échec de la vente par le KIO à la mi-avril de la majorité de sa participation dans la Midland Bank illustre la grave crise financière que traverse l'émirat. À l'origine des richesses considérables du Koweit à l'étranger, le bureau d'investissement est la première victime des difficultés de financement de la reconstruction des infrastructures civiles. Le coffre-fort de l'émirat o'est plus que l'ombre de lui-même.

Marc Roche

Lire la suite page 43

Le luxe perd ses paillettes



Les « années fric » sont bel et bien finies. Après une décennie d'euphorie, les professionnels du luxe retombent sur terre. Pour les ventes, 1991 a été une année étale et 1992 ne s'annonce guère meilleure. Rien encore de catastrophique : les trésoreries confortables accumulées pendant la période faste suffisent à passer le cap au prix de quelques économies. Mais l'avenir inquiète : au-delà de la crise, le comportement du consommateur semble durablement transformé. De plus en plus sensible au rapport qualité-prix, il refuse l'ostentation, l'achat d'impulsion et court les soldes l Partie des Etats-Unis, cette tendance a gagné le Japon et, aujourd'hui, touche l'Europe. Pour les grandes « griffes », l'heure est aux réajustements. Toutes tâtonnent, à la recherche d'une nouvelle stratégie, et sont parfois contraintes de réduire leurs tarifs...

Lire page 42 les articles de Françoise Chirot et de Martine Leventer

Fièvre trompeuse au Cambodge

Derrière l'effervescence du commerce, la flambée des prix et l'affairisme, un pays délabré, privé d'infrastructures, manquant de ressources alimentaires et une industrie balbutiante. Un atout : l'aide internationale

de notre envoyé spécial

HNOM-PENH revit. Côtoyant les véhi-cules aux couleurs de l'ONU, des milliers de deux-roues bruyants et de pousse-pousse farigués encombrent les rues du centre-ville. Sons les arcades du marché central, le commerce retrouve ses droits. Des dizaines de bijoutiers s'affairent en silence derrière des virines où bagnes et boncles d'oreilles en or s'étalent à côté des hasses de billets de banque. A quelques pas, des téléviseurs made in Japan— comme les vélos—sont à vendre. Plus loin trônent les marchands de fruits et de poissons... "Le pays reprend confiance dans son avenir.
Son économie redémaire », assure, avec une foi teiotée de passion, Jacques Theron, un industriel revenu travailler au Cambodge il y a deux

Dopée par la signature, à l'automne dernier, des accords de Paris, synonymes de paix -fragile, - la machine économique cambod-

gienne, à peine remise en marche, donne des signes d'emballement. Témoin la flambée des prix de l'immobilier dans la capitale, « Une maison du centre-ville qui se louait 1 000 dollars en octobre dernier en vaut aujourd'hui cing fois plus », affirme un homme d'affaires occidental. A la vente, la hausse est tout aussi vertigineuse, avec des prix multipliés par huit ou dix depuis

MANQUE D'ÉNERGIE . La présence d'Occidentanx exigeants et pressés n'est pas étrangère an phénomène. La fièvre n'épargne pas les commerces. A proximité du stade olympique de Phnom-Penh, 5 000 boutiques - minuscules - disposées sur trois niveaux, sont en cours de construction. Tarif de la location-vente : 5 000 dollars par an. Le promoteur de la galerie marchande, un des plus importants entrepreoeurs kinners de l'époque Sihanouk, « trouvera sans peine des candidats », assure un habitant.

L'effervescence immobilière peut paraître

mentée par la spéculation, elle masque le délabrement profond de l'écocomie. Riz, caout-chouc, bois : la production est loin d'evoir retrouvé le niveau de la fin des années 60. L'industrie, qui se résume à une soixantaine d'entreprises de petite taille, souffre du manque de pièces détachées et d'énergie. Dans la capitale, les centrales thermiques fonctionnent au tiers de leur capacité par manque de fioul, et comme rares sont les habitants qui ont les moyens de se servir de l'électricité... Résultat, la consommation par habitant ne dépasse pas 26 kilowattheures au Cambodge, contre 630 dans la Thaïlande voisine. Des quatre aéroports du pays, un seul dispose d'une tour de contrôle perma-nente; les ports ne sont pas en meilleur état, tandis que le trafic ferroviaire du pays se résume en tout et pour tout à cinq trains par

> Jean-Pierre Tuquoi Lire la suite page 41



CONCIERGES

LOGEMENT

32

Dans les petites copropriétés, les emplois de gardiens d'immeubles disparaissent : le poste « nettoyage-gardiennage », qui représente un quart des charges de gestion courante, est jugé trop coûteux

ne ville sans concierge, ca n'a pas o nistoire, pas de goui, c'est insipide telle une soupe sans poivre ni sel, une ratatouille informe. » Si Louis-Ferdinand Céline a raison, Paris perd son passé: le nombre de ses concierges a été divisé par trois depuis la guerre. Sur un total de 94 000 environ dans toute la France, elles ne sont plus que 20 000 dans la capitale, dont plusieurs milliers sont purement et simplement en sursis.

Car, depuis le le janvier der-nier, les concierges de plus de soixante-cinq ans sont susceptibles d'être mises à la retraite d'office à la suite d'un avenant à la convention collective signé en novembre 1990 par les employeurs et la CFDT. Sur l'ensemble du territoire, cette mesure concerne

5 203 concierges âgées de soixante à soixante-dix ans, 790 âgées de soixante-dix à quatre-vingts et 391 de plus de quatre-vingts ans! Soit 6 384 personnes qui se trouvent confrontées à un double problème : d'abord, ayant cotisé au forfait jus-qu'en 1984, elles percevront une retraite étique; ensuite, perdant leur emploi, elles perdront aussi leur logement.

Une vraie catastrophe pour des personnes âgées qui vivent dans le même immeuble depuis des années et n'ont pas les moyens de finir leurs jours à Paris. Devant le batlage du Syndicat national indépendant des gardiens d'immeubles et concierges (SNIGIC), la mesure n'a pas été appliquée, dans l'attente de disposi-

tions qui amélioreraient la situation des partantes. Mais celles-ci vivent avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête.

TAILLABLES ET CORVÉABLES . Elles ne sont pas les seules : dans les petites copropriétés, même les jeunes concierges sont menacés. Car le poste «nettoyage-gardiennage» absorbe à lui tout seul 25 % des charges de gestion courante dans l'argus de la FNAIM (Fédératiou nationale des agences immobilières), soit 2 397 francs en moyenne dans l'Hexagone pour un logement d'une soixantaine de mètres carrés, et il progresse plus vite que l'inflation (près de 5 % en 1991).

Dans une grande copropriété (au-dessus de cinquante appartements), le coût d'un

concierge à temps complet est supportable, mais il le devient beaucoup moins pour un petit immeuble, surlout si les copropriétaires se sont endettés pour acheter dans une ville chère. De plus, méconnaissant souvent les droits de leurs concierges - qu'ils ont tendance à considérer comme taillables et corvéables sept jours sur sept et 24 heures sur 24, - ils en sont généralement insatisfaits : l'ARC (Association des responsables de copropriété) fait

état d'un sondage parmi ses adhérents mon-

trant que le taux de mécontentement est très fort quand la copropriété a un concierge,

moyennement fort lorsqu'elle fait appel à une entreprise spécialisée et très faible lorsqu'il

pas coofondre les personnels de la catégorie A.

géoéralement des employés d'immeubles, qui

ne sont pas logés sur place et exécutent, à

temps partiel, un certain nombre de taches pré-

vues dans leur contrat de travail, avec les gar-

diens d'immeubles de la catégorie B pour les-

quels la conveotion collective définit un

certain nombre d'unités de valeur (UV) corres-pondant à telle ou telle fonction pondérée par

Car il y a concierge et concierge. Il ne faut

s'agit d'employés extérieurs.

Ce système d'unités de valeur a été mis en place par la convention collective, étendue en 1981 : un emploi à service complet représente 10 000 UV. Si le gardien en a moins de 2 400, il est à temps partiel. Il a donc le droit de s'absenter une fois faits le service des ordures ménagères, l'entretien des parties communes et la distribution du courrier. Entre 2 400 et 9 000 UV, le gardien peut être soit classé à temps partiel, soit à temps complet, auquel cas

il doit assurer une permanence de treize heures par jour (y compris trois heures de pause à prendre en une ou deux fois selon le contrat de travail). En dehors de ses travaux d'entretieo et du service du courrier, il ne doit pas quitter son loge-

Les unités de valeur sont source de frictions entre employés et employeurs, car les contrats de travail ne différencient pas, pour les concierges en service complet, le temps passé à exécuter les tâches diverses et celui passé en perma-nence. Or le SMIC est basé sur un taux horaire de travail effectif... Autre effet pervers : dans certaines très grosses copropriétés, le plafond des 10 000 UV est très vite atteint, alors que le concierge n'a effectué que très peu de tâches. Et les copropriétaires estiment ne pas en avoir pour leur argent l Ces malentendus les incitent

donc à supprimer le poste de concierge. Mais il n'est pas sûr que ce calcul soit le bon. Pour plusieurs raisons : d'abord, ils perdent un élément de standing. Ensuite, l'appel à des entreprises extérieures pour réaliser de menus services (changer une ampoule...) se révèle fort cher. En outre, une concierge introduit souvent un élement de sécurité (tendance pompier ou dépanneur, mais aussi police). Si les relations sont bonnes, elle est aussi un élément de cobésion sociale.

Bref, la question des coocierges, ni toute blanche ni toute noire, mérite d'être réfléchie. Il semble, selon certains, que la grande vague des licenciements soit un peu passée et que certaines copropriétés reviennent un pen sur l'idée qu'un poste supprime équivaut automatignement à une économie.

Françoise Vayssa

le nombre de logements ou d'équipements (ascenseurs, chaufferie...) dans l'immeuble.

BLOC-NOTES D'une semaine... ... à l'autre

L'ÉTAT NE CONTRÔLERA PLUS QUE 15 %
DE TOTAL. Le schéma de privatisation
rendu public le 15 mai ramènera la participation globale de l'Etat dans Total de 39 % à 15 % et le contrôle direct de 31,7 % à 5 %. Cette mesure, qui rapportera environ 10 milliards de francs à l'Etat, lui permettra de financer la lutte contre le chômage (le Monde daté

17-18 mai et 19 mai). L'ALLEMAGNE A ÉVITÉ LES GRÈVES DANS LA MÉTALLURGIE. Un accord a été conclu, dans la nuit du 17 au 18 mai entre le patronat et le syndicat IG Metall. Il fixe la hausse des salaires à 5,8 % pour un an à compter du la avril et à 3,4 % pour les neuf mois suivants (le Monde du 19 mai

et du 20 mai). L'OCDE PRÉVOIT UNE CROISSANCE DE 1,8 % POUR LES PAYS INDUSTRIELS EN 1992. La treote et unième réunion ministérielle de l'OCDE à Paris les 18 et 19 mai a été consacrée à l'analyse de la situation économique des membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques. La vraie reprise se situerait en 1993, année pour laquelle les experts du château de la Muette tablent sur une croissance de 3 % (le Monde du 19 mai).

LE CONFLIT ENTRE LES ASSURANCES ALLE-MANDES ABM (Auchener und Muen-chnner Beteiligungs) ET LES AGF (Assurances générales de France) est entre dans sa phase judiciaire avec l'ouverture de la première manche judicaire, remportée par l'assureur allemand, le 19 mai, à Aix-la-Chapelle. Le procès fait suite à la plainte le 19 février des AGF qui n'ont pas accepté leur exclusion du holding européen d'assurances créé le 18 février et le refus d'AMB de leur accorder des droits de vote aux 16 % d'actions nominatives AMB qu'ils possèdent (le

Monde du 20 mai et du 21 mai). LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE a été réformée par un accord conclu le 21 mai entre les ministres de l'agriculture des Douze. La suppression des prix garantis, lesquels se traduisaient par une accumula-tion d'excédents coûteux, sera compensée par des primes aux agriculteurs pour éviter une baisse de leurs revenus (le Monde du 22 et du 23 mai).

MARDI 26 MAL Paris : discussion à l'Assemblée nationale sur le projet de loi relatif à l'abolition des frontières fiscales à l'inté-rieur de la CEE en matière de TVA et de droits indirects.

> Désignation par le conseil d'administration du successeur de Raymond Lévy à la tête de la régie Renault. France: manifestation du personnel de la Sécurité sociale à l'appel de quatre syndi-

Israël : voyage officiel de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie et du commerce extérieur (jusqu'au 29 mai). Il se rendra ensuite au Maroc (la et

Bruxelles : conseil des ministres de l'environnement de la CEE, avec à l'ordre du jour la préparation du Sommet de la Terre à Rio-de-Janeiro, en juin.

MERCREDI 27 MAI. Paris : au conseil des ministres, communication de Martine Aubry sur le temps partiel et projet de loi sur l'apprentissage. Allemagne : Jacques Delors reçoit le « prix

Charlemagne» qui récompense les mérites de personnalités en faveur de la construction européenne. Madrid : mot d'ordre d'une demi-journée de grève générale lancé par les deux grands syndicats espagnols pour exiger le retrait d'un décret réduisant les alloca-

tions chômage. Chili : réunion ministérielle du Groupe de Rio et de la CEE (jusqu'au 29 juin).

DREDI 29 MAL Russie: visite officielle de Jacques Delors à Moscou.

SAMEDI 30 MAL Bas-Rhin : début en Allemagne et en France de la diffusion des programmes de la chaîne culturelle euro-péenne ARTE (ex-Sept), dont le siège est

à Strasbourg

DIMANCHE 31 MAI. Paris : Ségolène Royal est
l'invitée de «7/7» sur TF 1. LUNDI 1 - JUN. France : entrée en application de la loi sur les chèques sans provision que les banques demandent aux pouvoirs

publics de reporter.

Paris: rencontre entre le patronat et l'ensemble des syndicats des transports Europe : grève de 24 heures des trois asso-

ciations de pilotes de la compagnie SAS

(Danemark, Norvège, Suède).

HUMEUR • par Josée Doyère

Mortalité infantile

E LLES ont de la chance, les futures mamane américainas I La gouvarnament fédéral aa soucie de laur aanté. Une coûteusa campagna publicitaire va êtra lancéa à la télé... pour lea inciter à mieux se faire eulvre médicalamant avant les nais-sances. Ce spot téléviaé (da 30 secondes) a été approuvé – excusez-moi du peu l – par la présidant Bush lui-même et par son miniatre de la santé. On y volt l'ebondance qui déborda des rayons dana les magasina, at una couveuse vide dans una matemité. Tout ça parca que « la mortelité infantils révèle une criss dans Is pays ». Las tanx sont éloquants: 9,1 morts pour mille naissancas, contre 7,2 an Frenca et au Canada, 5,8 an Scandinavia, at mêma... 10,7 à Cuba, où la niveeu de vie moyen est loin d'être ce qu'il aat aux Etats-Unis. Bian sûr, cas bébés morts svant d'avoir un an sont plus nombraux chaz las pauvres, at particulièrement chez les Noirs, sì nombreux parmi les pauvres. L'affaire est entandue. La premièra puissance mondiale a ralaon d'avoir

Ca qu'il y a d'extrave-gant, c'est la méthode employée pour améliorer la situation. Est-ce qua culpabiliser las futures mamans pour qu'ellas solent suivies médicalament dès qu'elles sont anceintas ast vraimant la bonne méthoda? Chaz noua. la protaction maternelle et infantile a rendu obligatoiras les visites prénatales, et surtout, les futures mamans cessant da travailler six semeines avant la naissanca espéréa. Mals là-bas, comment faira, quand on a la chenca d'avoir un boulot et qu'on risque da la pardre en s'arrêtant... Au momant où on va le plue avoir baaoin d'argent, dana un pays où l'accouchamant aat loin d'êtra gratult. Oh l bien sûr, voua pouvez toujours esasyar d'obtanir un suivi prénatal gratuit, maia il vous faut démontrer que vous êtas pauvra, at laa formalitée administrativas prannent... cinq moie environ l

Quant aux groasesaas chaz las adolascantes - par définition las moins arméas pour faire face à ces responsabilités, - eh bian, alles sont nombreusas aux States : une très jeune maman sur cinq, et daux sur cinq chez lae Noires.

Ja suis sûre ou'il existe, à Washington, das tas de projets simplifiant les procédures (du ganra : quatre tampons sur una fauilla attestant de visitas prénatalas donnant droit à la gratuité des soins...) at parmattant una protection matarnalle et infantile digne

d'un grend pays. Mals ouiche l'Au lieu de trouver la moyan pour qu'on ne puisse plus priver de laur emploi las futures mères, on leur fait das spots télé l Allaz, C'est un grand at

beau pays, les Etats-Unis, qui na risqua pas d'êtra accusé da dévalopper l'assistanat. Bian sûr, les conséquances sont graves : la société à deux vitesses et une mortalité infantile impardonnable.

LOIS ET DÉCRETS

Appellations d'origine

L'Institut national des appella-tions d'origine (INAO) fixe les conditions auxquelles doivent satisfaire les vins et eaux de vie d'appellations d'origine contrôlée (AOC), il délimite les aires de production et Intte contre les fraudes et les contrefaçons. Plusieurs arrêtés renouvellent le Comité national des vins et eaux de vie qui délibère et décide sur toutes les questions relevant de l'INAO et les comités régionaux de cet institut. Le Comité national est composé de cinquante-deux membres représentant les professionnels des secteurs de la production et du négoce, de dix représentants de l'administration et de dix-buit personnalités qualifiées. Consultatifs, les comités régionaux sont chargés d'étudier toutes les ques-tions relevant de l'INAO et inté-

ressant leur région. L'un des arrêtes donne la composition des comnés régionaux et la liste des vins d'AOC, des vins délimités de qualité supérieure

(VDQS) et des eaux de vie régle-mentées dans chaque région. Arrêtés dn 4 mai 1992, Journal

6 369 å 6 374 et 6 377 å 6 380.

Investissements dans les DOM

 Un arrêté donne aux directeurs des services fiscaux des départements d'ontre-mer la responsabilité des agréments concernant les déductions fiscales des investissements dans l'bôtellerie, le tou-risme et les transports. Mais, pour les programmes dépassant 10 millions de francs, les demandes d'agrément sont transmises à la direction générale des impôts, et

la décision est prise par le minis-tre chargé du budget.

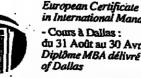
Arrêté du 4 mai 1992, Journal officiel du 8 mai 1992, page 6 322 et décret nº 92-440 du 19 mai 1992, Journal officiel dn 20 mai 1992, page 6 806

D'Précisinn. - Dans « le Monde de l'économie » du 18 mai, deux coquilles se sont malencontrensement glissées dans l'article d'André Dessot intitulé « ICI soigne sa pharmacie ». L'antihypertenseur à la mode provenant de la recherche de Merck (et non Marek) s'appelle le Zestril.



Le programme MBA de l'Université de Dallas s'installe à Paris. Dès cette année, après une "summer session" de cinq semaines à Paris, les participants suivront les cours à Dallas d'Août à Avril, à l'issue desquels ils obtiendront le dipiôme MBA. Le programme s'adresse aux diplô-

més de l'enseignement supérieur, et aux cadres désireux de suivre une formation de haut nivesu en manage-Déroulement du programme : - "Summer session" à Paris :



Graduate School of Management University

- Coms à Dallag . đu 31 Août au 30 Avril 1993 Diplôme MBA délivré par University

do 22 Juin au 13 Août 1992

Informations/Admissions: University of Dallas in Paris c/o I.F.A.M. 19, rue Cepré - 75015 Paris tél. (1) 47 34 38 23 Fax. (1) 47 05 74 75

A From poor E water MA the Figure

· 法 · 本

ne att

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF

LA COTE DES MOTS Mercatique

Dans Logiciel et épinglette, un petit « guide des termes français recomman-dés », publié par la Délégation générale à la langue française au début de cette année (1), les auteurs n'ont pas oublié de mentionner mercatique (n. f.), préconisé pour être substitué à l'anglicisme marketing. Ils reprennent donc la proposition officielle de l'arrêté du 18 février 1987 : « Mercatique – ensemble des actions desti-nées à détecter les besoins et à adapter en conséquence et de façon continue la production et la commercialisation, » La définition était complétée par une

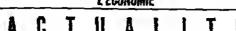
note: « De façon plus développée, la mer-catique est conçue comme l'ensemble des actions qui oni pour objectif de prévoir ou de constater – et, le cas échéant, de stimuler, susciter ou renouveler - les besoins du consommateur en telle catégorie de pro-duits ou de services et de réaliser l'adaptation continue de l'appareil productif et de l'appareil commerciol d'une entreprise aux besoins ainsi déterminés.»

Or, que constate-t-on? Eh bien, que les dictionnaires les plus usuels avalisent les deux termes (l'anglicisme et l'équivalent recommandé) – mais que la défini-tion figure à marketing et qu'à l'entrée mercatique on se contente généralement d'indiquer qu'il s'agit là du terme pré-conisé par l'administration.

De même que l'amusant croustilles aura bien du mal, pensons-nous, à sup-planter chips pour désigner les minces rondelles de pommes de terre frites, il apparaît que mercatique - sans doute inconsciemment ressenti comme un terme de forme sévère, technocratique -n'arrive pas à s'imposer face à un mot qui s l'avantage de se terminer sur un «ing» sonore et tonique. Autre facteur jouant contre mercatique: ponr des lexicologues, ce mot ne saurait remplacer marketing, pour la bonne raison que la mercatique ne serait qu'une branche du polyvalent marketing! Nous reviendrons donc sur le sujet, avec morchéage et marchandisage...

Jean-Pierre Colignon

(1) La Documentation française, 75 F.



Investissements à hauts risques

Investir dans les pays en voie de développement ou dans l'ex-URSS, les entreprises françaises sont pour. A condition d'être couvertes contre les risques de nature politique. Or, pendant six mois, il a été impossible d'obtenir cette garantie, à cause d'une bagarre administrative qui s'est résolue mardi 19 mai

ONNERRE en Algerie, à oos portes. Chaos rampant en Europe de l'Est, à deux pas. Désastres cumulés eo Afrique... Pour aider ces pays à s'en sortir economiquement et, à terme, politiquement, il fandrait investir chez eux. Il y a urgence. Les dis-cours officiels résonoent d'appels aux entreprises françaises pour qu'elles se lancent. Or, depuis six mois, il leur a été pratiquement impossible d'obtenir ce qui est la condition sine qua non de tout investissement d'importance dans ees pays difficiles : la garantic publique contre les risques politiques (nationalisation, confiscation, guerres, émeutes, non-exécution de contrats du fait de décisions des Etats, etc.). Pourquoi? A cause d'uoe de ces «guéguerres» administratives dignes de l'appellation cootrôlée, au même titre que le camembert, doot on se passe le secret de génération en génération au ministère de l'économie et des finances.

Premier acte. Au mois de décembre 1991, Edith Cresson fait adopter un plan PME-PMI destiné à améliorer l'environcement des petites et moyennes entreprises. Au détour du volet «Exportation», figure une mesure de simplification : pour obtenir la garantie de leurs iovestissements à l'étranger cootre les risques politiques, elles devront s'adresser à la COFACE (Compagnie française d'assurance do commerce extérieur), comme 'lorsqu'elles veulent assurer leurs exportations. Précédemment, cette garantie était pour l'essentiel accordée par la BFCE (Banque française du commerce extérieur).

Uo seul guiehet au lieu de deux, c'est plus commode. Faciliter l'accès à la garantie politique, quelques mois après la guerre du Golfe, qui co a démootré la nécessité, c'est logique. Ce qui l'est beaucoup moios, c'est de prendre cette mesure dans le cadre d'un plan PME, alors que les investisseurs français à l'étranger, surtout dans les pays à risques, sont essentiellement des grandes entreprises...

En tout cas, les connaisseurs auront lu entre les lignes : dernière la COFACE se profile la DREE (Direction des relations économiques extérieures), l'administration du commerce extérieur, derrière la BFCE, la Direction du Trésor, l'administration des finances. Le premier aete s'aehéve sur le triomphe discret de Jacques Desponts, le directeur de la DREE, et le dépit ooo moios discret de Jean-Claode Trichet, le directeur du

BLOCAGE · Deuxième acte. A la BFCE, on gère les dossiers existants et l'oo oriente, un peu tristement, les cas oquveaux vers la COFACE. Mais personne oe fait rien, pour la bonne raison que les décrets d'application concernant les nouvelles procédures ne sortent pas. Janvier, fevrier, mars, avril, debut mai ... Toujours pas de décrets. Les entreprises qui ont des projets en cours se morfoodent. Dans les couloirs de Bercy, on s'agite. La question qui bloque tout, c'est de savoir qui va présider la commissioo des garanties, une instance iotermioistérielle qui se réunit régulièrement pour examiner les demaodes d'octroi de la garantie publique.

Auparavant, elle était présidée par le directeur de la DREE quand il s'agissait des garanties COFACE sur les exportations, par le directeur du Trésor quand il s'agissait de garanties BFCE sur investissements. Puisque la COFACE regronpe desormais tootes les garaoties, la DREE

réclame la présidence.

Mais le Trésor n'entend pas se laisser déposséder d'une prérogative. On laisse entendre que la COFACE, qui en est encore à combler les pertes des années 80, essuyées à cause d'une politique de grands contrats irresponsable - largemeot assumée à l'époque par la DREE - sur des pays aussi peu recommandables que l'Irak, o'a pent-être pas les meilleures références en matière de prudence financière. Arbitrage, contre-arbi-



trage. Les semaines passent. Troisième acte. Le Journal officiel du mardi 19 mai, six mois après l'adoptioo de la loi, publie deux décrets. L'uo transférant à la COFACE la procédure unique de garantie des investissements français à l'étraoger contre le risque politique, et l'autre attribuant la présidence de la commission des garanties au directeur de la DREE quand il s'agit des exportations, et au directeur du Trésor quand il s'agit des iovestissements. Le Trésor a eu son lot de consolation.

PICHROCHOLINE . Cette a guerre picrocholine», selon le mot d'un baut fonctionnaire, n'est certes pas à la mesure du problème écocomi-que réel. La France est désormais l'un des tout premiers pays investisseurs do monde. Le flux est devenu torrent : 20 milliards de francs eo 1985. 76 milliards en 1988, 148 milliards en 1990, 109 milliards l'an dernier, le recul étant dû ootamment à la guerre du Golfe. Dans ce total, la part des pays ooo membres de l'OCDE (pays en développement, oouveaux pays iodustrialisés, Europe de les investissements à l'étranger l'Est) a décru en pourcentage, mais vont croissant, les professionnels

augmenté en valeur. En 1991, plus de 16 milliards de francs, soit enviroo 15 % des investissements totaux, ont ainsi été injectés hors OCDE, dans des pays justement où la notion de risque politique prend tout son sens. Les octrois de garantie publique des investissements portent sur enviroo 10 milliards de francs, ce qui est bien peu au regard des 300 milliards de francs annuels de l'assurance-crédit à l'exportation. La capacité de la procédure publique n'est pas extensible à l'infini, et la prudence

La compagnie pétrolière Total en sait quelque chose : fin 1991, elle demande la garantie de l'Etat pour se lancer dans un gros iovesrissement - fort hasardeux politiquemeot - en Algérie, à Hamra. Pierre Bérégovoy donne son feu vert. Mais le Trésor, plus vertueux que jamais, milite pour qu'il o'obtienoe pas la « quotité » maximale (eo général 85 % pour les pétroliers), mais sculement une couverture de 65 % de son investisse-

Les besoios d'assurance sur vont croissant, les professioonels acteurs ont suivi, comme Ameri-

en témoignent. D'abord parce que l'instabilité politique mondiale n'est pas en voie de reduction. Ensuite à cause des « délocalisatioos», qui font que beaucoup d'industries de main-d'œuvre s'installent dans des pays où les salaires sont faibles mais les cadres juridique et politique souvent incertains. La mutation des pays de l'Est, enfin, ouvre des perspectives, mais les régles du jeu économique y soot moins bien maitrisées que dans nombre de pays en développe-ment, et la nation de risque politique y est très forte.

A l'heure actuelle les entreprises sont moins exposées aux risques elassiques de nationalisation qu'à ceux dits de «non-transfert»: mauvaise exécution des contrats, changements de fiscalité qui pésent sur les bénéfices, incertitude sur les institutions qui se sont engagées, etc. Les garanties publiques s'adaptent à ces conditions mouvantes, aussi bieo eo France que daos les autres pays (l'Eximbank améri-caioe, la Trenarbeit allemande, la SACE italienne, l'ECGD britannique récemment privatisée), mais elles ne peuvent tout faire.

KIDNAPPING • Par exemple, les garanties ne s'appliquent qu'aux nouveaux investissements. Pour assurer un investissement existant, il faut s'adresser au secteur privé. Celui-ci est uo peu plus cher (les primes représentent environ I % de l'investissement, comme dans le publie, mais pour uoe couverture moins complète) mais reste très embryonnaire. Le risque politique a longtemps été considéré comme inassurable, parce qu'il ne peut faire l'objet d'une prevision statistique, et que la possibilité de recours après un sinistre, s'agissant d'Etats souverains, est pratique-

Les Lloyd's de Londres oot lancé en 1975 des couvertures contre la confiscation de biens, estimant que leur surface internationale leur permettrait de diviser suffisamment les risques. D'autres

Etes-vous:

can Underwriters, Panfioancial. AIG... Les entreprises ont recours à eux pour des risques ignorés par les polices publiques, par exemple ceux qui concernent les personnes, eomme le kidnapping. Le pro-blème du marché privé, c'est qu'il o'assure que pour des durées brèves (jusqu'à trois ans), et pour des montants forcément limités (eoviron 100 millions de dollars par projet pour le pure political

ll y a bien une troisième voie qui s'ouvre, à côté du public et du privé l'assurance multilatérale. Une filiale de la Banque moodiale. l'AMGI ou MIGA (Agence multilatérale de garantie des investissements) offre depuis trois ans des garanties «à la carte» aux firmes de ses soixante-dix-huit pays membres. Mais la couverture ne dépasse pas 50 millions de dollars par projet, ee qui est ootoirement insuffisant pour les investissemeots pétroliers, qui se chiffrent en mil-

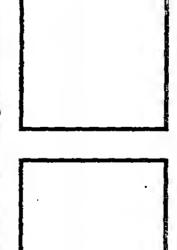
PÉTROLE • Les compagnies pétro-lières poseot d'ailleurs un problème à part. Le pétrole est une denrée éminemment politique et les compagnies ne choisissent pas un pays pour la qualité de son accueil, mais bien parce qu'il recèle des gisements. Enfin, leurs engagements portent sur des montants et des durées qui dépasseot de très loio ceux des autres entreprises. Total investit entre 4 et 5 milliards de francs par an dans des pays tels que la Colombie, l'Angola, ou la Russie, ce qui équivaut à la moitié des garanties publiques d'investissement octroyées eo France en un an!

La questioo est de savoir au nom de quoi le cootribuable est appelé à couvrir aujourd'hui l'investissement, après avoir loogtemps payé pour le commerce extérieur : dans l'intérêt de l'économie française, ou dans celui du développement mondial? Les deux ne se recoupent pas forcément.

Sophie Gherardi

Une Renault 19 GTS* coûte 453 F/jour pour 10 jours, alors qu'une Renault 19 GTS coûte 263,16 F pour 60 jours.





plutôt satisfait?

satisfait?

très satisfait?

20

La lente décadence d'Olida

Pendant plus d'un siècle, la célèbre entreprise a dominé la charcuterie-salaison en France. Mais, depuis dix ans, rien ne va plus. Après avoir frôlé plusieurs fois le dépôt de bilan, elle vient d'être absorbée par Fleury Michon. Histoire d'un déclin irréversible

A chute d'Olida sera sans doute étudiée dans les écoles de commerce. Comment un groupe qui a daminé pendant plus de cent ans la charcuterie-salaisnn en France a-t-il pu être ainsi laminé, réduit à frôler régulièrement le dépôt de bilan, pour être finalement acculé à la vente? Le tout sur un marché en croissance. Repris par Fleury Micban su mois de février, le numéro un de la protessinn deviendra au mieux une simple entité du groupe vendéen (lire encadré).

Cumul d'erreurs stratégiques et malchances sont à l'origine de ce déclin fatal qu'aucun des sauveteurs successifs n'a pu cantrer. Faute d'argent et bien souvent de temps, ils n'ont pu rendre dynamisme à cette célèbre marque, qui a vu le jour en 1855.

USINE . Sous le Second Empire, Ernest Olida ouvre un magasin de spécialités gastronomiques, La Maison du Jambon d'York, rue Drouot, à Paris, « A cette époque. on se contentait de faire cuire les jambons, de saler et fumer les poitrines au snus-sol », raconte un ancien employé dans un témnignage recueilli en 1946 (1).

Le succès aidant, à la fin du siècle, le gendre du fondateur, un certain Fournier, décide de bâtir une usine à Levallois entre gare et cimetière. Elle concrétisera l'expansinn. Autnur de son pnint fart, la charcuterie-salaison, la société n'aura de cesse d'élargir sa gamme. Au fil des ans, les dépositaires Olida dans toute la France proposerunt aux commercants nnn seulement leurs célèbres pâtés, mais aussi de la choucroute, des conserves de légumes. des chips, du vin, de la confiture, voire du chocolat ...

père rapidement. Devenu numéro un du secteur, elle se transmet de génération en génération sans problèmes jusqu'à le fin des années 60. Intervient alors une période cruciale pour le groupe marquée par une succession d'erreurs stratégiques dont les conséquences néfastes se feront sentir pendant près de dix ans.

En 1967, les familles Olida à Paris et Caby à Lille décident de s'essocier et de regrouper leurs usines pour constituer le groupe Olida-Caby. Le prajet s'accompagne d'une entrée dans le capital

> Erreur de taille : les dirigeants n'ont pas cru au développement de la grande distribution.

de Saupiquet à Nantes et de la prise d'une minorité de blocage dans Fleury Micbon (le Monde du 10 mai 1968).

Sur le papier, le nnuvel ensemble Olida-Caby pèse 750 millians de francs de chiffre d'affaires, emplole six mille persnnnes et passéde une dizaine d'usines, dant la plupart viennent d'Olida. Dans les faits, Léopuld Caby et sa famille s'installent aux commandes du groupe, d'un graupe théarique puisque, à oucun mament, la fusion n'est npérée. Au contraire, les réseaux restent en cancurrence. « Lorsqu'un représentant Olida passolt voir un client pour tui vendre de la snucisse, sitôt sorti de la charcuterie, un Caby entrait sur ses pas ovec le même produit moins-



merciaux. Pas question d'entente et encore mains de toucher à une usine plutôt qu'à une autre, et surtout pas à celle du fief Caby à Saint-André-lès-Lille. Le marquage durers vingt ans sur fond familial puisque, à la tête de Caby, se trouve Pierre Briet, qui n'est autre que le gendre de Léopuld Caby, patron de l'ensemble.

DIVORCE • En 1988, la société du Nard est reprise par ses cadres, dirigés par Pierre Briet, et se sépare d'Olida. « L'histoire d'Olida-Caby c'est un peu comme dans la vie : des partenaires qui partagent vingt ans de vie com-mune sans jamais se trouver réellement la suggère de manière pudique un document diffusé à l'époque pour saluer ce « retour ànamie». Ce divarce

l'amiable avait été précédé par un désengagement de Saupiquet mais surtout, en 1976, par une vente de le participation dans

Une autre génération ayant pris les rênes de cette société, fondée en 1925 par MM. Fleury et Micbon à Pauzauges (Vendée), il n'était plus question de vendre... Chance pour les uns, malchance pour les autres... puisque seize ans plus tard la situetinn est inversée. L'acquéreur est acquis.

Deuxième erreur de taille, les dirigeants n'ont pas cru su développement de la grande distribution. Les réseaux Olida et Caby reposaient avant thut sur le commerce de détail, les boucberscharcutiers et les épiceries. Au meme mnment. Herte, filiale de Nestlé, ou Fleury

allées vers la grande distribution avec de la charcuterie préemballée, suivies par des sociétés comme Paul Prédault, Géo nu Reybier. « Trop satisfaits de notre position dans le commerce spécialisé, nous sammes partis avec du retard, et nous avons inissé le champ libre à des concurrents qui, dans les années 1975-1980. étaient inexistants », regrette un des anciens dirigeants.

Trolsième erreur, l'absence d'investissements industriels d'envergure. Après la constructinn à Londéac (Côtes-d'Armnr) d'une usine multiproduits (saucisson sec, charenterie, jambons, cuits, abattage) en 1965, il feudra attendre près d'un quart de siècle - 1989 - pnur construire deux rien, près de Lynn, pour saucisson, et l'autre à Illkirch, près de Strasbourg, pour la charcuterie préemballée...

Cette absence d'investissements n'empêche pas la poursuite d'acquisitions variées, cnmme Gorcy (plats surgelés) ou Spégai (distribution de produits de luxe). Malgré les nuages, la vie est encore belle pour les actionnaires et les salariés : dividendes pour les uns, sécurité d'emploi pour les autres. Le réveil sera brutal.

PERTES • Les premiers symptômes du mal opparaissent en 1980, avec une stagnation des bénéfices qui sera suivie deux ans plus tard par des pertes, les premières de l'histoire. Pendant les dix années suivantes, l'entreprise n'arrivera plus à revenir sux bénéfices. Pis, elle sera très sou-vent au bord du dépôt de bilan. A le décennie des erreurs succède . celle de la maichance, avec des actionnaires plus financiers qu'industriels, une valse de dirigeants et surtout de nombreuses tenta-

tives de vente avortées. Même si Léopold Caby, malgré le «divorce», est resté au conseil d'administration d'Olida jusqu'à la sin, le temps des familles s'est achevé en 1985. L'entreprise étant su bord de la cessation de paiement, les ben-ques appellent à la rescousse Jean-Claude Mimran, qui prend 36 % du capital. Cet bomme d'affaires possede des minoteries et des champs de canne à sucre au Sénégal, et veut diversifier ses intérêts. La greffe ne prend pas et, en 1987, «Mimran l'Africain» passe la main au promoteur immobilier Christian Pellerin, associé provisoirement à Gilbert Sainmon, président de Socopa

International, le numéro un francais de la viande.

Olida-Caby disparaît elors pour devenir Olipar, bulding è dominante immobilière, l'agroalimentaire avec Olida ne représentant que 10 % du groupe. Pour les salariés de l'entreprise, le ton est donné. La vente successive des «bijoux de famille» (Gorcy, Spégal, Comalim et les surgelés Marie) complète l'impressinn de démantèlement du groupe.

Le manque de moyens finan-ciers ne permet pas de relancer l'entreprise. Les dirigeants successifs, appelés pour restructurer, se beurtent au même casse-tête. Ils seront pas mnins de cinq en dix ans, tous des professinnnels reconnus venant de Nestlé, de BSN nu d'Olida. a Ils arrivaient avec des projets grandinses, nous on se demandait si l'on serait payé en fin de mois », se souvient l'un des cadres. Checun tentera de redynamiser qui la production, qui les ventes, tout en réduisant les effectifs, ramenés en dix ans de 4 800 à 1 800 ...

PROTOCOLE . En mers 1989, Christian Pellerin décide de céder la firme à Optorg, société de commerce internstinual que dirige snn ami Gilbert Salomon. Mais l'affeire inurne court... A l'eutomne, le nam d'un nouvel acquéreur est annoncé, Michel Reybier, qui s'est taillé, avec les Jambons d'Aoste puis Morey, une place permi les trois leaders de la charcuterie. Il signe un protocole auquel il renoncera aux premiers jours de janvier 1990. Dans les deux cas, aucune explication officielle ne sera avancée.

Rien de tel pour alarmer Is distribution et décnurager les salariés du groupe. A la fin de autres-unités: l'une à Saint-Sym-. 1991, Olida frôlant de nouveau le porte à nonveau candidat en même temps que l'américain Conagra et que Fleury Michon.

Ce dernler emporte l'affaire aux premiers jours de mars, contre l'avis de dernier patron d'Olida, Karl Goetz, et des salariés, qui avaient placé beaucoup d'espoirs dans la solution américaine, plus soucieuse da devenir de l'entreprise. D'un conp, aux erreurs et à le malchance s'ajnute un sentiment d'instilité. Celui de s'être déniené et sacrifié pendant dix ans pour rien, faute de soutien... Centenaire, Olide evait espéré cannaître une nouvelle jennesse. La cure de inuvence s'est transformée en acharnement thérapentique pour, au bnut du compte, aboutir vraisemblablement à la disparitinn de la marque. . . .

... Dominique Gallois

(1) La Saga Olida, de Michel Rachline, Albin Michel, 1991, 84 p., 140 francs.





Le pari risqué de Fleury Michon

« Si Fleury Michon e emporté l'affaire, c'est vraisemblablement perce qu'il e été le plus rapide des trois et qu'il n'e pas hésité. Il ne pouvait etten-dre le dépôt de bilan d'Olida et risquer de se voir souffler les activitée qui l'intéresseient ». estime un des proches du dossier pour expliquer la hête de la firme vendéenne. Ce rachet, même s'il a été mûrement réfléchi, ne sera pas des plus simples à mettre en œuvre. Le pari est même risqué : camment ebsarber un groupe de même taille que sai (1,6 millierd de chiffre d'affaires) mais en santé précaire sens se porter préjudice? Ce ne sont pas les quelques dizeines de millions gagnés chaque ennée qui pourront financer la reprise d'Olide, dant les pertes avaisinent les 280 millinns de francs pour la

seule ennée 1991. Par cette acquisition, Fleury Michan ee hisse eu premier rang de la charcuterie-salaison frençaise et conforte surtout sas parts de marché sur deux créneaux rentables : le saucisson et la charcutarie préembal-lée. Avec Cochonou (13 % du marché), l'entreprise se hisse à plus de 20 % du marché où elle est présente avec Calixte. Elle talonnera le leeder Justin Bridou fabriqué per Reybier (22 % du marché). Dens la charcuterie préembellée, elle doublera sa

part, aux environs de 14 %, et passera au deuxième rang, encore Inin des 22 % détenus par Harta, filiale de Nestlé.

Ce «choix stratégique» d'élimination d'un concurrent, et implicitement d'une marque. s'accompagne d'une réduction drematique des affectifs at d'un programme de cassiona. 738 licenciements unt été annoncés eux premiers jaurs de mei, ce qui représente près d'un selarié sur deux. Compte tenu des ventes d'usine et des fermatures de dépôts, il ne devreit rester d'Olida à la fin du plan que 484 personnes, soit 10 % des effectifs d'il y a Les eites les plus touchés sont le eiège de Neuilly-sur-Seine, qui fermere (205 licen-ciaments), et l'usine de Lou-

déac en Bretagne (325 emplois eur 588). Des deux installations ultramademes inaugurées en 1990, le repraneur n'e gardé que celle de Saint-Symphonen près de Lyon pour le saucisson. il a déjà vendu l'usine d'Ilikirch près de Strasbourg qui fabrique de la charcuterie préembaliée. L'acquéreur n'est eutre que le leader Herta qui aurait pavé 150 millions de francs. De quoi éponger à court terme une petite partie des pertes tout en confortant la concurrence...

Commandez votre PEUGEOT avant le 30 juin 1992
TOUT VOTRE ENTRETIEN
(révisions, prolongation de la garantie, vidanges, huiles, pièces et main d'œuvre) est GRATUIT pendant 3 ans!*

vend et loue des PEUGEO1

• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS 242.85.54.34

29, bd. des Batignolles 75008 PARIS 242.93.59.52

• 8, rue du 4-Septembre 75002 PARIS 242.61.15.68

• 179, bd. Haussmann 75008 PARIS 2242.89.55.91 ● 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS @49.33.60.60

The House Tuest dieser

L'Etat mauvais payeur

Le gouvernement veut réglementer les délais de paiement des entreprises. Mais l'Etat - client, cotisant ou mécène - s'acquitte tard des sommes dues aux fournisseurs, à la Sécurité sociale, aux associations... Les procédures ne sont pas seules en cause

longueur excessive du délai de paiement de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics. Mais celui-ci est, en général, comparable à celui des entreprises privées », affirmait Michel Sapio, ministre de l'économie, au cours de la discussion au Sénat du projet de loi sur les délais de paiement inter-entreprises. La volonté du gouvernement de légiférer sur ce point (le Monde de l'économie du 19 mai) avait fait réagir de combreux parlemeotaires, qui met-taient en question les pratiques des pouvoirs publics. Uo amende-ment adopté en première lecture du projet à l'Assemblée nationale, mais rejeté par les sénateurs, pro-posait de limiter à soixante jours les délais de « versement d'une subvention ou [de] paiement d'une prestation en application d'une

Tandis que le Quai de Bercy parle d'une « modernisation sans précèdent des règlements de l'Etat », les chefs d'entreprise - tout eo reconnaissant parfois des « efforts » - continuent généralement à dénoocer les « sempiternels abus » de la puissance publique.

Dans l'ombre de l'Etat-client d'où surgissent parfois des révélations comme l'aardoise» de plus de 800 millions de francs de factures de téléphone impayées en 1991 (1), - se profilent encore les mécanismes soovent «laborieux» du versement des subventions aux associations et des aides publiques aux entreprises.

A l'Assemblée nationale, le 22 avril, le député socialiste Thierry Mandoo citait le cas d'une associatioo de l'Essonne dont le

 $\eta_{i} = s$ €

T-1 -

plus ancienne créance remonte à 477 jours »!

La liste s'allonge encore si l'on y ajoute les pratiques de l'Etat-employeur. Si les scandales qui éclatent parfois, comme les salaires oon payés aux instituteurs parisiens (le Monde du 16 avril), peuvent passer pour des « acci-dents de parcours », on constate la persistacee de comportements plus «structurels»: ce que des haots fooctionnaires appellent sagement des « anomalies compia-bles ».

Eo février 1990, la presse révélait une de ces « inexplicables discordances » : le ministère de la défense o'aurait jamais payé à la Sécurité sociale les cotisations d'assurance-maladie de ses fonctionnaires civils, ce qui motivait une enquête de la Cour des comptes (2). Sur la base de 150 000 fonctionnaires, l'affaire représentait 2 milliards de francs par an, soit, au total, quelque 90 milliards, l'«oubli» remontant 2... 1945! Le ministère de la défense contesta. Deux ans après, oo sait qu'un rapport de la Cour des comptes, toujours elassé confidentiel», a bien été transmis au ministère.

La pratique o'était pas exceptioooelle, sinoo par sa durée. Débot 1985, le ministère des affaires sociales avait réclamé à l'Etat le paiement de 11 milliards de francs dus au régime général de Sécurité sociale au titre de 1984. En janvier 1989, sur les 30,8 milliards de cotisations maladie et famille des fooctionoaires, 1,4 milliard n'avait pas encore été versé. De même, l'Etat a attendu

y a un problème réel : la « découvert bancaire, dû à des la fin de l'année 1989 pour payer longueur excessive du créances non recouvrées de l'Etat, un arriéré de 961 millions de délai de paiement de s'élève à 7 milliards de francs : la francs de cotisations maladie pour les adultes handicapés au titre de 1985 et des années antérieures.

> RÉCURRENTS . Ces retards récurrents ne foot que prolonger un système. Pour les cotisations d'allocations familiales des fonctionnaires, l'Etat oe verse qu'ooe avance eo milien d'année, et le reste l'année suivante, et encore : s'il paie l'essectiel en janvier, il o'apure défioitivement les comptes qu'en juin. Ses versements pour le Fonds national de solidarité (FNS) et l'allocation aux adultes handicapés (AAH) comme celui des cotisations maladie des fonctionnaires - s'effectuent à trimestre échu, alors que ces prestations sont payées aux hénéficiaires ao début de chaque mois (le Monde do 25 juillet 1987 et dn 20 janvier 1989). Ainsi l'Etat se donne-t-il de la trésorerie, en faisant supporter les charges an régime général

> Quant à l'Etat-client, il man-que souvent de régularité, sinoo de transparence, dans ses relations permanentes avec le secteur privé. « Il faut que l'Etat répercute les réductions demandées au privé », déclare-t-oo par exemple à la Fédératioo nationale des travaux publics (FNTP), en soulignant que 68 % des contrats signés par les adhérents de la fédération concernent des marchés publics (8 % pour les administrations ceo-

> « On n'est jamais sur de rien.

en collaboration avec la Fédération nationale du bâtiment fait état d'uo délai moyen de paiement de quatre-vingts jours pour les marchés publics, enotre soixante-huit jours dans le secteur

> "A terme, nous sommes toujours sûrs d'être payés : l'Etat pourrait-il faire faillite?

De oombreux rapports de la Cour des comptes ou du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics ont déconcé la « lourdeur excessive » de la comptabilité publique. En 1975, un de ces rapports parle d'un laxisme très net de certains services (3)»; eo 1986, dans la foulée d'un rapport du X- Plan sur « l'efficacité de l'Etat », uo nouveau groupe de travail a été chargé d'e identifier les causes de retard dont se plaignent les entre-preneurs » en matière d'attribution des aides pohliques aux entre-prises (4). Enfin, en février 1990, une oote ioterne à l'administratioo - le rapport Vidal - a pro-posé « d'alléger le contrôle préala-ble aux dépenses et de moderniser les moyens de règlement ».

La procédure de l'Etat a de quoi dérouter. Un ordonnateur -Avec les lourdeurs administratives, il n'est pas rare d'attendre quatrevingt-dix jours'et plus», dit-on au service juridique de la FNTP.
Une étude réalisée eo avril 1992 mioistère des finances aoprès des

nrganismes ou des administratinos, vise l'engagement des dépenses et vérifie leur conformité avec le budget; enfin, l'ardre de payer est transmis au comptable du Trésor public qui doit encore, avant de laisser jouer le délai final du versement bancaire, vérifier la conformité des états d'exécution transmis par l'entreprise.

Malgré ce parcoors sinueux, le ministère du hudget cite des délais de paiement fort différents de ceux avaocés par les profes-sionnels : une enquête réalisée en juio et en octobre 1991, en cours de publication, avance une moyeune de 41,3 jours pour le délai global de règlement des commandes publiques.

NORMALISATION . Ces résuitats ont été obtenus grâce à « une action de normalisation, source de simplification et, par conséquent, de réduction des délais», préciset-on à la direction de la comptabilité publique; oo y ajonte une nouvelle nomenclature des pièces justificatives de dépenses qui « vient d'être préparée pour l'État », des expériences « en cours » d'échanges de données ioformatisées sur les marchés publics, enfin l'expérimentation d'un « délai de règlement conventionnel » devant « permettre à l'ordonnateur de s'engager vis-à-vis de son fournisseur sur un délai de

règlement maximal »... Quelle que soit l'efficacité de ces nouvelles mesures, l'Etat-client conserve une évidente position de force, en raison du volume de ses commandes, Selon la Commissioo centrale des marchés, les 301 500 marchés publics de l'anoée 1989 ont représenté 404 milliards de francs, doot 169 milliards pour

l'Etat. Un montant considérable pour les entreprises, d'autant que, souligne un chef d'entreprise du hâtiment, «à terme, nous sommes toujours surs d'être payés : l'Etat

pourrai-il faire faillite »?

Exemple de ce rapport de forces : la façon dont les cotreprises elles-mêmes se comportent en cas de dépassement du délai de quarante-cioq joors pour le mandatement (qui apporte la preuve que l'ordre de payer a hieo été traosmis au Trésor poblie), seul délai précisé dans le code des marchés poblics. Peuvent-elles exiger de l'Etat le paiement des intérêts théoriquement dus? Bien souvent, les entreprises géoérales qui traitent directement avec les administratioos répercuteot la charge de trésorerie sur leurs soustraitants.

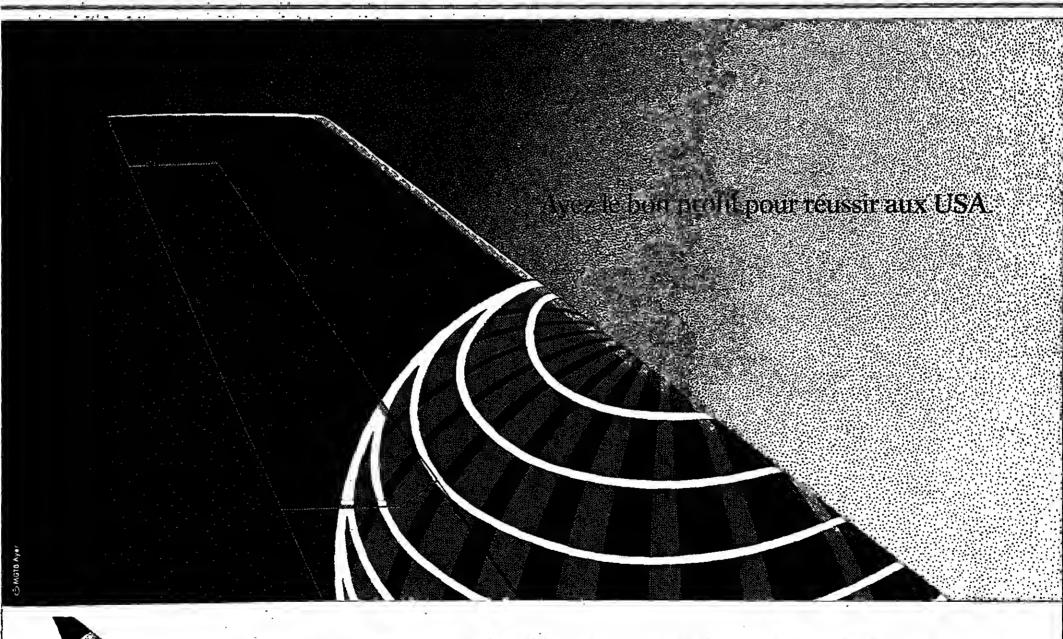
Les artisans do hâtiment connaissent bien ce «deuxième tour de vis» qui conforte, en quelque sorte, l'Etat dans ses mauvaises habitudes. « Mais en aval, c'est souvent la jungle, souligne-t-on à la Confédération des artisans et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB). Et il y a là un véritable abandon de responsabilité du client public. »

Olivier Piot

(1) Le Canard enchaîne du (2) Le Canard enchoiné do

février 1990. (3) « L'exécutinn des marchés publics : l'amélioration du financement et l'accélération du règlement», octobre 1975.

(4) « Les délais d'attribution des aides publiques aux entreprises», avril





Nouveau vol direct Paris/Houston. Plus de 100 correspondances quotidiennes depuis Houston.

Ouverture de la ligne Paris-Houston le 2 juin 1992, sons réserve d'approbation gouvernementale,

Avec Continental Airlines, l'Amérique devient de plus en plus simple. Désarmais. chaque jour, notre nouveau vol direct Peris-Houston vous permet de profiter sur place de plus de 100 correspondances vers de multiples destinations. Es pour vous rendre les choses encore plus agréables, Continental Airlines met à votre disposition,

pour tous ses vols Parist Etats-Unis en Première Classe et Classe Affaires, son service quatre étoiles: voiture ever chauffeur, de chez vous à Orly, Concierge International pour faciliter vos formalités et accès aux salons prestige du President's Club. Décidément, avec ses vols Paris-Houston, Paris-Newark et leurs nombreuses

correspondences, Continental Airlines est vraiment la compagnie qui vous simpli-fie l'Amérique. Continental Airlines 92, avenue des Champs-Elysées 75008 Paris - Tél.: 42.25.31.81. ou chez votre agent de voyages.



La compagnie qui vous simplifie l'Amérique.



Si le Plan français a connu ses heures de gloire et d'efficacité, notamment avec Pierre Massé, commissaire de 1959 à 1966. les soubresauts économiques nés du premier choc pétrolier et du nouveau jeu politique lui ont donné une allure crépusculaire. Aujourd'hui, l'administration y voit encore trop un moyen de perpétuer son emprise sur l'activité économique, et la pression politique du court terme l'empêche de dégager des orientations d'avenir novatrices et concrètes. Ainsi, il résiste rarement à un changement de majorité politique. Le XIº Plan, actuellement en cours de préparation, qui sera présenté en avril 1993 à l'Assemblée nationale après les élections, connaîtra-t-il un sort différent? Pourtant, à une époque qui cherche des repères, le Plan affiche une étonnante modernité en se définissant comme un lieu de réflexion stratégique sur l'avenir. A ce titre, ii reunit ies différents acteurs socio-économiques avec l'idée sous-jacente que l'économie doit aussi être au service d'un projet de société. Une démarche que l'on retrouve d'ailleurs dans un nombre croissant d'entreprises. A quelques nuances près, cette conception souple de la planification obtient un large consensus dans l'environnement socio-politique qui transcende nettement les traditionnels clivages droite/gauche. Un engouement pour la planification à la française qui n'a d'ailleurs pas vraiment failli depuis l'instauration de celle-ci au lendemain de la seconde guerre mondiale par le général de Gaulle - l'« ardente obligation » - et Jean Monnet, faisant de la France un cas bien spécifique. Excepté le Japon, les grands pays industriels n'ont pas développé un tel outil, préférant laisser libre cours à la loi du marché.

Dossier établi par Catherine Lévi

BIBLIOGRAPHIE

Le Plan ou l'anti-hasard, de Pierre Massé, Hermann, quatrième trimestre 1991, 200 pages, 140 F.

La Planification française, d'Emile Quinet, «Que sais-je?» Presses universitaires de France, septembre 1990,

taires de France, septembre 1990, 127 pages, 38 F.

M Planifier aufnurd'hui, le X- Plan, 1989-1992, Les Cahiers de La Documentatinn française, juillet-septembre 1989, 100 pages, 50 F.

M L'Avenir autrement, de Michel Godet, Armand Colin, mars 1991, 207 pages, 1005 F.

2100, Récit du prochain siècle, sous la directinn de Thierry Gaudin, du Centre de prospective et d'études du ministère de la recherche, de la technologie et de l'espace, Payot, octobre 1990, 599 p., 195 F.

Le Plan à la française

En quoi consiste-t-il?

La planification française est née au lendemain de la seconde guerre mondiale de la rencontre du général de Gaulle et de Jean Monnet, avec pour objectif de faire redémarrer l'activité économique et de répartir l'aide du plan Marshall.

Depuis, le concept de Plan a recouvert, selon les époques, des réalités assez sensi-blement différentes; mais le virage conceptuel a surtout été amorcé avec le Xº Plan qui a renoncé à établir des objectifs chiffrés, approche estimée peu adap-tée aux aléas de l'environnement interna-tinnal. Actuellement, le Plan est une sorte de guide pédagogique sur quatre ou cinq ans pour l'actinn publique, à base de quelques chaix clés articulés autour des travaux de concertation entre administrations, partenaires sociaux et experts réunis en groupes de travail.

En préparation depuis mars dernier, le XI Plan s'est fixé cinq thèmes de réflexion printitaires : compétitivité de la France dans l'Europe, prévention de l'exclusion, évolution de l'emplui et des compétences, modernisation de l'Etat, politique de l'envirannement, Chaque groupe de travail s'est vu attribner une zone de réflexinn à l'instar de la commission Environnement, qualité de la vie et croissance, dirigée par Bertrand Cullumb,

PDG de Lafarge-Coppée. Introduite après la loi de 1982, dans la foulée de la décentralisatinn, la planifi-catinn réginnale, coordonnée par la DATAR, donne naissance aux plans réginnaux et aux contrats de plan. Une nouveauté: pour mieux articuler planifi-cation nationale et régionale, le XI Plan a prévu de croiser les prinrités stratégiques de l'Etat en région (formalisées sous la haulette du préset) et les arientations retenues par les conseils régionaux.

> La plus grande imperfection du marché réside dans son incapacité à émettre les signaux capables de renseigner les investisseurs sur leur environnement futur. 22

Pierre Massé, ancien commissaire au Plan

Comment est-il préparé?

 S'appuyant sur les rapports des commissions et des groupes de travail, le gou-vernement prépare le projet de Plan. Pré-senté au Conseil économique et social, il est ensuite vnté par le Parlement, qui peut amender le texte.

Ainsi, les travaux de concertation du XIº Plan, en cours depuis mars, s'achèveront en novembre prochain. Après les différentes phases prévues, le gouvernement élaborera en mars 1993 le projet de Plan, pour nne présentation à l'Assemblée nationale en avril, après les élections législatives. Le cycle se clôturera par l'adoption des plans régionaux et la négociation, à partir de l'été, des contrats de plan. En principe, chaque ministère sera informé par écrit des objectifs le concernant plus directement et devra faire, à mi-parcours du Plan, un bilan de son

> La planification est indispensable pour éclairer le fonctionnement du marché, définir en commun les finalités de la croissance. assurer la cohérence des actions publiques et la cohésion sociale. ??

Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire au Plan

L'organe coordinateur de la planification est le Commissariat général du Plan (actuellement dirigé par Jean-Baptiste de Foucauld), rattaché selon les époques à différents ministères. Le ministère du Plan ayant disparu avec la fin du gouvernement Rocard, il dépend aujourd'hui directement du premier ministre.

Avec sous sa responsabilité différents organismes d'études, dont le CERC (Cen-tre d'études des revenus et des coûts), il travaille en étroite collaboration avec la direction de la prévision du ministère de l'économie et l'INSEE. Il conseille également le gouvernement dans sa politique, éconamique et réalise des études, tel le fameux Livre blanc sur les retraites et des rapports prospectifs sectoriels comme le dernier en date consacré aux perspectives de l'emploi dans l'automobile.

jugé utile?

m Eclairage sur des sujets importants et d'avenir, concertation socio-profession-nelle, garde-fou contre l'emprise du court terme : partis politiques et partenaires sociaux ne mettent pas en cause l'utilité du Plan, structure de réflexion à mayen et à long terme. A quelques nuances près, puisque le CNPF jugerait plus efficace qu'il se cantonne à son rôle de laboratoire d'idées plutôt que de déboucher sur une procédure formalisée, difficilement apoli-

Trutefnis, la plupart jugent que le Plan a mal vieilli et dénnaceat ses lacunes. Pour sa part, la CFDT, plus nuancée, estime qu'il danne bien un cadre utile à l'action publique, sur fund de dialogue sociaprofessiannel ann conflictuel. Le RPR reconnaît quant à ini que le Livre blane sur les retraites a suscité un débat, mais il déplore son absence de suite. Pour FO, le Plan, dépourvu de tout chiffrage, ne peut déboucher sur des résultats précis, à l'opposé des contrats de plan quantifiés.

Soumis à des pressions politiques, au pnids des lobbies et à la concurrence interministérielle, le Plan est aussi, pour beaucoup, trop corselé par le court terme pour bien remplir son rôle. Le IX. Plan n'a-t-il pas été quasiment abandonné lors du changement de majorité en 1986, et le XI Plan ne va-t-il pas subir le même sort? Texte législatif, une fnis voté il n'a ancune partée exécutaire et peut être bouleversé par la loi de finances annuelle.

Certains, dont le PC, estiment que, n'étant suère lié aux grandes décisions industrielles et financières, il ne peut être réellement utile. De son côté, Thierry Gandin, responsable du centre de prospective du ministère de la recherche, de la technologie et de l'espace, tronve que le Plan dans sa forme actuelle est insuffisamment armé pour traiter de problèmes

comme l'environnement. Enfin, au PR et au RPR, na pense que le Plan est trop conçu comme un catalogue de recommandations académiques, défaut presque inévitable pour le CNPF dans la mesure où le travail de concertation est éclaté en de multiples commissions trop techniques.

Pour le PR, natamment, dès lors qu'il ne contient pas d'objectifs quantitatifs, il devrait, pour arriver à mabiliser les députés en debuts des traditionnels clivages droite/ganche, faire preuve d'imagination et proposer de vrais choix de société.

Intéresse-t-il les entreprises?

■ A des degrés divers, la planification est utilisée par les entreprises françaises. La technique consiste à quantifier les abjectifs fixés, à mettre en regard les moyens nécessaires pour les atteindre et à les intégrer dans nne perspective à mayen terme. Reste que les phases amont à la planification one sont la prospective (choix de son projet) et la stratégie (scénarios pour y parvenir) sont trop souvent es, précarisant ainsi son efficacité. Print de nombreux experts, ces deux phases sont pourtant indispensables pour rédnire les facteurs d'incertitude d'un avenir fracturé par des changements accé-

A la base de toute approche prospective, se situe la veille, un système de collecte et de traitement de l'information disponible (presse, colloques, salans, brevets, contacts divers, etc.), qui permet de détecter les mouvements significatifs de l'environnement externe ou interne. Avec beaucoup de retard, par rapport an Japon notamment, les entreprises françaises commencent à appliquer la veille techno-logique (Elf, Société natinnale des poudres et explosifs, etc...) et, plus récemment, la veille sociale, comme Sollac Dankerque ou EDF.

Application récente de la veille sociale, la gestinn prévisinnnelle des empinis consiste à essayer d'adapter le personnel aux métiers de demain, anticiper à partir de scénarios industriels, afin, en particulier, d'éviter le chômage né d'un décalage entre les compétences en présence et les besoins de l'entreprise.

LEXIQUE

PLANIFICATION SOUPLE. Forme d'organisation à mi-chemin entre le laisser-faire du marché et la planification rigide et bureaucratique d'une économie centralisée (Gos-

plan de l'ex-URSS). -CONTRATS DE PLAN. Instruments privilégiés de la planification régio-nale, ils définissent les actions que l'Etat et la région s'engagent à mener conjointement ainsi que les moyens financiers pour y parvenir dans le cadre de priorités nationales : emploi, recherche et formation, infrastructures et solidarité pour le X. Plan. Par exemple, la région Poitou-Charentes aura reçu 4 milliards de francs et se sera eonsacrée à quatre princités : emploi et développement local, maîtrisc de l'eau, enseignement et formation, équipement du terri-

PRÉVISIONS. Projections chiffrées réalisées à partir de variables considérées comme probables et reposant . sur des modèles économétriques. Elles sont anjourd'hui fortement mises en cause, car maints experts estiment que lesdits modèles ne sont plus adap-tés aux caractéristiques de l'écono-

PROSPECTIVE. Deux grandes écoles de prospective travaillent actuellement en France. La première eberche à dégager les tendances socio-économiques lourdes enga-geant durablement l'avenir à partir d'une approche pluridisciplinaire qualitative, pour élaborer des scénarios prospectifs sur le long terme (plus de dix ans). La seconde école se consacre davantage à anticiper les menaces et les opportunités de l'environnement socio-économique immédiat afin de pouvnir rectifier sa «route» conformément à un pro-jet (social, industriel, managérial, etc.) établi.

L'exemple d'autres pays industrialisés

·	Existence d'une planification	Réflexion sur le long terme	Types de travaux effectués			
ALLEMAGNE	Nan : refus de l'idée de planification par respect du marché.	Modérée.	Numbreuses prévisions économiques à moyen terme; esquisse d'une programmation budgétaire sur la même période.			
Non: depnis l'écbec de planification durant la périnde 1964-1970.		Peu développée.	Projections macro-économiques; programmation budgétaire et financière à trois ans, accompagnée de l'esquisse d'une stratégie financière à cinq ans.			
ÉTATS-UNIS	Non: récusée par la tradition libérale.	Farte : traditian d'intérêt pour le futur.				
JAPON	Oui : sous la houlette de l'Agence de plani- ficatinn économique (APE).	Forte: nne traditinn au Japon.	Prévisinns budgétaires perspectives à mnyen terme (APE); prévisions technologiques à long terme et travaux sectoriels (MIII).			

Sources : d'après les documents du Commissariat général du Plan.

1947-1992: QUARANTE-CINQ ANS DE PLANIFICATION

Dix Plans ont jalonné l'histoire de la France depuis la fin de la guerre, le XI étant actuellement en prépara-tion. Ils ont connu des furtures diverses en fonction de la situation politico-économique. Voici les Plans qui, à un titre ou à un autre, ont fait

Plem 1947-1953. Elaboré sous la responsabilité de Jean Monnet, avec l'objectif de faire repartir l'éconoobjectifs quantitatifs concernant les produits de base : électricité, charbon, acier, carburants, etc. Il a réalisé ses prévisions grâce, en particu-lier, à l'aide Marshall.

Plan 1962-1965. Elaboré autour d'objectifs macro-économiques et

sectorieis, il a combiné les thèmes d'expansion et de maintien des équilibres sociaux et régionaux et collec-tifs. Son exécution fut conforme aux

Plen 1970-1975. Il commence à réduire et à orienter les objectifs macro-économiques autour d'actions prioritaires et introduit la pla-nification régionale. Marqué par la crise pétrolière de 1973, il n'atteindra pas ses objectifs en matière de production intérieure et de prix.

Plan 1981-1985. Le denxième choc pétrolier, qui intervient au milieu de sa préparation, montre les limites des prévisions macro-économiques et explique en partie son recentrage autour de simples prévi-

sions. La nouvelle majorité présidentielle issue du scrutin de 1981 a abandonné le texte de ses prédéces-seurs et adopté nn plan intérimaire pour la période 1982-1983. Ne contenant pas d'objectifs chiffrés, il s'est centré sur les grandes orienta tions du programme électoral de la gauche : relance de l'activité économique pour favoriser l'emploi, nationalisations, réformes sociales Les réformes ont effectivement été mises en œuvre mais on a sessisté à des dérapages en matière de prix et de commerce extérieur.

IX. Pieus 1984-1989. Dans une situation

marquée par l'inflation et le déséquilibre de la balance des paiements, il veut lutter contre le chômage par

des mesures structurelles (éducation, formation, réduction des inégalités décentralisation, etc.) difficilement quantifiables. Mais il a fait long feu car le changement de majorité inter-venn en 1986 s'est traduit par son

Pica 1989-1992. Il a renoncé aux objectifs chiffrés et à une program-mation budgétaire sauf pour les contrats de Plan. Dans la proximité du marché unique de 1993, il est bâti antour d'un objectif central, la recononête programative d'une la la reconquête progressive d'un haut niveau d'emploi. Ses orientations stratégiques définissent le cadre d'une croissance compétitive : maîtrise de l'inflatinu, équilibre extérieur, effort d'investissement.

la français

8 - 4 - 1

A COLUMN TO SERVICE OF THE PROPERTY OF THE PRO

Maria de Caración de Caración

-

(.a.z.......

A

100 mm

\$2000 C

A Company of the Comp

No.

PERSPECTIVES

Fièvre trompeuse au Cambodge

Suite de la page 35

Le réseau téléphonique est à construire : certains ministères floivent se contenter d'une ligne mique. Dans les villes, l'ean manque. Pendant plus d'un an. j'émis avitaillé par camion », raconte rolontiers le premier ministre ambodgien, Hun Sen. Selon une itude confidentielle de la Banque isiatique de développement BAD), 20 % à peine des citadins lisposent de l'ean conrante. Encore est-elle rarement potable, aute d'un traitement adéquat.

Face à l'énormité des besoins, e gouvernement manque cruellement de moyens. Les recettes fisales de l'État ne représenteraient que 2 % du produit national brut PNB). Financé par l'ex-URSS nsqu'en 1979, le déficit budgéaire est désormais comblé par la planche à billets. Du coup, l'inflation s'envole: 10 % en moyenne de 1986 à 1988; 50 % en 1989; 100 % en 1990; 150 % en 1991. A quand une amorce de décrue? Indice fragile mais encourageant, le bol de soupe, qui coûtait 350 riels fin 1991, en vaut aujour-d'hni 300.

BOUCHÉE DE PAIN . Lâché par son allié soviétique, étranglé par l'embargo occidental – levé au endemain des accords de Paris, – dépourve de cadres (que ceux-ci sient choisi l'exil ou aient été liquidés par les Khmers rouges), le .. gouvernement cambodgien a cru crouver son salut dans une vraiefausse privatisation de l'économie. En deux ans, «vingt-deux usines les murs, les équipements et le per-sonnel – ont été louées à des firmes étrangères pour des durées de cinq à vingt-cinq ans », résume le viceministre de l'industrie, Pham Phin. Principaux bénéficlaires: les investisseurs étrangers, venus de Thailande, de Hongkong et de

'aïwan. des aff Si elle a permis de faire entrer vier. »

Part of the second seco

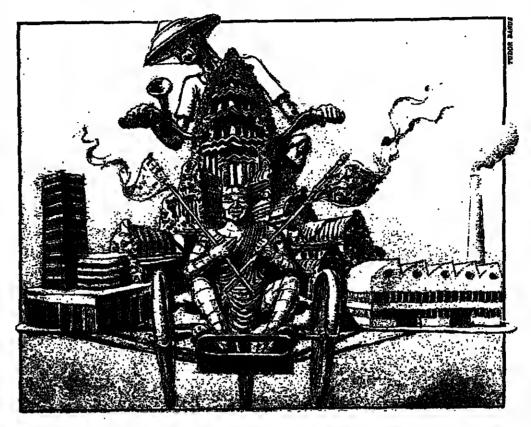
· 31

dans les caisses de l'Etat, estimeton, une petite centaine de millions de dollars, cette politique, étendue à l'ensemble des biens de l'État, a surtout engendré un affairisme débridé. Exemple à peine exceptionnel, celui de l'unique usine de lait concentré du pays confiée à des Thallandais moyennant un loyer annnel de 100 000 dollars. « Une bouchée de pain pour une entreprise qui en vnut 5 millions », observe un de ses anciens dirigeants.

L'affaire a coûté sa place au ministre de l'industrie, mais sans stopper pour antant la dérive. « Récemment, on m'a proposé de me céder un terrain d'un hectare à Phnom-Penh. A écouter le vendeur, il s'agissait d'une propriété privée. En réalité, c'était un terrain gouvernemental avec un bâtiment d'Etat en cours de construction dessus », raconte un homme d'affaires étranger.

MAL PAYÉS • Numéro trois officiel du gouvernement, Norodom Chakrapong, l'un des fils du prince Norodom Sihanouk, a beau jurer que « toutes les transactions passées depuis deux ans vont être réexaminées» par ses services, personne à Ponom-Penh ne se berce d'illusions. Chacun tente pintôt de tirer profit de la confusion ambiante. Mal payés — 15 dollars par mois en moyenne — voire pas payés du tout s'ils n'ont pas la chance d'habiter la capitale, les fonctionnaires jouent sur les règlements pour arrondir leurs fins de mois.

Anecdote révélatrice de la désorganisation actuelle, la mésaventure survenue à un étranger : « Sous prétexte que les voitures doivent désormals être munies d'une pinque d'immatriculation, raconte-t-il, j'al été verbalisé alors que ma demande d'immatriculation est en souffrance au ministère des affaires étrangères depuis janvier. »



Pour oublier les « années de plomb » et remettre sur pied son économie, le Cambodge dispose d'un atout de taille : la sollicitude de la communauté internationale. Soutien budgétaire de l'ONU assuré pendant deux ans, financement de travaux d'infrastructure par les organismes internationaux d'aide, dons de pays tiers ; la manne devrait atteindre plusieurs centaines de millions de dollars. Une bonne partie viendra du Japon. Décidé à être le tuteur du redressement cambodgien, Tokyo a pris la tête des donateurs et annoncé une contribution de 70 millions de dollars. La France, elle, n'a offert que 20 millions de francs l'an dernier.

Au-delà de cette période de grâce, le relais devra être assuré par les ressources nationales. Inutile de compter sur le riz qui emploie les quatre cinquièmes de la population active du pays. Sols médiocres, précipitations irrégulières, absence d'engrais, préférence donnée à des variétés venant de pays « communistes » par les Khmers rouges; les rendements figurent parmi les plus bas de la planète. Déficitaire en riz (les inondations de l'an dernier

n'ont fait qu'aggraver la situation), le Cambodge n'est pas à la veille de redevenir l'exportateur qu'il fut dans les années 60.

CAOUTCHOUC • La relance de la production de caoutchouc, béritage de l'histoire, apparaît plus prometteuse. Numéro un mondial pour le rendement de ses hévéas, qui donnaient un caoutchouc d'excellente qualité, le Cambodge disposait avant 1970 de 70 000 bectares de plantations. La superficie ne dépasse pas 40 000 hectares aujourd'hui. « Avec 200 millions de dollars, on

pourrait doubler la production et les recettes en quatre ans. En six ans l'investissement serait amorti», affirme un spécialiste.

Mais où trouver l'argent? Démunis, les pouvoirs publics cambodgiens négocient le retour de deux sociétés françaises (les Terres rouges, du groupe Rivaud, et la Sodeci, contrôlée par la banque Indosuez) parallèlement à la restaurstion d'un institut du capatcheux par la France.

caoutchouc par la France.

Reste le tourisme, la véritable ricbesse du pays, pour l'heure inexploitée, et difficile à développer tant les incertitudes qui pèsent sur l'avenir sont grandes. « Avec les temples d'Angkor, le Cambodge a l'équivalent des pyramides d'Egypte », lance un responsable.

POLITIQUE e Rien de plus exact, mais quel chemin à parcourir! L'an passé, guère plus de 3 000 touristes ont visité le site d'Angkor, contre 5 millions de vacanciers pour la Thallande. Si 10 % de ces derniers faisaient une escapade de quarante-huit heures à Angkor, le Cambodge pourrait espèrer récupérer 50 millions de dollars: l'équivalent de deux années d'exportations, a calculé la Banque asiatique de développement.

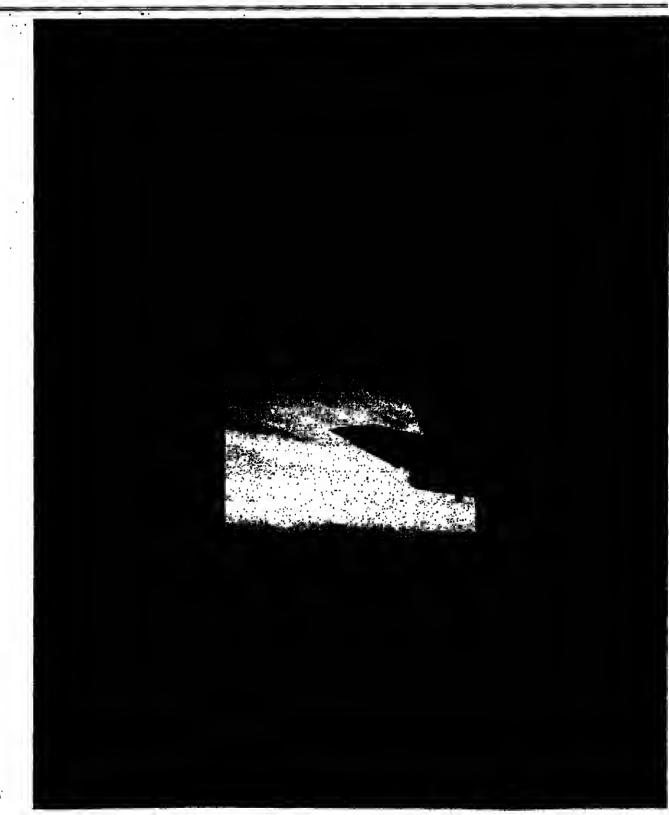
Heureuses perspectives mais qui butent sur les échéances politiques. Quel sera le résultat des élections générales, normalement prévues pour 1993? Qu'ils gagnent ou qu'ils perdent, comment réagiront les Komers rouges? La paix actuelle survivratelle au départ des troupes de l'ONU?

« Il n'y aura pas de paix solide au Cambodge sans développement économique », affirmait récemment le premier ministre cambodgien à des bommes d'affaires français. L'inverse est encore plus vrai.

Jean-Pierre Tuquoi

Les compagnies les plus performantes ne prennent pas de décision en l'air.

C'est pourquoi 90% des compagnies aériennes dans le monde font confiance aux réseaux de communication de Northern Telecom.



La telecom

La technologie qui fait parler le monde.

Pour en savoir plus sur le granzi de la nommutation numérique présent dans plus de 80 pays, relephanez au [1] 49 07.24 27 ou ecrivez à Northem Telecom – 10 place de l'ins – 92082 Paris la Delanse Ceder 13.

Le consommateur de produits de luxe devient un adepte du rapport qualité-prix, Mauvaise nouvelle pour les grands noms français

qui découvrent les nécessités de la rigueur après la croissance facile des années 80

E luxe s'essnuffle mais ne meurt pas! « Nous nvons déjo sieurs reprises depuis l'époque de la Libération et pourtont le luxe est mujnurs fin : ces propos de Jacques Mouclier, président de la Confédération des métiers d'art. sont approuvés par la plupart des Il n'empêche : jamais autant

d'études n'ont cherche à scruter son avenir (celles récentes du Crédit natinnal et d'Eurostaf, et un rap-port de la Cofremca qui sera rendu public fin juin). « On ressent en ce moment le besoin d'éclaires un peu In route v. comme le dit joliment Jean-Louis Dumas, PDG d'Hermes. Un euphémisme. Après la folle croissance de la

décennie 80, l'année 1991 aura en effet marqué un tournant dans les comptes mais aussi dans la stratégie de ces entreprises. Pour les 70 grands noms français du luxe adhérents du Comité Colbert (27,8 milliards de francs de chiffre d'affaires avec une progression proche de 80 % en cinq ans), 1991 aura été une année étale. Et pour 1992, l'ambiance n'est pas à l'euphorie. La crise économique mondiale révélée par la guerre du Golfe a contraint les industriels du luxe à sortir de leurs reves et les banquiers de leurs chimères.

BALANCE . Evaluting capitale : le consommateur de produits de luxe est devenu un adepte du rapport qualité-prix. Finis les achats

d'impulsion pour tnut ce qui brille et dont seule la griffe justifiait l'importance du prix. Deux raisans semblent à l'nrigine de ce mouvement. «Le public est mieux informé sur uns produits et nos modes de fabrication, et il est devenu plus exigeant», estime Alain Bnucheron, président du Cnmilé Colbert, Par ailleurs, il semble qu'à l'assentation des «nnnées-fric» va succéder une période plus puritaine où le luxe devra trouver sa place. Pour ce secteur qui balance entre artisanat et industrie, l'heure est donc aux réajustements. Ils seront plus nu mnins déchirants suivant les produits et les marques car jamais ce secteur n'a été aussi hétérogéne. « Les différences sont de moins en moins entre les familles de produits et de plus en plus entre les mar-ques», estime Christian Blan-ckaert, président délégué du Comité Colbert.

Malmené par la conjoncture, ce secteur n'a cependant pas connu de véritables désastres. D'importantes économies sur la communication et les relations publiques, quelques licenciements, un peu de chômage technique et les belles trésoreries constituées au moment de l'euphorie out permis à la plupart de résister. Mais, pour l'avenir, tous tâtonnent à la recherche d'une stratégie miracle. En réalité, tout se passe comme s'ils hésitaient entre deux luxes : l'un pur et dur, cher et éternel, et un autre, héritier des années 80, dont l'excellence et l'éli-

Un choix qui recouvre celui entre la croissance du chiffre d'affaires et la préservation de l'image, deux impératifs qui ne font pas touinurs

ROYALTIES . Cette crise aura en effet fait prendre conscience aux industriels du luxe que rien n'est plus précieux que l'image. Ni

> "Dans chaque « maison », le style doit s'appuyer sur la tradition en la secouant pour éviter la répétitivité et la scierose. 55

plus difficile à gérer. Ces dernières années, certains avaient pris le risque d'écorner leur griffe en l'apposant sur tout ce qui pouvait se ven-dre. Record absolu : Pierre Cardin, dont on évalue les licences à près d'un millier et qui vient d'annoncer la sortie d'une ligne de maquillage. Lance par Dior il y a quarante-cinq ans pour des paires de bas, ce sys-tème a fait école. La signature d'un contrat avec un fahricant ou un distributeur suffit, il est vrai, pour percevoir de jolies royalties. Durant les années faciles, la

tentation a été grande d'utiliser au

maximum le procédé. Les résultats des entreprises s'en sont ganflés d'autant. Avec deux risques : baisse de la qualité et banalisation de la marque pour cause de diffusion mai maîtrisée. « En multipliant lo déclinoison des produits sons contrôle de la diffusion et de la production, une marque perd de son prestige et de son impact », estime Didier Grumbach, un ancien de Yves Saint Laurent, maintenant PDG de Thierry Mugier.

Christian Dior a bien compris l'enjeu : en trois ans il a réduit le nombre de ses licenciés de 350 à 150 et de 35 % les points de vente au Japon. Au risque de diminuer son activité. Mais la préservation de l'image est à ce prix. Pour conforter cette politique d'image, Dior va relancer en octobre prochain le parfum Miss Dior, créé en 1947 et considéré comme un grand

«Nous sommes tous à lo recherche de nos racines», confirme le chargé de communication d'une de ces maisons. Beaucoup jaiousent Chanel qui a su préserver son total look. « Il y a dans le style d'une marque de qualité l'addition d'un « contrat de confiance », d'une capacité à « réémerveiller » les habitués qui croyalent avoir tout vu, et d'une porte ouverte aux rèves. Dans chaque maison, le style doit s'appuyer sur lo tradition en lo secouant suffisamment souvent pour empecher la répétitivité et la sciérose», estime Jean-Louis Dumas, le PDG d'Hercréér un «univers Hermès». Ces deux maisons ont d'ailleurs en commun de contrôler leur production et de n'avoir jamais délégué leur distribution.

ADAPTATIONS . Mais, tnut en arguant de ce retour à la rigueur et à une créatinn plus élaborée, certains donnent l'impression de jouer sur les deux tableaux. Ainsi, le lancement par les conturiers de lignes bis - les confonnés de Dior, Yves Saint Laurent Variatinn ou Givenchy Boutiques par exemple - à des prix nettement inférieurs au prêt-à-porter de luxe témoigne de la volonté de conquérir la clientèle aisée sans être fortunée qu'a su capter nvec succès l'allemand Escada.

Le rapport de la Cofremca préconise cette adaptation des produits aux moyens et nux goûts des acheteurs en fonction des différents pays. Un conseil auquel les entreprises de luxe ne peuvent pas être indifférentes. Elles réalisent environ 70 % de leur chiffre d'affaires à l'étranger et doivent savoir jongler avec la santé économique des différents continents. Lorsqu'après les Etats-Unis (lire ci-dessous) le Japon derape et que l'Allemagne est incertaine, il s'agit d'aller rapidement prendre positioo sur les marchés qui a'nuvrent, nntamment dans le Sud-Est asiatique.

Condamnés au semi-artisanat pour la fabrication des produits, les industriels du luxe doivent en mès, à qui l'on reconnaît d'avoir su revanche se colleter avec la donne

économique mandiale : concurrence et internationalisation notamment. Par force, la crise aura imposé la rigueur de la gestion à des patrons qui n'aimaient pas compter. « Mes résultats de cette année seront meilleurs que ceux de 1990, car j'ai appris à anticiper»,

reconnaît un joaillier. « Cette période va provoquet une sélection, estime un hanquier. Les meilleurs en sortiront plus forts. » Déjà, certaines marques de parfums ont perdu leur indépendance. Récemment le groupe allemand Benckiser s'est offert les parfums Coty, Deux investisseurs, la Cogepa et Matteo Fabra, sont entrés dans le capital des tissus

Avec l'acquisition de Puiforcat, Hermès poursuit la constructinn de sa fédération de métiers. Difficile de relancer les marques dont la notoriété s'est émoussée; et certains banquiers qui, autour de 85, avaient acheté très cher ce type d'affaires doivent estimer aujourd'hni que le retour sur investissement est bien faible!

Chez L'Oréal, un groupe habitué aux bénéfices, les pertes abyssales de la relance de Lanvin (134 millians de francs en 1991) commencent à faire froncer quelques sourcils. Même si ses produits sont par définition exceptionnels, le luxe est de plus en plus une industrie comme les autres. En pleine restructuration.

Françoise Chirot

L'indigestion américaine

Outre-Atlantique, même les riches ont fini par protester devant l'inflation

que connaissait le marché du très haut de gamme. Résultat : ventes en chute, boutiques et grands restaurants obligés de fermer. Du coup, les marques cherchent à mieux cibler leurs produits et leurs clients

NEW-YORK correspondance

EST devenu une rengaine: Le luxe ostentatoire des onnées 80, le tope-à-l'æil. c'est terminé. Les consommateurs américoins ont muri; ils veulent des produits de qualité, au juste prix. » Premier pays consommateur de produits de luxe (avec 32 % du marché mnndial, selon l'étude effectuée par McKinsey pour le Comité Colhert), les Etats-Unis en ont comme une indigestion. Les signes cliniques sont multiples.

« Les ventes de parfumerie de luxe ont chuté de 5 % ou 6 % en 1991 », canstate Guy Peyrelongue, président de Cosmair, agent exclusif de L'Oréal nutre-Atlantique. « Le marché de lo bijouterie n diminue en Amérique d'environ 5 %, celui de la haute joaillerie de beaucoup plus », cnnfie Ronald Winston, président de la société Harry Winston, numéro un mondial de la haute joaillerie. «Le prêt-à-porter de luxe ne se vend plus qu'au moment des soldes», affirme-t-on chez Bloomingdale's. Les exportations de champagne et de cognac vers les Etats-Unis ont respectivement cbuté l'an dernier de 12.8 % et de 37,9 % (en volume). Les ventes de Jaguar, de Rolls-Royce, de Porsche, y ont diminué de 50 % et plus. Des Ferrari soldées 150 000 dollars (la moitié du prix affiché voilà deux ans) ne se vendent toujours pas.

Rolex a beau proposer à ses clients de reprendre leur ancienne montre à bon prix s'ils en achè-tent une nouvelle, les ventes ont diminué de moitié, selon un horloger-bijoutier concessionnaire de la marque. Evan Galbraith, prési-dent de LVMH Inc., a avoué au Wall Street Journal que les marques du groupe - y compris Dom Pérignon, Louis Vnitton, Given-chy et Parfums Christian Dior n'ont en général pas vu leurs ventes progresser en 1991. On ne compte plus le nombre de grands restaurants et de boutiques de luxe qui ont dû fermer.

relevent certes que Chanel, Escada, Armani, Lancôme,

Donna Karan, Coach et autres Clarins enregistrent de bonnes performances malgré tout. Mais cela ne les empêche pas de s'interroger sur l'avenir, et de revoir le diagnostic qu'ils portaient au départ sur la crise du luxe.

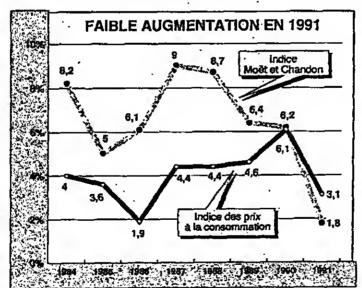
Combien de fois, en effet, ne l'a-t-on pas attribuée à la seule crise économique? Et c'est vrai que, pour la première fois, celle-ci touche autant les golden hoys de Wall Street que les ouvriers de

SEUIL DÉPASSÉ . Pour beaucoup de grandes marques, la quasi-disparitinn des touristes japonais a lourdement pesé sur le chiffre d'affaires. Vrai encore que les prix des produits de luxe ont dépassé le seuil psychologique du supporta-ble. « Pendant cinq ans, leur prix au détail a augmenté ici deux fois plus vite que l'indice des prix à la consommation; les clients ont fini par se rendre compte qu'on les pre-nnit pour des rigolos », dit sans ambages un des grands noms du luxe français aux Etats-Unis.

Impression durable, il faut croire, puisque la récente modération des prix n'a pas amélioré la situation (voir graphique). « En 1991, pour lo première fois depuis 1984, notre indice des prix de luxe a chuté de plus de quatre points, remarque John Pellaton, vice-pré-sident de Moët et Chandon USA. Il n'o donc augmente que de 1,8 %, olors que l'indice américain des prix à la consommation augmentait de 3.1 % . »

L'indice de Moet montre notamment que Rolls-Royce, le loueur de limousines Carey, le salon de coiffure Bumble and Bumble, le théâtre de Broadway, les chocolats Teuscher, les montres Rolex ont jugé bon l'an dernier de ne pas augmenter leurs prix. Atti-tude sage adoptée cette année par Dom Pérignon. Petrossian a même en 1991 baissé de 15 % le prix de son caviar Cetuga. « Trop tard ». est-on tente de dire, en voyant la façon dont réagissent les Améri-

cains les plus fortunés. Des directrices de boutiques Les professionnels du luxe sur Madison Avenue, à New-York, ne s'étonnent plus de voir des



Ce graphique compare, sur huit ans, l'indice américain des nrix à la consummation avec « l'indice du luxe » établi par Moët et Chandan (Etats-Unis). Ce dernier est basé sur l'évolution annuelle (en pourcentage) dn prix, à New-York, de douze produits et services : an hillet aller-retour en Concorde (New-York-Paris), une place d'orchestre pour « Cats », une boutellle de champagne Cavée Dom Pérignon, une heure de location d'une limonsine chez Carey Limousine Rental, un shampoing-coupe-séchage chez Bumble and Bumble, une Rolls Royce Corniche III décapotable, m manteau de vison long (Alexandre Furs), une livre de truffes au chocolat Teuscher, 30 grammes de caviar Bélaga Pétrossian, nne bonteille de cognac Hennessy X. O., un jour d'employée de maison (Maids anlimited), et ane mantre d'homme Rolex «Oyster»

téduction, et la leur accordent. « Monsieur X... avait payé sans sourciller 250 000 dollars pour restaurer une tapisserie; quand je lui ai dli cette année qu'il fallait comp-ter 50 000 dollars pour réparer son tapis ancien, il m'a dit que ço ottendrait!», s'étonne Dominique Chevalier, spécialiste français implanté aux Etats-Unis.

PARCIMONIE . Tel architecte new-yorkais ne compte plus les projets de décoration ou de rénovation qui ont été abandonnés, apparemment sans raison. «Pas question de dépenser 125 000 dol-lars pour la nouvelle Mercedes». s'exclame l'un des hommes les plus riehes de Philadelphie. A Dallas, les parkings des établissements de luxe regorgent de belles japonaises; elles coûtent à peu près le tiers du

prix des BMW et des Mercedes. Si les milliardaires sont devenus parcimonieux, ce n'est évidemment pas par nécessité. « Dépenser moins fait désormais partie du style de vie», constate Keith Nix, un expert en marketing de Dallas. «En fail, nos enquêtes montrent que si les gens boivent moins de champagne, ce n'est pas à cause du prix (ço ne vient qu'en sixième position dans les raisons citées), mais parce qu'il est aujourd'hui de bon ton de boire modérément, affirme John Pollatan. Il s'agis là

d'un changement culturel durable. » «Nos enquêtes et celles de plusieurs magazines féminins révèlent que la consommatrice américaine de cosmétiques a changé, confie Guy Peyrelongue. Elle n'achète plus un produit parce qu'il est cher et que c'est un « status symbol »,

mais parce qu'il lul donne satisfaction, ou niveau de lo qualité comme dis prix. » Plus question, non plus, de gaspiller : les femmes achètent moins de produits et les utilisent jusqu'au bnut. D'nù une chute de la fréquence d'achat.

Comme le souligne la célèbre société d'études Yankelovitch Clancy Shulman, les consommateurs issus du baby boom ont vieilli. Ils se snnt mariés, not des enfants (dont il faut payer les études), vivent plus à la maison. Et surtout, leur échelle de valeurs a changé; un phénnméne que les enquêtes régulières de Yaukelovitch nnt commencé à saisir vnilà cinq ans. En substance, ce qui compte désormais le plus n'est pas d'impressionner les amis, mais d'être satisfait de snn existence. Bref, ceux-là mêmes qui ont fait la fartune des maisons de luxe éprouvent aujnurd'hui un plaisir non dissimulé à vivre de manière relativement frugale.

MOINS CHERS . Les entreprises américaines n'nnt pas tardé à réagir, bientôt suivies par certaines marques européennes. Les lignes de vetements toujours griffes mais plus « décontractés » et nettement mnins chers se multiplient. Donna Karun, avec sa ligne DKNY, Gior-gio Armani, avec A/X (Armani Exchange) sont déjà des succès. Ralph Lauren s'apprête à suivre le même chemin, sur lequel Emanuel Ungaro (avec Emanuel s'est engagé, de même que Montana (Odyssée) ou Krizia (MM Krizia). On observe dans le même temps de plus en plus de magasins « prix sortie d'usine » ayant de très grandes marques pour enseigne. Jusqu'à présent, ils étaient plutôt perdus dans la nature, lis se rapprochent de plus en plus des grandes villes, y compris New-

Certaines marques préfèrent baisser leurs prix : le prêt-à-porter de Dior présenté dans sa boulique de la Cinquième Avenuc coûtc désormais 25 % à 30 % moins cber. D'autres améliorent le service : Hermès a envoyé des retou-cheuses chez ane cliente pour lui éviter de repasser à la boutique. Les traiteurs de luxe, tel Balducci à

New-York, pragnisent régulièrement des promntions. On a vu Petrossian offrir du saumon fumé pour vendre son caviar. Moët et Chandon suggère aux bars chies, hôtels et restaurants de luxe de servir, certains snirs, le Dnm Pérignon à la flûte. Les parfums Ralph Lauren (groupe L'Oréal) préférent eux, miser sur l'élitisme. Safari vise, avec succès, une clientèle restreinte prête à payer cher un produit qui respire le luxe d'antan.

PROFIL FLOU . Les grandes marques font tout pour attirer le client dans les magasins. Cela va de l'envoi régulier de catalogues luxueux à l'insertina d'échantillans parfumés (par dizaines de millinns) dans les magazines, en passant par la démanstration d'un savoir-faire. Hermès fait ainsi venir ses artisans dans ses boutiques, nrganise petits déjeuners et cocktails chics pour montrer comment nouer une cra-vate ou un foulard. Enfin, de plus en plus d'entreprises américaines de luxe tentent depuis deux ans de conquérir l'Europe, afin d'assurer

leur expansion. La diversité même des initiatives le montre : les entreprises de luxe sont en train de « chercher leurs marques » sur le marché américain. Comment séduire ce nouveau consommateur, dont le profil est encore flou? «Le problème des entreprises françaises, c'est qu'elles ne sont pas très adaptables. Nous mettons toujours très longtemps à changer, s'inquiète ce grand patron français. Le luxe est un marché qui est orrivé à maturité. Et il est devenu de plus en plus concurren-

Si les Français tionnent à conserver leur leadership mondial, il va donc leur falloir réfléchir et agir plus vite que d'habitude. Et peut-êire admettre que les Etats-Unis constituent un bon terrain d'expérimentation pour de nouvelles stratégies. Car tout le monde en convient : la clientèle voyage, les styles de vie dans les différents pays industrialisés sont désormais pays industriantes sont desormais trés proches. Ce qui se passe aujourd'hui outre-Atlantique est la réalité de demain en Europe.

Martine Leventer

DEVELOPPE! SE DESORMAI



PERSPECTIVES

L'éclipse du KIO

Jadis acteur majeur sur les grandes places, le KlO est devenu une eoquille vide. « Ce n'est plus qu'une simple courroie de transmission, un organisme d'exécution des ordres provenant de Koweit-City, charge de foire tourner le porteseuille », explique un benquier de la City. Les remous causés par les départs de son président, Fahad Al Sabah, officiellement « pour roisons de sonté», et celui de son consultant-fondateur, Fouad Jaffar, les démissions de cadres supérieurs non koweitiens, responsables notamment des investissements industriels, le limo-

Suite de la page 35 geage virtuel de son eélèbre représentant en Espagne, le banquier catalan Xavier de la Rosa, sont autant de signes de le crise

> IMMUNITÉ • L'épopée du KIO commence en 1964, quand la City voit a'installer dans ses murs ces financiers kowestiena dont le pouvoir est à la hauteur de la fortune pétrolière : imposant. La Grande-Bretagne les accneille à bras ouverts. En vertn d'un vieux principe d'immunité souveraine « dont jouissent les Etats monarchiques », le KIO est exempt de tout paiement d'impôt et peut agir en toute discrétion, par le truche

ment de la Banque d'Angleterre. Sous la boulette d'un jeune banquier, Fouad Jeffar, formé eux Etats-Unis, le bureau ne se refuse rien et se lance dans l'immobilier de bareau londonien avant d'envahir ensuite, et sans complexes, l'industrie et la

finance mondiales.

Les conquérants s'infiltrent partont, saisis par une frénésie d'acbata pour ce qu'il y a de plus beau, de plus cher, de plus rare. Midland Bank, Daimler-Benz (Mercedes), Metallgesell-schaft, Hoechst, Paribas (3 %), Suez (1 %)... L'audace de Jaffar ne fait pas peur car la coexistence reste toujours tolérable. A chaque ecquisition ne soulignet-il pas son désir de ne pas obte-nir de siège au conseil d'administration? La gestion des sociétés n'intéresse guère ce peuple de «fonrmis», obsédé par le long terme.

House constitue sa propre équipe de gestionnaires de por-tefeuilles. Des managers d'origine écossaise en majorité, trop heureux de travailler au service d'un bomme brillant et chalenreux qui aime déléguer et ne se soucie guère de la hiérarchie. L'organisme de tutelle, la Kuwait Investment Authority (KIA), laisse faire. Tant que les caisses du Fonds de réserve des générations futures, eréé en 1977 pour plecer à long terme une pertie des revenns du pétrole, se remplissent.

L'aventurier de St. Vedast

FRONTIÈRES • A l'inverse de ce qui se passe dans les vénérables maisons anglaises, les frontières entre les différentes spécialités financières - la gestion de grandes fortunes, le trésorerie, les devises... – sont abolies. Interlocuteurs compétents, capables de prendre des décisions rapides, souvent à la recberche d'un placement sortant des sentiers battus et comportant comprend une part de risques, tels sont les membres de la «bande

à Jaffar », qui détiennent plus de puissance que la plupart des membres du gouvernement

Denx événements vont venir bouleverser ce bel édifice. La prise de participation, en 1988, de 22 % dans la British Petroleum (BP), un joyau de la Couronne, provoque un tollé général. En Grande-Bretagne d'abord, où le gouvernement Thateber doit ordonner une enquête et contraindre l'émirat à un désengagement à 9 %. Au Kowest ensuite, en proie à une sourde lutte d'influence entre la famille régnante, les Al Sabab, et la bante bourgeoisie marcbande et nationaliste, qui réclame la démocratisation de la vie publique. La famille de l'émir a l'appui du puissant lobby pétrolier représenté par la Kuwait Petroleum Compeny (KPC), société d'Etat, véritable compagnie intégrée du puits à la

> "Dans la City, on estime à 70 milliards de dollars le total des avoirs koweitiens à ce jour. "

Dans un souci d'epaiser l'opposition, l'émir Jaber ordonne le rappel à Koweit-City du patron de l'antenne londonienne. Ce dernier refuse et claque la porte du K1O en février 1990. Il restera toutefois conseiller.

Le 2 août 1990, les chars irakiens pénètrent au Koweit, Le jour de l'invasion, le ministre des finances, ebeikh Khalifa, signe une lettre certifiée et munie de toutes les garanties légales par laquelle il transfère tous les avoirs de l'État eu KIO.

exil pour reprendre en main les leviers de commande du KIO. Selon des informations dignes de foi mais qui n'ont jamais été confirmées officiellement, la famille régnante aurait même de fait récupéré la propriété de la « tirelire », en accaparant la signature...

En tout cas, ebeikh Khalifa et eheikh Salem, gouverneur de le benque centrale, installent leur bureau temporeire à St. Vedast House. La nomination à la tête du KIA d'Abduilah Al Gabandi, bomme de confiance du Paleis, ébranle le KIO. Au lendemain de la libération, en février 1991, le patron du KlA reçoit en effet carte blanche pour trouver les fonds nécessaires à la reconstruction. Mais pas question de dilapider les ricbesses placées à l'extérieur. L'émir exige de pouvoir continuer à entasser les dividendes sans toucher aux participations industrielles.

Dans un premier temps, le KIO est contraint de puiser dans sa trésorerie, puia doit se séparer de certaines participa-tions dans de petites et moyennes entreprises et liquider ses bons du Trésor américain. En octobre 1991, nouvelle étape, un emprunt de 5 milliards de dollars à moyen terme est levé, non sans difficulté, auprès de la communauté bancaire internationale, pour financer la reprise de l'industrie pétrolière. « Nous empruntons justement pour éviter de devoir vendre et perturber oinsi les marchés », déclare à cette occasion M. Gabandi,

Dens la City, on estime à 70 milliards de dollars le total des avoirs koweîtiens à ce jour. Pour se procurer les fonds dont son pays a tragiquement besoin, Abdullah Al Gabandi e le choix entre trois scénarios, estime la communauté bancaire du square mile. Premier scénario: cession de certains gros actifs financiers, meis au risque d'une détériora-Les Al Sabah profitent de leur tion des rapports privilégiés

entretenus jusqu'à présent avec les sociétés investies. Le second scénario est l'utilisation des avoirs comme garantie pour de nouveaux emprunts. Les taux d'intérêt élevés, conséquence du risque politique lié à la mauvaise image de marque des Al Sabah, à l'ambiguité planant sur la propriété des actifa et à l'engorgement actuel du marché, sollicité de toutes parts, limitent eependant l'attrait d'un nouvel appel de fonds. Enfin, le Koweit peut recourir à une émission à coupon plus bas que le prêt mais qui serait convertible en actions. Et ralentir la reconstruction en tentant d'obtenir de l'assurance-crédit de la part des pays récipiendaires des contrats du «marché du siècle».

DRACONIEN . Quelle que soit la solution choisie, plns rien ne sera iamais comme avant pour la plus grande banque de la planète, sapée par les deux bouts (par le beut, à Koweit-City, par le bas, du fait de l'exode de ses meilleurs serviteurs). Le paysage autour de St. Vedast Honse a été complètement modifié par la douloureuse expérience du gel des avoirs koweitiens, plus draconien ici qu'ailleurs, et par l'attitude très controversée de la Banque d'Angleterre dans l'affaire de la BCCI.

Londres, première place financière européenne, a perdu la confiance des milieux d'affaires du Golfe. Pour Pamela Ann-Smith, consultant euprès de la revue britannique Middle East Economic Digest, a face à la nouvelle donne, les Koweitiens présèrent oujourd'hul lo Suisse, au régime siscal plus avantageux et qui garantit l'ononymot des dépôts ». Faisant un parallèle avec l'Angleterre, certains se demandent aujourd'hui si le KIO est devenu, ainsi que le disait Byron de l'Italie, «lo triste mère d'un empire mort...»

Marc Roche

Jours moroses à Koweït

«Le Koweit traverse une mauvaise passe mais, dans deux ou trois ans, les choses se rétabliront», estime un diplomate occidental. « Dès que la produc-tion pétrolière aura repris, l'éco-nomie domestique redémarrera » et les chosas rentreront dans l'ordre, renchérit un financier. En attendant, l'heure est à la morosité et à l'expectative dans le patit émirat. Preuva de laur méfianca : les Koweftiens na rapatrient plus leurs avoirs, Pis encore : selon das sources diplomatiquas occidentales, la mouvement de sortia des capitaux se poursuit.

Dans la capitale, les commerces regorgent da produits importés comme aux plus beaux jours d'avant la guerre, meis la précarité de la situation politique aidant, la crise financière se traduit par un fort ralentissement de l'activité économique. Selon le Fonds monétaire arabe, les pertes subles du fait de la guerre s'élèveraient à 160 milliards da dollars au total.

Or, blen que le gouverne-ment espère rétablir avant la fin de l'année la production pétrolière à son niveau d'avant guerre, les recettes sont loin de suffire à d'autant qu'alles devront au moins en partie être consacrées à des augmentations salariales et à des prestations sociales récemment décidéas, Conséquence: un gel complat des chantiers publics, certains pro-jets en cours de réalisation étant

même suspendus. La mauvaise gestion du gouvernement contribua à la morosité. Le départ des étrangers -Palestinians principalement - a aggravé les défauts d'una administration tatilionne. Das décisions importantes sont violemment contestées, comme la rachat des créances douteuses da onze banques at sociétés

d'investissements, pour un mon-tant global de 16,5 milliards de dollars. L'affaire s'étant traduite par le report de la publication des bilans de la plupart des établisse mants concernéa, un climat

expectative s'est installé. Expectative égalamant an raison d'une situation politique floue et d'une «psychose sécuritaire », indiquent financiars et diplomatas. La parspectiva d'élections législatives en octobre prochain, dont l'issue n'est pas claire, et la menace que, aux yeux des Kowertiens, l'Irak même affaibli - continue de faire peser sur leur pays ne contribuent pas à assainir l'atmosphère. Le pénible souvenir da l'invasion irakienne demeura d'autant plus vif que le tracé de la frontière antre les deux pays, tel qu'il vient d'être délimité par une commission spéciele des Nations unies, a été rejeté par le gouvernement et l'opposition irakiens. La place que commence à prendre l'Iren an tant que a puissance montante», selonl'expression d'un diplomate, est également un facteur d'inquié-

Il y a quelques jours encore, la premier ministre et prince héri-Abdallah, faisait état de tentatives de « déstabilisation » du pays à la suite d'actes qu'il a qualifiés de « criminels et terroristes», sans en préciser la natura ni les euteurs. Au début du mois, un engin avait explosé à proximité du domicile du recteur da la faculté da médecina, faisant plus de peur que de mal. En novembre déjà, cette même faculté da médecine avait été la cible da tirs d'armes légères. Ces actions n'ont pas été revandiquées, mais la faculté est la cibla des critiques virulentes des isla-

Mouna Naim



4 ans de formation internationale au management Études à Paris, État-Unis, Europe

Admission 1" année: bac + concours, 2° année : bae + 2 (DUT, DEUG, BTS).

ësisca

I, rue Bargulattille, 75007 Parts - France TH. (U 45 46.58.96



SCIENCES PO

Un programme bilingue, 9 mois intensifs. A partir de janvier 1993.

Un diplôme International reconnu, la tradition culturelle de Sciences Po, des professeurs de plusieurs pays, des études à Paris.

Admission niveau 3 cycle: grandes écoles, magistères, maitrises.

Expérience professionnelle requise.

Pour toute information, contacter le Directeur du MBA, le professeur Jean-Jacques Rosa, au (1)45 44 87 43, ou adressez-nous votre carte pour recevoir le dossier de présentation.

(Inscriptions : du 15 mai au 30 juillet 92)

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS 174, bd Samt-German 759 H PARIS - Tel: [1145 4187 43 - Fax: [1145 4188 4] SCPO



SICAV NORD-SUD DEVELOPPEMENT L'AXE DE DEVELOPPEMENT NORD-SUD PASSE DESORMAIS PAR LE RESEAU



Avec le Trésor Public, un réseau sûr, reconnu, animé par des conseillers de qualité, Nord Sud Développement devient plus proche de vous. 4000 Guichets sont desormais . à votre service pour vous orienter sur la première sicav éthique.

DU TRESOR PUBLIC.

Epargnants du Nord, associez-vous aux Entrepreneurs du Sud dans le développement

Rejoignez una SICAV performante classée 3 de sa catégorie sur 5 ans* et qui o progressé de 14,9% en 1991.

Rejoignez Nord Sud Développement en entrant dès le 25 Mai dans l'un des Guichets du Trésor Public.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Réseaux Placeurs: Trèsor Public, Caisses d'Epargne, grandes banques françaises Source EUROPERFORMANCE - 31 Decembre 1991





Un plus pour votre formation

Ces 4 programmes d'un an dispensés
par un corps professoral et des spécialistes experts

vous assurant une formation de haut siene vous assurent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management.

TRADING INGENIÈRIE FINANCIÈRE Management des entreprises GESTION DE PATRIMOINE

Renseignements: 3° Cycles Spécialisés GROUPE E.S.L.S.C.A.

1, rue Bougainville - 75007 Paris - tel.: (1) 45 51 32 59 ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - Reconnue par l'État

A Company of the Comp $\delta a_{\Delta_{i}} \cdot 2 \omega t_{i,k} = 0 \quad \text{, i.e.} \quad .$ Contract of

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

趣,映一点。

٠٠ - مينوناي مالک در

Salar Contraction of the Contrac

Bert Laboratory

The state of the second

State of the state

19 3 · · · · ·

300 TESS

A SECOND

7.5

Fr. Various ...

8% The . . /-

Marian Marian

Mar and the second

Barrier Commence

The same of the sa

British Care Commence

The second second

The state of the s

100 mm 10

September 10 de

The state of the s

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

The state of the s The second second

Service Control

Francis Lating The second second

The state of the s

and the second second

A STATE OF THE STA

State of the state mental and the second of the second Carrier . The state of the s A Comment

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

The first of the same of the

The state of the s A STATE OF THE STA

記録の 発達 かんき はたりかか PARTY CONTRACTOR OF THE PARTY O

New Years of the St.

Control of the second

The second of

PATE -

The second second

The state of the s

A PARTY .

新加

Service service

Marie Paris Inc.

Est michigan

Mary Jakabaran Spirit

A Commence of the Commence of

A Part of the same

the bridge of the

Jacques Delors en supplétif

ACQUES DELORS, qui aime la pédagogie, e décidé de chapitrer le technocratie bruxelloise. Il s'agit de faire comprendre à chacune des vingt-trois directions administratives qui composent la Commiseion européenne que l'extension des responsabilités communautaires décidée à Masstricht doit s'eccompagner, de leur pert, d'une plue grande modération dans leur zèla d'intégration et surtout d'uniformisation des douze pays membres. L'exercice de prise de conscience sera placé sous le signe du fameux « principe de subsidiarité » inscrit en toutes lettres dans le projet de traité sur l'Union européenne. Cela, à soi seul, est une aventure.

La président de la Commission entend couronner ce travail d'élucidetion collectif par une déclaration publique. Celle-ci eura lieu vraisemblement au premier trimestre de l'année prochaine. La commission y définira sa conception du rôle « subsidiaire » qu'elle-même et les autres ordanes de décision de la Communauté aurait à jouer dans l'avenir pour construire l'Union européenne.

Pour prouver ses bonnes intentions, elle joindra l'acte à la parole. A notre époque, cela signifie prendre les médias à témoin. Le moyen envisagé est que, à cette occasion, la commission renonce, en gage d'autodiscipline, à se mêler d'un dossie brûlant. Elle pourrait, par exemple, annoncer qu'il incombe aux Etats membres de prendre seuls leurs responsabilités sur telle ou telle question d'environnement.

Nul doute que le souci de corriger la mauvaise impression laissée par quelques affaires récentes est pour quelque chose dens l'initiative D'où sa grande capacité de rayonnement.

de Jecques Delors. Mais les motifs différents, voire opposés, de cette « mauvaise impression » ejoutent un intérêt supplémentaire à toute l'entreprise.

Il y eut les tentatives, qualifiées aujourd'hui d'a aberrantes » par l'entourage du président de la Commission, de régenter, à partir de Bruxelles, la chasse à le palombe dans les départements du Sud-Ouest, ou les conditions de fabrica-5 Tromeg spécialité française s'il en est - eu lait cru.

Pour prendre l'exacte mesure de ce demier incident, il faut garder à l'esprit une circonstance sur laquelle. en France, on préfère glisser. C'est à la demande des producteurs françeis euxmêmes que Bruxelles e

l'accès de certains marchés de la CEE, des fabricants ont exprimé le désir de voir leurs produits soumis à des normes européennes certifiées. Apparemment, l'idée qu'ils pourraient gegner autant d'ergent en offrant eux consommateurs nationaux et aux touristes emateurs des fromages traditionnels de qualité (de plus en plus introuvables) ne les avait jamais efficurés. Cet aspect des choses ne relave pas seulement de la nostalgie gastronomique. Les technocrates « apatrides » ont bon dos, ils ne sont qu'eccessoirement responsables du mercantilisme embiant, fruit d'un bon demi-siècle de dirigisme.

il y eut aussi l'affaire Havilland. La décision prise par sir Leon Brittan d'empêcher l'acquisition par Aérospatiale et la société italienne Alenia de l'avionneur canadien De Havilland n'a pas été du goût de tout le monde, y compris à la Commission. Profiter de l'aggiornamento en cours pour essayer de tempérer l'humeur antimonopolistique du bouillant commissaire à la concurrence est une tentation à laquelle il est difficile de résister.

L'important est de constater que, ici, les protestations contre l'intransigeance de sir Leon procèdent d'une tout autre préoccupation : ce qu'on reproche en réalité à la commission, c'est non plus son impérialisme eupposé ou réel, maie au contraire son refus de se laisser entraîner dans la voie d'une politique industrielle sur le thèrne de la maturise des marchés mondiaux. L'ego des « stra-tèges » y trouve en général plus son compte que

l'intérêt des actionnaires et des salariés. Voilà pour le circonstanciel. Il est une raison plus importante pour pousser Jacques Delors. Dès 1988, il a commençé à se référer au principe de subsidiarité dene ses diecours. C'était à l'origine pour epaiser les inquiétudes des représentants des Lander allemands soucieux de conserver leurs prérogatives. Le caractère à le fois imprécis et englobant de nombreuses dispositions de Maastricht e mis tout le monde sur ses gardes, y compris des partisans conveincus de l'union européenne. La tournure prise par les pre-

miers débats sur la ratification l'atteste. Or le principe en question, d'Inspiration, comme on va le voir, très fédéraliste dana le sens allemand et suisse du terme, présente de grandes commodités. Il passe facilement pour une assu-rance tous risques aux yeux de tous ceux qui se sentent « menacés » par l'influence envahissante

de Bruxelles : aussi bien les adeptes d'une Europe fédérée maie non centralisée (le rêve germanique) que les adversaires (britanniques notemment) d'une fédération; lesquels ont pour unique souci de réduire le plus possible le nombre des choses à décider à douze. L'expérience tendrait à prouver qu'une telle faculté d'adaptation aux désirs de chacun se paie en général par une embiguité pleine de pièges. A moins qu'il ne s'agisse d'une tentative de récupération tous azimuts. L'erticle 3B adopté à Maastricht est ainsi rédigé :

«La Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont essignés par le présent traité.

» Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dane la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les Etats membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire.

L'action de la Communauté n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs du présent traité. »

La première raison pour laquelle il y e « récupération » est qu'en soi le principe dit de subsidiarité n'est pas une norme juridique, susceptible de se traduire par une règle de droit constitutionnel tant soit peu précise. C'est une notion philosophique, enrichie, en Allemagne surtout, per des siàcles de réflexion eppuyée sur l'expénence.

Usons d'une analogie. Le traité de Rome (1957) est d'inspiration libérale. D'une feçon concrète, cele signifie que ses auteurs ont, comme c'était leur devoir de le faire, défini en termes généraux meis suffisemment contreignents, les conditions minimeles de concurrence à réunir pour un bon fonctionnement du futur marché commun. Si, pour définir ces conditions, ils s'étaient abrités derrière relisme, on y serait encore. C'est ce qu'on a fait à Maastricht en invoquant le principe de subsidianté. On e pris le fondement théorique d'une règle d'attribution des compétences pour la règle elle-même.

Quend, dens une conférence de presse NICOLAS GUILBERT qui souleva beaucoup

été emené à intervenir. Pour ne pas se voir refuser de protestations à l'époque, le général de Gaulle déclara que tous les pouvoirs de l'Etat, y compris le pouvoir judiciaire, «procédaient» du président de la République qu'il était, il exposait un point de vue étroitement français mais radicalement opposé à l'esprit et à la lettre du principe de subsidiarité. Celui-ci est en quelque sorte l'amithèse du jacobinisme selon toutes ses formes. Il implique que l'eutorité « centrale » tient ses pouvoirs des collectivités qu'il est chargé de « fédérer ». Sa fonction est de suppléer cas demièras en cas d'insuffisance reconnue.

N comprend l'intérêt de la formule et son attrait. Elle paraît s'inscrire dans une évolution rassurante déjà amorcée, malgré les retours de flamme de l'interventionnisme mentionnés plus haut. La préparation du « grand marché sans frontières» prévu pour 1993 eura servi de catalyseur. Il n'y avait aucune chance d'y par-venir si on s'était obstiné à suivre la vieille méthode communautaire selon laquelle la liberté totale d'établissement pour les hommes et la liberté totale de circulation pour les marchandises et les capitaux devaient être subordonnées à une « harmonisation » préalable (celle, par exemple, des normes sanitaires pour l'admission des pro-

duits agroalimentaires). C'est à la Cour de justice qu'on emprunta le raccourci propre à faire l'économie d'un long travail de nature législative en vue d'harmoniser. Dans un errêt célàbre, dit de la liqueur de Cassis, les juges de Luxembourg avaient posé le principe de la «reconnaissance mutuelle» par checun des pays membres des réglementations nationales en vidueur chez les partenaires. Mais dans de nombreux cas, la reconnaissance mutuelle ne fut acceptée qu'à la condition qu'on commence par edopter un «socle» minimel de ràgles communes : on en revenait à l'harmonisation. D'où l'idée d'inscrire dans le traité une disposition propre à renforcer le droit de chaque pays de rester maître chez lui, de ne pas chercher, par exemple, comme la Commission a voulu le faire, à imposer des normes uniformes, pour l'eau pota-

ble, du Jutland à la Costa Brava. Il reste que l'application du principe à la construction communautaire est des plus hasardeuses, qu'elle représente, à la fimite, un coup de force idéologique.

Le nouveau débat régional

Des réflexions sur la répartition spatiale des nouveaux pôles de développement, qui oublient un peu les aspects écologique et politique

LES RÉGIONS QUI GAGNENT Districts et résegux : les neuveoux paradigmes de la géographie économique Dirigé par Georges Benko et Alain Lipietz.

PUF, coll « Economie en Liberté ». 425 pages, 225 F.

«En général, ce fut le destin de la théorie économique que de livrer une course perdue d'avance avec le cours de l'histoire, at de n'avoir jamais achevé l'analyse d'une phase économique avant qu'une autre lui succède » Au terme de sa contribution, Robert Boyer résume assez bien le combat presque désespéré mené dans ce livre face à le réalité fuyante de l'espace économique : le monde, la nation, la région, le district indus-triel ou urbain? Les régions qui gagnent dans les nations qui perdent? Ou simplement les mégapoles, comme la mégapole de Los Georges Benkn et Alain

Lipietz ont eu l'embition de confronter les meilleurs chereheurs sur l'émergence des nou-veaux pôles de développement et la tendance contemporaine du retonr des campagnes vers les villes, L'implosion urbaine suecède à la déincalisation. Ponr expliquer l'apparition de points d'ancrage dans l'espace, un peu comme les tnurbillons dans un fleuve qui serait le fleuve du déve-Inppement, deux paradigmes, ou modèles, sont mis à l'épreuve.

Le premier – dit « modèle de Coase-Williamson » (1) – suggère l'agrégation spontanée d'unités de modète d'accumulation flexible micro-économiques concurrentes en passe de se substituer à lui, ou complémentaires, effirées par-mains encore de « régulation par des écontimies externes-et des . le marche » : small is not beautiful gains sur les coûts de transaction ou d'information, selon un « effet de marché». Un exemple simple : le Sentier à Paris. Ou le triangle maynnaise toulnusaine, qui e (1 Milan-Turin-Gênes. Ou encare pris, indiscutablement, Benko et 1991.

TRANSFORMER

DU TRAVAIL

de Millo

218 pages. 198 F.

L'ORGANISATION

et Jean-Pol Roulleau,

Editions d'organisation.

La théorie, puis la pratique. Michèle Millot et Jean-Pol Roulleau

ont suivi le schéma des bons outeurs

elassiques pour faire passer leur

message sur l'a autonomie créa-

trice», force indispensable pour

transformer l'organisation du tra-

vail. On parcourt les chemins du

d'électronique automobile :

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce la parution de ses dernières études :

cipaux opérateurs sont les équipementiers.

introduisent l'arrivée des nouveaux entrants.

L'ELECTRONIQUE DANS LES EQUIPEMENTS AUTOMOBILES

EN EUROPE

Face aux modifications structuralles du marché de l'automobile, la contrainte première de l'industrie automobiles européenne est l'arréliora-

Afin de mieux saisir la logique des stratégles développées par les principaux acteurs européens, nous avons distingué deux grandes familles

Les systèmes électroniques de contrôle des fonctions eù les prin-

Les systèmes d'information, de communication, de navigation, qui

STRATEGIES ET RESULTATS DES GRANDS GROUPES JAPONAIS :

LES LIMITES DU MODELE DE CROISSANCE ET L'ENJEU EUROPEEN

Ou'en est-il aujourd'hui du modèle japonais et du comportement de ses principaux acteurs ?

Une analyse détaillée menése sur 22 grandes sociétés japonaises ayant

des implantations industrielles en Europe, permet de mieux cerner les particulariemes de l'économie japonaise et de ses structures. Une grille d'ensiyse financière a été edoptée pour l'ensemble des groupes étu-

dies et a permis d'établir des comparaisons intéressantes entre socié-tés de mêms secteur d'autivité.

Cette analyse met en évidence les politiques menées par les grands grou-pes japonais vis-à-vis du marché économique européen (panorama des fillales en Europe, opérations en cours, investissements, partenariat...).

Pour recevoir la présentation détailée de ces études, contacter : EUROSTAF 60-62, rue d'Hauteville, 75010 Paris. Tél. : 47.70.22.55 - Fax : 47.70.11.93

jet», des syndicalistes - sans doute à titre personnel, car en France, ils se méfient de la cogestion, - et peutêtre un consultant externe. Les rôles déterminants de l'information et de la formation sont ensuite analysés. Un conseil est donné, « payer la compétence et non le poste ».

Plus vivante est la partie qui démontre comment des entreprises novatrices appliquent à leur manière

Il y a là un phénomène de génération spontanée, lié oujour-d'hui à l'une des clefs de la modernité industrielle : la flexibilité technique, « Les nouveaux para-digmes technologiques impulse-raient non seulement le retour des usines et des bureaux vers les zones urbaines, mais la reprise de la craissance quantitative des métro-

Mais, à côté des forces centri-pètes du marché et des économies de proximité, existent aussi des liens nan économiques de tradition, de culture, d'échange non mercantile, bref une estmosphère » qui fait un modèle « italien», ou « grenoblois », on « toulousain » de districts d'entreprises (généralement petites).

A cette vision microéconomi-

que da développement endogène s'oppose le modèle ginbal des «économistes de la régulation». Il explique la différenciation et la hiérarchisation de l'espace entre « centres » et « périphéries » par la crise du « furdisme», mode d'acenmulation fondamental, eux structures lourdes et contrai-

TAYLORIEN . Le terme «fordisme » est emprunté à Gramsci. Il recouvre un contrat de répartitinn des gains de productivité entre salariés et patrons, associé à un mode d'organisation du travail essentiellement taylorien, contrat couvert par cette compagnie d'assurances qu'est l'Etat-providence. Il y a crise du fordisme, disent en susbstance Boyer, puis Leborgne et Lipietz, mais on n'observe pas

Et la région? Pour passer des districts d'industries à la région, par exemple pour expliquer la

Los Angeles, petchwork de dis-tricts industriels.

Lipietz reprennent du bout des lèvres un concept développé dans lèvres un concept développé dans ce livre par Harrison et Storper, la « gouvernance ». La « gouvernance» se situe entre la régulation par l'Etat et celle par le marché. C'est une sorte de régulation non marchande, mais nnn étatique, composite et un peu mystérieuse, avec du local, du civil, de l'historico-culturel. Va pour la gouver-

Mais on a parfois le sentiment en lisant – et l'image, très bonne, est due à Alain Lipietz – de s'interroger sans trève et de circuler incessamment sur une bende de Moebius, tantôt sur le côté macro, tantôt sur le côté micro, sans trop savoir comment on a pu passer de l'un à l'eutre... An demeurant, ce n'est pas le reproche essentiel que l'on fera à l'nuvrage, en général très clair, lisible par le plus grand public, bien qu'il se situe à la frontière de la recherche sur l'écono-mie spatiale et soit plus réflexinn sur l'économie contemporaine que sur la régionale.

Comment ne pas regretter, connaissant Alain Lipietz comme l'économiste des Verts, et sortant d'une troublante consultation électorale et de quelques émeutes dans une mégapole, les dimensions écologique et politique, un peu absentes de ce débat réginal? Où est la convivialité? Si le seul atont de la France réside dans sa mégapole parisienne, qui n'ambitionne que de dépasser la mégapule inndonienne, alors, vive les régions qui perdent l'Car Mickey du côté de chez Swann et des tours de Méséglise, qui firent pleurer Marcel Proust, c'est autant de gagné pour les tours de Carcassonne, qui firent chanter Cherles Trenet. Après tont, le « désert français » conserve au moins la besiné du

Bernard Maris

(1) Ronald Coase, prix Nobel

NOTES DE LECTURE

changement avec le eréation d'équipes responsables qui impliquent la hiérarchie, un groupe «pro-

ces principes et d'eutres, fruits de l'expérience quotidienne. C'est ainsi que l'on visite Canson-Montgolfier, Sasb, Le Carbone-Lorraine (Pechiney), Ratier-Figeac (Luchaire), Rhône-Poulenc Saint-Fons, Shell Chemicals, la Caisse d'allocations familiales de Paris. Cointreau (usine d'Angers), La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine, Desco-Rémy (General

Motors) Des «études de cas» réels qui pourront donner des idées à d'antres dirigeants.

P. D.

.

LE DEVOIR DE VIGILANCE De la nécessité du renseignement **6conomique** de Christophe Babinet Denoēl, 276 pages, 135 F.

La guerre économique est aussi une guerre de renseignement. Surveiller ses concurrents, se protéger de leur curiosité est une nécessité dont les entreprises performantes sont généralement convaincues. En Occident beaucoup moins qu'au Japon, maigré tout, où l'art de l'es-pionnage a été poussé le plus loin. En multipliant les mises en

garde, Christophe Babinet espère inciter les entreprises françaises à prendre la mesure de leur retard et de leurs insuffisances. A être plus attentifs à leur environnement glo-bal. Ce « devoir de vigilance » a des multiples faceties : verrouillage des systèmes informatiques, dépouillement des revues spécialisées, débauchage d'un concurrent, surveillance des marchés étrangers, écoutes téléphoniques (celles dont on est victime, pas celles qu'on confie à une officine spécialisée,

cela ue se fait pas), etc. Ce livre a beau toucher du doigt une faiblesse évidente des entreprises françaises, il repose sur une documentation généralement de seconde main, le plus souvent présentée comme telle, et sur quel-

ones facilités Qu'il faille se méfier de tout, soit. Mais de là à suspecter tout et tout is monde...

5.

CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF

.

上江 独立城市 19年1

10000000000

And the second

Santa Contracting to the

Annual State of the

a de de Charle og S

The gradest was a state of the

والمراجع والمنافع وال and the second of the second of the second The same of the sa

 $^{\prime}=_{4,3,8,\cdots,6,29}$ --- -- --والمراجع والمتراجع والمتعارض والمتعا A CONTRACTOR A Patriote Agency $H^{(2)}((0,\Delta_{1}) \times \mathbb{A}_{\mathbb{R}^{2}_{+}}) = \mathbb{A}_{\mathbb{R}^{2}_{+}}$ Falsack Commence

Same Sugar and the second will be a second of the Francisco (Sept. Sec. A STANKEN CONTRACTOR $f(\mathbf{q}, \mathbf{r}') \in \mathcal{L}_{p, k}(\mathcal{L}_{p, k}(\mathbf{r}_{k}), \mathbf{r}_{k+1})$

2 es 24. $0 \le n \le n \le (2 + n \le n)$ and the design

Les atouts de l'Hexagone

Plaidoyer pour le « francoptimisme »

A société française eouffre eujourd'hui d'une eorte de syndrome dépressif, dont l'une des manifestations les plus visibles tient en une constante tendance à l'autodévalorisetion de nos capacités économiques et notamment industrielles. Main-d'œuvre de qualité médicore, système éducatif inefficace, coupure entre le monde de l'entreprise et celui de la recherche, absence de partenariet entre la banque et l'industrie. absance de partenariat entre la banque et l'industrie, pression fiscale excessive et inefficacité de noe services publics sont les faiblesses les plus fréquemment

evoquees.

Cette image déformée sous-estime des atouts souvent mejeure et grossit des faiblesses parfole secondaires. A l'occasion d'un rapport sur l'attractivité de l'espace français pour les investissements étrangers (1), le Commissariat général du Plan vient de l'espace d'un companyion autofinatique des de procéder à une comperaison systématique des facteurs de compétitivité de la France par rapport à ses principaux partenaires européens, fondée sur des enquêtes d'image et l'enalyse des données statistiques disponibles. La verdict est malgré quelques difficultés liées à une image médiocre, et partiellement injustifiée, de notre climet social et de notre environnement réglementaira et edministratif, les investisseurs étrangers, japonais compris, considèrent tout simplement la France comme l'un des pays de la CEE qui offrent les meilleures perspectives d'affaires

Compétence et professionnalisme

Fermé, l'Hexagone ? 24 % de noe saleriée dans l'industrie sont aujourd'hui employés par des filiales de sociétés étrangères, soit le pourcentage le plus élevé de tous les pays du G7. Avec 8,5 % de l'ensemble des flux d'entrée d'investissements directs en 1990, le France s'est placée au troisième rang mondial pour l'eccueil des implantations transnetioneles. Et si les industriels américains, allemands et japonais viennent traveiller chez nous et evec nous, ce n'est pas seulement parce que, comme en Grande-Bretagne, ils peuvent y racheter à bon compte des entre-

Médiocne et trop payée, notre main-d'œuvre ? Nos coûts saleriaux uniteires, charges sociales comprises, sont, d'après le Financial Times (2), parmi les plus bas de la CEE, Espagne mise à part. La compétence et le professionnalisme de nos salariés font l'objet, de la part des industriels étrangers, d'eppré-

0.8

ar in the

vrei, d'une mobilité et d'une pratique des langues étrangères insuffisantes. Quant à notre système de formation professionnelle, s'il affronte, c'est incontestable, des difficultés qu'il faut chercher à résoudre, le phénomène n'est pas plus marqué qu'eilleurs, puisque nos partenaires étrangers considèrent la disponibilité d'une main-d'œuyre qualifiée ebondante comme l'un

ciations généralement élogieuses - réserve faite, il est des atouts de notre pays. Nos services publics ? Les réseaux de télécommunication à valeur ajoutée, les trains à grande vitesse et, surtout, le faible coût de notre électricité apparaissent aux yeux des industriels étrangers comme des facteurs souvent décisifs du choix de le France, comme le montre le nombre important d'implentations réelisées au cours des ennées récentes dans les industries fortes consommatrices d'énergie (aluminium, ferro-elliages, etc). Pour ce qui est des grèves, le France est le pays où leur incidence en termes de journées de travail per-dues a été la plus faible de la CEE en 1990. Quant à la fiscalité française des entreprises, elle est aujourd'hui comparable à ce qui se pratique dans le reste de la

CEE, comme l'a montré le récent rapport Lallement au Conseil économique et social (3).

Certes, l'image de centralisation et d'arbitraire de notre edministration provoque parfois quelquee craintes chez les investisseurs non encore implantés. Mais, fruit des efforts de libéralisation et d'ouverture menés depuie le milieu des annéee 80, notre imege e également commencé à évoluer eur ce point : dens ses derniers rapports eur le France (4), l'OCDE e cessé de critiquer notre pays, comme elle le faiseit auparavent, pour son protectionnisme et sa ferme-

Des blocages subsistent

La réalité française n'eet pas parfaite. D'impor-tants bloceges subsietent, qu'il faut identifier et réduire sans relâche. Mais notre pays possède d'im-menses atouts, que les investisseurs étrangers semblent avoir parfaitement bien perçus et utilisés. Et, fait significatif, leurs réponses aux enquêtes d'image réaliséee auprès d'eux sont nettement plus élogieuses que celles des industriels français eux-mêmes, telles qu'elles transparaissent notamment à travers les tra-veux du World Economic Forum (5). Il faut donc, tout en restent lucide sur des fai-

blessee bien réelles, rompre avec un discours d'eutodévelorisation qui porte en lui deux dengers. L'un serait de diffuser à l'étranger une image troublée qui nous ferait tort dans la promotion de notre espace comme de nos produits; l'autre consisterait, à travers un diagnostic exagéré de nos faiblesses, à parvenir à des conclusions erronéee de politique économique, N'oublions pas, en particulier, le rôle plus impor-tant qu'ailleurs joué en France par l'Etat dans la forma-

tion de l'identité nationale et, au cours des cinquante demières ennées, dans la modernisetion du peys à travers la mise en place d'un meillage particulièrement dense et cohérent de grands services publics. Une politique eveugle de dérégulation, fondée sur des a priori idéologiques abstraits, risquerait de priver le France de l'un de ses meilleurs atouts dans la compé-

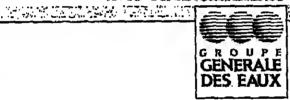
(*) Chargé de mission au Commissariat général du Plan,

(1) « Investir en France, un espace attractif », rapport du Commissariat général du Plan, La Documentation fran-

(2) Voir le Financial Times du 3 octobre 1991. (3) «Les prélèvements sur les entreprises en France et

dans la Communauté européenne», J. Lallement, rapport au Conseil économique et social, Journal officiel, mars 1991. (4) Etudes économiques de l'OCDE, France, mai 1991. (5) «The World Competitiveness Report», World Economic Forum, 1991.

— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -



EXERCICE 1991

Chiffie d'affaires consondé

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de Guy Dejouany, a examiné, dans sa seauce du 13 mai 1992, les comptes consolidés de la Compagnie Générale des Eaux pour l'exer-

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 134,9 milliards de francs, contre 116,8 milliards, en progression de 15,5% (il a été multiplié par 1,6 au cours des trois derniers exercices). Dans ce total, les sociétés du groupe Blanzy-Ouest, dont la Compagnie a pris le contrôle en 1991, ont representé 2,2 milliards de francs. A l'étranger le chiffre d'affaires atteint 36,5 milliards de trancs, en augmentation de 22.3%. Cette nouvelle progression provient principalement du développement en Europe, où le volume d'activité a été de 25,3 milliards, dont plus de 11 milliards en Grande-Bretagne, 7,1 milliards en Allemagne (montant deux fois supérieur à celui de l'année précédente), 2,2 milliands dans les pays du Bénélux, 2 milliards en Espagne et près d'un milliard dans les pays d'Europe de l'Est. En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires a été de 4,7 milliards de

En 1991, à travers 1970 sociétés, le Groupe a rassemblé 198 500 personnes (contre 173 000), dont 68 500 hors de France.



Le résultat d'exploitation marque, à 5,56 milliards, une progression de 25%, avec, en particu-lier, une croissance poujours soutenue des secteurs eau, énergie, propreté. En trois ans, ce résultat aura été multiplié par 2,5. Le résultat courant s'est élevé à 3,8 milliards. Il est de nouveau en hausse sensible (+25,3%) par rapport à

The property of the property o

Le résultat net, part du groupe, s'exhlit à 2613,2 millions, en progression de 17,7%. Son montant est près de deux fois supérieur à celui obienu en 1988. L'autofinancement, à 9,2 milliards de francs, s'est maintenuà un niveau voisin de celui arteint en 1990, en dépit d'une diminution des plus-values de cession de l'exercice.

Les investissements industriels se sont élevés à 11.5 milliards de francs en 1991, après 10,1 milliards en 1990 (multiplié par 2 en trois ans): 33 milliards dans le domaine de Γεαι (contre 3 milliards), 2,1 milliards dans le secteur de l'énergie, 1,4 milliard dans celui de la propreté (contre 900 millions de francs), 1,9 milliard dans le bătiment et les travaux publics, 1 milliard dans la communication (radiotéléphone et télévision par cable) et 1,8 milliard dans les aurres champs d'activité du Groupe (notamment la santé et l'aménagement urbain).

Les investissements financiers ont été de 8,5 milliards, contre 11,3 milliards au cours de l'année précédente. 3,2 milliards de francs ont été consacrès à la poursuite du développement international du Groupe, principalement en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Belgique. La plupart des domaines d'activité ont bénéficié des investissements financiers de l'exercie 1991, en particulier les secteurs de Pénergie, de la propreté et des transports, du bâtiment et des travaux publics, ainsi que de l'aménagement urbain.



Pour 1992, les perspectives de développement du Groupe permettent d'envisager une nouvelle progression de l'activité et des résultats.

Informations Actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF



- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net), · renseignements sur les défaillances d'entreprises, notamment les déclarations de cessation des paiements.

Pour prévenir difficultés et impayes (en 1991 il y a eu près de 55 000 faillites), consultez systèmatiquement le 36.29.11.11.



36 29 11 11 INFOGREFFE

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE -1, quai de Corse 75181 PARIS CEDEX 04 - Tél.: (1) 43.29.06.75

NCTURE

S IX points de taux d'intérêt : e'est à peu près le supplément qu'un Enropéen en quête de financement à court terme doit acquitter par rapport à un Américain dans la même situation. A l'évidence (vnir « le Monde de l'économie » du 18 mai), cette différence ne tient pas à des écarts d'inflation d'un côté à l'autre de l'Atlantique, et pas davantage, au vu des évolutions récentes, aux évaluations des risques de change. C'est done avant tnut des politiques monétaires que dépendent les niveaux

actuels des taux d'intérêt à court terme.

Aux Etats-Unis, pour relancer l'activité en récessinu, les autnrités nnt impulsé une baisse de deux points des taux nominaux depuis l'an dernier. A 4 %, les raux à trois mnis (vnir les graphiques ci-dessous) y

INDICATEUR e Les taux d'intérêt Déconnexion

même, au Japon, pour mettre un frein à la panique boursière, la banque centrale a considérablement modifié sa politique, autorisant une baisse de trois points des taux courts. En Europe, en revanche, le durcissement de la politique allemande a contraint les autres pays du Système monétaire européen à maintenir une attitude restrictive, de sorte que les taux d'intérêt apparaissent aujourd'hui totalement déconnectés des détermi-

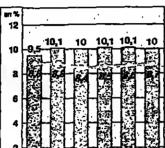
Devenus instruments privilégiés des politiques de régulation conjuncturelle et du change, les taux courts ne sont plus dès lurs très significatifs des tensions monétaires d'un pays. Les niveaux des taux à long terme soot sans dante plus pertinents : ils reflètent assez fidèlement les écarts d'inflatinn entre pays industrialisés. Pour les six pays considérés, ils se situent dans une fourchette étroite — entre 4 % et 5,5 % en termes réels — et représentent mieux la couverture effective du risque pris par un investisseur à l'houre actuelle.

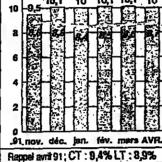


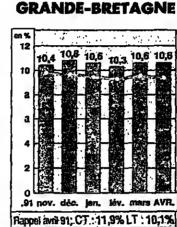
.91 nov. déc. jan. lév. mars AVR.

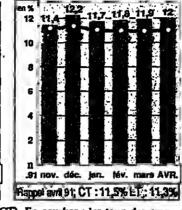
Rappel avril 91; CT : 9,1% LT : 8,4%

FRANCE

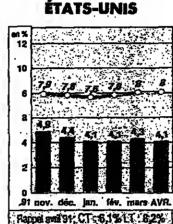


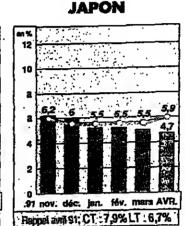






ITALIE





En colonnes : les taux à court terme, à trois mois sur le marché des eurodevises (CT). En courbes : les taux des emprunts d'Etat à long terme (LT). Sources nationales,

RÉGION • L'ex-URSS

Crise de l'énergie

A LORS que la zone ex-sovié-tique conserve le premier rang mondial pour le petrole (515 millions de tonnes en 1991) et le gaz (810 milliards de mètres cubes), le deuxième pour l'électricité (1 680 milliards de kilowattbeures) et le traisième pour le charboo (610 millinns de tnanes), un ratinonement de l'énergie y a été instauré un peu partout. La situation du réseau électrique apparaît particulière-ment critique pour la Russie dans les régions d'Extrème-Orient, de Traosbaikalie et du Nord-Caucase, ainsi oue dans les pays de Transcaucasie.

L'alimeotatinn en eau chaude et eo chauffage urbain est limitée à quelques beures par jour dans les pays baltes et même coupée en Arménie où les difficultés générales ont été aggravées par l'embargo de l'Azerbaïdjan. Dans certains Etats, l'essence est maintenant distribuée au compte-gnuttes et fait l'abjet d'uo trafic fort lucratif; dans quelques villes, les transports en commun o'assurent pins qu'uo service minimum, tandis qu'iei nù là, des avinos sont eloués au soi faute de kérosène. La erise tnucbe tont aussi doremeot la production. Des milliers d'entreprises dnivent mettre leur personnel au ehômage technique partiel; quant aux semailles, elles se sont faites à eoups d'expédients pour pallier le manque de

La situatinn présente, dont les causes snnt pour la plupart assez aneienoes, ne découle apparemment que dans une faible mesure des baisses de productinn observées dans le secteur pétrolier (- 110 millions de tonnes en trois ans) et les charbonnages (- 160 millions de tonnes) depuis 1988, et plus récemment dans ceux du gaz naturel et de l'électri-cité. Depuis des années, l'industrie pétrolière vnit ses besoins en équipements satisfaits à hauteur de 60-70 % seulement; nr, les livraisons ont encore baissé ees derniers mnis, les principaux fournisseurs étant l'Azerbaidjan et la République de Tchétchénie (Russie), qui sont aujourd'hui le théâtre de tensinns graves.

carburant.

Mais surtout ce secteur souffre d'une crise des coûts dont l'augmentation exponentielle n'a jamais été répercutée sur les prix. Cette politique de l'énergie à bon marché l'a privé de ressources qu'il aurait pu consaerer à sa modernisation, d'autant plus que les revenus des exportations pétrolières étaient avant tout destinés à acheter des céréales, et elle a également enenuragé une consommation excessive, encore augmeotée par des installations

énergivores. Les antres sources d'énergie nnt aussi leurs propres pro-blèmes : manque de capacités de stockage et de conduites pour le gaz, délahrement de 70 % des mines et grèves particulièrement dures pour le charbon, gel du programme aneléaire après la catastrophe de Tchernobyl et forte cootestation écologique à l'endroit du développement de l'hydroélectricité.

En fait, l'ampleur des pénuries actuelles s'explique plutôt par la désorganisation du système des transports et des échanges. Le manque de wagons, l'engorgement du trafic ferro-viaire empêchent d'acheminer le pétrole raffioé dans le bassio de la Volga vers les ceotres industriels du Nord-Ouest, le charbon de Sibérie occidentale vers les industries métallurgiques d'Ukraine. Oléoducs, gazoducs et réseau électrique, mal entretenus, subissent de fréquentes avaries. Pour couronner le tout, des trains entiers sont détournés, des oléoducs pompés clandestinement l

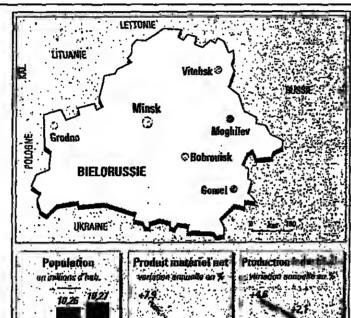
Enfin, avec la désintégration de l'URSS, les flux traditionnels d'échanges soot remis en cause, l'énergie étant devenue un moyen de ebantage dans le jeu complexe eotre les différents Etats de l'ex-URSS et au sein même de la Russie. La suprématie de cette dernière (90 % dn pétrole, 78 % dn gaz, 63 % de l'électricité et 56 % dn charbon) la place en effet en position de force vis-à-vis de ses partenaires. Elle a done fixé de façon unilatérale des quotas de livraison, parfois mai acceptés par ses clients, et révisé ses prix début mai, sans la moindre concertation. Le comportement de la Russie fait d'ailleurs des émules : le Turkménistao, qui produit 11 % du gaz oaturel de l'ensemble, a tenté en janvier d'exiger de ses partenaires un paiement en devises. Mais il n'a finalement réussi à obtenir qu'une réévaluatinn de

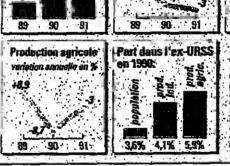
ses prix.

La Russie ne fait cependant pas tout à fait la pluie et le beau temps. Ses capacités de raffinage étant insuffisantes, elle a recour notamment à l'Ukraine, à la Biélorussie et à la Lituanie pour transformer 25 % de son pétrole. En nutre, les principaux terminaux maritimes se trouvent situés dans les ports des Etats baltes et de l'Ukraine, les frais de transit étant acquittés en pétrole. Mais surtout la Russie n'a plus la mainmise sur la totalité des ressources énergétiques produites

sur son territoire. Les Républiques de Tchétehénie, Tatarie, Bachkirie, Yakoutie, les régions de Tinumen et Sakhaline, qui possèdent toutes du pétrole et certaines, en outre, du gaz, cherchent à prendre le contrôle de la rente procurée par ces ressources. Leurs efforts rencontrent d'ailleurs un succès certain : clles sont vivement sollicitées par nombre d'Etats de l'ex-URSS qui voient là un moyen de compenser les limitations imposées par la Rus-

Marie-Agnès Crosnier CEDUCEE, La Documentation française.







89 90 91 elaye pokazanii républiques de l'Union ipoux indicateurs

Si le retnumement de tendance a été net pour le crédit à la consommation, les évolutions ont été moins violentes pour le financement du logement et des entreprises (voir graphique ci-dessous). Dans ces deux domaines, et plus particulièrement pour le crédit aux entreprises, les prêteurs n'ont pas brutalement diminué l'affre de crédit. Mais leur logique a tout de même changé à partir de 1991. Ils ont délibérément sacrifié la croissance de la distribution de crédits et même des parts de marché – à une meilleure rentabilité, en sélectionnant les risques. Cela s'est traduit par un redressement sensible de leur marge d'intérêt à environ 4 % en 1991 au lieu de 3,5 % en

moins d'enthousiasme, en parallèle les besoins des emprunteurs se

SECTEUR • Le crédit Rétraction

E secteur du crédit a connu en France au cours des cinq der-nières années des évolutions aussi brutales que spectaculaires. Tout a commencé par une phase d'expansioo sans précédent. L'explosioo de l'offre à la fio des années 80, notamment après le « désencadrement » du crédit en 1987, a été spectaculaire. Les prêts à la consommation ont augmenté de 37 % sur la seule année 1987. A cette époque, les banques commerciales, anxieuses de regagner le terraio perdu depuis trente ans au profit des établissements spéciali-sés, se soot ruées sur les particuliers, prétant parfois dans des

conditinns assez risquées. Changement brutal de décor au milien de l'ai e 1990. la multiplicatioo des défauts de paiement a rappellé les banques à la prudence. La mise en vigueur de la loi Neiertz sur le surendettement des particuliers, qui débouche sur un étalement des paiements nu des abandons de créances, a encore accéléré le ralentissement de la distribution de crédit. D'autant qu'un Français sur trois oo sur quatre est maintenant catalogué «client à risques» et se trouve de ce fait en dehors du marché.

1990, année noire. Elle était de

5 % en 1987. Sí les prêtenrs nnt montré

soot réduits. Le ralentissement de la croissance, des besoins d'investissements et le niveau particulièrement élevé des taux réels (de 7 % à 9 % compte tenu de l'infla-tion) out affecté la demande de crédit. C'est clair pour les entreprises et cela l'est plus encore dans le domaine immubilier. La crise est passée par là avec pour principale caractéristique noe diminution brutale du nombre des tran

Toute la question aujourd'hn. est de savoir jusqu'où peut aller ce ralentissement de la distributioo de crédit? Il a été suffisamment loie en tont cas pour ioquiéter à plusieurs reprises le gouverne-ment, qui a d'ailleurs demandé il y a trois mois aux établissements financiers d'a être moins frileux ». Pour autant, on ne peut pas véritablement parler de « credit crunch » (effindrement brutal de la distribution de crédit). La croissance de la distribution de crédit à l'économie (entreprises et particulicrs) est restée supérieure en 1991

de 3,5 % à l'inflatinn. Pour la piupart des experts, le véritable test aura lieu cette année. Dans le domaine de la consommatinn, nn est clairement depuis novembre 1991 dans une phase de diminution de l'enveloppe totale de crédit. Là, les banques, plus encore que les établissements spècialisés ont restreint l'affre. On peut done parler déjà de « credit crunch ».

Le financement de l'immnbilier a mieux résisté tnut comme celui des entreprises, mais le recul au sil des mois de 1991 est très net. Et cette dégradation s'est poursuivic an début de 1992. Les professionnels les mnins inquiets misent sur une stabilisatinn pour l'ensemble de l'année en cours de la distribution de crédit. Elle resterait alors légèrement supérieure à l'inflation, d'environ 2 %. Mais, pour y parvenir, une reprise de la croissance économique au quatriéme trimestre 1992 semble indispensable

Éric Leser

PAYS e La Biélorussie **Demi-teintes**

OTÉE d'une agriculture s'effnree d'attirer les investis-dant les rendements sou-senrs étrangers, envisageant tiennent presque la concurrence avee ceux des Etats baltes et d'une industrie perfirmante tière polonaise. seinn les critères soviétiques – Quant aux réformes, dont le elle abrite en particulier le pre-mier centre de production de matériel informatique de l'ex-URSS, - la Biélorussie a connn depuis la derniére guerre nn dynamisme économique certain. Ce potentiel explique-t-il qu'elle ait connu en 1991 des chutes de production et un taux d'inflation moins accusés qu'ailleurs?

Tnut n'est pas rose ponr autant. La catastrophe de Tcher-nobyl a rendu inutilisables 20 % des terres agricoles et contaminé à des degrés divers près du tiers du territoire. Le manque de terres devient maintenant nn obstacle an développement de la réforme agraire. D'où l'idée de reprendre à l'armée une partie des 500 000 hectares qu'elle

La désorganisation des échanges à l'intérieur de l'ex-URSS a également placé une Biélnrussie pratiquement dépourvue de ressources naturelles (sauf la potasse, première en Europe) dans une positinn très vulnérable dont elle commence à sentir les premiers désagréments : la production indus-trielle s'est effondrée en janvier (- 18 %). Le gouvernement multiplie les contacts avec les pays du Gnlie pour diversifier l'approvisionnement énergétique et

elles s'avèrent relativement timides. Ainsi, les privatisations donnent une nette préférence à la locatinn sur la propriété pri-vée, à telle enseigne que la Biélorussie se trouve en tête des Etats de l'ex-URSS pour le nambre d'entreprises données à bail. Les autres volets significatifs du programme de transition concer-

senrs étrangers, envisageant

notamment de créer une zone

économique spéciale à la fron-

contenn se ressent de la présence

au pouvoir des ex-communistes,

nent la conversion des industries d'armement, très présentes, ainsi que l'introduction d'une politique monétaire autonome. Dans un premier temps, et pour protéger le marché intérieur après la libéralisation des prix, un système de conpons réservés à l'achat des produits à prix sub-ventionnés a été instauré. L'étape suivante consistera

à mettre en circulation, sans doute au début du second semestre 1992, des coupons réutilisables, moyens de paiement parallèles au rouble et dont la parité avec celui-ci sera de un à dix. Enfio serait créée la monnaie biélnrusse, le thaler. Tont cela sera-t-il suffisant pour que la Biélorussie trouve à la fois son identité et la voie de la relance éconnmique?

M.-A. C.

